Le Monde

www.lemonde.fr

58e ANNÉE – Nº 17808 – 1,20 € – FRANCE MÉTROPOLITAINE —

SAMEDI 27 AVRIL 2002

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

SUPPLÉMENT

Le Monde TÉLÉVISION

Présidentielle : quelle influence a eue la télé ?

ESPAGNE

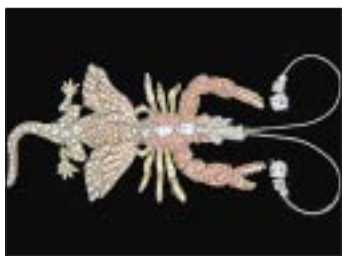
Premières inculpations dans le scandale de la banque BBVA p. 21

URBANISME

Les pièges de la mixité sociale p. 19

BASKET

A Valenciennes, les filles rêvent d'Europe p. 26



D. R.

MODE

Le surréalisme inspire les couturiers p. 29

PORTRAIT

Romain Goupil, ses engagements p. 33

France 2
Horizons 11
International..... 16
Société 19
Entreprises..... 21
Communication 23
Marchés..... 24
Aujourd'hui 26
Météorologie 30
Jeux..... 30
Culture..... 31
Carnet..... 34
Abonnements..... 34
Radio-Télévision..... 35

Enquête sur les réseaux de Le Pen

Les relais de l'extrême droite parmi enseignants, parents d'élèves, contribuables, petits patrons, locataires et policiers

L'effet Le Pen. Notre enquête sur ces réseaux dormants que l'extrême droite peut réveiller. Comment, dans les années 1990, le Front national a implanté des relais pour ses thèses dans différents milieux sociaux et professionnels : associations de contribuables, de locataires, enseignants, parents d'élèves, policiers, petits patrons... Cette implantation a pâti du départ de Bruno Mégret en 1999, entraînant avec lui des cadres du mouvement d'extrême droite. Mais la présence du président du FN au second tour de l'élection présidentielle pourrait relancer leur influence avec un afflux d'adhésions. p. 2 à 4

Chirac. A Lyon, le président appelle au vote contre l'extrémisme au nom de la République. Il insiste sur le thème de l'insécurité. Les militants RPR font de la sécurité leur priorité. Ceux qui se voient premier ministre : Sarkozy , Raffarin, Douste-Blazy. p. 6 et 7

Jospin. Des responsables socialistes, dont François Hollande, demandent au premier ministre d'appeler à voter Chirac. Le malaise des militants du PS qui se font mal à l'idée de soutenir le président sortant. p. 8

Vu de l'étranger. Entretien avec Pascal Lamy : *« L'Europe, solution à la montée des extrémismes. »* En Italie, Jean-Marie Le Pen conspué dans une manifestation à Rome. En Tunisie, l'opposition inquiète. p. 10

Enquête. A Martigues, le racisme tel qu'on en parle. p. 11

Horizons. Éditorial : « Devoir républicain ». Analyse : « Réflexe républicain ». Chroniques. p. 12, 33 et 36

- ▶ Chirac insiste sur l'aspiration des Français à la sécurité
- ▶ A droite, qui se voit premier ministre ?
- ▶ A gauche, des dirigeants socialistes demandent à Jospin d'appeler à voter pour Chirac
- ▶ Au RPR et au PS, le malaise des militants
- ▶ Paroles d'électeurs du FN : à Martigues

Contre le FN, une immense vague

LES MANIFESTATIONS contre l'extrême droite s'amplifient. Plus de 300 000 personnes ont défilé jeudi 25 avril dans toute la France, contre 90 000 mardi et 60 000 mercredi. Ils étaient 20 000 à Lyon, 15 000 à Nantes et Toulouse 12 000 à Caen, 11 000 à Tours... Aux lycéens et aux étudiants commencent à s'ajouter des salariés. Des opérations « facs mortes » ont été organisées dans les universités.

A Lyon, où le mouvement est le plus puissant depuis le début, le défilé de jeudi était le premier véritablement organisé. Les lycéens y étaient nettement plus nombreux que les étudiants. A Toulouse, le défilé a eu lieu, comme ailleurs, dans le calme. *« Ta montre est suisse, ta voiture est japonaise, tes fringues sont américaines, ton café est africain, ton riz est asiatique, tes chiffres sont arabes, et tu oses dire que ton voisin est étranger »*, pouvait-on lire sur une pancarte griffonnée à la hâte. D'autres manifestations sont prévues samedi à Paris et dans une trentaine de villes, avant les défilés du 1er mai.

OLIVIER LABAN-MATTEI/AFP

Lire page 5

PROCHE-ORIENT

Ce que l'on sait vraiment de la bataille de Jénine

CHRISTOPHE SIMON/AFP

QUE S'EST-IL réellement passé du 3 au 13 avril dans le camp de réfugiés de Jénine, en Cisjordanie ? Un massacre, selon les Palestiniens ; des combats acharnés, selon les militaires israéliens. Nos envoyés spéciaux ont recueilli des témoignages et rencontré Peter Bouckaert qui prépare un rapport pour le compte de l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch. Pour lui, Tsahal a commis *« de très sérieuses violations des conventions sur la guerre »*, mais il ne pense pas que les événements *« s'apparentent à un massacre »*. *Lire pages 16 et 17*

Les Bleus, champions du monde de l'abstention et du remords

LES FOOTBALLEURS de l'équipe de France ont une raison toute personnelle de ne pas aimer Jean-Marie Le Pen. En 1996, le président du Front national s'en était pris à eux en plein milieu du championnat d'Europe disputé en Angleterre. *« Il est artificiel que l'on fasse venir des joueurs de l'étranger pour les baptiser équipe de France »*, avait-il déclaré en pointant du doigt ces joueurs trop cosmopolites à ses yeux et dont la plupart *« ne chantent pas ou ignorent* La Marseillaise ». Cette charge avait, à l'époque, profondément troublé les hommes d'Aimé Jacquet. Prudent, ce dernier avait alors recommandé à ses troupes de ne pas répliquer.

Six ans plus tard, Marcel Desailly n'a rien oublié de cet instant qu'il raconte en détail dans son autobiographie, *Capitaine*, sortie il y a un mois. Ce natif d'Accra (Ghana) s'en est souvenu à nouveau en découvrant, le 21 avril, les résultats du premier tour de l'élection présidentielle. *« Choqué »*, le capitaine des Bleus a décidé, cette fois, de ne pas se taire : *« Les gens qui ont voté Le Pen ont voulu faire passer un message, mais aujourd'hui, ils doivent se sentir mal*, a-t-il indiqué au *Monde. Je comprends que l'on se plaigne de l'insécurité, mais je n'accepte pas qu'on le fasse de cette manière. La présence de Le Pen au second tour est inconcevable pour un pays démocratique comme la France. Malheureusement, le mal est fait. Les électeurs doivent maintenant prendre leurs responsabilités. J'espère que Chirac va écraser Le Pen. »*

Comme la plupart des Bleus, le défenseur de Chelsea n'est pas allé voter le 21 avril. Son partenaire de club Emmanuel Petit l'a imité, de même que leurs voisins d'Arsenal – Patrick Vieira, Sylvain Wiltord, Thierry Henry. A Munich, Willy Sagnol a reconnu qu'il n'avait pas rempli, lui non plus, son devoir civique. Le Lyonnais Eric Carrière et le Bordelais Christophe Dugarry ont également fait leur *mea culpa*, le second avouant même qu'il n'est *« plus inscrit sur les listes électorales. »*

A Manchester, Mickaël Silvestre s'en est, lui, carrément voulu d'avoir boudé le premier tour : *« C'est toujours compliqué de voter quand on habite hors de France, mais, bon, ce n'est pas une excuse. »* A Bolton, Youri Djorkaeff s'est également abstenu, comme il le fait traditionnellement : *« Cela fait dix ans que je ne vis plus en France*, se justifie-t-il. *A part les rassemblements avec les Bleus, j'ai peu d'occasions d'être confronté à la vraie vie française. L'éloignement nous a rendus moins responsables. »* Reste qu'en découvrant les résultats Youri Djorkaeff a eu *« les boules »* et a *« pensé très fort à ses grands-parents arméniens ». « Dire qu'un électeur sur cinq a donné sa voix à Le Pen !*, se désole-t-il. *Comment se promener dans la rue en se disant qu'un regard sur cinq que l'on croise est celui de quelqu'un qui a voté FN ? »*

Emmanuel Petit est peut-être celui qui a été le moins surpris par le séisme du 21 avril : *« Un sentiment d'insécurité s'est installé en France. Il y a des coins à Paris où franchement je n'ai pas envie d'aller. »* Il s'est, lui, volontairement abstenu : *« J'habite à côté du consulat français, mais je n'y suis pas allé, car j'étais indécis. Il m'est pourtant arrivé de voter, dans le passé. Lorsqu'un homme politique me plaît et qu'il dégage une certaine franchise, je peux voter pour lui. Après, comme tout le monde, j'ai le sentiment de m'être fait avoir. »*

Frédéric Potet

THÉÂTRE

« La Mort de Danton » à l'Odéon

PASCAL VICTOR/MAXPPP

LE THÉÂTRE de l'Europe termine son cycle dédié à Georg Büchner. Entretien avec le metteur en scène, Georges Lavaudant : théâtre et politique. *Lire page 31*

POINT DE VUE

Sous les décombres du 21 avril...

par Chris Patten

EN FOUILLANT les décombres laissés par le vote massif en faveur de Jean-Marie Le Pen, lors du premier tour de l'élection présidentielle en France, on trouve au moins trois éléments importants de maçonnerie politique à sauver et à étudier.

Le premier : si des traits idiosyncrasiques du système électoral et de la politique démocratique de France ont certes contribué à ce résultat, le vote pour l'extrémisme populiste est un phénomène européen, et pas une spécificité française.

Pour y remédier, il faudra des dirigeants forts et honnêtes. Faire des leçons de morale aux électeurs qui ont péché devant les urnes est contre-productif. Articuler une vision généreuse de la citoyenneté est en revanche tout autre chose.

La gauche ne devrait pas croire qu'elle détient le monopole de la vertu dans le domaine des relations entre citoyens et de la justice sociale. Dire à ses défenseurs traditionnels que se soucier de faire respecter la loi relève d'un conservatisme méprisable est la façon la plus sûre de les faire fuir en masse.

Les politiciens de droite, pour leur part, devraient s'assurer qu'existe une ligne de partage claire et infranchissable entre leur propre défense de la notion de nation, de la responsabilité civique et des droits individuels d'un côté, de la xénophobie et du racisme patent des extrémistes de l'autre. Ils devraient être les premiers à dénoncer l'amalgame entre délinquance et appartenance raciale, et faire preuve de plus d'imagination et d'initiative dans le débat sur la polarisation sociale.

Lire la suite et les points de vue de Michel del Castillo, Michel Vinaver, Laurent Heynemann, Jean-Luc Mélenchon, Ali Magoudi, Roger Cukierman, et un appel d'artistes, p. 14 et 15

CHRIS PATTEN est commissaire européen chargé des relations extérieures. Il a été le dernier gouverneur britannique de Hongkong.

Le Roi de la reprise, c'est Citroën Félix Faure !

3 800€* pour l'achat d'une CITROËN récente XM, EVASION OU XANTIA

2 280€* pour l'achat d'une CITROËN récente XSARA, XSARA PICASSO** OU SAXO

Reprise minimum de votre véhicule, quels que soient l'état, la marque et beaucoup plus si son état le justifie.

FAIBLE KILOMETRAGE • GARANTIE 1 AN PIÈCE ET MAIN D'ŒUVRE • PRIX ATTRACTIF • FINANCEMENT À LA CARTE.

* Offre spéciale jusqu'au 30 avril 2002 non cumulable avec d'autres promotions, réservée aux particuliers, dans la limite des stocks disponibles. Carte grise au nom du propriétaire depuis 1 an. **Sauf Xsara Picasso HDI. En échange de cette publicité

CITROËN FÉLIX FAURE mon j'aime fournisseur officiel en bonnes affaires

Paris 15e	10, place Etienne Pernet	01 53 68 15 15
Paris 14e	50, boulevard Jourdan	01 45 89 47 47
Paris 19e	59, avenue Jean Jaurès	01 44 52 79 79
Coignières (78)	74, RN 10	01 30 66 37 27
Limay (78)	266, rte de la Noué, Port Autonome	01 34 78 73 48
Bezons (95)	30, rue Emile Zola	01 39 61 05 42
Thiais (94)	273, av. de Fontainebleau, RN 7	01 46 86 41 23
Nantes (44)	7, bd des Martyrs Nantais, Ile Beaulieu	02 40 89 21 21
Corbas (69)	ZI Corbas Mont-Martin, rue M. Mérieux	04 78 20 67 77
Vitrolles (13)	Av. Joseph Cugnot, Zac des Cadenaux	04 42 78 77 37

M 00147 - 427 - F: 1,20 €

Afrique CFA 1000 F CFA, Algérie 35 DA, Allemagne 1,50 €, Antilles-Guyane 1,50 €, Autriche 1,50 €, Belgique 1,20 €, Canada 2,50 $, Danemark 15 KRD, Espagne 1,50 €, Finlande 2,00 €, Grande-Bretagne 1 £, Grèce 1,50 €, Irlande 1,50 €, Italie 1,50 €,Luxembourg 1,20 €, Maroc 10 DH, Norvège 16 KRN, Pays-Bas 1,50 €, Portugal cont. 1,50 €, Réunion 1,50 €, Suède 16 KRS, Suisse 2,40 FS, Tunisie 1,5 DT, USA (NY) 2 $, USA (others) 2,50 $.

PRESIDENTIELLE

L'EFFET LE PEN

Depuis le départ de Bruno Mégret qui a fondé en 1999 le MNR, le Front national a subi une hémorragie de cadres et d'élus. Pourtant, **JEAN-MARIE LE PEN** dispose depuis le début des années 1990 de nombreux réseaux chez les enseignants, les parents d'élèves, les locataires d'HLM, les policiers et les contribuables. Cette **NÉBULEUSE** constitue un relais pour ses thèses et un vivier de militants. En meeting à Lyon, jeudi 25 avril, Jacques Chirac a estimé que le vote du 21 avril exprimait une *« aspiration forte à davantage de* **SÉCURITÉ** *et de* **CONSIDÉRATION** *»*. Pour lui, les *« enjeux du 5 mai sont immenses. Il en va de l'image de la France »*. Lionel Jospin est pressé par les socialistes de **PRENDRE POSITION** pour le second tour. Les militants du PS montrent peu d'entrain à l'idée de voter pour Jacques Chirac.

Ces réseaux dormants que l'extrême droite peut réveiller

Dans l'éducation nationale, chez les contribuables et les petits patrons, dans les associations de locataires de cités HLM, chez les policiers, le Front national dispose de relais implantés aux cours des années 1990. Chacun d'eux diffuse les thèses de Jean-Marie Le Pen

LE MOUVEMENT qui s'est dessiné quelques jours avant le premier tour de l'élection présidentielle ne fait que s'amplifier. De chaque fédération monte la même information : les adhésions vont bon train. Une arrivée de sang vif qui va stimuler un appareil et des réseaux dormants.

Cette nouvelle satisfait d'autant plus les cadres du parti que l'appareil pâtit toujours du contrecoup de la crise qui a mené à la scission de janvier 1999 et au départ de près de la moitié de ses troupes. Service d'ordre encore convalescent - le FN a dû recruter 200 personnes pour renforcer les 150 membres du DPS (Département-protection-sécurité) chargés d'assurer la protection du défilé et du meeting du 1er mai, organisé cette année encore de la place du Châtelet à la place de l'Opéra -, fédérations vivant au ralenti quand elles ne sont pas des coquilles vides comme en Alsace ou dans l'Ouest de la France... Voilà bien le paradoxe de cette élection : Jean-Marie Le Pen s'est retrouvé propulsé en deuxième position de la présidentielle par les électeurs alors que son parti souffre encore d'anémie.

La responsabilité en revient pour partie à M. Le Pen lui-même qui s'est toujours méfié de l'appareil, une méfiance accrue depuis la crise de 1998-1999. Il a ainsi refusé à Carl Lang le secrétaire général, d'investir, comme il le lui demandait, dans la reconstruction des fédérations, préférant consacrer l'essentiel de son budget aux élections : européennes, cantonales, municipales mais surtout la présidentielle qui seule l'intéresse vraiment, au grand dam de ses anciens collaborateurs passés au MNR, qui ont toujours jugé primordial le maillage de la France grâce aux élections locales.

MICHEL EULER/AP

Jean-Marie Le Pen, à son arrivée dans un studio de radio, jeudi 25 avril. Le candidat du Front national, qui a décidé de multiplier ses interventions dans les médias, envisage de se présenter aux législatives, ce qu'il n'a pas fait depuis 1993.

Cette année cependant, compte tenu des résultats à l'élection présidentielle, M. Le Pen devrait financer les élections législatives où il espère créer un rapport de force décisif avec la droite. Signe de cette volonté, il envisage sérieusement de se présenter lui-même ce qu'il n'avait pas fait depuis 1993. Reste à choisir sa circonscription.

De même, depuis la crise, sont restés en jachère la plupart des réseaux associatifs dont certains, comme Entreprise moderne et liberté, avaient été initiés par Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général décédé en 1988, puis repris et multipliés par les lieutenants de Bruno Mégret.

POUR LA PEINE DE MORT

De l'aide aux plus démunis, aux associations professionnelles en passant par les organisations culturelles, familiales et syndicales, rien n'avait été négligé. Actuellement beaucoup de ces associations se résument à un président et une boîte à lettres mais peuvent d'un moment à l'autre reprendre vie.

Plus que jamais ces dernières années le Front national a vécu à travers son chef. L'élection présidentielle n'a fait qu'accentuer cette tendance. Toute la campagne du premier tour a tourné autour de la personnalité de Jean-Marie Le Pen. Le second tour de scrutin l'oblige cependant à aller plus avant dans son programme. Un programme inchangé dont le pivot est *« la préférence nationale »*, une notion discriminatoire entre les Français et ressortissants étrangers dans tous les secteurs (travail, logement, sécurité sociale, prestations etc.), le retour des immigrés (illégaux, condamnés par la justice, fins de contrats etc.) dans leurs pays d'origine, le remplacement de la prévention par une politique de répression...

Invité, jeudi 25 avril, de RMC et de LCI, le représentant de l'extrême droite s'est à nouveau prononcé en faveur de la peine de mort. Il compare l'acquittement de Patrick Dils aux référendums sur l'Europe : *« Quand des pays n'adhèrent pas assez vite à l'Europe, quand ils disent "non", on recommence un an après, jusqu'au moment où ils disent "oui". »* Alors qu'on lui demande ce qu'il pense des trois procès qu'à dû vivre M. Dils avant d'être reconnu innocent, il répond que *« ça n'a pas beaucoup d'importance (...) La vie n'est pas un long fleuve tranquille, elle comporte un certain nombre de risques. »* Les erreurs judiciaires, font pour M. Le Pen, partie des *« risques de la vie »*. Plus tard, au sujet des sans-papiers, il a estimé que *« s'il faut faire des camps d'internement, on fera des camps de transit dans lesquels ils attendront relativement confortablement de renter chez eux. »*

M. Le Pen, qui fait essentiellement pour ce second tour une campagne médiatique (en dehors des manifestations du 1er mai, il n'organise qu'un meeting, à Marseille le 2 mai), s'est dit, sur LCI, persuadé de faire *« beaucoup mieux »* que 30 % le 5 mai. *« En dessous de 30 %, je considérerais que ça n'est pas un succès »*, a-t-il dit. Le président du FN pense que le *« peuple français qui a été capable d'un formidable sursaut de dignité est capable de le pousser jusqu'au bout »* et mise sur des *« mouvements contradictoires »* chez les abstentionnistes pour contrer la mobilisation des partis de droite et de gauche. Enfin, sur RMC, il a tenu les *« milieux syndicaux extrémistes et marxistes de l'éducation nationale »*, ainsi que Jacques Chirac pour responsables des manifestations d'hostilité à son encontre qui éclatent à travers toute la France.

Christiane Chombeau

L'infiltration des associations de locataires HLM par l'extrême droite a pâti de la scission entre le FN et le MNR en 1999

APRÈS AVOIR, en 1996, réussi une percée prometteuse lors des élections des représentants de locataires, le parti de Jean-Marie Le Pen a déserté le terrain. Son concurrent, le Mouvement national républicain (MNR), a tenté de prendre le relais lors du renouvellement des représentants des locataires en 2000. Mais la scission survenue l'année précédente entre les deux partis d'extrême droite lui a compliqué la tâche, et seulement 3 offices sur 600 comptent dans leurs conseils des représentants de locataires se réclamant de l'Alliance française pour le logement (AFL), association créée, pour l'occasion, par le parti de Bruno Mégret.

Ce milieu constituait pourtant un terreau idéal pour des partis soucieux d'investir le terrain associatif. D'autant que les associations traditionnelles y sont en perte de vitesse, vieillissantes et peu représentatives de la population logée en HLM, particulièrement dans les quartiers en difficulté.

Il y a sept ans, le parti de M. Le Pen avait rencontré un certain succès en réussissant à présenter des listes du Front national des locataires (FNL) dans 30 organismes HLM sur 600. Domiciliée à Saint-Cloud, au siège du parti frontiste, le FNL revendiquait notamment *« la priorité aux familles françaises »* pour l'attribution des logements. Ses listes étaient présentes dans dix-huit départements, dont les Bouches-du-Rhône, fief de M. Mégret, et plusieurs départements du Sud. Sur les 1 500 sièges à pourvoir, le FN en avait alors remporté 17. Un résultat que Philippe Olivier, conseiller régional d'Ile-de-France – alors au FN – et grand ordonnateur de l'opération, avait jugé encourageant. *« Il faut des antennes du Front national de locataires par quartier et par cité, et, pourquoi pas, par cage d'escalier »*, promettait-il alors.

PAS DE ZÈLE

Quatre ans plus tard, le FN avait pourtant dû en rabattre. Incité par les directeurs d'organismes, le gouvernement de Lionel Jospin, avait, entre-temps, profité du vote, en juillet 1998, de la loi contre les exclusions pour durcir les conditions de présentation des listes, en la réservant aux associations *« indépendantes de tout parti politique »*. Une réforme que Marie-France Stirbois, membre du bureau politique du FN, rend aujourd'hui responsable de l'échec de son parti lors des dernières élections de janvier 2000.

En réalité, c'est la scission entre les deux partis d'extrême droite et l'obligation d'avancer masqué qui ont conduit le FN à abandonner ce terrain. Le Front national des locataires a donc disparu fin 1999, laissant place à l'Alliance française des locataires (AFL), créée par M. Mégret en septembre 1999, qui n'a remporté que 3 sièges en 2000. Fini la *« priorité aux familles françaises »* dans les tracts, puisque la loi interdit une telle discrimination dans l'attribution de HLM, l'AFL se contente de réclamer *« la condamnation des fauteurs de troubles et leur expulsion du territoire s'ils sont étrangers »* ainsi que *« la mise hors d'état de nuire des bandes qui terrorisent certaines cités »*.

Les trois élus mégrétistes, dont le mandat court jusqu'en 2004, siègent dans trois OPAC : ceux de Paris, de l'Eure et des Ardennes. Ils ne font, visiblement, pas beaucoup de zèle et c'est peu dire que l'association vivote. A l'OPAC de Paris, Pascal Fenardon, représentant de l'association, n'a demandé à faire partie d'aucune commission et, au dire d'autres administrateurs, il ne participe que rarement au conseil. Quand à André Sutter, représentant de l'association mégrétiste à l'OPAC de l'Eure, il est, selon le président, Michel Champredon *« présent mais généralement muet. Y compris*, précise-t-il, *sur les problèmes de sécurité. »*

Christine Garin

Enseignants et parents d'élèves constituent des cibles privilégiées

POUR L'EXTRÊME DROITE, les quelque 900 000 enseignants représentent une cible, certes difficile, mais qui fait l'objet de toute leur attention. Pour préparer la campagne présidentielle, le parti a créé trois commissions, réunissant une dizaine de personnes sur l'enseignement primaire, le secondaire et le supérieur. *« En rappelant aux enseignants les problèmes de sécurité, la nécessité de reconnaître le mérite, le gâchis de certaines recherches pédagogiques, on peut les sensibiliser à nos propositions »*, explique Miguel de Peyrecave, professeur agrégé d'espagnol à Blois, conseiller régional FN de la région Centre et chargé de l'éducation pour la campagne de Jean-Marie Le Pen.

Une structure parallèle au FN a vu le jour en décembre 2001 pour porter, chez les enseignants comme chez les parents d'élèves, les thèses du parti sur l'éducation. SOS école, présidée par un ancien proviseur, Gilles Sibillat, rassemble 140 adhérents, dont deux tiers d'enseignants. Elle a succédé au Mouvement pour un enseignement national (MEN), association jadis liée au FN, mais dont le président, Olivier Pichon, est passé au Mouvement national républicain (MNR) de Bruno Mégret.

La recherche d'une plus grande audience parmi les enseignants reste délicate. D'abord parce qu'*« il reste une hypertrophie de la gauche »*, selon les termes de M. de Peyrecave. Ensuite, parce que le FN privilégie, dans son programme, le point de vue des parents d'élèves en plaidant pour la suppression de la carte scolaire ou l'instauration d'un chèque scolaire. *« C'est un discours parfois difficile à tenir auprès des enseignants »*, reconnaît le responsable du FN.

En 1996, une tentative d'entrisme s'est dessiné lors des élections professionnelles des enseignants. Olivier Pichon, travaillant à l'époque pour le FN, reconnaît que, faute d'avoir réussi la transformation du MEN en syndicat, il *« a préféré l'infiltration sur des listes amies »* (*Le Monde* du 12 octobre 1996).

Selon lui, une cinquantaine de candidats auraient été disséminés sur des listes académiques et nationales. Des dires très difficiles à vérifier. Seul fait tangible, un professeur qui fut candidat du FN dans la Vienne aux législatives de 1993 et aux cantonales de 1994 était inscrit sur une liste du Syndicat national des lycées et des collèges (Snalc). *« Ce candidat n'était plus inscrit au FN »*, se défend le Snalc aujourd'hui. *« Depuis, les rares fois où de telles tentatives nous sont remontées aux oreilles, on a été très clairs »*, martèle Annette Taffin, chargée de la communication, qui précise que le *« ménage a été fait »*.

En octobre 2000, Bernard Kuntz, président du Snalc depuis 1997, met les points sur les i : *« Je découvre avec une infinie stupéfaction qu'Olivier Pichon déclare dans* Le Monde de l'éducation *que ses militants sont "très à l'aise au sein de Force ouvrière et du Snalc" »*, s'insurge-t-il en première page du journal du syndicat. *« Si certains croyaient voir dans le Snalc l'ultime refuge de leurs aspirations extrémistes, nous les inviterions d'urgence à aller voir ailleurs »*, prévient M. Kuntz.

ACTIONS PLUS DURES

Depuis, le FN semble avoir changé de stratégie. Et s'adresse directement aux enseignants. A l'instar de ce que fait Liliane Boury, conseillère régionale, secrétaire départementale du FN pour le Rhône et directrice d'une école maternelle à Lyon, qui envoie un courrier individuel aux enseignants exerçant dans les établissements où une agression a eu lieu.

« [C'est] *avec émotion que j'apprends par la presse l'agression dont a été victime l'un de vos collègues »*, écrivait-elle en décembre 2001 aux professeurs d'un lycée professionnel d'Oullins avant de leur signaler que *« le groupe Front national* [du conseil régional] *ne cesse de proposer des mesures de sécurisation des locaux scolaires »* et que ces propositions avaient été rejetées par *« tous les autres groupes »*. *« Les enseignants se rendent bien compte que, malgré leurs efforts, dans un contexte d'agressions, les choses vont mal »*, affirme Liliane Boury.

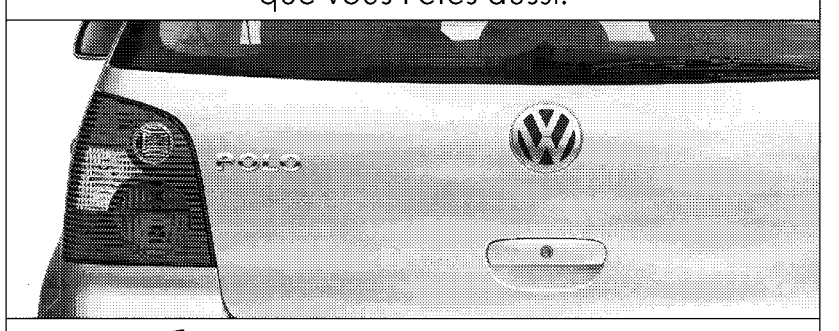
Le FN procède également à des actions plus dures. Lors du dernier Salon de l'éducation, en novembre 2001, une quarantaine de militants du Front national jeunesse avaient perturbé un débat public entre représentants de partis politiques. Répartis dans la salle, ils avaient tenté d'interrompre le débat.

Luc Bronner et Marie-Laure Phélippeau

Espace Suffren
40 ter, av de Suffren
Paris 15
Tél. : 01 53 58 10 00
Concession Volkswagen

Michel Ange
97, rue Michel Ange
Paris 16
Tél. : 01 41 71 12 12
Concession Volkswagen
et
52, av du Général Leclerc
Boulogne-Billancourt
Tél. : 01 55 60 24 00
Relais Volkswagen

...tellement extraordinaire qu'on pense que vous l'êtes aussi.



Nouvelle Polo 1.2 65 ch avec Abrégio
200 €*/mois
1 311,91 F / mois

Nous avons tout de suite songé à vous quand la nouvelle Polo est apparue. Tellement exceptionnelle qu'ici aussi, on ne peut s'empêcher de penser que vous l'êtes aussi. C'est dire notre impatience de vous rencontrer... pour vous la faire découvrir.

Nouvelle Polo.
La surdouée de Volkswagen

3615 Volkswagen (0,02 € l'accès, 0,20 € la minute) - 0 825 02 25 25 (0,15 € la minute).
Consommations de la Polo 1.2 65 ch CE 99/100 (l/100 km) poids à vide minimal - maximal : cycle urbain / extra-urbain / mixte : 7,6 - 7,7 / 5,1 - nc / 5,9 - 6,0 / CO_2 (g/km) : 142 - 144.

*Pour la Polo 1.2 65 ch 3 portes essence au prix catalogue de 11 490 euros tarif au 01/11/2001 - Versement comptant de 2 351,40 euros. Financement Abrégio. Crédit de 9 138,6 euros au T.E.G. de 10,75 % (soit 0,8958 % par mois). Durée 37 mois. 36 mensualités de 200 euros comprenant une garantie capital auto, puis 1 mensualité de 4 925,24 euros qui peut être couverte par la reprise du véhicule suivant engagement sous conditions du concessionnaire vendeur. Coût total du crédit avec assurance garantie capital Auto 2 986,64 euros. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 30 avril 2002, sous réserve d'acceptation du dossier par VOLKSWAGEN FINANCE SA, 11 avenue de Boursonne 02600 Villers-Cotterêts – RC SOISSONS B 642 032 148.

LUDOVIC/REA

En 1997, un défilé FN pour la « liberté syndicale »

LE 27 NOVEMBRE 1997, plusieurs manifestants défilent à Paris contre l'invalidation des listes de candidats de la Coordination française nationale des travailleurs (CFNT), liée au Front national. Cette année-là, le parti frontiste mène une offensive sur les élections prud'homales et tente de créer plusieurs syndicats en entreprises. La CFNT obtient 18 sièges dans le collège salariés aux élections prud'homales, dont sept dans le Rhône. 70 de ses listes avaient pourtant été invalidées par les tribunaux d'instance avant le scrutin pour *« raisons de fond »*.

Dans la police, le poids syndical de l'extrême droite ne correspond pas à son influence

OFFICIELLEMENT, Philippe Bitauld n'appellera pas ses adhérents à voter pour Jean-Marie Le Pen le 5 mai. Président de la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP), réputée proche de l'extrême droite, il estime *« imprudent de prendre parti »*. *« Je n'ai ni le droit, ni le goût de donner un choix politique*, explique-t-il. *Mon objectif, c'est d'abord la défense du policier. »* La déclaration vaut aussi condamnation des syndicats de police qui se sont prononcés en faveur de Jacques Chirac pour faire barrage au candidat du Front national (FN) au second tour de l'élection présidentielle. Ils sont dirigés par *« des gens qui ont fait la confusion des genres »*, assure M. Bitauld.

Les accusations de liens entre la FPIP et le FN sont anciennes. Philippe Bitauld n'a pas toujours fait preuve de la même prudence. En 1990, lors d'un congrès de la FPIP à Saumur (Maine-et-Loire), il avait admis *« une réelle similitude entre la philosophie de la fédération et celle du parti de Jean-Marie Le Pen en matière de sécurité »*.

L'influence de la FPIP n'a cessé de diminuer lors des dernières élections professionnelles. En 1998, elle avait recueilli 10,42 % des suffrages policiers ; trois ans plus tard, elle passait nettement en dessous de la barre des 10 % (8,67 %), semblant mettre un terme à la flambée du milieu des années 1990. En 1995, Jean-Paul Laurendeau, ancien dirigeant de la FPIP, avait présenté une liste à la dénomination sans équivoque : Front national de la police. Avec la FPIP, les deux organisations avaient obtenu un score de 13,23 %, suscitant une vive inquiétude des syndicats républicains.

Le FN-Police n'avait cependant pu se présenter au scrutin suivant en 1998. Il avait été interdit par le tribunal de grande instance d'Evry (Essonne) en raison de la confusion créée par cette appellation avec le parti de M. Le Pen. La FPIP redevenait alors presque seule à occuper le terrain extrémiste, ayant pour unique concurrent un groupuscule, le Syndicat professionnel des policiers de France (SPPF), crédité de 0,4 % des suffrages en 1995, et dont les deux responsables furent mis en examen en février 1998, pour *« association de malfaiteurs »*, puis *« vol à main armé »* pour l'un d'entre eux.

TRACT ANTISÉMITE

Ecartée par le ministre de l'intérieur, Daniel Vaillant, des négociations qui ont suivi le conflit social policier de l'automne 2001, la FPIP a régulièrement été considérée avec suspicion. En 1990, cinq de ses adhérents, dont le secrétaire général Serge Lecanu, avaient été révoqués de la police nationale, alors qu'ils étaient inculpés d'association de malfaiteurs dans une enquête sur des attentats racistes contre des foyers Sonacotra.

En janvier 1992, c'était au tour de M. Bitauld de subir la même sanction disciplinaire pour avoir organisé à Paris une manifestation interdite par le préfet de police. Il fut réintégré par Charles Pasqua en 1993, et promu au grade de brigadier sous le gouvernement de Lionel Jospin.

Réticents aux idées et aux partis d'extrême droite, les syndicats majoritaires chez les gardiens de la paix et CRS (UNSA-Police, Alliance, SGP-FO) ont maintenu une ligne de fermeté à leur encontre. Cela n'a pas empêché l'infiltration d'individus, voire de petits groupes parmi les organisations républicaines, notamment au syndicat général de la police (SGP), affilié à FO

En 1998, un policier membre de ce syndicat avait diffusé un tract antisémite. Ancien adhérent du FN-Police, il fut exclu du SGP-FO. Plus récemment, lors des manifestations de l'automne 2001, plusieurs policiers défilant dans les rues de Rouen (Seine-Maritime) sous la bannière du SGP-FO avaient été remarqués pour leurs slogans d'extrême droite. Le syndicat avait contesté la réalité de l'incident.

« Les adhésions aux syndicats estampillés d'extrême droite restent limitées, affirme un dirigeant syndical qui préfère rester anonyme, *car les policiers savent que professionnellement ils n'y trouvent pas leur intérêt, mais les idées diffusent, notamment dans les compagnies républicaines de sécurité. Cela doit inciter à la vigilance. »*

Pascal Ceaux

Chez les salariés, dans les entreprises, une activité militante en sommeil

Le Front national semble s'être peu investi sur ce terrain, mais le vote protestataire et le discours sécuritaire y progressent

LA DERNIÈRE grosse alerte, pour certains, remonte aux élections municipales de 2000. A l'époque, plusieurs syndicats avaient découvert avec effarement la présence de quelques-uns des leurs sur des listes du Front national. Ce fut le cas, par exemple, du délégué CFDT d'un bureau d'études, qui figurait sur les listes de Bruno Gollnisch, dans le neuvième arrondissement de Lyon. Ce militant a été exclu par la fédération du Rhône de la CFDT-commerce et services. Depuis, plus rien, ou presque. Quelques tracts anonymes dans les casiers, tout au plus. Et pourtant, de nombreux ouvriers et employés ont voté pour Jean-Marie Le Pen, le 21 avril.

Les années 1995-1998 avaient été marquées par une offensive tous azimuts : créations – avortées – de syndicats-maison comme à la RATP ; présentations multiples de candidats aux élections prud'homales. Au point que le ministère de l'emploi et de la solidarité a pris des dispositions dans la loi contre les discriminations – adoptée en décembre 2001 – pour rendre irrecevables, lors des prochaines élections prévues le 11 décembre 2002, les listes présentées par un parti politique *« ou une organisation prônant des objectifs contraires à l'institution prud'homale »*.

Mais, ces derniers temps, aucune activité militante n'a été réellement perçue sur les lieux de travail. Depuis la scission entre le FN et le MNR, en janvier 1999, cette activité, qui incombait pour une large part à Bruno Mégret et à ses partisans, a nettement fléchi. *« Le FN a perdu beaucoup de son réseau militant, parti au MNR. Le mal-vivre des salariés, les bas salaires, les agressions ont suffi »*, explique Hervé Alexandre, président de l'association Vigilance syndicale antifasciste (VISA) qui édite une lettre d'information mensuelle, *Isa* – créée en 1996 à partir de la commission syndicale de Ras l'Front. *« Les associations de lutte contre le FN ont quasiment considéré qu'elles n'avaient plus lieu d'être. Avant, on voyait des tentatives d'infiltration tous les jours. Aujourd'hui, c'est devenu beaucoup plus souterrain »*, ajoute-t-il.

EXASPÉRATION

Les syndicalistes dans les entreprises le confirment. *« Je n'ai vu aucun signe comme en 1995-1996. A l'époque, notamment sur les sites de Maubeuge et de Douai, il y avait eu de nombreux tracts, on avait vu des intérimaires porter des T-shirts Le Pen, mais là, rien »*, témoigne Philippe Martinez, délégué central CGT chez Renault. Le même précise : *« L'extrême droite n'a même pas eu besoin de faire campagne dans les entreprises. Ils sont de plus en plus présents dans les médias, à travers les questions de sécurité, ça suffit. »* Pas le moindre signe d'une activité militante dans les semaines ou les mois qui ont précédé le premier tour de l'élection présidentielle, confirme-t-on à la direction de FO-Métallurgie.

Le vote protestataire, ils sont pourtant nombreux à l'avoir vu monter, en même temps que des expressions de plus en plus racistes. La sécurité, les agressions, les bas salaires, les 35 heures – *« pas toujours bien perçues »* – semblent avoir nourri une sourde exaspération dans les entreprises. Cela s'est vu à de petits riens : une phrase lancée, des élections syndicales désertées. *« Une semaine avant le 21 avril, il y a eu des élections chez nous où l'on pouvait voter pendant dix jours, y compris par procuration. On a juste atteint le quorum : 40 % des salariés se sont abstenus »*, confie avec dépit Francis Delstanche, délégué CFDT chez Vaillance, entreprise de convoyeurs de fond (plus de 3 000 salariés).

« Les gens s'affichent un peu plus, à travers des réflexions vexatoires et racistes, mais cela reste très diffus », souligne Philippe Boroukoff, secrétaire général de l'union départementale CFDT du Val-de-Marne. Au FN, on assure ne pas avoir déployé d'activité particulière vis-à-vis des salariés. *« Depuis 1999, c'est un peu en sommeil »*, indique Jean-Paul Dubois, trésorier du FN et responsable de la branche « patronale » du parti. A la question de savoir qui est son homologue du côté des salariés, ce responsable – qui revendique volontiers plusieurs étiquettes, dont celle d'ancien vice-président de la Confédération générale des PME (CGPME) – répond : *« Personne. »*

Depuis le 21 avril, des syndicats signalent cependant avoir reçu, directement sur leurs fax, des tracts intitulés : *« Les travailleurs français d'abord. »*

Isabelle Mandraud

En 1996, l'échec d'une implantation à la RATP

C'ÉTAIT À L'AUTOMNE 1995, quelques semaines avant les grèves de novembre et décembre contre le « plan Juppé » de réforme de la Sécurité sociale. Le Front national, qui multiplie alors les initiatives dans le monde du travail, réussit une percée spectaculaire avec la création d'un éphémère syndicat FN-Police.

En avril 1996, le cercle Entreprise moderne et libertés se transforme en une fédération nationale FN-EML chargée de recruter chez les petits patrons. Cette offensive dans le secteur économique et sociale est menée par Bruno Mégret, à l'époque délégué général du mouvement d'extrême droite, et par Philippe Olivier, alors conseiller régional d'Ile-de-France, chargé du développement des actions catégorielles.

« Nous estimons avoir atteint une certaine maturité politique, et nous voulons être défendus syndicalement par des gens qui ne sont pas contre nous », explique M. Olivier, en octobre 1996, au magazine économique *Enjeux-Les Echos*. Dans les transports en commun, le syndicat FN-RATP fut la traduction concrète de cette politique de présence frontiste tous azimuts. Elle marqua aussi, dans les rangs syndicaux, les débuts d'une réaction unitaire initiée par la CFDT et de la CGT.

A la RATP, dont la stratégie a inspiré d'autres entreprises, la riposte est alors menée en commun par la direction et les organisations de salariés sur le plan juridique et sur le terrain social.

Le 7 juin 1996, le tribunal de grande instance de Nanterre, saisi par l'entreprise et par la CFDT, interdit notamment au FN-RATP de se prévaloir de la qualité de syndicat professionnel. Et ce, en application du code du travail, qui dispose que *« les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des droits, ainsi que des intérêts matériels et moraux, tant collectifs qu'individuels, des personnes visées par leurs statuts »*. Dans la foulée, la RATP engage un travail de longue haleine pour réduire les actes de violence et l'insécurité auxquels ses agents sont régulièrement confrontés dans les rames de métro et les autobus. Elle négocie également un accord sur le droit syndical visant à limiter un émiettement des organisations de salariés, qui favoriserait le corporatisme.

La tentative du FN fit long feu à la RATP, et le parti d'extrême droite ne fit pas appel du jugement du tribunal de Nanterre. Celui-ci a conforté le principe de l'indépendance syndicale et compliqué durablement ses tentatives d'implantation. Le FN n'en a pas, pour autant, disparu, et il peut compter sur des sympathisants déclarés à la CFTC et à la CGC.

Claire Guélaud

M. Le Pen cherche en vain à nouer des alliances européennes

Les dirigeants des principaux partis d'extrême droite jugent son discours trop raciste

AU SEIN de l'extrême droite européenne, Jean-Marie Le Pen n'a pas que des amis. Certains responsables de ces partis voisins se refusent en effet à avoir un quelconque lien avec le président du Front national, qu'ils trouvent peu fréquentable. Jorg Haider, l'ancien président du FPÖ autrichien, qui participe à un gouvernement de coalition dans son pays, est de ceux-là. De même que Pin Fortuyn, chef d'une formation d'extrême droite néerlandaise qui a rassemblé 34 % des voix aux élections municipales à Rotterdam en mars 2002, et Karl Hagen, en Norvège, qui n'a pas accepté les félicitations de M. Le Pen après qu'il eut réuni environ 15 % des suffrages aux élections législatives en 1997. *« Tout cela montre que la nouvelle respectabilité que M. Le Pen veut se donner n'est pas perçue par nombre de responsables d'extrême droite en Europe »*, commente le politologue Jean-Yves Camus, spécialiste de l'extrême droite.

Le président du FN n'a pourtant jamais ménagé ses efforts pour acquérir une reconnaissance internationale. Au Parlement européen d'abord, sans grand succès : ni le FPÖ autrichien ni le parti du peuple danois n'ont répondu à ses avances. L'Alliance nationale de Gianfranco Fini, en Italie, a été plus coopérative. En 1989, elle a cependant rompu toute relation avec le FN lorsque M. Le Pen a noué une entente avec les Republikaner allemands de l'ancien Waffen SS Franz Schönhuber. Dans une tribune publiée dans *Le Monde* du 26 juin 1998, M. Fini expliquait l'*« impossibilité de définir des valeurs communes avec le FN »*, jugé trop raciste.

Entretemps, M. Schönhuber avait lui-même pris ses distances avec M. Le Pen, expliquant, en décembre 1990 : *« Nous sommes contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. »*

M. Le Pen tente également de rassembler les partis amis des pays européens non représentés au Parlement. En 1995, il crée Euronat, qui regroupe le Vlaams Blok flamand et des partis d'Europe centrale et orientale, comme l'ultra-droite serbe ou le parti national slovaque. *« Pour Le Pen, il s'agissait de se donner une stature d'homme d'Etat,* explique M. Camus. *Même chose pour ses alliés d'Europe centrale et orientale. »*

Avec la scission du parti lepéniste, fin 1998, le réseau Euronat disparaît quasiment. Ce qui n'empêche pas certains de ses participants d'assister à la convention du FN à Lyon, en février 2002. On y trouve notamment l'allemand Gerhard Frey, président très fortuné du DVU, connu notamment pour ses positions xénophobes et sa volonté de récupérer les territoires perdus par l'Allemagne au sortir de la guerre. *« On y trouve aussi le Tchèque Miroslav Sadek, président du SPR qui, lui, est anti-allemand et revendique les Sudètes. On voit que M. Le Pen rassemble des personnalités qui, a priori, n'ont rien pour s'entendre »*, constate M. Camus.

Le MNR de Bruno Mégret n'a pas encore eu le temps de se consacrer à son rayonnement international. Mais le 10 novembre 2001, il a participé à un rassemblement en Autriche, organisé par le rédacteur en chef du journal *Zur Zeit*, Andreas Mölzer, un cadre du FPÖ. S'y trouvaient aussi plusieurs membres du FPÖ ainsi que le Hongrois Istvan Csurka, chef du parti MIEP, ou encore Filip Dewinter, le dirigeant du Vlaams Blok. Pour M. Camus, *« tous appartiennent à des mouvements qui participent ou veulent participer à des coalitions gouvernementales, et nombreux sont ceux qui sont issus des rangs de la droite parlementaire, y compris Csurka, qui a quitté en 1993 le parti de centre droit MDF, et Mégret issu du RPR néogaulliste »*. Le FN, qui refuse totalement cette logique, n'était pas invité.

Virginie Malingre

Une vraie-fausse citation d'Hitler

Une rumeur, reprise dans un communiqué publié mercredi 24 avril par l'Union des étudiants juifs de France, a laissé croire que la phrase prononcée par Jean-Marie Le Pen au soir du 21 avril – *« Je suis socialement à gauche, économiquement à droite et nationalement de France »* – faisait référence à un discours prononcé par Hitler, le 29 novembre 1932, au congrès annuel du parti national-socialiste. Cette date se trouve par ailleurs être celle de la naissance de Jacques Chirac. D'après le livre de Max Domarus, *Hitler, Reden und Proklamationen* (Discours et proclamations d'Hitler, Wiesbaden, 1976), le chef nazi se trouvait ce jour-là à l'hôtel Elephant de Weimar, et n'a pas prononcé de discours. M. Le Pen affirme avoir puisé son inspiration dans un portrait du maire de New York, publié par le mensuel *Air France magazine* (avril 2002). Michael Bloomberg y explique qu'il est *« démocrate socialement, et républicain fiscalement »*.

TROISIÈMES CYCLES
EXPERTISE INFORMATIQUE
9 MASTERS SPÉCIALISÉS
Pôle Informatique pour le décideur
– Master "Informatique Financière"
– Master "Management et Informatique"
– Master "Décisions e-Stratégies de l'Entreprise"
Pôle Nouvelles Technologies de l'Information
– Master "Nouvelles Technologies Numériques"
– Master "Réseaux Haut débit"
– Master "Technologies Wireless"
Pôle "Systèmes Informatiques
– Master "Sécurité Informatique"
– Master "Systèmes d'Information d'Entreprise"
– Master "Traçabilité et Logistique"
EPITA PARIS SUD MASTERS
14-16, rue Voltaire • 94276 Le Kremlin-Bicêtre cedex
Tél. 01 44 08 01 01 • M° Porte d'Italie • e-mail : masters@epita.fr
EPITA
L'INGÉNIERIE INFORMATIQUE
www.masters.epita.fr
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Les petits patrons font l'objet d'un attention particulière

Chefs d'entreprise et commerçants frontistes se regroupent au sein de la FNEML

LES PROBLÈMES des petits patrons sont depuis longtemps intégrés au discours et à la stratégie du FN. Devenu le premier parti chez les commerçants et les artisans, le parti d'extrême droite a fait de leur défense un de ses arguments-phares. Au point de constituer un réseau organisé qui, après avoir été laissé en déshérence, pourrait connaître un second souffle.

Dans les années 1990, ce réseau a pris la forme d'un syndicat socio-professionnel *« indépendant »*. Créée en mars 1996, la Fédération nationale entreprise moderne et libertés (FNEML) réunissait, avant 1999, plus de *« 3 000 adhérents partout en France, surtout Rhône-Alpes, PACA et Ile-de-France »*, affirme son président, Jean-Michel Dubois, élu consulaire et membre honoraire de la chambre de commerce et d'industrie de Paris. M. Dubois appartient aussi au bureau politique du FN.

En 1997, la FNEML présente, pour la première fois, 294 candidats aux élections aux chambres de commerce et d'industrie, dans plus de la moitié des départements français. Un seul d'entre eux est élu, à Evreux (Eure). L'activité de la fédération, elle, continue. La FNMEL démarche les chefs de PME déjà membres du FN et écume les fichiers des chambres de commerce pour conquérir de nouveaux adhérents. Ses membres bénéficient d'un conseil social et fiscal.

La FNMEL se défend d'être inféodée à tout parti, même si sa création est parrainée par Jean-Marie Le Pen et si ses préoccupations recoupent largement le programme du FN. Les membres de la fédération dénoncent *« le racket fiscal subi par les PME »*, défendent *« la sécurité des commerçants et de leurs familles »* et la survie des petits commerces en centre-ville. Mais le réseau des petits patrons qui croient trouver des réponses à leurs préoccupations dans les propositions de Jean-Marie Le Pen ne repose pas sur la seule FNMEL. Certains d'entre eux sont directement membres du Front national. C'est le cas de Jacques Henriot, secrétaire départemental du parti dans les Pyrénées-Atlantiques. Ce chef d'entreprise de 61 ans se dit *« accablé par les charges »* et parfois prêt à mettre la clé sous la porte. *« Avec quatre salariés, tous les trimestres, j'ai 65 000 francs de charges sociales. Ça nous asphyxie »*, explique-t-il. C'est dans le programme du FN qu'il voit une solution : réduction de l'impôt sur le revenu, baisse des charges et retour sur les 35 heures. Mais si le soutien de M. Henriot au parti est public, il affirme ne pas faire de prosélytisme. *« Tout le monde sait que je suis au FN. Mais on ne parle pas politique dans l'entreprise. J'ai des salariés de gauche, il n'y a pas de problème »*, tient-il à préciser.

« VENUS DE LA CGPME »

La scission entre le FN et le MNR, en 1999, a bouleversé la donne de ce réseau déjà épars. Du propre aveu de M. Dubois, l'activité de la FNMEL a été *« mise au repos »*. L'accession de Jean-Marie le Pen au second tour de la présidentielle pourrait la réveiller. Plus besoin de lettres de relance pour convaincre les petits patrons d'adhérer. Selon M. Dubois, ce sont eux qui font maintenant le premier pas. *« Beaucoup de gens nous ont contacté. Des centaines par jour »*, assure-t-il. *« Certains viennent même de la CGPME, réputée plutôt proche du RPR »*, se réjouit-il en pensant au second tour.

Caroline Veunac

Le parti d'extrême droite a subi une hémorragie de cadres et d'élus depuis la scission de 1999

Des fédérations ont été laminées et il a perdu près de la moitié de ses conseillers régionaux

LA CRISE qui a traversé le Front national en décembre 1998 et conduit à la scission de janvier 1999 a laissé exsangue le parti de Jean-Marie Le Pen. Plus d'un tiers des cadres de son service d'ordre, le fameux DPS (département protection sécurité), dont le patron Bernard Courcelles, étaient alors passé au Mouvement national républicain de Bruno Mégret – M. Courcelles a, depuis, quitté le MNR –, de même que 62 secrétaires départementaux sur 96. Une des plus grosses fédérations, celle du Rhône, base de Bruno Gollnisch, professeur de japonais à l'université Lyon- III et député européen, qui avait remplacé M. Mégret à la délégation générale, a ainsi été laminée. Le FN souffre toujours de ce séisme, comme en témoigne le renouvellement fréquent des responsables de certaines fédérations ou l'âge souvent élevé des militants.

LE COUP DUR DES EUROPÉENNES

Chez les élus, les répercussions de la crise ont aussi été dramatiques et ont causé, en raison des défections, des pertes de revenus conséquentes. Avant la crise, le FN comptait 12 députés européens (Jean-Marie Le Pen, Bruno Mégret, Bruno Gollnisch, Jean-Claude Martinez, Carl Lang, Marie-France Stirbois, Bernard Antony, Yvan Blot, Jean-Marie Le Chevallier, Fernand Le Richanel, Jean-Yves Le Gallou et Eric Pinel), et 9 seulement après, puisque M. Mégret, M. Le Gallou et M. Blot sont partis. Les élections européennes qui ont eu lieu peu après la scission ont été un rude coup pour le FN qui, avec 5,71 % des suffrages, n'a obtenu que 5 sièges (MM. Le Pen, Gollnisch, Lang, Martinez et Jean de Gaulle – petit fils du général). Le MNR, avec 3,29 %, n'a pas eu de représentant au Parlement européen.

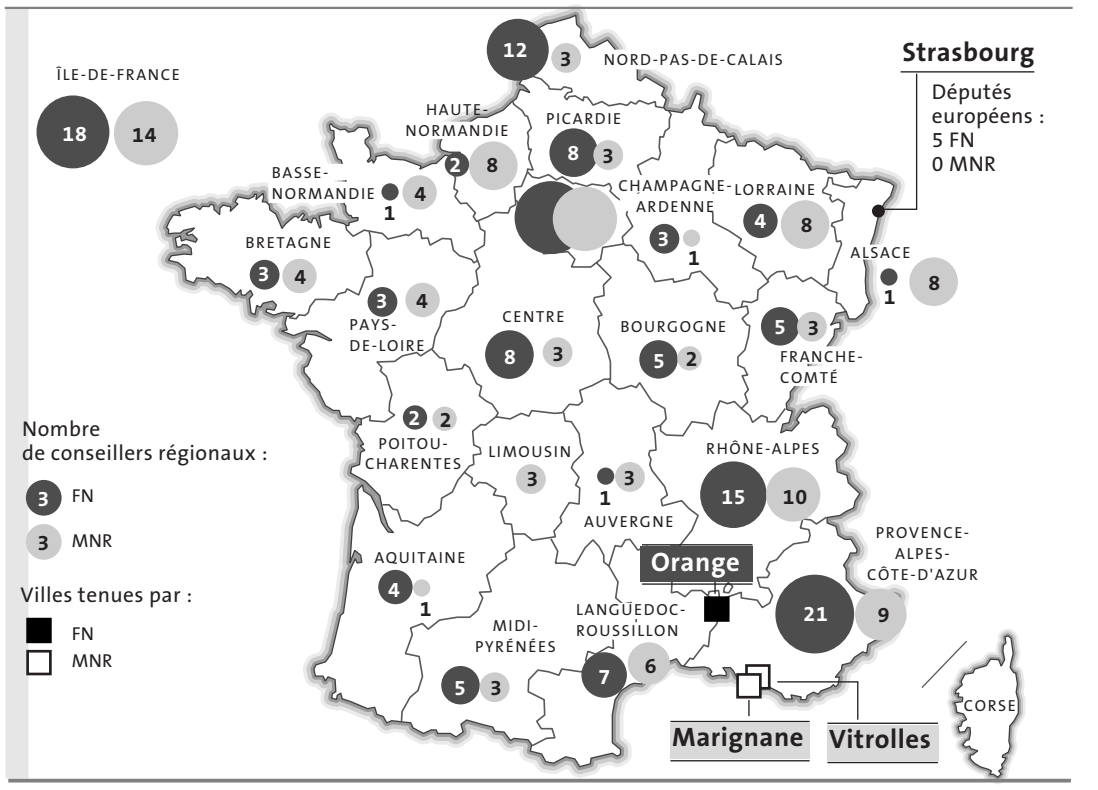
La scission a aussi fait des dégâts du côté des conseillers généraux. En 1999, 6 étaient restés avec M. Le Pen et 2 avaient rejoint M. Mégret (Gérard Freulet à Mulhouse et Daniel Simonpieri à Marignane). A la suite de diverses élections, le FN se retrouve sans aucun conseiller général. En revanche, Daniel Simonpieri a conservé son siège dans les Bouches-du-Rhône. Lors des élections régionales de 1998, le parti de M. Le Pen avait emporté 275 sièges ; il n'en a plus que 128 (en métropole), et le MNR 102.

Dans le cadre de la collecte des parrainages pour l'élection présidentielle, M. Le Pen a bénéficié, en outre, de la signature de Pierre Vial, président de l'association ethniciste Terre et Peuple, qui a quitté le MNR à l'automne dernier pour deux raisons : le soutien de M. Mégret aux Etats-Unis après les attentats du 11 septembre et sa complaisance vis-à-vis de M. Chirac. De son côté, M. Mégret a obtenu la signature de 11 conseillers régionaux apparentés ou « alliés » autrefois au FN mais qui, après être passés au MNR, ont pris leur indépendance.

Enfin, le FN avait 4 villes de plus de 20 000 habitants en 1998 : Toulon (Var), Orange (Vaucluse), Vitrolles et Marignane (Bouches-du-Rhône). Il ne lui reste plus qu'Orange. A Vitrolles, c'est l'épouse de M. Mégret, Catherine, qui est maire tandis qu'à Marignane M. Simonpieri a décidé de se *« dégager des partis politiques »* après avoir été l'un des moteurs de la scission du FN. Il a soutenu la candidature de M. Mégret à l'Elysée, et il appellera à voter pour lui aux élections législatives dans la circonscription de Vitrolles-Marignane. Mais, entretemps, il a annoncé qu'il soutiendra M. Le Pen au second tour de la présidentielle, le 5 mai, et qu'il défilera le 1er mai dans le cortège frontiste.

Ch. Ch.

L'IMPLANTATION DU FN ET DU MNR



Contribuables associés affiche sa préférence pour le FN

OFFICIELLEMENT, Contribuables associés, une association qui prône la baisse des impôts et revendique 135 000 adhérents à travers la France, n'a pas de vocation politique. Il est vrai que, à la différence d'une organisation comme l'Union des contribuables de France, qui milite pour le même objectif, Contribuables associés ne présente pas de liste aux élections, notamment aux prochaines législatives. Le groupe de pression présidé par Benoîte Taffin, ancienne conseillère de Paris (divers droite) et maire du 2e arrondissement jusqu'aux dernières élections municipales, ne reste pas pour autant à l'écart du débat politique actuel.

Alain Dumait, président fondateur de Contribuables associés et ancien adjoint de Mme Taffin à la mairie, ne cache pas sa sympathie pour Jean-Marie Le Pen. Dans la lettre hebdomadaire *Les Quatre Vérités*, qu'il a rachetée en 1994 à l'ancien président du CNPF Yvon Gattaz, aux économistes Michel Drancourt et Jacques Plassart et au fondateur de la Cegos Octave Gélinier, M. Dumait a en effet annoncé qu'il voterait pour le candidat du FN. *« Eux, ils appartiennent à l'establishment. Pas moi. Ils n'aimeront pas savoir que je vote pour Le Pen »*, déclare-t-il. *« Le Pen était le seul candidat à avoir une chance d'empêcher le face-à-face Jospin-Chirac au deuxième tour. Il est aujourd'hui celui qui permettra de ne pas avoir une majorité de démocratie populaire »*, explique M. Dumait, qui vante les vertus libérales de M. Le Pen. *« Mais il s'agit de ma position, pas de celle de Contribuables associés, qui est apolitique. »*

ENGAGEMENT EN SEPT POINTS

Sur son site (www.contribuables.com), Contribuables associés s'est cependant livré à un classement des candidats. L'association a demandé aux seize candidats en lice au premier tour de l'élection présidentielle de s'engager sur sept points précis : la baisse des dépenses des administrations, la sincérité des comptes publics, la réduction du nombre de fonctionnaires, l'impossibilité de cumuler les statuts de parlementaire et de fonctionnaire, l'équilibre des finances publiques, le remboursement de la dette de l'Etat et la baisse des impôts, des taxes et des cotisations sociales.

Trois candidats répondent totalement aux volontés de Contribuables associés : *« Jean-Marie Le Pen fait pleinement sien les sept engagements. Alain Madelin y souscrit aussi »* et *« Bruno Mégret répond avec enthousiasme par « oui » aux sept questions »*, peut-on lire sur son site. Après le premier tour, seul le candidat de l'extrême droite répond donc aux attentes de l'association. *« Les volets fiscalité et gestion des budgets publics des programmes des principaux candidats étant ainsi précisés, les Français peuvent se rendre aux urnes pour voter... en connaissance de cause »*, conclut Contribuables associés.

Virginie Malingre

MÉDAILLE D'OR 2001
concours NF ameublement
DETAILLANT - GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

MATELAS • SOMMIERS
Vente par téléphone possible
fixes ou relevables - toutes dimensions.
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX
Garantie 5 et 10 ans
CANAPÉS • SALONS • CLIC-CLAC
Duvivier - Steiner - Coulon - Diva - Bournas
MOBECO
247, rue de Belleville - Paris 19ème
50, avenue d'Italie - Paris 13ème
01.42.08.71.00 *- 7 j/7*
5500 m2 d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

M. Le Pen contrôle lui-même l'essentiel des ressources de son parti

QU'EN EST-IL exactement des finances du Front national (FN) ? Son président, Jean-Marie Le Pen, misait gros sur les échéances électorales de 2002 pour se refaire une santé financière. Mais la scission intervenue avec le départ des partisans de l'ancien délégué général du FN, Bruno Mégret, en janvier 1999, a coûté cher au parti. Ainsi, les comptes publiés au *Journal officiel* du 4 avril au titre de l'exercice 2000 (*Le Monde* du 9 avril) faisaient apparaître un déficit de près de 5 millions de francs (760 000 euros).

Pourtant, le parti d'extrême droite a des ressources. Les plus importantes proviennent des financements publics attribués aux partis et aux groupements politiques en application de la loi du 11 mars 1988. Les 3 774 266 voix recueillies par le Front national aux élections législatives de 1997 lui ont permis de percevoir un peu plus de 41 millions de francs (6,27 millions d'euros) en 2000. Depuis la défaite de Cendrine Le Chevallier, en avril 1998, à Toulon (Var), le FN ne dispose plus d'élus à l'Assemblée nationale et, par conséquent, ne peut bénéficier de l'aide accordée aux partis représentés au Parlement. En revanche, il met toujours à contribution ses élus régionaux ou européens, qui reversent une partie de leurs indemnités au parti. Sur ce plan, la scission et la création du Mouvement national républicain a entraîné une diminution de plus de moitié des ressources : 419 710 francs en 2000, contre 833 643 francs en 1998 et 929 269 francs en 1999.

La bataille politique qui s'est engagée entre les deux courants d'extrême droite au moment de la fondation du MNR a également eu des prolongements juridiques. Au-delà de la conservation du sigle, du logo et du fichier, le président du FN, Jean-Marie Le Pen, a saisi la justice, notamment sur la SCI Clergerie-Hugo, qui est propriétaire du Paquebot, le siège du parti à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine). Et si M. Le Pen en est actionnaire majoritaire, en association avec sa fille, Marine, le délégué général du FN, Bruno Gollnisch, et le trésorier du parti, Jean-Pierre Reveau, le gérant, à l'époque, en était Serge Martinez, qui avait rejoint le camp des *« mutins »* mégrétistes.

Il ne s'agit pas de la seule entité commerciale ou immobilière qui entre dans le périmètre des comptes du FN. On y trouve aussi l'Association FN Multimédia, la SARL Diffusion Livres et Presses et la SARL Europaris-Conseil, qui concernent les activités médias et publications du parti d'extrême droite. S'y ajoute la SA National Hebdo, dans laquelle le FN possède une participation. Dans le domaine immobilier, le FN – et son principal « actionnaire », M. Le Pen lui-même – a pris soin de faire gérer ses biens par un réseau de sociétés civiles immobilières (SCI), dont Clergerie-Hugo, déjà citée, mais aussi le 8-Clergerie, le 11-Bernouilli, l'Espoir et la SCI Jeanne-d'Arc. En 2000, les immobilisations en terrains et constructions représentaient dans le bilan d'ensemble du FN un actif de 31 656 023 francs (4,825 millions d'euros).

CHUTE DES COTISATIONS

Si le président du FN a su verrouiller ses propriétés commerciales et immobilières, il n'a pu empêcher, toutefois, l'hémorragie militante qu'a entraînée le départ d'une partie des troupes frontistes chez M. Mégret. Ainsi, en quatre ans, le produit des cotisations des adhérents a chuté de près des deux tiers : en 1997, il s'élevait à 9 123 845 francs ; entre 1998 et 1999, il est passé brutalement de 8 124 612 à 3 410 723 francs ; et, en 2000, il était de 3 197 856 francs. Ce qui représente un nombre de militants réels de 12 800 cotisants.

Le FN a dû également reconstituer un certain nombre de ses structures. Ainsi, son président a adressé à la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CCFP) une demande de retrait d'agrément pour 48 associations de financement départementales, qui étaient tenues par des *« dissidents »*.

De même, ont été retirés du périmètre comptable du FN, en 1999, le Comité aux manifestations et l'Atelier de propagande, passés aux mains des *« renégats »*. Pourtant, dans ce domaine, le FN continue de mener grand train. Avant même les échéances électorales qui ont marqué 2001 (municipales, cantonales et sénatoriales) et 2002 (présidentielle et législatives), le parti d'extrême droite avait consacré à la propagande et à la communication, en 2000, plus de 11 millions de francs. De même, a-t-il maintenu un appareil militant – et rémunéré – imposant, y consacrant plus de 16 millions de francs. Cet investissement est en passe d'être rentabilisé.

Patrick Roger

(Publicité)

En tant que société d'auteurs recrutant ses adhérents sur des bases purement professionnelles, sans exclusive d'aucune sorte, la Société des Gens de Lettres de France s'est toujours tenue dans une stricte neutralité politique. L'heure n'est plus à ces pudeurs. La situation née du premier tour des élections présidentielles le dimanche 21 avril fait peser la menace la plus concrète sur les libertés individuelles et collectives, sur le respect des droits dus à tout citoyen français ainsi qu'à tout étranger accueilli sur le sol français, quelles que soient ses origines ou sa religion. L'extrême droite a largement démontré par le passé qu'elle n'adhère pas à ce consensus fondateur de toute démocratie et de tout humanisme. Partout où ses hommes ont été au pouvoir l'exclusion a prévalu, la vie culturelle a été étouffée, un climat d'insécurité politique a été sciemment instauré. La paix civile dans notre pays est en danger.

C'est pourquoi la Société des gens de Lettres de France par la voix de son Président, en accord avec son Bureau et son Comité appelle à tout faire pour empêcher cela.

Georges-Olivier CHATEAUREYNAUD
Président

S.G.D.L.
HOTEL DE MASSA
38, rue du Faubourg Saint-Jacques
75014 PARIS

Plus de 300 000 personnes dans les rues en province : « Réveillez-vous ! »

La contestation contre le « F.haine » s'est amplifiée, jeudi 25 avril. La journée « fac morte » et « lycée mort », organisée par les syndicats d'étudiants et de lycéens, s'est doublée de nombreux défilés spontanés. « La réaction est plus affective que politique », estime un dirigeant de l'UNEF

LA MOBILISATION prend de l'ampleur. Plus de 300 000 personnes, majoritairement des lycéens et des étudiants, ont manifesté, jeudi 25 avril, dans toute la France pour dénoncer la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle. Les syndicats de lycéens et d'étudiants avaient lancé des opérations *« fac morte »* et *« lycée mort »*. Mais ce sont surtout les mouvements spontanés qui sont venus grossir considérablement les défilés.

Cette journée d'action marque la plus forte mobilisation depuis le début de la semaine : 100 000 personnes avaient manifesté lundi, 90 000 mardi et 60 000 mercredi. Criant leur *« honte »*, leur refus du *« F.haine »*, 15 000 personnes ont ainsi défilé jeudi à Nantes, 12 000 à Caen, 11 000 à Toulouse et à Tours, 9 000 à Brest et à Avignon, 7 000 à Grenoble et des milliers à Rennes, Lorient, Montpellier, Metz, Rouen et Strasbourg. Quelques incidents ont été signalés dans ces deux dernières villes, ainsi qu'à Lille.

C'est à Lyon que la manifestation a été la plus spectaculaire : 20 000 personnes au moins ont défilé dans le calme tout au long de la journée. Les étudiants, qui mènent la contestation depuis le début de la semaine par des assemblées générales et des rassemblements, étaient certes au rendez-vous. Mais ce jeudi, ils ont été largement dépassés en nombre par leurs cadets. Des milliers de lycéens venus de toute la région lyonnaise ont spontanément occupé la place Bellecour, passage obligé depuis dimanche soir de tous les rassemblements contre le FN. Avant de rejoindre la manifestation du soir, élargie aux adultes. *« C'est la première manifestation que l'on peut qualifier d'organisée »*, remarque une militante de la Ligue des droits de l'homme, en tête du cortège unitaire. Elle compare ce rassemblement à celui, *« aussi important »*, qui avait suivi l'élection de Charles Millon à la présidence de la région Rhône-Alpes grâce aux voix du FN, en 1998. Plus loin, se succèdent les bannières du MRAP, des sans-papiers, de la FSU, les banderoles hissées par les lycéens et les étudiants, puis la rose du PS, le tournesol des Verts, et le noir des anarchistes.

Plus que dans les amphithéâtres, la contestation semble bel et bien se faire dans la rue. Au sein même des universités, la journée *« fac morte »* lancée par l'UNEF s'est traduite, sur la majorité des campus, par des assemblées générales, des forums, des conférences, des expositions... sans atteindre la paralysie générale escomptée. Quelques exceptions notables cependant, à Strasbourg et à Toulouse, où, pendant des heures, les étudiants ont cherché à expliquer, jusqu'à la cacophonie, pourquoi ils refusent l'extrême droite. Certains enseignants ont estimé *« légitimes »* d'interrompre leurs cours. D'autres ont dirigé des ateliers « pédagogiques » pour décrypter le programme frontiste ou le vote au second tour. Quelques présidents d'université ont même apporté leur soutien, comme Rémy Pech à Toulouse-Le Mirail ou Gilbert Puech à Lyon-II.

A la fac de droit de Saint-Maur (Val-de-Marne), la seule université d'Ile-de-France à ne pas être en vacances, la journée fac morte se traduit seulement par un débat, proposé par l'UNEF. Comme 150 de leurs camarades, Cécile et Ludivine, 20 ans, sont venues pour montrer *« la cohésion de toute la population contre quelqu'un de dangereux, au-delà des idées politiques »*. Toutes deux se disent *« RPR »*, ont mis un bulletin Chirac au premier tour. Elles voulaient faire un choix plus contestataire – *« Chevènement ou Bayrou »*. Au dernier moment, elles se sont ravisées parce que *« les sondages donnaient Le Pen en hausse »*. *« Vous imaginez, s'il y avait eu plus de dispersion des voix à droite, Le Pen aurait pu être premier ? »* remarque Ludivine. Dans l'amphi, elles écoutent les discussions avec intérêt. Peu importe que ce soit l'UNEF, pour qui elles n'ont *« pas de sympathie particulière »*, qui en soit l'initiatrice. *« C'est honteux que le syndicat de droite [l'UNI], n'ait rien fait! Ça, il faut le dire »*, commente Ludivine. Une quinzaine d'étudiants se succèdent au micro. *« Cela paraît peu mais c'est pas mal,* estime Raphaël Chambon, le responsable UNEF sur l'université. *D'habitude, les étudiants n'osent pas prendre la parole. »* Les thèmes s'enchaînent. Comment dire son désaccord ? Faut-il manifester ? *« C'est anti-démocratique de manifester contre l'extrême droite,* risque un étudiant au micro, sous les huées. *Il vaut mieux aller voter. »*

ERIC CABANIS / AFP

A Toulouse, jeudi 25 avril, près de 15 000 personnes ont défilé pour dénoncer la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour. La plupart des manifestants appelaient à voter pour Jacques Chirac : « Mieux vaut un vote qui pue qu'un vote qui tue. » Le collectif d'organisateurs – qui regroupe de nombreuses associations et la plupart des partis de gauche e t des syndicats à l'exception du PS et de FO – annoncent pour le 1er mai une manifestation « gigantesque ».

« MAI 68 »

A Lille-III, un documentaire d'Arte sur la montée du FN est diffusé en boucle sur un téléviseur, dans le hall. Aux murs, l'UNEF a installé les panneaux d'une exposition sur l'extrême droite, fabriquée surtout à partir de coupures de presse. Une affiche annonce la *« grève générale aujourd'hui, comme hier et demain »*. A l'intérieur de la fac, le mouvement n'est pas suivi de façon massive, reconnaît l'une des militantes UNEF, *« même si les amphis sont à moitié vides depuis plusieurs jours »*. La mobilisation n'en est pas moins réelle. *« La première assemblée générale, lundi, a rassemblé 1 200 étudiants. J'étais stupéfait*, raconte Jérôme Calmels, président de l'UNEF-Lille. *Nous avons ensuite effectué quelques interventions dans les cours, et toute la fac nous a suivis pour rejoindre la manif le soir, au centre de Lille. » « Je n'ai évidemment pas connu Mai 68, mais ça devait ressembler un peu à ça »*, sourit-il. En moins politisé, sans doute. *« La réaction est plus affective que politique. Les étudiants sont en colère ; ils manifestent, mais ils répugnent aux analyses politiques. Il refusent, surtout, de se laisser encadrer »*, reconnaît le dirigeant étudiant.

Hormis une affichette solitaire annonçant une réunion publique de Lutte ouvrière, la seule présence politique est assurée par un stand du collectif Attac. *« Nous sommes là plus ou moins en clandestins, je ne suis pas certain que cela va durer*, dit Vincent, derrière sa table. *Nous organisons régulièrement des débats où pas grand monde ne vient. »* La mobilisation étudiante ? *« Ils sont contents, c'est la fête. Ils ne vont pas aux cours. A part cela, c'est difficile. Les étudiants ne connaissent pas le monde ouvrier »*, juge-t-il sévèrement.

A Nice, où le candidat du FN est arrivé en tête avec près de 27 % des suffrages, les étudiants ne sont pas très *« réceptifs »*, se désespère Emilie Vitale, la responsable locale de l'UNEF. *« Réveillez-vous »*, chantonnent *mezzo voce* une poignée de jeunes sur le parvis de la faculté de lettres, jeudi midi. Le message est destiné à de petits groupes qui discutent tranquillement assis sur les marches, afin de les inciter à participer à la manifestation anti-extrême droite prévue deux heures plus tard à la gare de Nice. *« Nous sommes un peu démoralisés »*, avoue Emilie.

A Sciences-Po Paris, où se recruteront sans doute les politiques de demain, la mobilisation est réelle. Les amphithéâtres sont bondés. Cette journée, vraiment « morte », est placée sous le signe de la réflexion. De nombreuses personnalités ont répondu à l'invitation. Alain Krivine (LCR), Jean-Luc Bennahmias (Verts) et Dominique Strauss-Kahn sont venus apporter leurs commentaires. Puis les étudiants ont participé à des *« ateliers »* consacrés à l'extrême droite, l'abstention ou les institutions. En fin de journée, les étudiants, très remontés contre les sondages, ont remis aux responsables des principaux instituts une pétition appelant à un moratoire sur les enquêtes d'opinion d'ici au 5 mai.

Luc Bronner et Marie-Laure Phélippeau, avec Thomas Deltombe, Paul Barelli (à Nice), Jean-Paul Besset (à Toulouse), Jean-Paul Dufour (à Lille) et Elise Victor (à Lyon)

De nouveaux appels à manifester

Des manifestations et rassemblements sont prévus à Paris et dans toute la France samedi 27 avril, contre la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle. Une cinquantaine d'associations (Droit au logement, Attac, Fédération internationale des droits de l'homme, Motivé-e-s, SOS-Racisme, etc.), d'organisations étudiantes et lycéennes (UNEF, FIDL, UNL), de syndicats (CGT, UNSA, SUD), de partis politiques (PCF, LCR, les Verts) appellent à manifester *« pour l'égalité des droits et la démocratie, contre le racisme et l'antisémitisme, contre l'extrême droite et pour faire battre Le Pen »* **samedi 27 avril à 15 heures place de la République à Paris et dans une trentaine de villes (Bordeaux, Grenoble, Montpellier, Rennes, Marseille, etc.). Lundi 29 avril, jour de la reprise des cours dans les académies d'Ile-de-France, des manifestations sont déjà prévues. La FIDL appelle les lycéens à se réunir à 14 heures à Paris. L'UNEF devrait lancer une consigne pour les étudiants le même jour.**

Lyon-III est restée à l'écart du mouvement

M. Gollnisch (FN) enseigne dans cette université

LYON
de notre correspondante

Sur le site de l'ancienne Manufacture des tabacs qui abrite l'université Lyon-III, l'atmosphère, jeudi, fut particulièrement studieuse. Malgré le mot d'ordre *« fac morte »* lancé par les autres établissements de la ville, notamment Lyon-II et l'Institut d'études politiques, Lyon-III – où enseigne Bruno Gollnisch, le directeur de campagne de Jean-Marie Le Pen – n'a rien changé à ses habitudes : ni suspension de cours ni assemblée générale. Comme enfermés dans une bulle, la plupart des étudiants n'avaient même pas entendu parler de cette initiative. *« J'étais pas au courant*, explique une étudiante. *De toute façon, depuis le début de la semaine nous avons des examens. Et puis, moi, les manifestations me font peur. C'est pas comme ça qu'il faut agir. Il faut juste aller voter. »* A ses côtés, un camarade explique qu'il ne participe pas aux manifestations et se contente d'un *« soutien moral »*.

« LIGNE APOLITIQUE »

Devant les grilles de la Manufacture, des étudiants de l'UNEF distribuent des tracts appelant à rejoindre la manifestation du soir. *« L'administration a fait enlever les affiches que nous avions collées annonçant la journée "fac morte". Elle ne fait rien pour favoriser la liberté d'expression et susciter une réflexion sur ces élections. »* Depuis lundi, l'entrée est gardée par deux vigiles et accessible aux seuls détenteurs de la carte d'étudiant. La décision a été prise par le président Gilles Guyot afin *« d'assurer le bon déroulement des épreuves terminales »*. Deux assemblées générales se sont tenues, mais n'ont réuni qu'une centaine de personnes, sur les 15 000 étudiants de l'établissement. La Corpo, qui détient 13 des 25 sièges au conseil d'administration de la fac a refusé de s'engager dans le mouvement. *« Nous sommes une association, pas un syndicat dont la mission est le service aux étudiants,* explique son président Stéphane Pugeot. *Nous avons décidé de rester sur notre ligne apolitique. Cette mobilisation ne nous regarde pas, car ce n'est pas un problème propre à Lyon-III. C'est un peu comme si on demandait à un comité d'entreprise de manifester contre le fascisme. »* Le jeune homme déplore cependant que l'UNI, syndicat d'étudiants de droite, ne se soit pas mobilisé : *« C'était leur rôle de s'engager dans un mouvement républicain. »* Dans les couloirs, justement, les représentants de l'UNI distribuent des tracts mais pour annoncer le meeting de Jacques Chirac le soir à Eurexpo.

A une encablure, le campus de Lyon-II s'est transformé en vaste forum. Pendant près de cinq heures une assemblée a débattu de l'action à mener contre l'extrême droite. Il est vrai que dans la matinée, leur président, Gilbert Puech, leur avait apporter son soutien en reportant les partiels programmés.

Sophie Landrin

A Toulouse, « on est le contraire de Le Pen, c'est tout »

15 000 personnes ont défilé dans le calme, jeudi, à la suite des lycéens et des étudiants

TOULOUSE
de notre correspondant régional

Un petit groupe de garçons et de filles balade une pancarte de carton hâtivement gribouillée au feutre, d'un bout à l'autre de la manifestation : *« Ta montre est suisse, ta voiture est japonaise, tes fringues sont américaines, ton café est africain, ton riz est asiatique, tes chiffres sont arabes et tu oses dire que ton voisin est étranger. »* Ils ne hurlent pas de slogans, ils ne crient pas leur haine du Front national, ils ont même le sourire. *« On est là pour dire qu'on est le contraire de Le Pen, c'est tout »*, explique derrière eux une adolescente à la peau caramel et aux cheveux furieusement bouclés qui a écrit un malicieux *« Je suis le fruit de l'immigration »* sur son tee-shirt blanc.

La plupart des 15 000 personnes qui, jeudi 25 avril, ont manifesté, jusqu'à la nuit tombée à Toulouse, sont à l'image des 6 000 lycéens et étudiants qui ont, tout l'après-midi, parcouru la ville sans le moindre incident et en prenant soin de ramasser les bouteilles vides. Sans colère apparente ni propos défouloirs. Ils sont venus affirmer une détermination individuelle qu'ils affichent à coups de mots simples – *« honte »*, *« conscience »*, *« différence »*, *« résistance »*, *« non »* – griffonnés sur des bouts de papier, de tissus ou à même leurs vêtements.

Dans cette foule, le rejet de Jean-Marie Le Pen et de ce qu'il représente est total, absolu. *« Le Pen, ta haine ne passera pas »*, crie le cortège. Dans ces circonstances, beaucoup affirment leur volonté d'aller voter pour Jacques Chirac au second tour de l'élection présidentielle. « Abstention piège à cons », lit-on ici ou là, ou encore « Aux urnes citoyens ». Certains s'interrogent néanmoins : *« Entre un facho et un escroc, où est l'espoir ? »* D'autres répondent : *« Mieux vaut un vote qui pue qu'un vote qui tue. »*

Les organisateurs – un collectif unitaire né dès le lendemain du résultat du premier tour et regroupant la plupart des partis de gauche, sauf le Parti socialiste, des syndicats, sauf Force ouvrière, et de nombreuses associations – voulaient faire de cette première manifestation toulousaine « organisée » une répétition générale avant celle du 1er Mai qu'ils annoncent *« gigantesque »*.

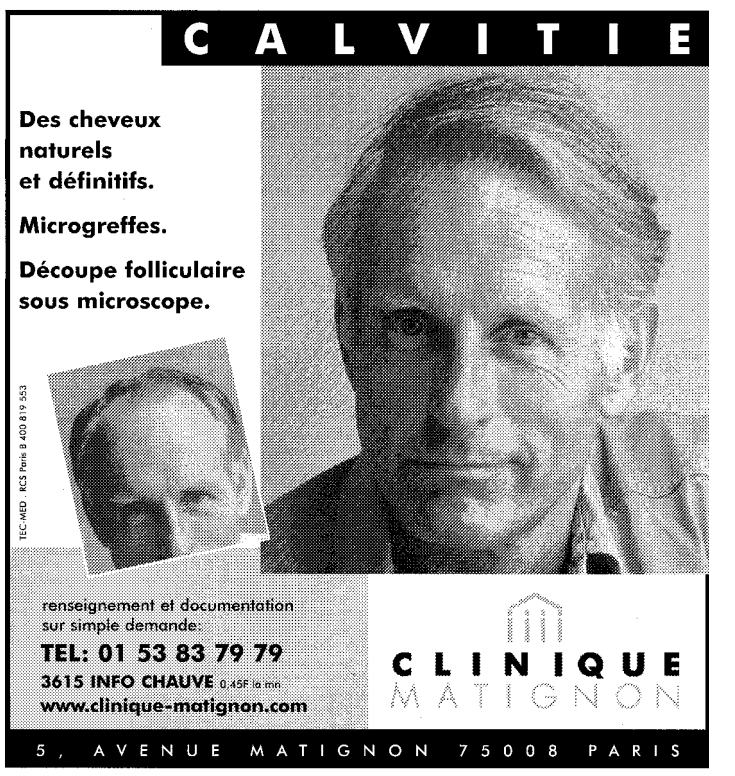
UNE CHANSON DE ZEBDA

Une grande banderole – « Toulouse dit non au F Haine » – précède le cortège où les seules banderoles politiques sont celles de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), des Verts, de Lutte ouvrière (LO), du PCF et de Ras l'Front. Peu de drapeaux rouges ou noirs mais beaucoup de fanions multicolores de Sud. Pas d'*Internationale* ni de poings brandis, mais un camion des Motivé-e-s qui passe et repasse inlassablement la chanson du groupe Zebda, *Le bruit et l'odeur*, que des grappes de jeunes reprennent en chœur. L'heure est à la tolérance et au rassemblement. Personne ne se moque de cette jeune femme qui brandit sa pancarte : « Le Pen, c'est la mort, *moi, c'est la vie. »*

« LA FRANCE NOUS DÉTESTE »

Quelques groupes de jeunes sont venus des quartiers populaires du Mirail, où le candidat du Front national a réalisé ses meilleurs scores à Toulouse au premier tour. Ils restent cependant à l'écart de la manifestation, observant avec méfiance le passage de ces milliers de gens qui se revendiquent d'*« une France de toutes les couleurs »*. *« Avec ce vote, la France a montré son vrai visage. Elle nous déteste, nous les jeunes et les Arabes »*, lance l'un d'eux en s'éloignant.

Jean-Paul Besset



Jacques Chirac assure « avoir entendu l'inquiétude des Français »

En meeting, jeudi 25 avril à Lyon, le président-candidat a reparlé d'« insécurité » et à évoqué pour la première fois l'« immigration ». Il s'est adressé aux « petits salariés » dont beaucoup ont apporté leur voix au Front national

LYON
de notre envoyée spéciale

Sur les cartes électorales dessinées au soir du premier tour, cette région-là est brune. En Rhône-Alpes, Jean-Marie Le Pen est arrivé en tête dans sept départements sur huit. Jacques Chirac le sait bien, lui qui tient son avant-dernier meeting de campagne à Lyon, ce jeudi 25 avril. Il sait aussi qu'il trouvera au premier rang l'homme qui symbolise les tentations d'alliance entre droite et extrême droite : Charles Millon. Les organisateurs l'ont placé tout au bout du rang, à gauche lorsqu'on regarde la scène. Et l'ancien ministre attend sa poignée de main, presque seul, parmi la foule des élus. *« J'ai toujours senti que ce que les gens veulent, maintenant, c'est un programme de rupture*, lâche-t-il. *Chirac va devoir leur répondre par de vraies propositions. »*

Quelques pas derrière, Jacques Blanc et Jean-Pierre Soisson qui, comme lui, ont accepté les voix du Front national pour garder la présidence de leurs régions, sont également debout, l'air patelin, à guetter l'arrivée de Jacques Chirac. Et le voilà justement. Applaudi comme jamais, par les quelque 10 000 personnes qui sont venues l'écouter. Musique hurlante, cornes de brume et salut chaleureux à la foule. Arrive le moment de la poignée de main à *« Charles »*. Elle est parfaitement indifférente...

Le président-candidat monte directement à la tribune. Depuis le premier tour, les élus locaux ne viennent plus sur la scène *« chauffer »* la salle par leurs discours. Et, à Lyon, où la droite s'est largement déchirée aux régionales de 1999 et aux municipales de 2001, cette solution est particulièrement bienvenue.

PATRICK KOVARIK/AFP

Jeudi 25 avril, à Lyon, Jacques Chirac arrive au Parc des expositions de Chassieu, où il va tenir son avant-dernier meeting de campagne avant le 5 mai. Le président-candidat est accueilli par près de 10 000 militants et sympathisants enthousiastes.

Jacques Chirac a préparé un discours fleuve. Un discours qui paraît avoir été rédigé après une lecture attentive des résultats électoraux de dimanche soir. Toutes les angoisses de ces Français qui sont allés vers l'extrême droite y sont. Et le chef de l'Etat, après avoir rappelé son combat contre le Front national (FN), explique très vite qu'il a compris les électeurs qui s'étaient égarés vers lui. *« Dans une démocratie, il est vital de ne pas rester sourd à ce que chacun veut dire. L'inquiétude, le mécontentement, l'exigence de renouveau, je les ai entendus. Je les ai entendus pendant toute la campagne et aussi avant. Je les ai entendus. Je veux y répondre. »*

Ces préoccupations pourraient être énumérées en fonction d'un seul critère : l'ampleur des applaudissements que recueillent certains des aspects du discours de M. Chirac. Un mot, d'abord, suscite les vivats : la sécurité. C'est elle que le candidat a placée en tête de son discours. Les centres fermés pour les mineurs délinquants, les *« groupements opérationnels d'intervention »* déchaînent les applaudissements. Une phrase – *« Je m'engage à ce que la sécurité de chacun soit assurée »* – suscite un délire d'enthousiasme. *« Les Français ne nous jugeront pas sur nos intentions. Ils nous jugeront sur nos résultats »*, affirme le président et c'est une clameur générale.

Depuis lundi, M. Chirac et ses conseillers s'inquiètent des effets du front républicain qui paraît se constituer en sa faveur pour faire barrage à Jean-Marie Le Pen. Le président a donc décidé de reprendre les attaques contre la gauche, qu'il avait abandonnées après la disparition de son candidat, Lionel Jospin. *« L'insécurité n'est pas une illusion : c'est un fardeau avec lequel trop de Français doivent vivre. Elle n'est pas non plus une fatalité »*, martèle-t-il. Il attaquera aussi les 35 heures et *« les restrictions budgétaires »* en matière de défense.

Bien des élus locaux sont aussi venus dire qu'il est devenu *« impossible »* de ne pas parler d'immigration alors que le FN en a fait un de ses thèmes de prédilection. M. Chirac évoque donc pour la première fois, sous les applaudissements, ce sujet qu'il avait jusque-là gardé sous silence. Mais c'est pour attaquer l'immigration clandestine et redire avec force sa foi en l'intégration.

Enfin, la sociologie des votes en faveur du FN a montré le succès de M. Le Pen auprès des ouvriers, des petits salariés, des petits agriculteurs. Et c'est à eux que M. Chirac s'adresse maintenant. *« Je voudrais qu'une attention toute particulière soit désormais apportée aux travailleurs des plus petites entreprises,* lance-t-il sous les vivats, *qui n'ont ni les mêmes droits, ni la même stabilité de l'emploi, ni souvent les mêmes salaires et les mêmes horaires que dans la plupart des grandes. »* Puis, il évoque ces campagnes qui craignent de perdre leurs services publics. Pour ceux qui ont le sentiment que l'on décide à leur place, il assure qu'il faut que les Français soient *« régulièrement interrogés sur les grandes réformes par la voie du référendum »*.

Raphaëlle Bacqué

VERBATIM

« Nous voulons organiser la lutte contre la criminalité organisée »

VOICI les passages les plus applaudis du discours du président-candidat.

« **L'image de la France**. Les enjeux du 5 mai sont immenses, parce qu'il en va de l'image de la France sur la scène internationale, de sa capacité à être écoutée, respectée, de peser sur les événements du monde. La France n'est pas un petit pays insoucieux des autres, barricadé frileusement derrière ses frontières.

Le désarroi des Français. Les Français, dans la diversité de leurs choix, ont dit leur profond désarroi. Ils ont dit leur aspiration forte à davantage de sécurité et de considération. Leur besoin de repères et de références, alors que la société devient plus violente et le monde plus instable. Leur distance par rapport au système politique traditionnel. Leur exigence d'action et de résultats. Et aussi leur désir de voir la France retrouver une ambition à la hauteur de l'Histoire.

La sécurité. Nous voulons nous donner les moyens de lutter fermement contre la délinquance dans les villes comme dans les campagnes, en créant une justice de proximité qui apportera une réponse immédiate et proportionnée aux petits délits. Nous voulons que les multirécidivistes soient placés en détention ou, lorsqu'ils sont mineurs, dans des centres fermés. Nous voulons aussi organiser la lutte contre la criminalité organisée, en mettant en place, dans chaque région, des équipes qui coordonneront, au sein des Groupements opérationnels d'intervention, l'action de l'ensemble des services de l'Etat face aux réseaux mafieux.

Les retraites. Je veux assurer la liberté de choix : liberté, pour ceux qui le souhaitent, de travailler plus longtemps et d'améliorer ainsi leur retraite. Liberté d'épargner en franchise d'impôt, en rendant accessible à tous les fonds de pension à la française, dont bénéficient déjà les agents de l'Etat.

L'immigration. La solution n'est pas dans le rejet de l'autre, que préconisent certains. Elle est dans l'affirmation de nos valeurs. Elle est dans la rénovation de notre modèle d'intégration. Elle est dans l'application ferme de nos lois, notamment contre l'immigration clandestine organisée et mafieuse et les trafics ignobles et inhumains auxquels elle donne lieu. Elle est dans une aide accrue, plus transparente et plus efficace, pour les développements des pays pauvres. Elle est enfin dans un combat déterminé contre toutes les discriminations dont font l'objet tant de Français issus de l'immigration et d'étrangers pleinement intégrés dans notre société. »

Une cote de confiance à la hausse

La cote de confiance de M. Chirac bondit de 12 points, passant à 52 %, tandis que celle de M. Jospin chute de sept points, à 40 %, dans le baromètre mensuel réalisé par la Sofres pour le *Figaro Magazine*. Ils sont 15 % à souhaiter que Jean-Marie Le Pen *« joue un rôle important au cours des mois et des années à venir »*.

Selon cette enquête, conduite auprès de 1 000 personnes les 22 et 23 avril, M. Jospin perd 17 points sur le rôle que les Français souhaitent lui voir jouer à l'avenir. A droite, M. Bayrou gagne dix points et occupe la première place du classement avec 45 %. La plus forte progression est réalisée par M. Sarkozy, qui bondit de 17 points, à 43 %.

J'aime la République : je combats l'extrême droite

Depuis le dimanche 21 avril, la FRANCE a honte.
A l'heure où l'extrême droite se présente comme l'un des deux termes de la seule alternative offerte à la France nous nous rassemblerons autour de quelques principes simples en-dehors desquels il n'y a pas de République du tout. Nous rappellerons devant le Panthéon le souvenir de ceux qui ont fait que nous sommes fiers d'être français. Contre le racisme et l'antisémitisme, nous nous engagerons à défendre l'honneur du pays où il fut déclaré que les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits.

La **LICRA** et l'**UEJF** appellent tous les Républicains et Démocrates à un grand rassemblement

Dimanche 28 avril à 17h30 au Panthéon pour dire :

J'aime la République : je combats l'extrême droite.

(Publicité)

Pour les militants, « la priorité, c'est la sécurité »

Les chiraquiens lyonnais présents au meeting voient dans le vote du 21 avril « un avertissement »

LYON (Rhône)
de notre envoyé spécial

Comment les militants chiraquiens vivent-ils le choc de ce second tour inédit ? Premières réponses dans les travées du parc des expositions de Chassieu, où Jacques Chirac tenait son meeting, jeudi 25 avril. Romain ne cherche pas à le dissimuler : *« C'est sûr, la victoire aurait pu être plus belle, mais les Français ont choisi. Ils ont signifié leur ras-le-bol. Ras-le-bol de l'insécurité, ras-le-bol du manque de respect. Ce résultat marque l'échec du Parti socialiste. »* Pour ce jeune élu local RPR, cela ne fait aucun doute, le score de Jean-Marie Le Pen se nourrit *« du laxisme et de la politique menée durant les cinq dernières années par Lionel Jospin »*. Bien sûr, dans son réquisitoire, l'insécurité constitue le premier chef d'accusation, mais il ajoute également les 35 heures. A l'instar de Romain, de nombreux chiraquiens l'avouent : leur joie est *« gâchée »* par la présence du leader du Front national.

■ REPORTAGE

L'inquiétude sur les triangulaires aux législatives est vive

« Nous aurions préféré en découdre avec Jospin. On s'était préparé à cette explication finale. C'est un peu comme si on s'apprêtait à gagner par défaut », regrette Jérémie, étudiant à Lyon. *« Un face-à-face Chirac-Jospin, ça aurait été plus logique. Dommage qu'il faille en passer par là »*, indique Paul, petit entrepreneur. Il révèle son *« inquiétude »* tout en espérant que le 5 mai *« tout soit rétabli »*. Jérémie, qui a consacré les dernières semaines à la campagne, se dit convaincu que *« seule la droite peut battre l'extrême droite »*. *« C'est sûr,* note-t-il, *les valeurs républicaines en ont pris un coup. Mais il faut savoir entendre : ce vote a valeur d'avertissement. Chirac a intérêt à montrer des signes forts de sa volonté, surtout au plan de la sécurité »*, prévient-il.

« LA DROITE N'EST PAS BIEN »

Avertissement. Ce mot revient sur beaucoup de lèvres. Marc et Marie-Thérèse, un couple de charcutiers de Décines-Charpieu, l'emploient également. *« La droite n'est pas bien. Les électeurs, ceux qui ont voté Le Pen mais aussi ceux qui se sont abstenus, ont voulu donner un avertissement. La priorité, c'est la sécurité. Le Pen dénonce aussi l'immigration. »*

Martine, élue RPR à Villeurbanne, parle *« d'une leçon donnée à Chirac. J'espère qu'il l'aura comprise »*. De son côté, Paul considère que *« Le Pen n'a pas toujours tort. Il faudra composer avec ses idées. Sur la sécurité et sur l'immigration nous devrons nous rapprocher »*. De quelle manière ? Il ne sait pas trop. Tout en admettant que négocier n'est pas souhaitable, il se demande comment faire pour éviter une nouvelle cohabitation. *« La pire des choses »*, lance-t-il.

Il n'est pas le seul. La crainte d'une multiplication des triangulaires à l'occasion du second tour des élections législatives des 9 et 15 juin est, ici, un sentiment largement répandu. *« La seule solution passe par l'union de la droite dès le premier tour. A Lyon, on sait ce que la division coûte à la droite. »* Jérémie n'a pas oublié la défaite des municipales il y a un an, et il se souvient encore de l'épisode Millon lors de l'élection à la présidence de la région Rhône-Alpes en 1998. *« Accepter les voix des électeurs de Le Pen, c'est une chose, mais négocier, c'en est une autre »*, nuance-t-il. *« Je suis résolument opposé à toutes formes d'alliance avec le FN, mais je ne vois pas pourquoi on devrait refuser les voix. Après tout, le PS accepte bien les voix de l'extrême gauche. »* Négociation ou alliance, même circonstancielle, la plupart semble sur ce point d'accord avec Jacques Chirac. De même, il l'approuve d'avoir décliné l'offre de débat devant les caméras de France 2. *« Ca ne sert à rien »*, soulignent-ils.

Maire de Sandrans, dans le département de l'Ain, une commune de 500 habitants, M. Berthaud semble plutôt atterré. *« Il n'y a pas de quoi être fier. Le vote de dimanche est un vote sanction contre tous les grands partis politiques »*, estime-t-il. Dans son village, Jean Saint-Josse est arrivé en tête, suivi de Jean-Marie Le Pen, puis de Jacques Chirac et de François Bayrou. Lui avait donné sa signature à Christine Boutin qu'il a défendue durant toute la campagne. *« Désormais, il faut que la droite se ressaisisse. Elle doit se mettre au travail. Si elle travaille mal, dans cinq ans on risque de voir le FN au pouvoir »*, prédit-il. Selon lui, la droite doit se retrouver, mais *« ne pas pactiser »* avec Le Pen. *« On a tiré la leçon de Millon en 1998 »*, confirme Philippe, un entrepreneur de Villeurbanne. *« Pactiser c'est perdre son âme. La droite républicaine doit l'emporter sur ses idées, en se radicalisant si la situation l'exige »*, analyse-t-il.

Yves Bordenave

esec.edu/

ESEC

Diplôme homologué par l'État

images/ cinéma/ numérique/ sons/

- Réalisateur cinéma
- Concepteur en numérique
- Producteur audiovisuel
- Monteur en numérique
- Créateur d'effets spéciaux

www.esec.edu/

01 43 42 43 22

21, rue de Citeaux 75012 Paris

enseignement supérieur libre

M. Raffarin (DL) et M. Douste-Blazy (UDF) estiment que la droite doit « tendre la main » aux jeunes

Les deux « premiers ministrables » de Jacques Chirac croient encore en leur chance pour Matignon. Plusieurs responsables de l'UDF appellent François Bayrou à rejoindre le parti du président

LE HAVRE
de notre envoyé spécial

Lorsque Jean-Pierre Raffarin (DL) et Philippe Douste-Blazy (UDF) affichaient leur *« amitié »* avant le premier tour, on discernait le souci de ces deux « premiers ministrables » de masquer leur rivalité. En lever de rideau d'une réunion publique au Havre, jeudi 25 avril, en présence d'Antoine Rufenacht, maire de la ville et directeur de campagne de Jacques Chirac, les duettistes ont évoqué leur *« complicité »*. Et l'on ne put s'empêcher d'y voir l'expression implicite d'un « front commun » contre Nicolas Sarkozy, premier ministre « autoproclamé » de l'entre-deux tours. Alors que l'ancien secrétaire général du RPR se sent pousser des ailes depuis l'annonce des résultats du premier tour, ses deux rivaux n'ont pas baissé la garde.

Tout en attendant que la situation se décante, ils échangent des arguments qu'ils distillent discrètement sur les tribunes où il sont conviés. Dans leurs propos publics, le président de la région Poitou-Charentes et le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale ne se démarquent pas vraiment de l'ancrage à droite que M. Sarkozy donne à sa campagne. Jeudi soir, pour amadouer une salle si imprégnée du combat contre la gauche qu'elle pouvait en oublier que Lionel Jospin a été écarté le 21 avril, les deux hommes entonnent quelques couplets contre les socialistes en général, et le bilan du gouvernement en particulier.

« Le mensonge social des socialistes est à dénoncer », affirme ainsi M. Raffarin, selon lequel *« le socialisme promet la justice mais n'est pas équitable »*. *« Nous nous retrouverons pour les législatives »*, promet le sénateur de la Vienne aux 500 personnes venues l'écouter. *« Jospin a créé les conditions du désarroi »*, renchérit M. Douste-Blazy, qui ne veut pas être soupçonné de prôner l'instauration d'un quelconque front républicain. Concluant un chapitre consacré à *« l'explosion de la violence et de la délinquance »*, le maire de Toulouse a ce mot : *« Vous allez me dire : "Vous êtes du centre, vous êtes UDF, et* [pourtant] *vous avez ce message..." »*

PETITE MUSIQUE

Après s'être ainsi efforcé de ne pas être distancé dans la course à droite livrée tambour battant par M. Sarkozy, MM. Raffarin et Douste-Blazy cherchent à faire entendre leur petite musique. Plus avancé dans ses réflexions, le sénateur de la Vienne invite ainsi à tenir compte, au lendemain du second tour de la présidentielle, de *« tous ces jeunes, ces nouveaux venus qui vont entrer dans la politique, qui prennent conscience que la politique n'est pas un jeu, ni un spectacle »*. *« A nous de leur parler et de faire en sorte qu'ils n'aillent pas massivement rejoindre les rangs de la gauche »*, poursuit M. Raffarin, qui se dit soucieux de *« tendre la main »* à cette frange de l'électorat s'apprêtant à voter pour la première fois en faveur de M. Chirac, sans être susceptible pour autant d'approuver la ligne de M. Sarkozy.

En filigrane, apparaissent ensuite quelques mises en garde contre les risques induits par le coup de barre à droite de M. Sarkozy. Tout en prônant *« une audace réformatrice »*, M. Raffarin critique implicitement les effets d'annonce du maire (RPR) de Neuilly-sur-Seine : *« Il y aura les réformes du temps court, et les réformes du temps long. Ne laissons pas croire que la politique se fait avec une baguette magique. Il faut dire aux Français que nous avons besoin de temps. »* Et le président de la région Poitou-Charentes ajoute : *« Sinon, nous aurons la rue, qui bloquera toute expérience de réforme. »*

Les deux « complices » se retrouvent également pour défendre la création de l'Union pour la majorité présidentielle (UMP), qu'ils préparent depuis longtemps au sein de leur formation respective. *« Quand on est dispersé dans l'organisation, on n'est pas efficace dans l'action »*, souligne M. Raffarin, en ajoutant qu'*« il n'y a pas de gouvernement durable sans union »*. *« Si nous sommes d'accord sur l'essentiel, pourquoi ne pas être ensemble ? »*, renchérit M. Douste-Blazy.

Le travail de sape auquel s'est attelé en coulisses le chef de file des députés centristes est plus ardu. Alors que la quasi-totalité des députés DL ont approuvé la création de l'UMP (*Le Monde* du 26 avril), M. Douste-Blazy a indiqué, jeudi, qu'il avait enregistré l'adhésion de la moitié des députés UDF. Lors d'une conférence de presse, le même jour, des dirigeants de trois composantes de la confédération centriste ont accentué la pression sur M. Bayrou en l'appelant à rejoindre l'UMP. Parmi eux figurent le président du Parti populaire pour la démocratie française (PPDF), Hervé de Charette, qui *« demande instamment »* à MM. Bayrou et Madelin de *« ne pas s'opposer à ce qui est proposé (...), de renoncer à s'isoler, de ne pas faire cavalier seul »*. *« Il faut que l'UDF toute entière vienne »* à l'UMP, a insisté l'ancien ministre des affaires étrangères.

Jean-Baptiste de Montvalon

Le patronat sort de son silence, les médecins appellent à voter « contre Le Pen »

Le Medef rappellera, lundi, son attachement européen

LES UNES après les autres, les organisations patronales, qui n'ont pas voulu réagir « à chaud » au résultat du premier tour de la présidentielle, sortent du silence. La Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) et l'Union professionnelle artisanale (UPA) ont proclamé leur attachement aux valeurs républicaines. Le Mouvement des entreprises de France (Medef) doit s'exprimer lundi 29 avril.

Le président de la CGPME, Jacques Freidel, a appelé ses adhérents à *« voter pour les valeurs républicaines qui représentent à la fois la liberté, la liberté d'entreprendre en France* (...) *et le respect d'autrui »*. Le patron de cette organisation proche du RPR n'a pas donné de consigne de vote explicite pour Jacques Chirac. L'UPA a fait de même, après la réunion de son bureau, en réaffirmant son *« attachement aux valeurs républicaines »*. Lundi, à l'issue de la réunion du bureau du Medef, son président, Ernest-Antoine Seillière, ne devrait pas donner de consigne de vote, mais rappeller solennement le contenu du programme économique et social du patronat et défendre l'ancrage européen de la France, une position aux antipodes de celle du candidat de l'extrême droite.

Les réactions les plus vives sont venues des rangs des professionnels de santé libéraux ou hospitaliers. De MG-France, second syndicat de généralistes, à la Confédération de syndicats médicaux français et aux organisations de praticiens hospitaliers, tous ont appelé à *« faire barrage »* au candidat de l'extrême droite le 5 mai. MG-France appelle ouvertement à voter pour M. Chirac. L'Union confédérale des médecins salariés et celle des centres de santé appellent à manifester le 1er mai.

La coordination des médecins hospitaliers (CMH) dénonce en M. Le Pen *« un porteur de xénophie et d'exclusion »*. La notion de *« préférence nationale »* inscrite dans le programme de Jean-Marie Le Pen est, aux yeux des professionnels de santé, *« diamétralement opposée »* à la déontologie médicale. Les associations du monde sanitaire et social mettent également en garde contre les menaces de l'extrême droite.

Paul Benkimoun et Claire Guélaud

Nicolas Sarkozy (RPR) cherche à se rendre indispensable

À LA SORTIE de la réunion du bureau politique du RPR, mercredi 24 avril, il était le plus attendu. Nicolas Sarkozy était pourtant pressé, ce jour-là. Il avait promis à l'un de ses enfants de lui consacrer, comme chaque mercredi, un moment privilégié, avant de déjeuner avec Jérôme Monod, conseiller du président de la République. M. Sarkozy a néanmoins pris le temps de répondre aux questions des journalistes sur la recomposition en cours de la droite chiraquienne au sein d'une nouvelle Union pour la majorité présidentielle (UMP). La veille, l'ancien secrétaire général du RPR avait commencé à exposer, dans un entretien au *Monde* (daté 24 avril), ce que serait la ligne de conduite du futur chef du gouvernement de Jacques Chirac, une fois celui-ci réélu. Cela avait suffi pour accréditer aussitôt, dans plusieurs journaux, l'idée selon laquelle le député des Hauts-de-Seine serait désormais *« ultra-favori »* dans la course à Matignon.

Le pari est risqué. L'intéressé le sait. Voilà huit mois que M. Sarkozy ne cesse de se mettre en scène, ostensiblement, quitte à agacer au plus haut point quelques-uns des membres de l'entourage du chef de l'Etat et, plus encore, les autres « premiers ministrables » : Philippe Douste-Blazy (UDF), François Fillon (RPR), Jean-Pierre Raffarin (Démocratie libérale).

M. Sarkozy n'en a cure. Dans les moments-clés de la campagne, c'est lui qui a été mobilisé pour aller défendre le programme économique du président-candidat : son face-à-face avec Dominique Strauss-Kahn, le 18 mars sur France 2, a duré plus de deux heures. Dimanche 21 avril, c'est encore lui qui, le premier, a quitté le QG de campagne de M. Chirac pour aller porter la bonne parole sur les plateaux de télévision. *« On venait d'apprendre que Le Pen était deuxième. Je n'ai eu qu'un quart d'heure pour reprendre complètement les notes que j'avais préparées la veille »*, confie-t-il. Vendredi, enfin, le maire de Neuilly-sur-Seine devait rendre visite à son collègue de Bordeaux, Alain Juppé, et montrer pour l'occasion, en compagnie de MM. Douste-Blazy et Raffarin, à quel point les relais de la campagne de M. Chirac sont unis.

Jean-Louis Saux

ILS ONT DIT

■ **Jean-Pierre Chevènement** (député du Territoire de Belfort) : *« 900 000 de mes électeurs viennent de la gauche (...). Lionel Jospin a perdu 2,4 millions de voix par rapport à 1995. On dit que le battement d'aile d'un papillon en Australie peut provoquer une tempête dans la Manche. Je ne suis, dans cette affaire, qu'un papillon australien. »* (*Le Parisien*, 26 avril.)

■ **Bruno Mégret** (président du MNR) : Jean-Marie Le Pen peut *« faire un très gros score, il peut atteindre 40 %. S'il faisait moins de 40 %, ce serait sans doute un peu un échec. »* (LCI, 26 avril.)

■ **Claude Allègre** (ancien ministre, PS) : *« Le programme* [de M. Le Pen] *n'est pas encore nazi, mais prénazi. »* (France Inter, 26 avril.)

■ **Alain Krivine** (porte-parole de la LCR) : *« Je peux me tromper mais je pense que Chirac n'aura pas besoin des voix de l'extrême gauche (...). On est en train de transformer un pyromane en pompier. »* (Rencontre à Sciences Po, 25 avril.)

Les résultats définitifs du premier tour

LES RÉSULTATS définitifs du premier tour de la présidentielle sont validés par le Conseil constitutionnel et publiés au *Journal officiel* du 25 avril. Electeurs inscrits : 41 194 689 ; votants : 29 495 733 ; exprimés : 28 498 471. Ont obtenu : Bruno Mégret : 667 026 ; Corinne Lepage : 535 837 ; Daniel Gluckstein : 132 686 ; François Bayrou : 1 949 170 ; Jacques Chirac : 5 665 855 ; Jean-Marie Le Pen : 4 804 713 ; Christiane Taubira : 660 447 ; Jean Saint-Josse : 1 204 689 ; Noël Mamère : 1 495 724 ; Lionel Jospin : 4 610 113 ; Christine Boutin : 339 112 ; Robert Hue : 960 480 ; Jean-Pierre Chevènement : 1 518 528 ; Alain Madelin : 1 113 484 ; Arlette Laguiller : 1 630 045 ; Olivier Besancenot : 1 210 562.

M. Hollande et les socialistes pressent M. Jospin d'appeler à voter Chirac

Les responsables du PS, confrontés aux réticences de leur électorat, lui demandent de « prendre ses responsabilités » en appelant à voter pour le chef de l'Etat afin de « faire barrage à l'extrême droite ». Le premier secrétaire « ne doute pas » que le premier ministre s'exprime

CONFRONTÉ à la difficulté de convaincre ses électeurs et ses militants à voter pour Jacques Chirac au deuxième tour de l'élection présidentielle, le 5 mai, le Parti socialiste aimerait bien recevoir l'aide de Lionel Jospin. Depuis vingt-quatre heures, les appels en ce sens se font de plus en plus pressants au PS, inquiet des résistances qu'il rencontre sur le terrain. Jeudi 25 avril, sur RMC, Ségolène Royal a saisi l'occasion d'une réplique à Philippe Douste-Blazy, député UDF des Hautes-Pyrénées, qui avait qualifié de *« choquant »* le silence de M. Jospin, pour se joindre à ce concert. *« Je crois qu'il doit en effet prendre ses responsabilités et je suis convaincue qu'il les prendra »*, a souligné la ministre déléguée à la famille. A rebours, vendredi matin 26 avril sur France Inter, Claude Allègre a estimé que M. Jospin ne ferait *« pas de commentaires »*. L'ancien ministre de l'éducation nationale a fait, à propos de son départ, un parallèle avec celui du général de Gaulle : *« Il a perdu, il assume sa défaite, il s'en va. »*

MALGLAIVE ETIENNE

Le QG du Parti socialiste, au lendemain de la défaite du premier tour des élections. Des voix s'élèvent au sein du PS pour demander à Lionel Jospin de prendre position sur le second tour de la présidentielle. Plusieurs de ses proches estiment que son retrait de la vie politique le 21 avril signifie aussi que, désormais, il n'entend plus faire de déclaration politique.

« UNE OBLIGATION MORALE »

Jeudi, le porte-parole du PS, Vincent Peillon, a appelé le premier ministre à *« s'exprimer le moment venu »*. *« Je suis convaincu*, a estimé le député de la Somme, dans une déclaration à l'agence de presse Reuters, *qu'étant donné les valeurs qui sont les siennes, le combat qui a été celui de toute sa vie, l'autorité morale et politique qu'il incarne pour toute la gauche et au-delà, Lionel Jospin mesure la gravité de la situation et saura prendre ses responsabilités »*. En recevant des journalistes, jeudi, François Hollande a expliqué que, comme responsable socialiste, M. Jospin avait toujours eu une position *« ferme et claire »* lorsqu'il s'agissait de choisir entre la *« droite républicaine »* et l'extrême droite. *« S'il doit dire quelque chose, il le fera au moment opportun »*, a-t-il assuré.

Pour le premier secrétaire du PS, il faut *« comprendre »* le silence du premier ministre : *« Dimanche soir,* a-t-il indiqué, *il a annoncé son retrait de la vie politique. Donc, il y aurait quelques paradoxes à multiplier les prises de position. Nous ne sommes pas au second tour de l'élection. Je ne doute pas que Lionel Jospin exprimera, comme nous tous, qu'il faut faire barrage à l'extrême droite »*.

L'attente des socialistes sur une position publique de leur ancien champion est d'autant plus grande que M. Hollande s'efforce de faire passer le message qu'il ne s'agit pas *« de voter Jacques Chirac mais d'utiliser le bulletin Chirac comme instrument d'un référendum anti-Le Pen »*. *« C'est une obligation morale pour chacun »*, a-t-il insisté. *« Aujourd'hui,* a-t-il déclaré au *Monde*, *faire barrage au Front national, c'est utiliser le vote Chirac pour mettre au plus bas Jean-Marie Le Pen, alors que le vote blanc ou nul fait mécaniquement remonter le score de l'extrême droite. »* Dans un tract diffusé par ses fédérations, et intitulé *« le 5 mai, pour la République, faisons barrage à l'extrême droite »*, le PS explique que *« c'est grâce au vote de gauche contre Le Pen que nous empêcherons Jacques Chirac et la droite de revendiquer une élection qui doit être celle de tous les républicains »*. La semaine prochaine, le PS diffusera un second tract qui appellera encore plus explicitement à déposer un bulletin au nom du président sortant.

VAINCRE SES RÉTICENCES

Henri Emmanuelli, qui a invité M. Jospin, au nom de sa fédération des Landes, *« à venir parler aux Français, entre les deux tours, pour le présent et pour l'histoire »*, a estimé, le 25 avril dans un communiqué, que *« M. Chirac ne facilite pas les choses »*, à savoir le vote de la gauche en sa faveur. *« Qu'il prétende incarner les valeurs républicaines et humanistes en caricaturant le bilan de la gauche et ses valeurs, est dangereux pour le régime dont il prétend être aujourd'hui le bouclier »*, affirme M. Emmanuelli, pour qui voter pour *« le candidat républicain »* suppose qu'il *« soit à la hauteur de son écrasante responsabilité »*. Sur France 2, l'ancien premier secrétaire du PS, qui pense aussi que M. Jospin s'exprimera, a reproché à M. Chirac de s'être *« comporté comme un chef de clan »*.

Pour vaincre les réticences de son électorat, des responsables du PS envisagent des réunions publiques. Le maire de Dijon, François Rebsamen, organisera ainsi, lundi 29 avril, un *« forum républicain »* pour expliquer sa décision de faire voter pour M. Chirac. Jeudi, Jean-Paul Huchon, Jean-Marc Ayrault, Claude Estier et Jack Lang ont repris la thématique du *« référendum pour la République »*, permettant, selon le ministre de l'éducation nationale, d'*« opposer un non franc et massif à l'extrême droite »*. En attendant Lionel Jospin.

Michel Noblecourt

« DSK » défend un « vote éthique »

Réunis à Sciences Po Paris, jeudi, pour une rencontre avec les étudiants, des responsables politiques ont tenté de tirer les conséquences du premier tour. Très applaudi, Dominique Strauss-Kahn a reconnu que *« quand on a perdu, c'est qu'on a été mauvais »*. *« Il faut regarder pourquoi,* a-t-il insisté doutant que *les explications les plus simples, les plus pavloviennes soient obligatoirement les plus justes. » « Nous n'avons pas répondu clairement aux craintes, le rejet est plus profond »*, a-t-il ajouté. Le plus important est aujourd'hui *« le combat contre l'extrême droite »*. Pour cela, il a appelé les étudiants à voter *« massivement »* pour Jacques Chirac. Ceux qui s'y refusent, *« je les comprends avec les tripes mais je ne veux pas les comprendre avec la raison »*.

A Alain Krivine (LCR) qui, lui, refuse d'appeler à voter pour le président sortant et qui clame qu'*« un vote, c'est tactique »*, « DSK » a répliqué : *« Non ! Là, c'est un vote éthique. »*

Chez les militants : « Si je donne ma voix à Chirac, ce sera la rage au cœur »

A Lille ou à Toulouse, les adhérents du PS se font difficilement à l'idée de soutenir le président sortant au second tour

TOULOUSE et LILLE
de nos correspondants régionaux

Le premier choc passé, les socialistes de la fédération du Nord – pilier historique du parti, avec celles du Pas-de-Calais et des Bouches-du-Rhône – tentent de faire le point. Depuis mercredi soir, des réunions internes se tiennent dans toutes les circonscriptions : *« Pour voir quoi faire et expliquer nos positions »*, dit le secrétaire fédéral, Marc Dolez. Premier point à l'ordre du jour : la consigne du « vote Chirac » au second tour.

REPORTAGE

« En bonne morale politique, il est très gênant de combattre Le Pen par Chirac »

« C'est une position qui passe assez bien, même si elle nécessite quelques explications », affirme M. Dolez. Les jeunes du parti, qui brandissaient dès dimanche soir dans les rues de Lille des pancartes portant le slogan : *« Votez escroc, pas facho »*, semblent globalement d'accord. Jean-Luc, 48 ans, « encarté » depuis 1995, approuve lui aussi, même s'il reconnaît n'y avoir pas réfléchi de manière approfondie. *« Je voterai démocrate, même si le démocrate en question n'est ni très net ni très frais »*, explique-t-il. Mais certains, plus anciens, sont nettement plus réticents.

« Je voterai, c'est sûr. Dans ma famille, certains sont morts pour ce droit. Mais je ne sais pas encore si ce sera blanc ou Chirac, dit Jean-Louis, 56 ans, vingt-cinq ans de parti. *Ma mère de 92 ans va voter Chirac pour la première fois de sa vie parce qu'elle ne veut pas revoir 1933. On peut, comme elle, considérer que le référendum anti-Le Pen est la seule issue. Mais que va-t-il se passer ensuite ? Si l'on se retrouve dans l'opposition après les législatives, on en prend pour dix ans ; et cela, sans savoir jusqu'où vont aller la droite et Le Pen. »* Charles-Henry, 58 ans, est plus catégorique : *« En bonne morale politique, il est très gênant de combattre Le Pen par Chirac. Soutenir Chirac au second tour alors que nous n'avons pas réussi à montrer les différences entre notre programme et le sien va encore accentuer le trouble de notre électorat. »* Il reste sceptique sur la mobilisation. *« Dans le Nord, ce mot d'ordre ne passera pas partout. J'en connais qui n'iront pas voter »*, prévient-il. Les deux hommes se rejoignent, pour regretter que les responsables du PS n'aient pas encore tiré les leçons de l'échec de dimanche. *« Quelques militants ont bien tenté de lancer le débat dans les comités nordistes, mais ils ont vite été rappelés à l'ordre. Au PS, aujourd'hui, tout est verrouillé, tout vient d'en haut. Nous sommes envahis de petits marquis. L'autocritique viendra sans doute, mais seulement après les législatives. Ce sera trop tard »*, prévient Jean-Louis.

Où était l'erreur ? *« Nous aurions dû*, estime-t-il, *retenir au moins l'autorisation de licenciement préalable, ne pas enterrer le dossier des retraites, résister aux privatisations du service public, faire de l'Europe sociale l'un de nos choix de bataille. Nous avons aussi été très mauvais sur le cumul des mandats. »* En attendant, souligne Charles-Henry, *« n'oublions pas que le vote Le Pen est un vote populaire. Il signifie que les deux partis de gauche n'ont plus de prise du tout sur la classe ouvrière. Il y a une reconquête idéologique à faire, et elle sera longue »*. *« Le danger*, poursuit-il, *il fallait le voir avant, éventuellement interdire le FN. Aujourd'hui, c'est trop tard. Il ne sert à rien d'insulter ses électeurs en les traitant de fascistes. Les manifestations, c'est la rue contre le suffrage universel ; et le vote Chirac, une fausse réponse. »*

« PAS DE MAINS »

A Toulouse, la consigne de voter Chirac ne va pas de soi non plus. *« Jamais ! Non, ça jamais,* jurent les militants les plus jeunes, *on ne peut pas passer comme ça de Jospin à Chirac. »* D'autres cherchent à se justifier. *« Si j'y vais, ce sera la mort dans l'âme »*, confie l'un. *« Moi, j'irai la rage au cœur »*, promet un autre.

On cherche de bonnes raisons de se rendre à la raison républicaine. *« Le matin, je me lève en disant que je ferai mon devoir ; le soir, quand je me couche, j'ai plus envie »*, reconnaît un collaborateur local du premier ministre. *« J'avais décidé de ne pas y aller. Mon grand-père, un réfugié républicain espagnol, m'a convaincu d'y aller »*, admet François Briançon, conseiller municipal de Toulouse. *« Le bulletin Chirac que je vais mettre dans l'urne, c'est en fait un bulletin République »*, se justifie un jeune socialiste. *« Les anges ont les mains propres*, s'exclame vigoureusement un quinquagénaire, *mais voilà, ils n'ont pas de mains. »*

Au fil des jours, le mot d'ordre, *« faire barrage à l'extrême droite »*, commence cependant à l'emporter sur l'émotion. Le discours pédagogique des responsables de la fédération devient audible. A celui de « devoir » républicain se superpose l'argumentaire plus politique que développe le secrétaire fédéral, Kader Arif : *« Il s'agit de faire élire Chirac à 80 % pour que, justement, ce ne soit pas la victoire de Chirac »*, explique-t-il. *« Je comprends qu'on ait du mal, mais le vote doit être massif pour éviter Le Pen à 45 % et un deuxième cataclysme. »*

Jean-Paul Besset et Jean-Paul Dufour

LIBRIO 1,52 €
CE LIVRE MÉRITE UN PRIX TRÈS DÉMOCRATIQUE.

LE MONDE

Librio 1,52 €
LE MEILLEUR PRIX LITTÉRAIRE

Peut-on se rendre aux urnes avec une pince sur le nez ?

LE 5 MAI, Hugo ira voter avec ses amis *« en combinaison blanche à capuche pour ne pas se contaminer »*. Cet étudiant parisien, qui se dit *« de gauche »*, votera au second tour de l'élection présidentielle pour M. Chirac, pour faire barrage au Front national. A Calais, Philippe Blet, qui a adhéré au PS en 1986, *« quand Chirac est devenu premier ministre »*, a envoyé à tous ses contacts un e-mail préconisant de voter *« avec une pince sur le nez » et « des gants »* – en latex, de jardinage, de vaisselle, ou des moufles, selon l'humeur. M. Blet, éducateur, conseille : *« Ne dites pas : "Je vote Chirac", mais "C-h-i-r-a-c" »*, en détachant chaque lettre. Ou encore : *« Froissez l'enveloppe avant de mettre le bulletin »*.

LES MAINS LIÉES PAR « UN CHIFFON »

Les initiatives se multiplient depuis le 22 avril. Le collectif Mains liées, qui organise un forum tous les soirs, place de la Bastille, à Paris, suggère d'aller voter les mains liées par *« un chiffon »*. Un groupe d'artistes propose de mettre *« le bulletin Chirac dans l'urne »* et d'envoyer *« l'autre* [celui de Jean-Marie Le Pen] *à Jacques Chirac,* (...) *Palais de l'Elysée. Pour qu'il n'oublie pas »*.

Toute la question est de savoir si la loi autorise les électeurs à pénétrer dans un bureau de vote avec un signe distinctif. Car l'article 59 du Code électoral dispose *: « Le scrutin est secret. »* Les avis sont partagés. Au ministère de l'intérieur, on indique que *« rien n'empêche ce type d'initiative, du moment que l'on ne trouble pas les opérations de vote »*. Olivier Ihl, professeur de sciences politiques à Grenoble et auteur d'un livre sur *Le Vote* (Montchrestien, 2 000), signale que l'article 116 du code électoral punit, notamment, ceux qui auront *« violé ou tenté de violer le secret du vote »* d'une *« amende de 100 000 francs (15 245 euros) »* et d'un *« emprisonnement d'un an »* ou de *« l'une de ces deux peines seulement »* (article 113). Arriver dans un bureau de vote avec une pince sur le nez signifie-t-il que l'on est de gauche et que l'on vote pour M. Chirac contraint et forcé ? Le débat est ouvert.

Clarisse Fabre

En Italie, des manifestants conspuent Le Pen

La journée de la Libération a été l'occasion d'une vaste mobilisation contre la xénophobie

ROME
de notre correspondante

« Haider et Le Pen sont porteurs d'idées politiques à combattre. Ils sont un péril pour l'Europe et aussi pour nous. » Sergio Cofferati, leader de la CGIL (gauche), la principale confédération syndicale italienne, a rappelé jeudi en ces termes à Milan la leçon de la Libération de l'Italie, le 25 avril 1945. *« L'exercice de la mémoire est un devoir »*, a-t-il martelé devant plus de cent mille manifestants qui participaient à la marche organisée par l'Association nationale des partisans (ANPI) pour la fête de la journée de la Libération. *« L'action doit se faire au sein de la société, en diffusant des valeurs de la solidarité, car c'est seulement ainsi que l'on peut combattre le racisme et la xénophobie dont Haider et Le Pen sont porteurs. »*

VIEUX DÉMONS

Ce même jour, mais d'une petite ville du Centre, Ascoli Piceno, le président de la République, Carlo Azeglio Ciampi s'est opposé solennellement au *« révisionnisme à la lumière duquel l'histoire de la Résistance ne peut pas être réécrite »*. Dans d'autres défilés, comme à Rome où le mouvement antiglobalisation avait appelé à manifester, la poussée lepéniste a été conspuée.

Mais les vieux démons fascisants n'ont pas disparu, en témoignent des incidents survenus à Trieste (Nord) où deux cérémonies avaient été organisées par la municipalité. L'une à La Risiera di San Sabba, devant l'ancien camp d'extermination nazi où périrent cinq mille juifs, italiens, croates et slovènes, et la seconde devant un monument érigé à tous les morts de la guerre, y compris les républicains de Mussolini.

« Honte », « Fascistes », « Résister aujourd'hui et toujours », ont crié des milliers de manifestants à l'adresse des autorités locales qui ont dû s'éloigner sous la protection policière, et qui sont membres d'Alliance nationale. Le dirigeant d'AN, Gianfranco Fini, qui est le numéro 2 du gouvernement, venait pourtant de clarifier sa position : *« La droite se reconnaît dans les valeurs célébrées le 25 avril. »* Il avait même tenu à rappeler que dans une interview au *Monde* il y a sept ans, il avait annoncé sa rupture définitive avec le Front national français.

Danielle Rouard

Pascal Lamy, commissaire européen chargé du commerce

« L'Europe n'est pas le problème, elle est la solution à la montée des extrémismes »

L'ancien collaborateur de Jacques Delors, membre du PS, déplore le silence de la gauche

NOUS PUBLIONS ci-dessous le texte d'un entretien avec Pascal Lamy, dont ce dernier a relu et approuvé la teneur.

La Commission n'est-elle pas trop discrète vis-à-vis de Le Pen ?

Personne ne peut avoir le moindre doute sur ce que pense la Commission européenne des thèses de Monsieur Le Pen : on dit *« Non merci. »* Mais nous ne faisons pas dans la proclamation.

L'Europe est-elle en partie responsable de la montée des extrêmes ?

Attention au sophisme qui consiste à dire que parce qu'il y a une montée conjointe de l'extrême droite en Autriche, au Danemark, en Italie, au Portugal, en France, peut-être aux Pays-Bas, c'est à cause de l'Europe. C'est exactement l'inverse. Si tout cela se passe au même moment, c'est que nous, Européens, avons des problèmes similaires. L'Europe n'est pas le problème, elle est la solution à la montée des extrémismes.

La mauvaise communication sur l'Europe est pourtant accusée de nourrir les peurs et les extrémismes

On ne peut plus avoir comme aujourd'hui cette antipolitique de communication, qui consiste à dire : *« Quand c'est bien c'est moi, et quand ce n'est pas bien c'est Bruxelles. »* Après on s'étonne d'entendre *« Bruxelles beurk. »*

La montée de Le Pen ne va-t-elle pas rendre très difficile la réforme de la politique agricole commune et l'élargissement de l'Union ?

La PAC est en train de se réformer petit à petit. Les agriculteurs devraient se demander où en serait l'agriculture française s'il n'y avait pas eu la PAC. Quant à l'élargissement, les gouvernements européens n'en parlent pas assez, et nous ne pouvons pas le faire à leur place. Quels sont les chefs d'Etat et de gouvernement qui sont apparus à la télévision pour dire *« Voilà ce que nous avons décidé et en plus, il faut que je vous parle de la Turquie, qui a désormais un statut de candidat à l'entrée dans l'Union ! »* ? Cela n'a pas été fait.

Le débat sur l'élargissement ne risque-t-il pas de dégénérer en débat sur l'immigration ?

Les Allemands ont posé ce problème en avance, deux ans avant leurs élections, car ils savaient que cela risquait d'être difficile pour leur opinion et ils savent ce que c'est que l'extrême droite. Les partis allemands, – la CDU, la CSU, le SPD, les Verts – ont dit *« On en parle tôt et vite, quitte à avoir quelques problèmes avec les Polonais »,* ce qu'ils ont eu. Ils ont débattu, il y en a eu plein les journaux, mais ils ont stabilisé cette question sur le plan politique.

Pourquoi la gauche n'a-t-elle pas parlé d'Europe dans la campagne ?

Ce silence radio s'explique par la cohabitation qui conduit à une neutralisation permanente des deux têtes de l'exécutif et aussi à une prise en compte insuffisante des propositions très claires du programme socialiste sur l'Europe et la mondialisation. Chacun a regardé sur son aile extrême, Jospin vers Chevènement, Chirac vers Pasqua.

AP

« Il faut aller débattre avec les gens, dire qu'il y a des critiques que l'on comprend »
PASCAL LAMY

Comment expliquez-vous la désaffection pour le PS ?

On a laissé trop de champ libre à l'extrême gauche. Il faut aller débattre avec les gens, dire qu'il y a des critiques que l'on comprend – et Dieu sait s'il y en a sur la mondialisation qui sont justifiées – mais construire ensuite de vraies solutions. Il faut argumenter, débattre. Nous avons laissé trop de place à la critique radicale, sans la porter sur le terrain du « comment on fait », et notamment sur le monde et sur l'Europe.

Faut-il faire un virage à gauche ?

Je ne crois pas. Le problème de la gauche est de bâtir une économie sociale de marché, de moderniser son mode d'action pour que le combat qui a été mené dans le cadre national le soit désormais au niveau européen et au niveau mondial. Face aux Etats-Unis, à la Chine et à l'Inde, le bon poids, c'est un continent, c'est l'Europe. Voyez comme l'euro nous protège désormais des chocs extérieurs qui, hier encore, auraient bloqué la croissance de l'Europe.

Qu'est-ce que veut dire moderniser la gauche ?

Cela veut dire poser la critique au bon endroit et renouveler les solutions d'action. Cela veut dire libéraliser l'énergie mais obtenir des garanties en béton sur le maintien du service public ; baisser les prélèvements obligatoires d'abord sur le travail contre des gains de productivité d'un certain nombre de services publics. Pour éviter la déchirure du tissu social, cela veut dire avoir un maillage très étroit et coûteux plutôt que de juxtaposer des guichets, avec des gens qui passent à travers les trous parce qu'ils ne savent pas où ils sont. Cela veut aussi dire, au niveau de la zone euro, des politiques macroéconomiques qui exploitent toutes les marges de manœuvre recréées par l'euro.

Comment est-il possible qu'à Barcelone, Jacques Chirac et Lionel Jospin signent un document prévoyant de repousser de cinq ans l'âge de la retraite, et qu'ils prétendent, de retour à Paris, que la retraite à soixante ans n'est pas remise en cause ?

Sur les retraites, avec divers rapports, tous les éléments du problème ont été mis sur la table mais personne n'a voulu sérieusement s'en saisir pendant la campagne électorale. Si on ne reste que dans un système de répartition, ce qui se conçoit, l'allongement de la durée de la vie fait qu'on ne peut maintenir le niveau des retraites qu'en augmentant le niveau des cotisations ou en augmentant la durée du travail. Sinon, on baisse le niveau de prestation. C'est tout bête. Cela n'a pas été dit suffisamment. Peut-être faut-il donc réfléchir aussi à de la capitalisation ou à de l'épargne d'entreprise en complément.

Propos recueillis par Arnaud Leparmentier

Ce qui rend la philosophie de Tractebel si révolutionnaire? Notre vision globale sur l'énergie et les services. Que nous résumons en une formule: 1+1=∞.

Tractebel

One philosophy, infinite solutions

LES SOCIÉTÉS TRACTEBEL

suez

En Tunisie, le pouvoir est soulagé, l'opposition consternée

DU PREMIER TOUR de la présidentielle, les Tunisiens, n'ont retenu qu'une chose : Jacques Chirac restera à l'Elysée ! Soulagement au Palais de Carthage, qui redoutait qu'une fois élu Lionel Jospin n'accentue ses pressions en faveur des libertés en Tunisie. Consternation dans les rangs de l'opposition, qui misait notamment sur les socialistes français pour amener le président Ben Ali à une démocratisation autre que de façade.

L'homme de la rue, lui, a accueilli sans déplaisir l'éviction de Lionel Jospin. A l'inverse de Jacques Chirac, réputé être « l'ami des Arabes », le premier ministre français bénéficie de peu de sympathie. Il est en effet accusé de sionisme à cause de son soutien supposé à Israël, mais surtout on ne lui pardonne pas ses déclarations à Jérusalem, il y a deux ans, assimilant les actions du Hezbollah libanais à des actes de terrorisme.

Si la percée de Jean-Marie Le Pen a surpris, elle n'a pas provoqué d'émotion comme en Algérie. Passant pour un « pro-irakien » depuis la guerre du Golfe et son déplacement à Bagdad en novembre 1990, apprécié pour son anti-américanisme ainsi que ses jeux de mots douteux (sur fond d'antisémisme grandissant en Tunisie), le leader du Front national ne choque pas, sauf dans les milieux les plus informés.

« C'est un raciste, mais qui aime Saddam et les Palestiniens ! », dit de lui un informaticien de 35 ans. *« Ce n'est pas vraiment un raciste, plutôt un anti-immigrés*, rectifie un jeune. *Ça nous ennuie un peu pour nos compatriotes installés en France, mais ce n'est pas dramatique puisqu'on sait déjà qu'il n'entrera pas à l'Elysée ! »*. Jean-Marie Le Pen n'est guère pris au sérieux en Tunisie et, ne représente pas un enjeu.

Les opposants ne cachent pas leur abattement depuis le 21 avril au soir. *« Avec Chirac, la question des libertés et des droits de l'homme en Tunisie est enterrée pour cinq ans »* soupirent-ils, désabusés, en rappelant que le chef de l'Etat français a toujours appuyé le président Ben Ali.

« Au nom d'un supposé "miracle économique tunisien" et de la chasse aux "terroristes islamistes" – dont tous les démocrates tunisiens sans exception ont fait les frais – M. Chirac vante à chaque occasion les mérites du régime Ben Ali, comme si la démocratie était une vertu dans les pays du Nord, et un vice dans ceux du Sud », s'indigne le docteur Moncef Marzouki, président d'honneur de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH). *« Lionel Jospin ne nous enchantait pas, mais sur le chapitre des droits de l'homme en Tunisie, il était clair »*, souligne un militant de RAID (Attac Tunisie), avouant que celui qu'il va *« le plus regretter »*, en réalité, c'est Hubert Védrine.

« UNE AUBAINE POUR BEN ALI »

« Quels vont être nos interlocuteurs français ? Les portes risquent de se refermer, on ne nous écoutera plus, souligne, amère, une militante de la LTDH. *Le Parti socialiste français avait pris ses distances avec le RCD* [parti du président Ben Ali]. *La victoire de Chirac, c'est une aubaine pour Ben Ali ! Pour la défense des libertés, en revanche, c'est une catastrophe... »*

Sadri Khiari, artiste et universitaire, membre du Conseil national pour les libertés en Tunisie (CNLT) et de RAID, voit lui aussi dans la victoire annoncée de Jacques Chirac une *« aubaine »* pour le Palais de Carthage. *« Les Philippe Séguin et autres pourront continuer à faire publiquement l'éloge du régime, même s'ils ne sont convaincants pour personne en Tunisie*, souligne-t-il. *Cela fait longtemps que l'homme de la rue lui-même n'accorde plus la moindre crédibilité au discours officiel, mais la propagande, en Tunisie, fait partie du décor, et un certain nombre d'hommes politiques français en sont devenus les instruments. »*

Florence Beaugé et Catherine Simon à Tunis

À MARTIGUES

LE RACISME TEL QU'ON EN PARLE

Dans la « Venise provençale », ville communiste où Jean-Marie Le Pen est arrivé nettement en tête, les histoires circulent, reprises en boucle, dénonçant ces « ils », si proches et si lointains

LES élus et les militants avaient averti : il est difficile de rencontrer les électeurs de Jean-Marie Le Pen, surtout dans une ville dont le maire et le député sont communistes depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Il suffit pourtant de se rendre le matin sous les platanes de la place Jean-Jaurès. Deux hommes bavardent comme on aime le faire dans le Midi : assez fort pour que les autres comprennent, pas trop fort pour qu'ils ne puissent répondre. *« Hier soir ça m'a presque coupé la faim de les entendre : ils votent Chirac tous ceux-là maintenant ! »*, dit le premier, cheveux blancs et survêtement de jeune retraité. *« Qu'est-ce que tu veux, c'est la peur... »*, répond son compère, baguette sous le bras. Un troisième arrive, qui conseille de jouer *« le 1 et le 7 »* dans le tiercé du jour. On revient au sujet brûlant : *« Moi en tout cas, au second tour, c'est pareil »*, reprend le premier. Qui ajoute : *« Le maire il est pas content, il l'a dit hier à FR3. »* Le maire, c'est le communiste Paul Lombard, élu sans interruption depuis 1969 et réélu dès le premier tour il y a un an avec 64 % des voix sur 19 000 votants.

Le maire est en effet fort mécontent : Jean-Marie Le Pen, pour qui ont voté les trois bavards, est arrivé nettement en tête dans sa ville, avec 21,29 % des suffrages, auxquels il faut ajouter les 3,81 % de Bruno Mégret – un total de 25,10 % et de 5 431 voix pour l'extrême droite. Robert Hue, lui, n'a recueilli que 9,96 %, moitié moins qu'en 1995. *« Oui, il a les boules »*, confirme donc le compère, qui ajoute, spontanément : *« Mais le maire c'est pas pareil »*, confirmant ce que toute la ville dit : si une élection municipale avait lieu dimanche prochain, Paul Lombard serait certainement réélu. Le bavardage reprend sur le tiercé, et brusquement le premier hâbleur lance, un ton plus bas : *« T'as vu les Grecs ce matin ? Vé il y en a un »*, qu'il désigne du menton. Le « Grec » est un vieil Arabe en djellaba et turban, qui traverse lentement la placette en s'appuyant sur sa canne.

Un peu plus loin, devant la capitainerie du port de la Venise provençale, deux retraités aux allures de pêcheurs bavardent : *« J'en ai vu un à la télé qui disait : "Moi je travaille pas, je vole..." »*, raconte le premier. Son ami lui répond : *« Et l'autre qui a fait sauter la synagogue, il veut l'asile en France ! »* On ne sait pas si ceux-là votent Front national, mais on sait qu'ils parlent des jeunes gens d'origine arabe, figures implicites et obsédantes de ces discours de lendemain de vote. Ralliés de la dernière heure ou anciens dans l'extrême, les bavards de plein air racontent les mêmes histoires que les militants endurcis, déboussolés par la scission du FN en 1998 mais qui n'avaient pas renoncé.

Leur futur candidat aux législatives, José Rodriguez, collier de barbe poivre et sel, explique : *« A Martigues, la politique se fait surtout de bouche à oreille ; il y a ensuite un brassage aux élections. »* Lui et ses amis martégaux décrivent alors leur monde, dans ce mélange de souffrance et de jubilation qui est la marque singulière des militants lepénistes. *« On a vu des Roumains entrer dans un bar, consommer et partir sans payer en disant : "Merci la France, l'addition c'est pour vous" ». « L'autre soir, devant une boîte de nuit, trente personnes faisaient la queue. Arrive un jeune de 30 ans, il passe devant tout le monde, il dit qu'il veut entrer sinon c'est du racisme. Les flics sont venus, ils ont dit au patron : "Vous avez de la chance qu'on ne ferme pas votre boîte". » « Il y a un petit Français qui s'est fait massacrer par ce qu'on appelle "des jeunes", tout le monde a laissé faire. »* Leur description cauchemardesque de la vie à Martigues est faite de cent histoires détaillées, répétées et qui, circulant en boucle, racontent les méfaits de ces « ils », si proches et si lointains, qu'on ne désigne qu'à voix basse, sourire entendu.

Les trois militants, l'un ancien agent de maîtrise de la sidérurgie venu de Bourgogne, l'autre chef de chantier dans la métallurgie, le troisième contrôleur de gestion, insistent : ils ne sont pas racistes. Ils en avancent les preuves irréfutables : le premier porte un nom espagnol, Rodriguez ; le deuxième un patronyme italien, Poggi ; le troisième, qui préfère rester anonyme, est marié à une Portugaise. Opposés à la municipalité, ils reconnaissent pourtant que *« la ville est propre, le maire fait de belles choses »*.

ON demande alors des précisions sur *« les voitures brûlées »* que police et mairie dissimuleraient. L'événement perd brusquement un peu de consistance. D'abord, cela aurait eu lieu *« là-haut derrière l'hôpital »*. Mais finalement, ce n'est plus tout à fait sûr, il s'agirait plutôt d'un conteneur pour le tri sélectif des ordures qui aurait pris feu. On entendra cette histoire, attestée, dans d'autres bouches. La discussion repart alors sur les Gitans, qui, brûlant des pneus, ont *« empesté le quartier »* près duquel est situé *« leur camp »*. Il y a eu pétition, réunion de quartier, un adjoint est venu. Voilà l'affaire.

On demande à ces convaincus s'il est possible de rencontrer les nouveaux électeurs, les 998 voix anonymes de plus qui se sont données à Jean-Marie Le Pen. Embarras. M. Rodriguez raconte volontiers qu'au soir du 21 un communiste lui a tapé sur l'épaule, lançant : *« T'es heureux ? »*, avant d'ajouter : *« Ces cons-là, ils vont peut-être comprendre. »* On n'en obtiendra pas plus car les trois amis ne semblent pas connaître les nouveaux convaincus. D'ailleurs le FN n'a pas de local ici – *« sinon il serait caillassé »* –, le parti n'a présenté personne aux dernières municipales de 2001, et il n'y avait pas d'assesseur FN dans les bureaux de vote le 21 avril. Comme le dit le maire, avec un humour dépité : *« Ils font rien et ils ramassent... »* M. Poggi, l'œil amusé, avance son explication au mystère de la multiplication des voix : *« Les médias, vous nous avez bien aidés. »* Exemple : l'image du vieil homme agressé à Tours montré sur toutes les chaînes de télévision juste avant le 21 avril. Une image dont Paul Lombard dit lui aussi qu'elle a fait gagner *« 5 % à Le Pen d'un coup »*.

On continue ailleurs la quête de ces électeurs discrets. Secrétaire de l'union locale CGT, ancien militant communiste, Georges Capozi en soupçonne quelques-uns dans son syndicat : *« On n'est pas vaccinés, et dans les débats on entend désormais des propos racistes »*, reconnaît-il sans peine. Son camarade Marcel Sanna, toujours au PCF, raconte que, lundi 22 au matin, dans un vestiaire de sa société de sous-traitance industrielle, un ouvrier s'est vanté d'avoir voté Jean-Marie Le Pen. Un collègue lui a répondu, d'autres l'ont soutenu, une bagarre a éclaté, que les syndicalistes ont réussi à éteindre. Pour lui, l'insécurité, dont tout le monde parle, n'est qu'un prétexte. *« Un salarié qui a vécu les 35 heures à la mode patronale, c'est-à-dire des semaines de 48 heures et une autre à ne rien faire, qui a des problèmes et qui se retrouve seul devant sa télé le soir, il tombe dans le piège. »* Les deux hommes, préparant leur 1er-Mai, soulignent aussi que la coupure croissante *« de tous les élus »* d'avec la base a détruit un relais entre la vie réelle, les questions syndicales quotidiennes et les décisions politiques. Ce vote est aussi *« une révolte contre ça »*, pensent-ils. S'ils avaient humé un vent mauvais, ces deux farouches syndicalistes ont encaissé le score du 21 avril comme une épouvantable surprise. Samira, qui travaille dans un centre social et milite au Parti communiste, a, elle, pressenti le choc. Le jeudi précédant l'élection, elle a annoncé à un copain incrédule : *« Tu ne verras pas la tête de Jospin au deuxième tour. »* Ce qui l'avait alerté ? *« Un silence. »* Quand elle distribuait les tracts, dit-elle, *« on avait un bon accueil. Les gens nous connaissent, ils sont gentils. Mais on sentait un silence inhabituel, un silence qui en dit long »*. Elle sait à peu près qui a voté Le Pen dans sa cité : évidemment, cet ouvrier de Naphtachimie, qui vit en HLM, paie deux pensions alimentaires, et lui a expliqué un jour que Le Pen était *« le seul qui est pour la nation »*. Il y a aussi cette femme pied-noir dont tout le monde soupçonne l'opinion. Lundi soir, rentrant chez elle, elle a aussi vu « [ses] *deux voisines, plutôt de gauche : elles baissaient la tête, elles ne m'ont pas dit bonjour, comme si elles avaient quelque chose à se reprocher »*.

> « On a vu des Roumains entrer dans un bar, consommer et partir sans payer en disant : "Merci la France, l'addition c'est pour vous" »

Quant aux raisons de ce vote qui la révulse, Samira a une certitude : *« Les médias. Ils en ont trop fait. Depuis les fêtes, on ne voit plus que ça à la télé : police, insécurité »*, et, bien sûr, le visage tuméfié de ce vieil homme battu, montré la veille du scrutin. Elle ne s'arrête pas là. Elle est persuadée que la déception des électeurs de gauche devant un gouvernement gestionnaire et n'entendant rien, devant des élus toujours issus des grandes écoles et jamais du terrain a favorisé une vraie révolte qui produit ces mélanges désastreux entre les meurtres, attentats, délits et incivilités. Ce qui la choque d'autant plus que dans cette ville tranquille, où les enfants *« partent en colo pour 100 francs »*, où les tags sont effacés dans l'heure, on ne connaît en fait que cette petite incivilité qui serait sans effet si les gens réapprenaient à se parler. S'ils *« faisaient de la politique »* en quelque sorte.

On traque encore l'électeur lepéniste en allant à La Couronne, un ravissant quartier de Martigues en bord de mer, lieu de villégiature du Marseille populaire, habité essentiellement par des retraités. Les deux bureaux de vote ont offert 66 % des suffrages en mars 2001 à Paul Lombard, et mis Jean-Marie Le Pen largement en tête le 21 avril 2002 avec 25 % des suffrages – 597 voix contre 95 à Robert Hue. Au bar-tabac-PMU, on boit le café au comptoir. Deux retraités et un couple qui tient un camping bavardent. On leur demande les raisons de cette étonnante série électorale. Et on a l'impression, comme sur la place Jean-Jaurès, comme devant la capitainerie, comme avec les frontistes convaincus, que se libère un flot longtemps contenu. *« Regardez-les le matin à Martigues, ils sont là au soleil, ils ne font rien »*, dit la dame qui porte son petit chien dans ses bras. Son mari poursuit : *« D'ailleurs, les mensonges, je les ai vu commencer en Algérie, où j'ai fait mon service. On a dit "Algérie française" et on préparait le contraire. »*

ANCIEN du bâtiment, leur collègue, qui suppose que son fils a voté Le Pen, poursuit : *« A nos minots on leur interdit la casquette, et eux ils viennent au lycée comme ils veulent »*, allusion au voile porté par certaines jeunes filles musulmanes. Il se souvient d'ailleurs que dans le bâtiment, *« où il y a beaucoup de sous-traitance et d'intérim, on les prenait pour moins cher »*. Jamais le mot « Arabe » n'est prononcé. On est censé deviner. Comme les récits s'éloignent de ce qui se passe ici, on demande ce qu'il en est dans ce quartiervillage à l'air si tranquille. *« Venez voir l'été, vous les voyez débarquer à la gare, il n'y a qu'eux sur les plages, et d'ailleurs il y a des gens qui ne veulent plus se baigner. »* Y a-t-il eu des incidents, cet été ou récemment ? Pas vraiment. Le patron du camping explique qu'il a dû faire appel à la police pour interrompre un trafic de drogue. Le dealer était, selon lui, un jeune Beur en BMW. Quant aux seringues trouvées partout, dont on a parlé un peu plus tôt, non, finalement, il n'y en a pas.

Hormis le propriétaire du camping, qui assure avec conviction n'avoir pas choisi l'extrême droite, aucun ne précise pour qui il a voté. Mais tous disent que les histoires qu'ils viennent de raconter expliquent l'ampleur du vote Le Pen. On se dit alors que le candidat surprise du second tour dispose d'une belle marge de progression, tant ses idées semblent partagées au-delà de ses 17 % considérés hier comme miraculeux.

Michel Samson
Dessin Serguei

Le Monde
ÉDITORIAL

Devoir républicain

LE TRISTE dénouement du premier tour de la présidentielle impose des devoirs à chacun des deux principaux candidats des partis de gouvernement. Il astreint Jacques Chirac, lorsqu'il sera élu, à tenir compte, dans l'exercice de sa présidence, de la nature de l'électorat qui se sera porté sur lui au second tour. Il oblige Lionel Jospin à se joindre, sans tarder davantage, au combat commun contre la menace du Front national.

De Jacques Chirac on attend d'abord qu'il sorte de l'ambiguïté d'un double langage qui donne à penser qu'il n'est pas encore entré dans le nouvel habit que lui dessinent les événements. Lorsqu'il dit aux électeurs, à la façon du général de Gaulle, qu'il les a compris, auxquels s'adresse-t-il ? Aux électeurs d'extrême droite, qui lui ont envoyé, par l'intermédiaire de Jean-Marie Le Pen, un message de désespoir, certes, mais aussi d'intolérance et de haine ? Ou aux électeurs « républicains » qui veulent faire barrage au Front national en se rassemblant pour la défense de la démocratie ? Jacques Chirac tient les deux discours : celui de la logique sécuritaire, qui l'entraîne à des surenchères pour mieux mobiliser son camp dans la perspective des élections législatives ; et celui des valeurs de la République, par lequel il en appelle notamment à ceux qui ont voté, au premier tour, pour Lionel Jospin.

Les hasards de l'histoire conduisent aujourd'hui le président sortant à se faire à la fois le représentant du « peuple de droite » et celui du « peuple de gauche ». Il lui faut donc se montrer à la hauteur de cette mission nouvelle. Et cela non seulement pendant la campagne qui précède le second tour, mais aussi au-delà de sa victoire annoncée. Reconduit dans ses fonctions, le chef de l'Etat devra se souvenir, mieux que dans le passé, qu'il est le président de tous les Français, et non le chef d'une moitié de la France. Cette situation nouvelle exigera une autre conception, plus arbitrale, de la présidence. La refondation de la République passe aussi par cette redéfinition du jeu institutionnel.

Lionel Jospin, pour sa part, a choisi de sortir du jeu. On a salué son geste, digne et conforme à l'éthique qu'il a incarnée pendant les cinq années de son mandat. Mais aujourd'hui, après lui avoir rendu hommage, on commence à s'inquiéter, même parmi les siens, de son silence. Celui qui a conduit les socialistes à la bataille en 1995, 1997 et 2002, celui qui a dirigé la « gauche plurielle » durant les rudes années de la cohabitation, celui qui a tenté de rénover la vie politique en étant l'homme qui dit ce qu'il fait et qui fait ce qu'il dit ne peut pas s'effacer ainsi, sans un mot, au lendemain d'une défaite qui dépasse sa propre personne.

Il le peut d'autant moins que l'enjeu du second tour concerne l'avenir même de la République. Si nul ne doute des convictions démocratiques de Lionel Jospin et de son refus absolu de l'extrême droite, si chacun devine qu'il est encore sous le coup d'un échec douloureux, personne ne comprendrait qu'il s'absente d'une bataille où l'essentiel est en jeu.

Front républicain ou réflexe républicain ?

FACE AU PÉRIL de la candidature de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle, la tentation est grande d'en appeler à un rassemblement autour du président de la République, Jacques Chirac. Au-delà du barrage contre l'extrême droite, auquel appellent tous les défenseurs de la démocratie, certains voudraient aller plus loin et rêvent d'un *« front républicain »* qui, au-delà des alliances électorales de circonstance, renouerait avec la tentative avortée de Pierre Mendès France en 1956 de transcender les partis politiques. Ils demandent à Jacques Chirac de profiter de ce grand rassemblement fortuit pour fédérer une nouvelle coalition, provoquer un mouvement d'union nationale et en profiter pour réinventer la politique, changer les institutions et entreprendre les réformes structurelles auxquelles la société française aspire.

Dès le soir du premier tour, Jacques Chirac a été sollicité par certains membres de son entourage pour épouser cette thèse d'une transformation de la vie démocratique. Appelant les Français *« à se rassembler pour défendre les droits de l'homme, pour garantir la cohésion de la nation, pour affirmer l'unité de la République et restaurer l'autorité de l'Etat »*, il a semblé s'y rallier dans sa déclaration prononcée quelques heures après la clôture du scrutin. D'autres membres du parti du président, et notamment son possible premier ministre, Nicolas Sarkozy, tentent au contraire de le convaincre d'ancrer sa campagne à droite dès maintenant – avant le second tour de la présidentielle – sans attendre le futur débat législatif.

Cette seconde option devrait l'emporter, pour des raisons qui tiennent à la fois du fond et de la forme. D'abord parce qu'un rapprochement – même temporaire – entre la droite et la gauche ne pourrait que faire le jeu de l'extrême droite. Jean-Marie Le Pen aurait beau jeu de dénoncer les manigances et les alliances de *« l'établissement »*, c'est-à-dire des partis traditionnels qui feraient ainsi la démonstration de leur volonté de conserver et de se partager les prébendes du pouvoir. Il se présenterait alors devant les Français comme la seule alternance politique possible – ce qui légitimerait *a posteriori* son discours et sa présence au deuxième tour – et il pourrait parvenir à fédérer autour de lui une partie des votes de protestation, bien au-delà de la droite extrême.

VOTE FORCÉ

Au-delà des enjeux immédiats du scrutin, une autre raison, plus subjective, plaide en faveur de la *« droitisation »* du candidat Chirac et de l'abandon du scénario du *« front républicain »* : c'est le peu de crédit qu'on peut accorder à l'hypothèse d'une reconstruction de la vie politique et du régime institutionnel sous l'égide de Jacques Chirac. Comment envisager, en effet, la nécessaire refondation de la vie démocratique et institutionnelle autour d'un homme qui incarne pour beaucoup d'électeurs une manière discréditée de faire de la politique ? Il y a fort à parier au contraire que le repoussoir que constitue, pour eux, Jacques Chirac ne les conduise à corriger au plus vite leur vote forcé du second tour, et à rallier les partis de gauche aux législatives. Ce serait en quelque sorte une manière d'exorciser et de contrebalancer au plus vite un acte *« contre nature »*. Ce réflexe contribuerait à la renaissance immédiate d'une véritable alternative crédible de gauche, une option réduite au silence entre les deux tours de cette compétition présidentielle atypique. Le projet caressé par certains de constituer une majorité élargie autour de Jacques Chirac serait donc rapidement, dès le scrutin législatif, voué à l'échec. Certains objecteront que la « droitisation » de la campagne chiraquienne risque de dissuader une partie de l'électorat de gauche d'adopter un *« réflexe républicain »* pour le second tour, de réduire le score du candidat Chirac et – on ne peut désormais plus exclure aucun scénario électoral – de rapprocher Le Pen des marches du palais élyséen. Après tout, le président sortant part dans la bataille avec moins de 20 % des voix au premier tour (et seulement 32 % au total pour la droite républicaine), contre plus de 19 % pour la droite nationale (Le Pen et Mégret).

Déjà Lionel Jospin a déclaré, lundi 22 avril, devant le bureau national du Parti socialiste, que *« le choix est difficile »* et qu'il ne voulait *« pas peser dans un sens ou dans l'autre »*. D'autres dirigeants socialistes s'apprêteraient à annoncer leur refus de voter pour le candidat Chirac. Parmi les militants ou les sympathisants, nombreux sont ceux qui disent refuser de rallier un ancien adversaire, malgré les prises de position de la majorité des dirigeants du Parti socialiste, de Martine Aubry à Dominique Strauss-Kahn, en faveur d'un vote Chirac. Le virage à droite de Jacques Chirac risquerait ainsi, dira-t-on, d'augmenter le rang des *« ni-ni »* parmi des électeurs de gauche désemparés.

A ce raisonnement, on peut répondre qu'il n'est pas besoin d'un front républicain pour que ceux qui veulent faire barrage au Front national portent leurs voix sur Jacques Chirac. Ils savent qu'en refusant leurs suffrages au président sortant ils prendraient le risque d'un résultat insolent de Jean-Marie Le Pen – sans même évoquer le scénario apocalyptique d'une victoire de l'extrême droite.

Au contraire, plus le score de Jacques Chirac sera important, moins celui-ci pourra se l'approprier. Il ne s'agit donc pas de donner un quelconque mandat à Jacques Chirac pour reconstruire une Ve République ébranlée – en fonction des affinités de chacun, il sera bien temps, dans quelques semaines, de reconsidérer son vote et de mandater alors une majorité parlementaire et un gouvernement. Jacques Chirac est le candidat de la droite, et il est sain qu'il le reste. Le vote de dimanche aura pour enjeux la République et la démocratie.

Christophe Jakubyszyn

Au royaume des aveugles...

PAR CÉCILE PHILIBERT ET BASTIAN MORIN

Moscou-Vatican : premiers nuages

UN ÉVÊQUE CATHOLIQUE a été mis à la porte de la Russie. Mgr Jerzy Mazur, de nationalité polonaise, évêque d'Irkoutsk en Sibérie – l'un des quatre diocèses catholiques de Russie – s'est vu retirer, vendredi 19 avril, son visa d'entrée et de séjour et reconduire à la frontière. Ce n'est pas le premier incident entre une Eglise orthodoxe toute-puissante dans la nouvelle Russie, courtisée par Vladimir Poutine, et l'Eglise catholique régulièrement accusée de *« prosélytisme »* en terre orthodoxe. Mais c'est la première fois depuis l'établissement, en 1991, de relations diplomatiques entre la Russie et le Saint-Siège, que Moscou défie directement le pape. Le Vatican proteste contre le viol par la Russie de ses engagements internationaux et des dispositions garantissant la liberté religieuse contenues dans le traité de la CSCE, signé en 1989.

Le diocèse de Sibérie est le plus vaste du monde : 10 millions de kilomètres carrés, mais la population catholique n'y est que de 50 000 fidèles sur 15 millions d'habitants. Avant l'évêque de ce diocèse, les autorités russes avaient déjà retiré son visa à un prêtre italien, le Père Stefano Caprio, curé de Vladimir (à 200 km de Moscou). Pour Mgr Tadeusz Kondrusiewicz, évêque de Moscou et chef de l'Eglise catholique de Russie, ces expulsions font partie d'une *« campagne organisée »*.

Si le procès de « prosélytisme » catholique ou protestant est aussi ancien que l'ouverture des frontières de la Russie postsoviétique, la décision du Vatican, prise en février, d'ériger en quatre diocèses les quatre « administrations apostoliques », provisoirement mises en place en 1991 à Moscou, à Novosibirsk et Irkoutsk (Sibérie), à Saratov (Russie méridionale), est devenue une affaire d'Etat. Sous la pression de ses députés ultranationalistes conduits par Vladimir Jirinovski, la Douma avait demandé au ministre des affaires étrangères de *« cesser de donner des visas aux représentants du Vatican »*. C'est chose faite.

Pour le Vatican, la création de diocèses en Russie est *« un acte administratif normal, motivé par la nécessité d'améliorer l'assistance pastorale aux catholiques présents dans cette vaste région »*. Même si elle reste modeste (600 000), la présence catholique dans ce pays est bien antérieure à l'avènement de la nouvelle Russie. Elle s'est accrue au XXe siècle à la suite des déportations staliniennes et des déplacements autoritaires de populations (notamment en Sibérie). L'Eglise catholique n'a aucun objectif d'expansion missionnaire, assure le Vatican, qui fait malicieusement valoir que, dans l'entre-deux-guerres, les émigrés de Russie en Europe occidentale ne s'étaient pas privés de créer des diocèses à part entière à Vienne, à Berlin ou à Bruxelles. A l'exemple de ce que fait l'orthodoxie russe en Occident, l'Eglise romaine revendique de pouvoir fonder librement ses paroisses et ses diocèses pour répondre aux besoins de fidèles dispersés sur l'immense territoire russe.

70 ANS DE PERSÉCUTIONS

Les racines du conflit sont plus profondes. Sortie exsangue de 70 ans de persécutions soviétiques, divisée entre ses tendances ultranationaliste et réformiste, l'Eglise orthodoxe de Russie perçoit avec hostilité toute arrivée de « missionnaires » étrangers, sans faire de différence entre les baptistes ou pentecôtistes américains, les sectes multinationales ou les catholiques romains. Sous la présidence Eltsine, elle avait même obtenu le vote d'une législation garantissant le monopole historique de l'orthodoxie en Russie et l'interdiction des « nouvelles religions ». Adoptée en 1997 par la Douma, cette législation avait été assouplie sur la pression des Etats-Unis et du Vatican, mais les associations religieuses qui n'ont pas plus de quinze ans d'ancienneté restent soumises à un strict régime d'autorisation légale.

Par ses moyens financiers, par la notoriété de ses ordres religieux et le dynamisme de ses associations éducatives et sociales, le catholicisme a marqué des points en Russie depuis dix ans. Mais le Vatican se défend de vouloir *« convertir »* les orthodoxes. Les nouveaux catholiques de Russie proviennent de milieux éloignés de toute religion. Ce sont eux qui entrent en contact avec l'Eglise catholique et demandent à y être baptisés. Et Rome ajoute que l'orthodoxie aurait tout intérêt à coopérer avec une Eglise catholique, bien organisée localement, pour faire face ensemble à une entreprise autrement plus menaçante en Russie : une « nébuleuse » de sectes en pleine croissance.

« FORCING » DU PAPE

Ces arguments n'ont aucune chance de convaincre le patriarcat de Moscou, ni aucun des responsables orthodoxes dans le monde. Ceux-ci persistent dans leur critique d'un pape qui presse les orthodoxes de favoriser l'union et qui, dans le même temps, prend des décisions unilatérales, comme la création de diocèses en Russie, au nom d'un *« universalisme catholique »* qu'ils contestent. Ils précisent que l'installation d'évêques orthodoxes en Europe occidentale a toujours été précédée par des échanges bilatéraux avec les Eglises « historiques » (catholique, protestantes) et n'est présente dans ces pays que pour assister des fidèles immigrés, non pour entretenir des rapports de concurrence avec des Eglises en place. Ainsi les diocèses orthodoxes d'Europe occidentale ne sont-ils pas rattachés à un siège précis : il n'y a pas d'évêque orthodoxe de Paris ou de Marseille, comme il y a un évêque catholique à Moscou !

Le « forcing » du pape, qui poursuit obstinément son rêve d'aller à Moscou, braque de plus en plus l'orthodoxie. Chacun de ses voyages dans les pays de tradition orthodoxe, comme la Géorgie et la Roumanie en 1999, la Grèce et l'Ukraine en 2001, avait donné lieu à des polémiques. Son dernier déplacement à l'étranger, en septembre, l'a encore conduit dans deux Républiques ex-soviétiques, l'Arménie et le Kazakhstan. Et son prochain voyage, en mai 2002, est destiné à un autre pays orthodoxe : la Bulgarie ! Comme pressé par le temps, Jean Paul II semble résolu à aller de l'avant, à ne plus tenir compte de la règle du jeu œcuménique imposée par l'orthodoxie russe, en particulier, qui semble reporter toute reprise du dialogue au jour où les divisions historiques, théologiques, politiques seront toutes surmontées.

On a longtemps dit et écrit qu'à titre personnel, le patriarche Alexis II n'était pas opposé à une visite de Jean Paul II, mais devait tenir compte de l'hostilité antioccidentale de sa « base ». Après les attentats du 11 septembre, beaucoup avaient imaginé que la nouvelle donne internationale contribuerait à changer les mentalités et à déverrouiller la porte de Moscou. Le pape a fait plusieurs fois le tour de la planète et demandé pardon aux orthodoxes pour toutes les fautes commises par l'Eglise d'Occident. Il se défend de tout prosélytisme et dialogue avec les représentants de toutes les religions non chrétiennes (Assise). Mais il reste interdit de séjour dans l'une des plus grandes capitales chrétiennes du continent européen. Le récent clash à propos de la création de diocèses et l'expulsion d'un évêque n'est pas de nature à lui faciliter la route.

Henri Tincq

Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : **Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy,** directeur général ; **Noël-Jean Bergeroux**.
Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau

Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin
Directeur artistique : François Lolichon
Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard
Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer
Rédaction en chef centrale :
Alain Debove, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre
Rédaction en chef :
François Bonnet *(International)* ; Anne-Line Roccati *(France)* ; Anne Chemin *(Société)* ; Jean-Louis Andréani *(Régions)* ; Laurent Mauduit *(Entreprises)* ; Jacques Buob *(Aujourd'hui)* ; Franck Nouchi *(Culture)* ; Josyane Savigneau *(Le Monde des Livres)* ; Serge Marti *(Le Monde Economie)*

Médiateur : **Robert Solé**

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette
Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la **Société Editrice du Monde (SAS)**
Durée de la société : quatre-vingt dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du *Monde*, Société des Cadres du *Monde*, Société des Employés du *Monde*, Fonds commun de placement des personnels du *Monde*, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du *Monde*, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du *Monde*.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

RECTIFICATIFS

« SORTIR LES SORTANTS. » Dans l'article consacré au dernier meeting de Jean-Pierre Chevènement (*Le Monde* du 20 avril), nous avons écrit par erreur que Robert Poujade invitait les électeurs, en 1956, à *« sortir les sortants »*. Il s'agissait de Pierre Poujade, comme nous l'indiquions d'ailleurs dans le sous-titre.

ÉPISCOPAT. Une erreur a altéré le texte du communiqué de Mgr Jean-Pierre Ricard, président de la Conférence des évêques de France (*Le Monde* du 25 avril). La citation exacte est la suivante : *« Dans la période qui s'ouvre, nous devrons tous faire appel à l'intelligence plutôt qu'à l'instinct, au discernement plutôt qu'à la seule spontanéité, à la sérénité plutôt qu'à la peur »*, et non pas *« au discernement plutôt qu'à la seule responsabilité »*, comme nous l'avons écrit.

LES VICTOIRES DU JAZZ. La cérémonie de remise des Django d'or-Victoires du jazz a été organisée samedi 20 avril au Palais des congrès du Mans et non le 20 mai, comme il a été écrit dans la colonne des « Gens du monde » publiée en pages culture (*Le Monde* du 25 avril). Par ailleurs, cette manifestation était coorganisée par l'association des Django d'or et les Victoires de la musique dans le cadre du 23e Europa Jazz Festival du Mans.

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437
ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunsbourg
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : **Dominique Alduy**
Directeur général : **Stéphane Corre**
21 bis, rue Claude-Bernard - BP218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Le Pen aujourd'hui, Le Pen hier…

Dans le quotidien israélien « Haaretz », le président du Front national soutient Ariel Sharon et se défend d'être raciste et antisémite. Des explications qui ne manquent pas d'ambiguïtés

COUP MÉDIATIQUE pour le quotidien de gauche israélien *Haaretz*, qui a publié au lendemain du premier tour un long entretien avec Jean-Marie Le Pen. Le Le Pen du *« détail »* et du *« Durafour crématoire »* dans un journal de l'Etat juif, quelle surprise ! Surtout si l'on y apprend que le chef du Front national n'a jamais été antisémite. Et si on le compare au portrait réalisé par le *New Yorker* en 1997 et republié cette semaine.

« Il n'y a jamais eu d'antisémitisme en France », affirme, selon la version anglaise de *Haaretz*, Le Pen au journaliste Adar Primor, qui réplique :

« Et l'affaire Dreyfus ?

– C'était un cas exceptionnel.

– Et Vichy ?

– Un cas particulier. Le gouvernement de Vichy appliquait les ordres de l'occupant allemand. »

Que pense-t-il de la reconnaissance par Jacques Chirac de la responsabilité de la France dans les crimes de Vichy ? *« La France n'était pas responsable de cette politique criminelle.* (...) *Je suis sûr que Chirac a dit ça pour des raisons électorales. Pour gagner la sympathie de certains cercles. »* Lesquels ? *« Dans ce cas, des cercles juifs »*.

Le Pen persiste et signe sur le fameux *« détail »* qu'auraient été les chambres à gaz nazies : *« Si vous prenez un livre de 1 000 pages sur la seconde guerre mondiale, il ne consacrera que 2 pages aux camps de concentration et 10 à 15 lignes aux chambres à gaz. C'est ce que j'appelle un détail. »* Et il conclut : *« Je n'aime pas Chagall et mon compositeur favori est Wagner. Cela fait-il de moi un antijuif ? »*

Questionné sur le conflit israélo-palestinien, l'adversaire de Jacques Chirac considère que la presse, le gouvernement et l'intelligentsia français sont pro-arabes parce que ceux-ci sont 1 milliard et *« que Sharon est de droite. Il y aurait moins d'hostilité si un premier ministre de gauche faisait la même politique »*. Il fait appel à son expérience pendand la guerre d'Algérie – durant laquelle il a été accusé, rappelle *Haaretz*, de torture – pour justifier la guerre menée par M. Sharon.

Il rapproche son combat contre le FNL de celui mené par un premier ministre israélien *« fidèle à des engagements »* : *« C'est très facile d'être critique quand on est assis dans son fauteuil. Je comprends très bien que l'Etat d'Israël cherche à défendre ses citoyens. » « Je faisais partie de la 10e division parachutiste chargée d'écraser le terrorisme à Alger, où il y avait des attentats en série contre les civils dans les lieux publics. Nous n'avons pas écrasé les terroristes en étant gentils avec eux. La guerre contre le terrorisme est une chose brutale. »*

« TORTURE, TORTURE » ?

Cela inclut-il la torture ? Selon *Haaretz*, Le Pen perd son calme : *« Torture, torture, qu'est-ce que c'est que la torture ? Vous devez me préciser ce que c'est que la torture »*, dit-il, avant de se référer à *« la Cour suprême israélienne, qui a plus ou moins donné une justification légale à* (...) *ne disons pas torture, ce serait faire le jeu des terroristes. Disons plutôt interrogatoires poussés. »*

M. Le Pen se défend enfin de ses amitiés avec Franz Schoenhuber, ancien SS et chef du Parti républicain allemand, présenté par la fille du chef du FN, Yann Maréchal, comme *« un véritable ami de Le Pen. Plus qu'un simple partenaire. » « Schoenhuber a servi dans les SS comme 1 million d'autres Allemands.* (...) *Sa première femme était juive. Il n'était donc pas antisémite. De toute façon, son parti a disparu, il a pris sa retraite, et je n'ai plus aucun rapport avec lui. »*

Interviewé il y a cinq ans par Philip Gouvevitch pour le *New Yorker*, Jean-Marie Le Pen se défendait déjà d'être raciste : *« Quest-ce que je dois faire pour ne pas être raciste ? Epouser une Noire ? Avec le sida si possible ? »*, tout en considérant comme *« évidente »* l'inégalité entre les races. Il dénonçait l'*« invasion »* de la France, *« un pays qui retourne progressivement à la barbarie »*, par ceux qui viennent y chercher *« l'eldorado »*, ajoutant : *« Ces pays voulaient être indépendants ? Ils le sont. Que font-ils donc chez nous ? »*

Patrice de Beer

★ www.haaretz.co.il
www.newyorker.com

SUR LE NET

Les documents cités sont accessibles à l'adresse www.lemonde.fr/surlenet

Société de l'information

■ L'Union internationale des télécommunications (UIT) se réunit à Genève pour préparer les Sommets mondiaux sur la société de l'information de Genève (2003) et de Tunis (2005).
www.itu.int/wsis/basic/basic02.htm

■ Une brochure en présente les thèmes et les enjeux.
www.itu.int/wsis/documents/wsis02.pdf

■ La documentation préparatoire est disponible en ligne.
www.geneva2003.org/home/documents/documents02.html

■ Dans un de ses *Feuillets Image de la France*, Matignon synthétise les actions à mener pour faire passer le pays de la *« société industrielle »* à la *« société informationnelle »*.
www.premier-ministre.gouv.fr/ressources /fichiers/imf/societeinformation.pdf

■ Le site gouvernemental français renvoie sur la plupart des études, rapports et textes français et internationaux disponibles en la matière.
www.internet.gouv.fr/francais/textesref/sommaire.html

■ Le site du sommet de Genève propose un *« espace de consultation de la société civile »* et présente un premier projet de résolution.
www.geneva2003.org/home/info/document3.htm

■ Une série de conférences régionales doivent apporter leurs contributions au sommet. Avant les réunions européenne (Bucarest, novembre 2002) et asiatique (Tokyo, janvier 2003), l'initiative africaine se retrouvera à Bamako en mai.
www.uneca.org/aisi/bamakoWSISFrench.htm

vincent.truffy@lemonde.fr

Le Pen vu par la presse d'Amérique latine

Le danger pour la démocratie n'existe pas seulement dans les « républiques bananières »

ROMANTIQUE et francophile, l'Amérique latine a souvent accueilli comme une trahison le résultat du premier tour de la présidentielle. « *Comment est-ce possible ? Comment le pays des droits de l'homme a-t-il pu éliminer la gauche du second tour ? Comment le phénomène Le Pen a-t-il pu triompher dans le pays de Napoléon, de Victor Hugo, de de Gaulle* ? » se désespère le quotidien mexicain **Reforma**.

Prensa libre ajoute que « *cela doit aller bien mal dans le berceau des Lumières, dans la patrie de Voltaire pour qu'un champion de l'intolérance parvienne si près de l'Elysée au cri de "La France aux Français* !" » Le journal guatemaltèque n'en revient pas : « *Jusqu'à présent, des politiciens comme Le Pen représentaient un danger dans certaines républiques bananières, dans des pays illettrés où le discours populiste avait une chance de prendre.* » Mais en France, « *ce pays qui a semé dans le monde les aspirations démocratiques !*»

L'effarement est le même dans la presse colombienne. Pour **El Tiempo**, « *comme dans un célèbre film d'horreur, les eaux si paisibles de la présidentielle française ont été infestées par un prédateur qui a semé la panique. Cette fois-ci, il ne s'agit pas d'un requin mais d'un animal politique pire encore* ».

L'ESPOIR PREND LE DESSUS

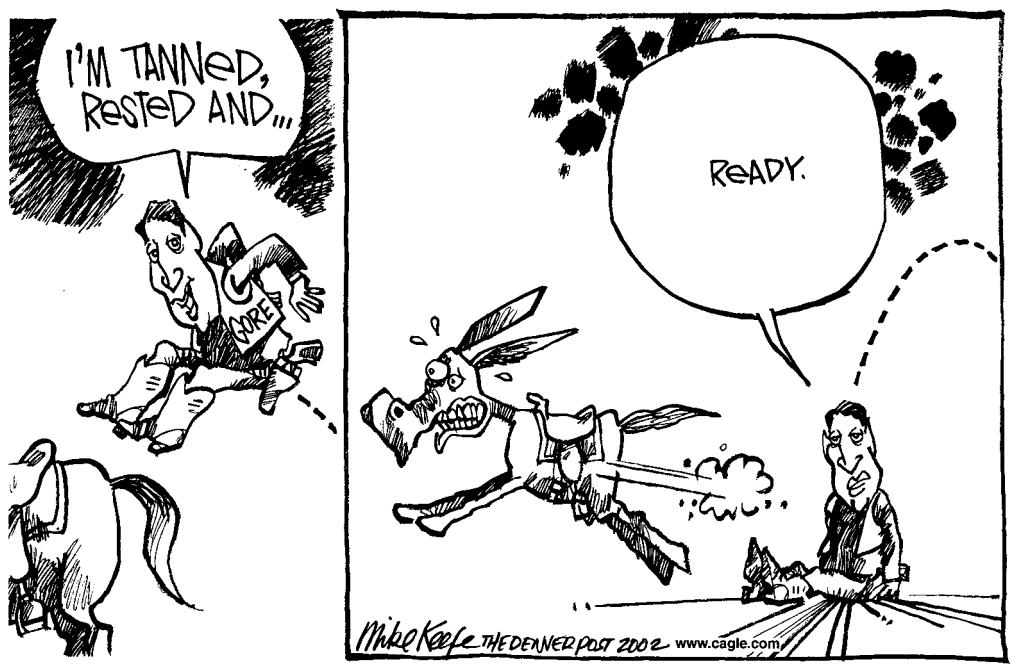
A Folha de São Paulo espère que les politiques auront compris la leçon. Pour le quotidien brésilien, « *la criminalité en France est faible et comparable à celle du reste de l'Europe* ». Pourquoi « *s'être engouffré sur ce terrain plutôt que de privilégier les valeurs républicaines de pluralisme et de tolérance ? Ce sont elles qui sont indispensables à la France multiethnique. En jouant les apprentis sorciers sur les thèmes de la sécurité publique, d'une répression accrue contre les jeunes délinquants et sur la tolérance zéro, Jospin et Chirac ont alimenté le germe du fascisme* ».

Le **Jornal do Brasil** écrit que cette « *claque électorale est surtout dirigée contre un centre-gauche qui croit être propriétaire de la démocratie et pense qu'il a été élu par l'histoire* ». Or, « *pour répondre aux divisions sociales, à la violence et à l'intégration européenne, la gauche française n'a rien à dire* ».

Mais, au-delà de l'analyse des causes, c'est l'espoir qui prend le dessus. Dans le quotidien argentin **La Nación**, c'est l'espoir en « *une Europe lucide et fidèle à son héritage humaniste. Une Europe qui a su ces dernières décennies extirper les racines perverses des totalitarismes* ». Espoir aussi dans **Clarín** en « *la France, cette grande nation où vivent des millions de juifs et de musulmans français et qui ne donne pas l'impression d'avoir besoin de M. Le Pen pour aller de l'avant* ».

courrierinternational.com
pour *Le Monde*

« THE DENVER POST » (Etats-Unis)



Al Gore, le retour. *« Je suis bronzé, reposé et... prêt. »* Après plus d'un an de silence, l'ancien vice-président battu par George W. Bush tente un retour politique. Il s'est rasé la barbe et a participé à une convention démocrate en Floride. **Dessin de Mike Keefe.** (« COURRIER INTERNATIONAL » POUR « LE MONDE »)

DANS LA PRESSE FRANÇAISE

■ **RTL**
Alain Duhamel
Pour Lionel Jospin, Jacques Chirac est devenu au fil des années l'adversaire absolu, le contre-modèle. Au-delà des antagonismes politiques, c'est toute une conception de l'action politique qui les oppose. Appeler à voter Chirac au second tour ce serait donc pour Lionel Jospin un crève-cœur, une blessure de plus. Et pourtant, Lionel Jospin doit le faire. Jacques Chirac est un adversaire pour Lionel Jospin, Jean-Marie Le Pen un ennemi. Tous les clivages politiques et même moraux peuvent exister avec Jacques Chirac, il n'en est pas moins un démocrate. Jean-Marie Le Pen est tout ce que Lionel Jospin a combattu toute sa vie. Impossible de rester les bras croisés et de garder le silence avant le second tour.

■ **L'HUMANITÉ**
Pierre Dharréville
Lionel Jospin avait déjà, dimanche soir, soigneusement évité la question du second tour. Lundi, lors du bureau national du PS, il a semé le doute en affirmant qu'il fallait être « *dans la réalité, pas dans les mythes* ». Mardi, il a précisé devant son équipe de campagne : « *Évitons d'en faire trop dans l'antifascisme* ». Mercredi enfin, entourant l'échéance à venir d'un grand silence, il a demandé, non sans toupet, à ses ministres de s'abstenir de toute manifestation, y compris le 1er mai. Lionel Jospin ne devrait pas parler entre les deux tours, considérant son départ comme effectif. Logiquement, il aurait donc dû se taire complètement, sans chercher à insinuer qu'il fallait en faire le moins possible. Chercherait-il à entraîner les citoyens avec lui dans sa retraite ?

■ **FRANCE INTER**
Pierre Le Marc
Rien ne peut justifier le silence de Lionel Jospin. Ni la blessure causée par le résultat tout compte fait injuste du 21 avril, ni la crainte d'un avantage consenti à la droite, ni le jugement porté sur le président sortant. Et encore moins l'argument du retrait de la vie politique, et donc d'une sorte de devoir de réserve. Pour avoir conduit la politique du pays pendant cinq ans au nom de la consolidation du pacte républicain, le premier ministre garde une responsabilité éthique et politique dont il ne peut se défaire sans déchoir.

■ **LCI**
Pierre-Luc Séguillon
Le silence de Lionel Jospin sur le choix du second tour, dimanche soir, était surprenant mais admissible. Il est aujourd'hui assourdissant et incompréhensible. Il sera demain, s'il ne le rompt avant que les Français n'aillent une seconde fois aux urnes, révoltant et inadmissible. L'homme d'Etat qu'il prétendait être doit savoir surmonter les répugnances et ses hargnes personnelles quand il en va du destin d'un pays et de la menace qui pèse sur son fonctionnement démocratique.

AU COURRIER DES LECTEURS

LEUR PRINTEMPS

Ce mouvement des jeunes, lycéens et étudiants, qui occupe les rues et les villes de France, est la meilleure surprise qui pouvait arriver à notre pays au soir de cette élection présidentielle. *(...)*
Adultes et responsables politiques, laissez le mouvement aller à son terme, sans récupération, sans appropriation ni détournement ; sans lui dicter ce qu'il convient de faire ou de ne pas faire. Je mesure les dérapages possibles et le risque pris d'offenser un électorat qui, pour avoir voté Le Pen, n'est pas nécessairement fasciste, mais laissons à ces jeunes de 16 ou 17 ans la pleine maîtrise de leur action. Je sais, d'expérience ou d'instinct, qu'il n'est pas de meilleur apprentissage de la démocratie et de la solidarité, en somme du civisme, que ce qui s'expérimente et s'exprime dans le mouvement. *(...)*
En ce dimanche 21 avril 2002, nous avons vu venir et émerger le pire et le meilleur. Ces jeunes : annoncent-ils une génération civique ? Leurs propos, les modalités de leurs actions, l'aspect simple et dépouillé du mouvement, leur ardente conscience de l'histoire et des autres, leur foi en la République et en la France constituent un magnifique hommage rendu à leurs maîtres et à notre enseignement. Quoi qu'on ait dit, la transmission des savoirs et de la mémoire continue, car on ne peut se dresser contre le fascisme, le racisme, l'antisémitisme et l'incivisme que si l'on sait, que si l'école continue à former des citoyens. *(...)*
Arrivé presque au terme de ma vie d'enseignant, cette jeunesse française me donne, me redonne le goût d'enseigner encore.

Pierre-Richard Féray
Nice (Alpes-Maritimes)

DE GAULLE ET LA GAUCHE RÉSISTANTE

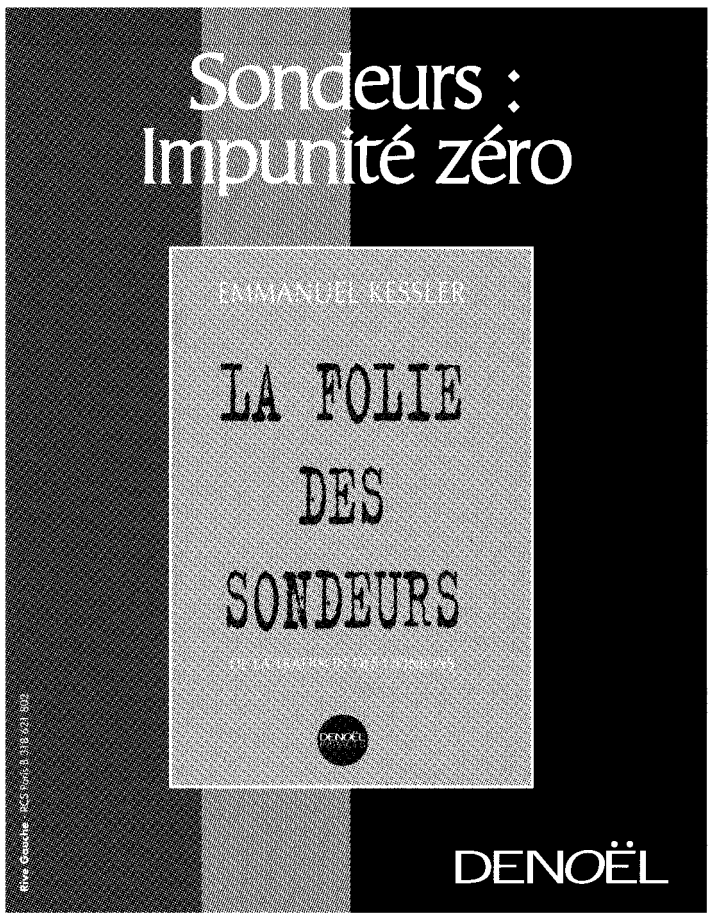
« C'est... le général de Gaulle, contre lequel la gauche défilait en 1958 en criant "le fascisme ne passera pas", qui a créé la Sécurité sociale... », écrivent Henri Guaino et Nicolas Sarkozy (*Le Monde* du 11 avril). Ainsi pour tout lecteur non informé, les partis dits de gauche ne sont pour rien dans la création de la Sécurité sociale. Certes, cette institution a été créée par une ordonnance du 4 octobre 1945 signée par de Gaulle, mais il était alors chef du gouvernement provisoire institué après la Libération et qui s'appuyait sur le Parti communiste, le Parti socialiste SFIO et le Mouvement républicain populaire MRP (seule composante du gouvernement qui ne se réclamait pas de la gauche traditionnelle, mais qui tenait à bien se démarquer de la droite classique).
A l'époque, la droite, comme le prouveront les élections de 1946, était extrêmement faible.

Georges Trudelle
Ustaritz (Pyrénées-Atlantiques)

NÉCESSAIRE PÉDAGOGIE

Comme M. Rocard dans le début des années 1990, Jospin était-il trop « étranger » à la culture politique française : trop normatif et protestant en somme ? Est-ce que cette « France volage » ne se donne qu'à celui qui la tromperait en lui cachant les vrais débats ? La France serait-elle une compagne inconstante que ses dirigeants seraient obligés de « malmener » en utilisant la ruse pour la diriger ? Doit-on considérer que le piteux résultat du 21 avril signifie que notre pays est rétif à la « normalisation » européenne, incarné, par la personnalité et le programme de Jospin et de son équipe ? *(...)*
Alors que la tentation du repli sur le niveau national menace notre pays, il est plus que jamais nécessaire que les dirigeants politiques français fassent un effort de pédagogie sur la façon dont le niveau national et le niveau européen interagissent.
Nos dirigeants ne doivent pas craindre ce débat : à chaque fois que le choix entre le repli national et l'ouverture européenne s'est présenté clairement aux citoyens, ceux-ci ont opté pour la construction européenne. Le degré actuel d'intégration européenne devrait dissuader notre classe politique à « avancer masquée » en continuant à agir comme si le niveau national (la sécurité et la fracture sociale) s'opposait au niveau européen.
On peut contribuer à lutter contre la fracture sociale en soutenant le projet de directive européenne sur les services publics, on peut également se positionner par rapport aux enjeux industriels européens : régulateurs contre tenants du libre marché. De la même façon, le niveau national peut influer sur l'Europe pour que l'Union européenne ne soit plus vécue comme une *« fatalité euromondialiste »*, pour paraphraser Le Pen. *(...)*

Luc Boyer
Hambourg (Allemagne)



Le Pen, c'est une démission collective

par Michel del Castillo

« NO pasarán ! » Ce cri qui remonte à mon enfance madrilène, quand les troupes de Varela et de Mola approchaient des faubourgs de la ville, je l'ai entendu au soir du premier tour de l'élection présidentielle, avec cette autre proclamation martiale : rentrer en résistance.

S'il est difficile d'imposer un devoir d'intelligence, rien n'oblige à féliciter la niaiserie.

N'en déplaise aux résistants d'Hédiard et de Fauchon, les escouades fascistes ne menacent pas Aubervilliers. Vieillard confit dans ses rancunes, M. Le Pen peut, au mieux, espérer finir en beauté sa carrière de tribun. Ce n'est pas un motif de réjouissance, ce n'est pas non plus une raison de s'abandonner à l'hystérie. Quant à crier qu'on a honte de la France et des Français, c'est ajouter l'odieux au ridicule.

> Ces Français dont on rougit sont aussi les plus pauvres, les plus méprisés

Il faut rappeler que ces Français dont on rougit sont aussi les plus pauvres, les plus méprisés. Une armée de jeunes prolétaires à la dérive, de chômeurs en déshérence, d'assistés et de RMistes, de retraités déboussolés, d'employés nourris de fiel, tous abandonnés dans le fossé de l'autoroute mondialiste. Fascistes ? Ceux qui crient ce mot en ignorent le plus souvent le sens. On doit leur rappeler que, plus que des idées, le fascisme est un style. Il n'y a pas de fascisme sans le recours à la terreur des pavés.

Le fascisme n'existe pas en France mais il existe un terreau de fureur et de hargne contre-révolutionnaires sur lequel les fleurs les plus vénéneuses pousseront, si on continue de l'arroser de bons sentiments.

Le fumier qui enrichit le terreau réactionnaire, il est fait d'une langue molle, technocratique, décomposée. Qui a remarqué cette image ? M. Séguéla quittant, dans un pardessus d'opérette, le siège du PS, après la déroute de Jospin. Ce pitre porte, dans la débâcle de la gauche, une responsabilité écrasante.

Le triomphe de Le Pen, c'est la victoire d'une langue. De Gaulle, Mitterrand savaient que les pauvres demandent qu'on leur témoigne du respect. Leur parler français, c'est les enraciner dans un destin partagé. Que restera-t-il à ces exclus si on leur enlève la patrie, leur dernier refuge ? Si, au nom de la tolérance, on les abandonne au désordre ? Si on leur retire même la protection de la loi ?

Construire des phrases, c'est aussi bâtir une conduite. Est-il décent de défiler dans la rue en criant que le fascisme ne passera pas alors que, le jour des élections, on est allé à la plage, à la montagne, n'importe où, sauf au bureau électoral ? Est-il digne de hurler qu'on a honte d'être Français quand on a chipoté parmi les bulletins, fait la fine bouche, joué les malins, un zeste d'écologisme imbécile, de radicalisme nul, un brin d'Arlette, un bout de facteur aimable.

Le Pen, c'est une démission collective.

Si la politique se réduit à une gestion, comment espère-t-on réveiller les énergies ? Nos bulletins d'information débutent tous par la litanie grandiloquente du cours des actions. Que signifie le CAC 40 pour un jeune chômeur de dix-huit ans ?

Les hommes politiques ressassent que leur marge d'initiative est étroite, voire nulle ; que les critères de ceci et de cela les empêchent d'agir ; faut-il dès lors s'étonner que la réponse vienne des profondeurs du pays : merde !

Sécurité, insécurité : il y aurait exploitation scandaleuse des violences et des délits. Là encore, c'est mépriser les plus pauvres que de culpabiliser leur peur. Si les chiffres et les statistiques leur donnent ou non raison, il reste leur demande d'un ordre républicain. Dans les 5e, 6e, 16e arrondissements de Paris, à Neuilly, nos élégances socialistes peuvent bien faire la fine bouche : une puanteur de tinettes empeste les cités populaires, depuis des lustres. On a cru étouffer ces relents en peignant les cages d'escalier, en décorant les façades, on a refusé de regarder la réalité en face : à l'amoralité éhontée des classes dirigeantes répond nécessairement la violence cynique des caïds et des dealers.

Dans cette affaire, M. Jospin a reconnu avoir péché par naïveté. Personne ayant côtoyé les milieux défavorisés n'aurait succombé à cette candeur. Ce ne sont pas les trémoussements de Jack Lang, ses sympathiques encouragements à la créativité des banlieues qui redonneront du muscle.

Au deuxième tour, « le barrage au fascisme » contiendra sans doute la marée contestataire. Aux législatives, Nos Excellences de Solferino réussiront peut-être à sauver les meubles. Super-Menteur et Ségolène Royal joueront, la dernière de la prunelle, le premier de son bagout. Soulagé, l'établissement retournera à ses compromissions. Journalistes et hommes politiques souperont ensemble ; statisticiens, experts de tout poil pontifieront, juchés sur les tréteaux de leur calamiteuse incompétence ; des brigades d'énarques inventeront des règlements filandreux.

« No pasarán » ? Mais ils passent chaque jour, chaque heure. Ils s'appellent rage, colère, écœurement, nausée. Des réformettes ne suffiront pas, non plus que ces « réponses de gauche » que M. Mélenchon appelle de ses vœux.

Le fascisme n'existe pas encore et, pour paradoxal que cela paraisse, on le doit à Le Pen, qui est un tribun populiste, non un révolutionnaire organique. Les troupes n'existent pas non plus, mais elles veillent aux périphéries de nos villes, l'arme au pied. Ce qui leur manque ? Un chef méthodique et fanatique.

Ou la révolution sera de gauche ou elle viendra de la droite ; dans les deux cas, elle surgira des extrêmes. Des mêmes extrêmes. Avec cette habileté dialectique apprise dans les meilleures écoles et rodée dans les salons, M. Fabius avait caricaturé Le Pen qui poserait les bonnes questions mais ferait de mauvaises réponses. La gauche divine fait les mauvaises questions et apporte des réponses trop alambiquées pour être honnêtes. A force d'opposer l'arrogance à l'inquiétude, on finira par récolter la tempête qu'on feint avec tant d'hystérique excitation de braver aujourd'hui. La droite républicaine pourrait sauver les meubles ; il suffit d'écouter la bouillie sirupeuse de Jacques Chirac, de regarder le délicieux et courageux Douste-Blazy, gendre idéal de la petite-bourgeoisie arriviste, on constate l'exactitude du diagnostic de Le Pen : c'est bien d'un établissement qu'il s'agit, une seule classe sociale, complice et solidaire, agrippée à ses privilèges.

Choc, tremblement de terre, séisme, toutes les métaphores telluriques ont fleuri, manière d'éluder l'analyse et d'éviter la remise en cause radicale. On refuse de penser parce que, dans le fond, on est d'accord sur l'essentiel : maintenir ce désordre abject que des troupes d'experts ont baptisé « cercle de la raison », ce qui laisse une seule échappatoire, la déraison absolue.

Ce ne fut pas un tremblement de terre : ce fut un coup de semonce, le dernier sans doute avant l'assaut des légions.

MICHEL DEL CASTILLO est écrivain. Né en 1933 à Madrid, d'un père français et d'une mère espagnole, il a obtenu le prix Renaudot en 1981.

Stupeur, colère *par Michel Vinaver*

DANS son numéro du 25 avril, *Le Monde* rend compte du programme du Front national pour la culture. Je découvre sans surprise la liste des artistes et auteurs condamnés au nom du *« beau, du bien, du vrai »*, les Césaire, Bernhard, Tabucchi, les rappeurs, César, Arman, Soulages... Déjà, en 1938, les nazis organisaient des expositions condamnant *« l'art dégénéré »*, celui des juifs, des nègres, des abstraits, de tous ceux qui produisaient des œuvres *« contre-nature »*.

Les mêmes glorifiaient un art véritablement national, exaltant les valeurs millénaires de la Civilisation. Le FN ne fait que prolonger en cela une tradition nauséabonde et cela suffirait à me donner envie, comme le fit Béla Bartók en 1938, de revendiquer comme un honneur de figurer parmi les *« artistes dégénérés »* aux yeux de la peste brune, parmi les *« staliniens, tenants de l'absurde et les nihilistes de service, tels Brecht, Kafka, ou Beckett »* suivant la citation faite par *Le Monde*.

Mais cela ne suffit pas. *Le Monde* ajoute que je suis *« le seul auteur vivant recommandé par le programme du FN »*. Stupeur ! On me communique le texte du programme et j'y découvre en effet que je figure sur une autre liste : celle des auteurs que *« l'art officiel »* actuel écarterait des théâtres parce qu'ils déplairaient au pouvoir en place.

Pour ce qui me concerne, cet ostracisme serait le prix de ma dénonciation d'*« un ordre établi dans lequel se sont bien installés les héros de Mai 68 »*.

Colère. D'être pris en otage par les tenants de la préférence nationale, par les héritiers des combats coloniaux d'arrière-garde, par ceux qui s'arrogent le droit de décider, au nom des valeurs *« millénaires »*, ce que doit être l'art.

Le Front national rêve d'un *« printemps du théâtre »* dans lequel il distribuera les rôles, se pose en défenseur du pluralisme, invente ses saints et ses martyrs comme il a depuis longtemps tenté de confisquer Jeanne d'Arc.

Sans le séisme du premier tour de la présidentielle, je n'aurais peut-être jamais su que j'étais promu au rang de personnage d'un texte désolant de bêtise, lourd de sens et de menace. Tout me sépare de ses rédacteurs, tout m'oppose à cette vision du monde.

MICHEL VINAVER est écrivain de théâtre.

Erreurs, honte, espoir

NOUS nous trouvions à l'Atelier de campagne de Lionel Jospin, ce dimanche 21 avril, quand l'impensable est advenu.

Progressivement, la surprise, l'émotion et la colère ont été palpables.

La honte aussi.

Plus tard dans la soirée, après les cris de stupeur ou de rage, les pleurs, les étreintes, les silences lourds, nous nous sommes rendus à la Bastille. Sur cette place où l'air était doux, nous nous sommes souvenus d'une belle victoire. C'était il y a plus de vingt ans.

Que nous est-il arrivé ?

Il ne s'agit pas ici de pratiquer l'autoflagellation : la gauche en est trop souvent coutumière et on sait désormais où son excès d'exigence peut parfois la conduire.

Pour autant, nous nous sentons l'impérieuse obligation d'établir calmement et lucidement la liste de nos erreurs.

Et celle des fautifs.

En effet, pour expier ses fautes, on se doit, au moins, de les connaître.

Erreur, celle d'un projet prétendument non socialiste quand la demande sociale n'a jamais été aussi forte, ce que démontrent à leur manière les résultats poignants du premier tour.

Erreur, celle d'un programme sans véritable imagination, sans grande ambition, sans mesure phare, sans souffle pour tout dire, comme s'il fallait surtout ne pas faire rêver, comme s'il fallait avoir honte ou peur de ce que nous sommes, comme si nous avions l'obsession comptable des seuls engagements pouvant être intégralement tenus, comme si le réel tenait lieu de tout, comme si la raison empêchait d'avoir du cœur.

Erreur, celle d'une course-poursuite au tout-sécuritaire, que la gauche ne pouvait que perdre, parce qu'elle n'est pas regardée comme étant la meilleure sur ce terrain, peu importe que ce regard soit injuste.

Erreur, celle de n'avoir pas tout mis en œuvre pour contrer la multiplication des candidatures et l'éclatement de la gauche plurielle, celle-là même qui avait assuré la victoire en 1997 et expliquait l'exceptionnelle longévité gouvernementale.

Erreur, la plus grave peut-être, celle de n'avoir pas perçu suffisamment les rumeurs de notre monde, les convulsions de notre société, et de ne pas apercevoir ce qui va survenir.

Fautifs, les boutiquiers qui ont tiré contre leur propre camp, au seul profit du camp d'en face.

Fautifs, les inconscients qui ont considéré ce premier tour comme une formalité, comme un tour de chauffe, celui où pouvaient s'exprimer nos envies les plus farfelues, comme si l'élection présidentielle n'avait pour utilité que de creuser des clivages, souvent artificiels, et n'était pas vraiment une chose sérieuse.

> Fautifs, les boutiquiers qui ont tiré contre leur propre camp, au seul profit du camp d'en face. Fautifs, les inconscients qui ont considéré ce premier tour comme une formalité

Fautifs, les aveugles qui n'ont pas vu le danger approcher, les sourds qui n'ont pas entendu l'hydre qui frappait à nos portes, et prenait ses aises dans notre Europe.

Fautifs, nous-mêmes bien sûr, qui n'avons pas fait l'effort d'aller conquérir les voix, l'une après l'autre.

C'est en ayant cela à l'esprit, confusément, qu'à la Bastille nous regardions autour de nous la foule de celles et ceux qui criaient *« No pasarán »*, mais trop tard. Pourtant, combien, parmi eux, avaient déposé un bulletin dans l'urne ? Et combien avaient voté Jospin ?

Tout à coup, tout cela paraissait bien dérisoire, et un peu pathétique.

Et voilà qu'au deuxième tour de cette élection perdue, alors que nous aurions dû voter pour celui qui pouvait s'enorgueillir du meilleur bilan que la gauche au pouvoir ait jamais présenté, celui dont la droiture et la moralité n'étaient pas contestables, celui qui aurait tenu ses engagements, nous allons devoir voter pour le candidat de la droite et des affaires, dans l'unique but de barrer la route au candidat de l'extrême droite et de la haine de l'autre.

Car nous allons évidemment voter Chirac. Nous n'en avons pas envie mais nous n'avons pas le choix, et nous n'avons pas de doute.

Toutefois, ce qui compte désormais, c'est de se ressaisir et de construire un nouvel avenir pour la gauche. Et c'est maintenant, tout de suite, qu'il faut s'atteler à la tâche. Assez des atermoiements, assez des combinaisons, assez des ambitions personnelles et des positionnements tactiques, assez des discours cent fois répétés, assez des certitudes arrogantes. Aujourd'hui, c'est autre chose qui doit commencer.

La gauche a une chance historique de se rassembler sous une seule bannière, celle de la République, et de manifester sa détermination, sa solidarité, sa solidité face à un adversaire commun.

Elle a surtout le devoir de le faire sur ses valeurs propres. Oui, la gauche doit dire qu'elle adoptera une position claire et digne à l'égard des sans-papiers, qu'elle proposera la suppression de la double peine, qu'elle accordera le droit de vote aux étrangers aux élections locales et le droit d'adopter aux couples homosexuels. La pusillanimité serait une injure à ceux qui attendent une société plus ouverte et réconciliée enfin.

Oui, la gauche doit être fière de vouloir donner un toit aux sans-abri et une protection à ceux que les licenciements menacent sans qu'aucun raisonnement économique ne les justifie.

PHILIPPE BESSON est écrivain. **PATRICE CHÉREAU** est metteur en scène. **CÉDRIC KAHN** est cinéaste. **FRANÇOIS OZON** est cinéaste. **MAZARINE PINGEOT** est écrivain. **LUDIVINE SAGNIER** est comédienne. **ROGER TROPÉANO** est président de l'association d'élus culturels européens Les Rencontres.

Oui, la gauche doit favoriser la création, la démocratie culturelle, permettre partout l'expression des talents, donner aux régions tous les moyens de leur rayonnement.

Oui, la gauche doit affirmer que l'Europe qu'elle veut peut être foisonnante et humble, plutôt que technocratique et lointaine, et que les dérives de la mondialisation peuvent être endiguées.

Cette gauche-là, qui n'aurait pas peur d'elle-même, qui serait généreuse et proche, laïque et audacieuse, n'aurait pas à redouter le jugement des Français.

C'est pourquoi nous demandons à l'ensemble des responsables politiques de la gauche de se réunir au plus vite, d'arrêter un programme commun autour de quelques idées fortes et simples, et de présenter des candidatures uniques dans chacune des circonscriptions pour les élections législatives à venir.

Celle ou celui qui conduira cette coalition de l'espérance devra symboliser cette synthèse, ce positionnement, ce renouveau.

Cette coalition, nous pourrions l'appeler la gauche de l'union, selon l'heureuse formule de François Hollande.

Les femmes et les hommes de bonne volonté, en tout cas, ne manquent pas. Ce sont ces femmes et ces hommes qui prépareront les victoires auxquelles nous aspirons.

Artistes, relevez la tête

par Laurent Heynemann

EXCEPTIONNELLES sont les circonstances politiques que nous vivons : elles placent en position de présidentiable un homme qui, il y a quelques semaines encore, tentait de faire interdire un film (*Féroce*) au prétexte qu'il croyait s'y reconnaître. Elles valident pour un nombre extraordinaire d'artistes la signature de *« l'appel du monde des arts et de la culture »* contre Le Pen.

La banalisation de Jean-Marie Le Pen, comme candidat ordinaire, comme s'il se situait dans le jeu démocratique courant, est un piège absolu.

Se laisser prendre au petit jeu de l'homme devenu serein et social, calme et tolérant, paternel et consensuel, relève d'une naïveté quasiment munichoise.

En ce qui concerne la culture, il n'est que de se souvenir du bilan municipal des amis de Le Pen. Partout où les suffrages les ont portés au pouvoir, ce ne sont que désertification associative, fermeture de bibliothèques, licenciement d'animateurs idéologiquement peu conformes à leur idéal d'exclusion raciste et xénophobe, liquidation de manifestations théâtrales ou chorégraphiques, coupure des vivres à des cinémas dont la programmation est jugée trop articulée avec la vie sociale.

L'argument de la domination idéologique de la gauche, les dénonciations crapuleuses de pseudo-réseaux d'intérêts ou d'influences qui attribueraient des subventions à des compères fantasmés fondent souvent ces décisions, avec les mêmes amalgames, les mêmes falsifications que, dans le passé, leurs prédécesseurs fascistes ont employés pour mettre en coupe réglée le monde de la culture, l'imaginaire des créateurs et la liberté des citoyens.

Le « programme culturel » de Le Pen est du même acabit, qui propose aux artistes d'être les instruments de cette vision étriquée et médiocre.

Les artistes qui seront présents au Zénith dimanche ne sont pas tous connus comme des abonnés aux pétitions, des figures médiatiques de la gauche, qu'elle soit *« caviar »* ou pas. Ils ne gesticulent pas à tort et à travers et vous serez étonnés de voir le large éventail qu'ils constituent, à la fois par la disparité de leurs métiers – auteurs, comédiens, plasticiens, écrivains, éditeurs, artistes de cirque, chorégraphes, techniciens, animateurs culturels, cinéastes... – et par la variété de leurs horizons.

LAURENT HEYNEMANN est cinéaste, président de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques.

Ils n'ont pas peur de manifester.

Ils n'ont pas honte d'être français.

La France est le pays du droit d'auteur, ce qui n'a rien à voir avec l'élitisme autarcique.

La France est le pays de l'exception culturelle, ce qui ne peut se confondre avec la préférence nationale.

La France est le pays de la lutte pour l'identité culturelle des peuples, ce qui ne peut se concevoir sans une attitude de libéralité pour les cultures des pays émergents, et d'accueil des sensibilités étrangères.

La France est aussi le pays de la diversité culturelle, ce qui édifie son extraordinaire vitalité artistique.

Toutes ces valeurs seront piétinées par Le Pen et ses complices.

Quelles que soient les raisons du cataclysme électoral que nous venons de vivre, la seule honte serait portée par ceux qui ne relèvent pas la tête. Commençons par abandonner l'abstentionnisme bienveillant et mortifère. Commençons par dissiper l'opacité de l'écran de fumée que Le Pen boucane entre ses discours rassurants et son projet. Les artistes présents au Zénith ne sont pas porteurs d'une inquiétude irrationnelle.

Ils sont pour l'espoir et dans la vie.

Stopper la course à l'abîme

par Jean-Luc Mélenchon

A tous nos malheurs pourrait s'en ajouter un de plus, et non le moindre : se cacher l'ampleur irréversible de ce qui est en cours depuis le soir du 21 avril. Beaucoup n'ont pas encore compris que le pire n'est déjà plus la déconvenue électorale de la gauche et l'affiche indécente qui en résulte, mais la déferlante qu'elle a accentuée du côté du pire.

Il faut accepter de regarder en face la terrible nouvelle réalité : la vie ne sera plus jamais comme avant. Le système politique de la Ve République, ses rites, ses conventions, ses équilibres, ont implosé. Quelques faux mouvements ont fait s'effondrer un univers décidément profondément vermoulu. Oui, tout un monde est foudroyé. Et avec lui, à terme très proche, si rien ne vient stopper ce qui est engagé, tous les mécanismes de consentement à l'autorité publique, toutes les sources de légitimités politiques qui en découlaient sont promises à décomposition rapide.

Le pire est possible. L'inverse l'est aussi, quoi que bien plus délicat à construire. Mais – j'y insiste – qui en reste à l'amertume du revers électoral méconnaît la réalité galopante qui en est résultée et s'interdit de pouvoir y répondre. L'aveuglement à ce propos pourrait coûter bien plus cher encore que ceux qui l'ont précédé.

Une crise majeure est ouverte, qui ne se rattrape pas avec les méthodes traditionnelles, dans les calendriers usuels. Ce qui est en cause, c'est à la fois l'identité sociale et républicaine du pays.

Il n'est pas certain que cette crise puisse être contenue. Une brève séquence en donne pourtant la possibilité, la dernière avant le saut dans l'inconnu. Trois dates balisent ce chemin de crête. Le 1er mai, d'abord. Il doit être fondateur du redéploiement nécessaire. C'est le moment du retour aux fondamentaux. L'identité et l'utilité de la gauche appartiennent au monde du travail. La prise de distance n'est-elle pas assez évidente ? Il faut revenir aux sources, sans tarder et concrètement. Par là passe la reconquête des esprits et des cœurs de ceux qui ont oublié, dans le monde du travail, que Le Pen, *« économiquement de droite »* de son propre aveu, est son ennemi le plus déterminé.

Que ce 1er mai du travail dispute symboliquement la rue à celui de la marche votive de l'extrême droite souligne utilement l'enjeu idéologique. Nos valeurs ont besoin d'une mobilisation sans précédent ce jour-là. Elle fonctionnera comme une dissuasion pour toutes les droites qui se croient dorénavant en position de force sociale après l'élimination de la gauche politique. Elle rendra à la République son centre de gravité. Mais elle donnera aussi le sens du vote à accomplir le 5 mai.

C'est la deuxième marche de la remontée. Le vote d'extrême droite doit être réduit au minimum par nos propres forces. Je n'ai en effet aucune confiance dans les électeurs de droite qui n'ont pas voté au premier tour, et qui vont venir aux urnes, ni en ceux qui l'ont fait et qui sont à cette heure la clientèle visée par la campagne de second tour de Le Pen. Et je ne crois pas que Chirac soit capable de convaincre qui que ce soit par lui-même.

J'affirme clairement que tout atermoiement dans les rangs de gauche nous expose au minimum à une nouvelle avancée de l'extrême droite qui dégradera davantage le rapport de force social et politique de la gauche aux législatives. Mais nul ne peut exclure non plus que pire encore n'advienne tant les jours qui viennent seront disputés et aléatoires.

Quelle conscience de gauche peut accepter de compter sur le voisin pour sauvegarder l'essentiel parce que l'effort lui paraît indigne de soi ? Ne pas faire son devoir républicain en raison de la nausée que nous donne le moyen d'action, c'est prendre un risque collectif sans commune mesure avec l'inconvénient individuel.

> Plus nous aurons réduit Le Pen avec le bulletin de vote Chirac, plus forts nous serons pour débarrasser ensuite le pays de ce dernier aux législatives

Plus nous aurons réduit Le Pen avec le bulletin de vote Chirac, plus forts nous serons pour débarrasser ensuite le pays de ce dernier aux législatives.

Cette troisième étape ne peut se réussir sans que les deux précédentes aient produit toute leur dynamique. L'enchaînement de ces efforts forme un tout. Le produire à la carte, c'est jouer à la roulette russe. Quant à nous, responsables politiques de la gauche, notre devoir est de donner son sens politique à ce parcours en organisant son débouché.

Nous devons vouloir la victoire aux législatives et nous en donner les moyens. Si nous donnons le sentiment d'être prêts à nous contenter de survivre sans aucune ambition concrète de gagner, nous serons nos propres fossoyeurs et ceux de notre camp abandonné à ses frustrations et à une révolte d'autant plus désespérée qu'elle sera sans perspective.

Tel doit être le pacte fondateur de la gauche unie, qu'il faut faire naître des cendres de la gauche plurielle et à partir de ses braises. J'en connais l'impératif : la gauche, toute la gauche, doit renoncer aux délices de ses ambiguïtés. Ambiguïtés sur les questions sociales essentielles, évidemment. Mais aussi sur les incantations et les postures. Au total, pas un de nos partis de gauche n'échappe à cette exigence de clarification.

L'effort à fournir est moins grand qu'il n'y paraît, tant les axes de références de nos formations sont proches, au contraire de ce qu'ils étaient dans les années 1970 où pourtant nous étions parvenus à l'union. Le nouveau réalisme de gauche que les circonstances appellent est fait de reconquête idéologique, d'efficacité d'action, de contrat programmatique en bonne et due forme.

A ce prix, qui ne demande que du caractère, nous pouvons inverser la course à l'abîme qui menace le pays à cette heure.

JEAN-LUC MÉLENCHON est ministre délégué à l'enseignement professionnel.

Danger : jouissances illimitées

par Ali Magoudi

QUI est responsable de la présence de Le Pen au deuxième tour de l'élection présidentielle ? Le politique sans conteste. Ce politique qui a abandonné son rôle de régulateur des passions collectives, cédé aux communicants la fonction civilisatrice de la parole, dénié les effets de la déconstruction nationale provoquée par la construction européenne : distorsion de l'espace politique français, de l'idée de soi par rapport à l'autre, de l'autochtone et de l'étranger.

Résultat : un vent mauvais souffle sur notre pays, l'extrême droite monopolisant la dénonciation de cet Autre qui ne tient plus sa place pour mieux attaquer le lien social républicain.

Croire que le score obtenu par Jean-Marie Le Pen (ou celui qu'il obtiendra le 5 mai prochain) ne reflète pas le pourcentage réel des Français embarqués dans la haine de l'autre, c'est se leurrer profondément. C'est sous-estimer les ressorts individuels de l'abjection et les jouissances que sa mise en œuvre collective procurent. Bref, c'est ignorer un enseignement fondamental de l'histoire : l'inhumanité trouve sa source en chacun d'entre nous. Et seuls des cadres collectifs aussi contraignants que fragiles participent à la mise sous boisseau civilisateur de quiconque.

Afin de justifier sa préférence pour les autochtones, Le Pen reprend à son compte un petit dicton : *« J'aime mieux mes filles que mes nièces, mes nièces que mes cousines, mes cousines que mes voisines. Il en est de même en politique, j'aime mieux les Français. Et l'on ne me fera jamais dire autre chose. »* Parce qu'il ne contient aucune trace d'épouse, aucune marque d'alliance, ce slogan politique constitue une levée partielle d'un interdit fondamental, celui de la prohibition de l'inceste. Ainsi, la préférence nationale devient-elle le support inconscient d'une jouissance commune dans la famille France.

Gonflée de sa charge transgressive, érigée en tabou assumé, cette notion s'apparente à un isolat de jouissance qui, dès lors qu'il est activé, ne cédera à aucun argumentaire raisonné. A cet égard, il est illusoire d'espérer que le flot des individus regroupés autour d'une fonction paternelle pervertie cessera spontanément de monter. En effet, Jean-Marie le Pen déstabilise les partis politiques traditionnels, les organisations syndicales existantes, toutes les ligues des droits de l'homme possibles et imaginables quand il propose à bas bruit l'endogamie en guise de loi, et préconise à notre part d'ombre de prendre le pouvoir.

Lui opposer un barrage politique efficace nécessite de revenir sur les principes de la démocratie, la démocratie à la française justement. Celle que la Révolution fait naître par un décret du 20 septembre 1792 quand elle instaure un état civil laïque. La manœuvre juridique fait voler en éclat l'endogamie de clan religieux qui régnait jusque-là. De ce jour, la France donne naissance sociale aux Français, quelles que soient leurs origines. Elle régule de manière inédite la fonction de lier et de délier les alliances entre catholiques, protestants, juifs, mahométans ou incroyants qui le souhaitent. Bref, des individus qui ne faisaient pas, jusque-là, partie de la même communauté nationale participent à un projet politique inédit, la nation civique.

Est-il nécessaire de rappeler la dette contractée vis-à-vis de ces fictions d'absolus immortels : Patrie, Nation ou République ? Le risque de voir la France plongée dans le néant a déjà entraîné l'acceptation de bien des sacrifices par les Français réunis en foule nationale. Est-il nécessaire de souligner combien la chute de ces cadres politiques et symboliques a conduit l'Etat de Vichy à participer à la *« solution finale »* ? Chacun a en mémoire ces affligeantes réalités.

Pour caractériser les bases des jouissances qui se répandent dans l'Hexagone, notons leur nature explicitement perverses en rappelant le modèle vanté comme idéal politique par... Sade, dans sa *Philosophie dans le boudoir* : *« J'ose assurer, en un mot, que l'inceste devrait être la loi de tout gouvernement dont la fraternité fait la base. »* En d'autres termes, il est urgent que les hommes politiques cessent par leur incurie de participer à l'avilissement institutionnalisé qui fera toujours recette.

ALI MAGOUDI est psychanalyste.

Si Le Pen signale depuis quarante ans que le cadre national est en danger de mort, son discours a trouvé un écho significatif à partir des années 1980. Qui oserait prétendre que les références au Père absolu – Nation, Patrie, République – n'ont pas été malmenées par la mondialisation et la construction européenne ? Qu'elles ne sont pas devenues des coquilles vides face à une monnaie unique battue par aucun pouvoir souverain repérable, face à une bulle juridique européenne qui, au fur et à mesure qu'elle gonfle, accroît son autonomie ?

Pourquoi le politique traditionnel ne s'est-il pas emparé de ces problèmes ? Pourquoi a-t-il laissé le monopole du retrait de la communauté européenne et du retour à la monnaie nationale au seul courant politique agissant comme pompier pyromane ?

L'indigence du discours politique qui accompagne la construction européenne est l'expression de l'incapacité des responsables de tous bords et de toutes nations à ériger les cadres symboliques nécessaires à l'union inédite de républiques et monarchies. Quelle est la nature politique de cette chimère ? En se refusant obstinément à répondre à cette question essentielle, le politique ouvre la porte à l'organisation collective de toutes les régressions individuelles.

> La préférence nationale devient le support inconscient d'une jouissance commune dans la famille France

Le schéma est connu. Il aboutit invariablement au meurtre de l'étranger comme substitut de l'idéal de soi, idéal qui a le défaut majeur de ne jamais atteindre la plénitude narcissique de l'image en miroir sur laquelle il s'appuie. Illustration frontiste : le face-à-face entre le « leader » et la Jeanne que Le Pen propose en spectacle à ses troupes appelées à défiler entre ces deux idoles. L'identification narcissique du chef à la femme, général et vierge de surcroît, constitue la mise en scène imaginaire d'un idéal sans faille qui nécessite un exutoire. A l'instar de la pucelle d'Orléans, il reste aux individus de la foule, assemblés par ce trait unificateur, à trouver *« des étrangers »* afin de projeter sur ces derniers leur haine d'eux-mêmes. Bien des groupes sont susceptibles d'être le support de cette détestation. Le Pen n'avait-il pas préconisé en son temps la construction de *« sidatoriums »* ? En ce domaine du pire, tout est possible.

La boîte de Pandore est ouverte. L'entre-deux tours comme les prochaines législatives autorisent toutes les manifestations publiques de l'abject et du mortifère qui sommeillent en chacun.

Il revient dès maintenant à Jacques Chirac – c'est sa responsabilité historique – de concourir à refouler ces pulsions dévastatrices. Il lui revient de mettre fin au déni des réalités politiques et symboliques qui ont provoqué l'engendrement de la bête immonde. Il lui revient de construire une Europe politique digne du modèle républicain de 1789, seule à même de combler le besoin de sécurité des Français. Faute de quoi, il participera à la montée du Front national et à la constitution d'une Chambre introuvable.

Ne soyons pas dupes ! *par Roger Cukierman*

LES propos qui m'ont été attribués n'ont pas été restitués dans ma vérité. Le vote d'extrême droite ne peut apporter que le malheur. Le courant de pensée du Front national est dangereux pour la France et tous les Français.

Nous connaissons Le Pen et son programme politique depuis trente ans. Il a été condamné à plusieurs reprises par les tribunaux de notre pays, pour apologie de crimes de guerre, pour provocation à la discrimination, à la haine et à la violence raciale. Pour lui, les chambres à gaz ne sont qu'un point de détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale. Ne soyons pas dupes du changement de ton destiné à séduire un électorat désorienté ! Les déclarations modérées d'aujourd'hui succèdent aux calembours sur *« Durafour crématoire »*, à l'agression violente contre une candidate socialiste, qui avait coûté à Le Pen une période d'inéligibilité, ainsi qu'aux visites de soutien à Saddam Hussein en pleine guerre du Golfe en 1991, et des marques de sympathie à d'autres dictateurs.

Moi qui, pendant la seconde guerre mondiale, ai été un enfant sauvé par la France juste, la France courageuse, la France qui ne s'était pas compromise avec la bête furieuse, je vois avec horreur se développer les idées d'un passé que j'espérais révolu.

ROGER CUKIERMAN est président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF).

La France ne doit plus être identifiée à ceux qui font l'apologie du maréchal Pétain. Leurs idées réactionnaires, xénophobes, anachroniques, de repli sur soi, menacent la démocratie de notre pays, menacent ses habitants de toutes confessions.

Avec tous ceux qui veulent rester libres, nous serons au rendez-vous de l'histoire, nous les femmes et les hommes de toutes générations et convictions confondues, pour refuser de voir la France trahie par un homme qui s'appuie sur la xénophobie et le racisme.

Nous serons au rendez-vous de l'histoire pour combattre le parti d'extrême droite, qui n'a pas sa place dans notre France, celle de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

Nous prendrons nos responsabilités pour renforcer les valeurs fraternelles de la démocratie et, le 5 mai, nous voterons pour Jacques Chirac

Sous les décombres du 21 avril…

Suite de la première page

Pourquoi la droite ne parvient-elle pas à être plus convaincante dans le traitement de la pauvreté ?

Mais le point central est le suivant et il vaut pour tous : si le débat politique se détourne des principes et des idées, s'il ne devient qu'une branche du marketing pour conquérir des électeurs, alors l'extrémisme et les solutions agressivement simplistes tiendront le haut du pavé. Lorsque les politiciens démocrates n'ont rien à dire, ou ignorent les problèmes qui concernent réellement les électeurs, alors les autres envahissent le terrain.

La deuxième leçon que je tirerai du séisme électoral vécu par la France est la nécessité le lier le débat politique aux ambitions et préoccupations de la majorité des citoyens. C'est aussi un enseignement important pour le débat européen, au moment où nous discutons des structures pour organiser la souveraineté partagée.

Une version peu séduisante de ce qui est politiquement correct entoure ce débat. Pour être un bon Européen, nous dit-on, nous devons soutenir *« plus d'Europe »*. Critiquer cette proposition suscite une noble désapprobation, on y décèle un manque de vision.

Pourtant, le véritable défi politique pour les dirigeants européens est de convaincre les gens que les problèmes qui sont ou devraient être traités au niveau européen pourront rester soumis à un vrai contrôle démocratique. Rationnellement, les électeurs peuvent accepter une mise en commun de la souveraineté, mais ils ne veulent pas que *« toujours plus d'union »* rime avec *« Etats nations toujours plus faibles »*.

> J'espère que chacun ne retournera pas simplement à ses affaires – « business as usual » – après les élections en France

La tentative visant à projeter amour et loyauté sur une échelle plus vaste achoppe sur le fait que, la plupart du temps, nos vies sont construites sur des loyautés beaucoup plus proches. Si nous devons accomplir la tâche centrale de l'ordre libéral édicté par Tocqueville, il nous faut amener les hommes et femmes à accepter de se gouverner eux-mêmes. Ce qui nécessite un fonctionnement politique souple et familier, et non une bureaucratie lointaine et aseptisée.

Troisièmement, nous devons répondre de front à l'accusation selon laquelle la mondialisation menace nos valeurs ainsi que notre sécurité. Il est absurde d'être contre la mondialisation. Autant être contre le temps qu'il fait. Mais la mondialisation ne doit pas conduire fatalement à l'injustice sociale.

Les marchés mondialisés doivent devenir plus équitables envers les pays pauvres. Il est étrange que certains des plus fervents protectionnistes d'Europe – et l'agriculture en compte un certain nombre – soient loués comme amis du monde en développement et de ses avocats des ONG, pour la simple raison qu'ils critiquent la mondialisation. Pourtant, les malheureux immigrés au sein de nos communautés vivent souvent en Europe parce que, dans leur pays d'origine, ils n'avaient pas eu accès aux marchés développés.

La mondialisation ne signifie pas l'acceptation globale, en Europe, du modèle social et économique américain. Il y a beaucoup de choses à admirer aux Etats-Unis, et la manière de faire américaine crée peut-être des taux de croissance sensiblement plus élevés. Mais en Europe, nous avons appris à attacher plus d'importance à une responsabilité collective ; ce que l'on appelle parfois la solidarité. Nous en payons le prix, mais c'est aussi notre choix. Il nous permet de vivre dans une société peut-être moins vibrante, mais plus harmonieuse.

Je ne dis pas qu'un modèle est supérieur à l'autre. Je dis qu'ils sont différents. Reconnaître cette différence en Europe, sans céder aux protectionnistes en matière d'économie et de culture, nous aiderait peut-être à relever nos défis sociaux de façon plus cohérente, tout en forgeant des relations plus harmonieuses et respectueuses avec les Etats-Unis.

J'espère que chacun ne retournera pas simplement à ses affaires – *« business as usual »* – après les élections en France. L'Europe entière a besoin de réfléchir à la manière de rétablir un débat d'idées au lieu d'un marketing politique, d'être plus en prise avec les véritables préoccupations des gens.

Chris Patten
Traduit de l'anglais par Françoise Cartano

INTERNATIONAL

PROCHE-ORIENT

Les investigations menées par l'organisation américaine de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW) dans le camp de réfugiés palestiniens de Jénine, en Cisjordanie, et des **TÉMOIGNAGES** recueillis sur place par nos envoyés spéciaux, indiquent que l'armée israélienne a commis des violations des **CONVENTIONS DE GENÈVE** et les lois de la guerre et tué nombre de civils. Peter Bouckaert, de HWR, ne pense pas que ce qui s'est passé à Jénine s'apparente à un *« massacre »*. Selon lui, **À CE STADE DES INVESTIGATIONS,** la mort de 51 personnes, dont 23 civils, a été vérifiée. Par ailleurs, le président palestinien, Yasser Arafat, a fait condamner, jeudi 25 avril, à des **PEINES DE PRISON,** quatre Palestiniens convaincus du meurtre de l'ancien ministre israélien du tourisme, Rehavam Zeevi.

Enquête sur l'action de Tsahal dans le camp palestinien de Jénine

Les premières investigations font apparaître que l'armée israélienne n'aurait pas perpétré un « massacre » comme l'ont affirmé des dirigeants palestiniens, mais s'est livrée à des violations des lois de la guerre à l'encontre de civils et d'hommes « hors combat »

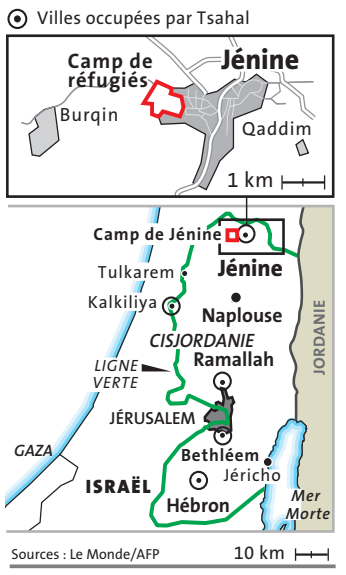
JÉNINE
de nos envoyés spéciaux

Les Forces de défense d'Israël (IDF) ont perpétré, début avril, dans la ville et le camp de réfugiés de Jénine, des actes contraires aux conventions de Genève et aux lois de la guerre. Des assassinats de civils, de combattants blessés et donc placés « hors de combat », et la destruction du centre du camp de réfugiés pourraient alimenter des accusations pour « crimes de guerre » si une institution judiciaire, israélienne ou internationale, s'intéressait dans l'avenir à cet épisode de la *« guerre contre le terrorisme »* menée par l'armée israélienne. Il apparaît toutefois qu'il n'y aurait pas eu à Jénine le *« massacre »* de *« centaines de personnes »* annoncé par l'Autorité palestinienne dès la fin des combats.

Que s'est-il passé dans ce camp de réfugiés surpeuplé du nord de la Cisjordanie, durant la dizaine de jours de combats et d'intense pilonnage ?

Les chars israéliens arrivent dans la nuit du 2 au 3 avril. Selon Mohammad Abou Ghali, directeur de l'hôpital qui se situe à la limite du camp de Jénine, *« les premiers deux jours, les chars n'ont pas avancé de vingt mètres »*, tant la résistance palestinienne est acharnée. Durant ces deux jours, un soldat israélien est tué. Du côté palestinien, il y a déjà au moins huit morts et vingt blessés. Un garçon de 13 ans qui marche dans la rue avec sa mère est tué par un sniper. Le garde de sécurité d'un autre hôpital de la ville est tué de la même façon. L'hôpital proche du camp de réfugiés est encerclé. Les ambulanciers et secouristes se voient intimer l'ordre de cesser de secourir les blessés.

AU NORD DE LA CISJORDANIE



Sources : Le Monde/AFP

Ayant compris que les combattants palestiniens organisent leur défense, Tsahal augmente progressivement son déluge de feu sur le camp de réfugiés les 5, 6 et 7 avril, dans les airs, avec ses hélicoptères Apache et Cobra, au sol avec ses tanks Merkava. Puis l'opération militaire bascule le 9 avril, après la mort de treize soldats israéliens tués dans une embuscade. Il semble que c'est ce jour-là que la décision est prise de détruire méthodiquement et brutalement le centre du camp de réfugiés, la place Hawashin, puisque l'armée diffuse pour la première fois par haut-parleur un ordre d'évacuation à la population. Le dernier combattant palestinien se rend à l'armée israélienne le 11 avril, et Israël met fin à l'opération *« antiterroriste »* de Jénine le 13 avril, le jour où la Cour suprême ordonne à l'armée d'arrêter d'enterrer les corps des victimes palestiniennes, civiles ou militaires.

Alors qu'une commission d'établissement des faits désignée par les Nations unies doit enquêter à Jénine, il demeure très difficile de répondre avec certitude aux questions sur le nombre et l'identité des victimes. Combien de combattants et de civils tués, parmi ces momies noires de suie, calcinées par les roquettes d'hélicoptères et les obus de chars d'assaut, surgissant des ruines ? Et quelles sont les causes des décès ?

Peter Bouckaert, de Human Rights Watch, qui a enquêté à Jénine avec son équipe et est en train de rédiger un rapport à paraître la semaine prochaine, *« ne pense pas que les événements de Jénine s'apparentent à un massacre »*. Le bilan serait, selon lui, de 50 à 80 morts palestiniens. M. Bouckaert précise toutefois que Tsahal a perpétré *« de très sérieuses violations des conventions de Genève et des lois de la guerre »* et tué *« un nombre inacceptable de civils »*, peut-être autant que de combattants.

Parmi les *« sérieuses violations »* du droit humanitaire international et des lois de la guerre, plusieurs épisodes retiennent l'attention.

1.– Des civils, dont au moins un enfant et une infirmière, ont été tués froidement par des snipers. Un handicapé, Kamal Saïd Sgheir, qui arborait un drapeau blanc sur sa chaise roulante, a été écrasé par un blindé.

2.– Des combattants blessés ou désarmés, dont le « chef de la résistance » Abou Djendal, fait prisonnier, ont été tués par les soldats ou enterrés sous les ruines par les bulldozers.

3.– Des secouristes ont été empêchés, soit par des tirs d'intimidation, soit par des ordres diffusés par haut-parleur, de venir en aide aux blessés. Cette interdiction de porter secours aux victimes a été maintenue après la fin des combats. Les jours suivants, la population a dû gratter la terre à mains nues pour extraire des gravats de rares survivants.

> **Des témoignages évoquent parfois l'attitude très différente de l'armée israélienne selon les unités engagées**

4.– Enfin, les lois de la guerre évoquent un *« usage proportionné de la force »*, qui ne semble pas avoir eu cours à Jénine, le camp de réfugiés étant soumis à un bombardement intense puis à une destruction radicale, même quand la résistance s'était éteinte.

Le fait que des centaines de Palestiniens ne soient pas morts à Jénine n'exonère pas Israël, au regard des lois internationales, de répondre des crimes perpétrés. Les enquêteurs de l'ONU devront notamment tenter de découvrir quels crimes sont la conséquence des ordres donnés par le gouvernement et l'état-major israéliens, et quels crimes sont la conséquence d'actes individuels d'officiers et de soldats.

Des témoignages évoquent parfois l'attitude très différente de Tsahal selon les unités engagées. Dans une maison de Jénine, des soldats ont ainsi déployé un tapis afin de ne pas salir le sol et demandé des cendriers où déposer leurs mégots de cigarettes, tandis que leurs camarades maltraitaient les habitants de la maison voisine. En revanche, la puissance de feu utilisée, ou l'ordre de destruction de centaines d'habitations ne peut être que le résultat d'une décision du commandement israélien.

L'armée israélienne a décrit Jénine comme la *« capitale de la terreur »*, un centre d'entraînement des kamikazes qui perpètrent des attentats-suicides en Israël, une cible prioritaire de la *« guerre contre le terrorisme »*. De l'autre côté, on évoque désormais, au même titre que le camp libanais de Sabra et Chatila, une ville symbole du *« massacre »* de la population palestinienne, un mémorial de la souffrance.

L'ONU et les organisations d'enquêtes sur les atteintes aux droits de l'homme vont s'atteler à découvrir les circonstances exactes de ce qui s'est passé, du 3 au 13 avril, dans le camp de réfugiés de Jénine, entre deux vérités, deux passions, deux lectures de l'histoire immédiate.

Rémy Ourdan et Bruno Philip

La mission de l'ONU serait sur place sous peu

Les pourparlers entre l'ONU et Israël sur la mission d'enquête dans le camp de réfugiés palestiniens de Jénine ont été temporairement suspendus, jeudi soir 25 avril, mais les Nations unies ont assuré que la mission ne serait pas reportée. *« L'équipe devrait arriver dans la région avant la fin de la semaine »*, a dit aux journalistes l'ambassadeur russe Sergueï Lavrov, actuel président du Conseil de sécurité.

L'interruption des discussions a été prononcée après deux heures et demie de débats, la délégation israélienne ayant réclamé une pause pour consulter ses dirigeants, ont indiqué des diplomates. Les Nations unies ont d'ores et déjà accepté, à la demande d'Israël, d'adjoindre deux officiers à l'équipe envoyée à Jénine, pour épauler le général américain à la retraite William Nash. – *(Reuters.)*

Quatre témoignages à charge contre l'armée israélienne sur la mort de Jamal, Abou Djendal, Kamal et Mounzer

JÉNINE
de notre envoyé spécial

▶ **Premier cas.** C'est un vieil homme en larmes sous un keffieh blanc. *« Mon fils est là-dessous ! »* Il montre l'endroit où était sa maison, au bord de ce centre du camp de Jénine qui n'existe plus. Rasé par les obus, mis en charpie par les bulldozers israéliens. *« J'ai 70 ans. Que puis je faire ? »* Il répète : *« Mon fils là-dessous, était un garçon handicapé. »* Il sort une photo d'identité. Un homme de 37 ans, retardé mental, du nom de Jamal Mahmoud Rachid. Jamal est l'un des « disparus » de Jénine.

■ **RÉCITS**

> **« Le soldat lui a tiré dessus. Il est tombé. Puis l'un des chars lui a passé sur le corps »**

Ce jour-là – c'est-à-dire il y a à peu près une quinzaine de jours —, le vieil homme était à la maison avec tout le monde. Vingt personnes. *« Soudain, les bulldozers sont arrivés. Ils ont commencé à broyer les murs. On s'est tous réfugiés chez mon frère, dans la maison d'à côté. »* Dans la confusion, ils ont oublié Jamal. *« Puis, le bulldozer est arrivé pour casser la maison de mon frère. Alors, on est sorti, mains en l'air et on a hurlé : "Attendez, nous sommes à l'intérieur !" Tout autour, les combats continuaient. Les soldats m'ont demandé de m'avancer vers un tank, chemise levée pour montrer que je ne transportais pas d'explosifs. Les jeunes ont été séparés des femmes, des vieux et des enfants. »*

« Ils m'ont quand même lié les mains. Ensuite, quand je leur ai dit mon âge, ils m'ont laissé partir. » Mais le calvaire du vieil homme n'est pas terminé : *« Je ne savais pas où aller. Je n'avais plus de maison et c'était la guerre et il y avait des chars partout. L'un d'eux m'a coincé dans une rue du camp. Les soldats m'ont dit de faire demi-tour. Je suis tombé sur un autre char qui m'a lui aussi intimé l'ordre de partir. J'ai frappé à la porte d'une maison occupée par des soldats, pour leur demander de l'aide. Ils m'ont dit que ce n'était pas leur problème. J'avais l'impression que je n'arriverai pas à sortir de cet enfer. C'est le lendemain que j'ai réussi à gagner le village voisin de Birkin. »*

▶ **Deuxième cas.** Il s'appelait Abou Djendal. C'était un officier de la sécurité nationale. Quand les soldats israéliens sont entrés dans le camp, il devint l'un des chefs de la *« résistance »*. Il est mort, aux alentours du 15 avril, tué par des soldats israéliens, soutiennent deux témoins palestiniens. Le docteur Mohammad Abou Ghali, directeur de l'hôpital qui jouxte le camp, a été l'un des premiers à retrouver le corps, quand les soldats l'ont laissé se rendre sur les lieux des combats, avec la Croix-Rouge. *« Djendal était assis devant une maison écroulée. C'était le 17 avril. Son cadavre était noirci, parce qu'il avait commencé à pourrir au soleil. J'ai examiné le corps. A mon avis, il avait dû être tué deux jours auparavant. Il avait une balle dans le front et une autre dans la mâchoire. C'est évident qu'il a été exécuté ! »*

Hind Awess, une femme d'une cinquantaine d'années, affirme avoir vu la scène : *« J'avais voulu chercher du lait, dans un magasin dont je pouvais gagner la porte en passant derrière chez moi. Le volet de fer était tiré. Mais il y avait un trou. J'ai mis mon œil contre le trou. J'ai vu une quinzaine de soldats arriver avec Aboud Djendal. Ils l'ont frappé avec les crosses des fusils. Puis ils lui ont demandé de s'accroupir. Alors un soldat a reculé de quelques pas et lui a tiré dans la tête et la mâchoire. »* Aujourd'hui, en mettant l'œil contre le trou, on peut vérifier que le regard porte directement vers l'endroit où Abou Djendal est censé avoir été tué.

▶ **Troisième cas.** Kamal Saïd Sgheir était handicapé moteur et retardé mental léger. Il avait une cinquantaine d'années. Pas de famille.

Mohammad Saleh Hassan, gardien dans une petite usine, était son ami et s'occupait de lui depuis des années. *« Chaque matin, je le poussais vers la route. Et il se débrouillait tout seul. Depuis le début de l'occupation israélienne, j'avais pris la précaution de planter un drapeau blanc sur son fauteuil »*, explique Mohammad. *« Un jour, après déjeuner, je vois des tanks arriver. Je reste à l'intérieur de l'usine. Les tanks restent là jusqu'à la nuit. Le lendemain, le couvre-feu est levé durant quelques heures. Je vais sur la route. Je vois son corps, allongé dans l'herbe, au bord de la route. Totalement écrasé. Je comprends alors que les chars lui ont roulé dessus. Mais je n'ai rien vu. »*

Un autre homme, lui aussi prénommé Kamal, dit qu'il a tout vu. Il habite une maison, à l'écart de la route. *« J'étais au deuxième étage. Un tank et deux véhicules blindés sont arrivés. Kamal était sur son fauteuil, devant eux. Du haut d'un des véhicules, le soldat lui a tiré dessus. Kamal est tombé. Puis un soldat est descendu de son engin. Un autre l'a rejoint ensuite. Il s'est approché du corps de Kamal, pour vérifier, avec un détecteur, qu'il ne portait pas d'explosifs sur lui. Puis l'un des chars lui a passé sur le corps. Plus tard, une ambulance est arrivée mais les chars ont tiré dans sa direction pour la forcer à faire demi-tour. »*

▶ **Quatrième cas.** Mounzer Mohammad Haj était un garde à l'hôpital de Jénine. Blessé près du camp, il a été emmené dans un autre hôpital, dans le centre. Le docteur Fadouah, a vu arriver les deux hommes qui transportaient Mounzer, apparemment blessé au bras. *« Quand ils sont arrivés, là par la porte de cette mosquée que vous voyez ici, un char en position, plus haut, s'est mis à leur tirer dessus. Ils ont laissé tomber Mounzer sur les marches de la mosquée. Je brandissais un drapeau blanc mais rien à faire. Les soldats tiraient dans les portes dans les fenêtres. »* Le docteur montre les trous laissés par les balles. *« Mounzer, un moment, a crié : "Aidez-moi ! Je meurs !" Ça a duré deux heures et demie. Puis Mounzer est mort, vidé de son sang. »*

Bruno Philip

OFFRE EXCEPTIONNELLE
Valable du 15 avril au 15 mai 2002
Finsbury
The Smart Shoes
Chaussures de Luxe - Fabrication artisanale - Très vaste choix en demie-pointure et plusieurs largeurs - Montage cousu "Goodyear Véritable".
2 paires = 275 €
◆ 22, avenue de l'Opéra, 75001 Paris
◆ 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
◆ 3, rue de Rivoli, 75004 Paris
◆ 112 bis, rue de Rennes, 75006 Paris
www.finsbury-shoes.com

Peter Bouckaert, chef d'enquête à Human Rights Watch

« De très sérieuses violations des conventions de Genève »

JÉRUSALEM
de notre envoyé spécial

Combien de Palestiniens sont morts à Jénine ?

Nous avons enregistré et vérifié 51 identités de personnes décédées, dont 23 civils. Cela dit, il y a encore des corps sous les décombres, et des familles qui ont fui Jénine et que nous n'avons pas rencontrées. Il faudra du temps pour finaliser le compte des victimes. Au total, il y aura probablement, selon les informations disponibles à ce jour, entre 50 et 80 morts palestiniens.

Les corps retrouvés ces derniers jours figuraient sur notre liste des disparus, ce qui signifie qu'il n'y a sans doute pas un grand nombre de corps à l'identité inconnue sous les décombres.

Comment qualifier les événements de Jénine ?

Je ne pense pas qu'ils s'apparentent à un massacre. Il n'y a pas eu d'exécutions de civils de grande ampleur. Il y a eu en revanche de très sérieuses violations des conventions de Genève et des lois de la guerre, et un nombre inacceptable de civils tués.

Y a-t-il eu « crime de guerre » ?

Il est trop tôt pour l'affirmer, trop tôt pour l'exclure. L'enquête devra déterminer si les victimes civiles sont des « dommages collatéraux » ou non, et mon sentiment est que des morts auraient pu être évitées. Elle devra dire si les destructions sont excessives et examiner la restriction imposée aux secours, y compris après la fin des combats. Des soldats israéliens ont tiré sur des secouristes, les empêchant d'accéder à des civils blessés qui sont décédés plus tard. Au moins une infirmière en blouse blanche a été tuée, tandis qu'elle tentait de secourir un blessé.

> **« Il y aura probablement entre 50 et 80 morts palestiniens »**

La qualification du « crime de guerre » dépendra beaucoup de l'usage de la force en comparaison des objectifs militaires initiaux.

Quelle fut l'attitude de l'armée face aux combattants palestiniens ?

Il y a eu deux phases. La première, jusqu'à la mort des treize soldats israéliens, était une opération de recherche, maison par maison, des activistes palestiniens. La seconde fut un changement tactique total. Au lieu d'envoyer ses soldats à pied dans le camp de réfugiés, l'armée a utilisé les hélicoptères, les tanks et les bulldozers. Nous avons peu d'informations sur la fin des combats, car il restait peu de témoins civils. Nous savons que l'armée israélienne a abandonné des combattants blessés face aux bulldozers détruisant les bâtiments. Or, quand un combattant est blessé et qu'il ne participe plus aux combats, il est juridiquement « hors de combat », et protégé par les conventions de Genève.

Que pensez-vous des affirmations de chaque camp, israélien et palestinien ?

Je ne vois pas comment Israël peut dire que la destruction de centaines de maisons d'un camp de réfugiés est justifiée par ses objectifs militaires. Israël doit répondre à un certain nombre de questions, respecter les conventions de Genève et punir les *[auteurs de]* violations de ces conventions. Israël ne peut pas se placer au-dessus des lois, ni refuser l'accès aux zones de combats aux secours humanitaires, aux journalistes et aux enquêteurs d'organisations de défense des droits de l'homme.

Israël va utiliser ce bilan du nombre des morts pour suggérer que rien de grave n'a eu lieu à Jénine, alors que des abus extrêmement graves y ont été commis. Quant aux Palestiniens, je ne crois pas qu'ils aient consciemment exagéré le nombre des victimes. Durant les premiers jours, personne ne connaissait la vérité parce qu'Israël a empêché l'accès au camp de réfugiés. Vue l'ampleur de l'opération, il était permis de craindre le pire.

Ce que nous avons découvert est horrible, même si le nombre des morts est moins important que ce que nous craignions.

Propos recueillis par Rémy Ourdan

AP / IDF

Entre le 3 et le 13 avril

VUE AÉRIENNE du camp de Jénine, dont le centre (cerné par un rectangle) a été détruit lors des combats et pilonnages entrepris par l'armée israélienne à partir de la nuit du 2 au 3 avril, mais surtout à partir du 9 avril, après la mort de treize soldats israéliens dans une embuscade. Ce jour-là, la décision aurait été prise de détruire méthodiquement le centre du camp de réfugiés, la place Hawashin. Le dernier combattant palestinien s'est rendu le 11 avril, et Tsahal a mis fin à l'opération le 13 avril. (Photo diffusée par les forces armées israéliennes.)

L'Autorité palestinienne condamne les meurtriers du ministre israélien Rehavam Zeevi

Des peines de prison qui envoient un message brouillé en raison des pressions extérieures

JEUDI 25 avril, à l'intérieur du complexe présidentiel palestinien assiégé de Ramallah, un tribunal militaire a condamné à des peines de prison quatre Palestiniens convaincus de participation directe ou de complicité dans le meurtre, en octobre 2001, de l'ancien ministre du tourisme israélien, Rehavam Zeevi. Les condamnés sont Hamdi Qoraan, Bassel Al-Asmar, Majdi Rimaoui et Ahmad Abou Gholam, membres du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP).

Certains des « internationaux » volontairement enfermés dans la Mouqata'a pour servir de bouclier humain au président palestinien Yasser Arafat et à ses compatriotes ont assisté au verdict. Jointes au téléphone de Paris, Catherine d'Huart et Claude Léostic, membres de la Campagne civile de protection du peuple palestinien, racontent.

« DES PRISONNIERS JUGES »

« Deux d'entre eux ont été condamnés à dix-huit et douze ans de prison, un troisième à huit ans pour complicité et le quatrième à un an pour les avoir hébergés dans un petit village près de Naplouse. Ils sont tous convaincus d'avoir enfreint les ordres du président Arafat, d'avoir violé le cessez-le-feu qu'il a décrété et de meurtre. Les accusés, qui semblent avoir entre 30 et 40 ans, ont plaidé non coupables. Leur avocat, souligne Catherine d'Huart, *les a défendus vigoureusement. Mais le tribunal les a jugés coupables. C'est à la troisième séance que le verdict a été rendu. » « Renseignements pris, le procès* [qui s'était ouvert le 22 avril] *s'est déroulé selon les lois palestiniennes »*, dit Claude Léostic.

Claude Léostic et Catherine d'Huart n'en éprouvent pas moins un certain malaise. *« Parce que*, dit la première, *ce procès, qui était programmé avant l'offensive israélienne contre Ramallah mais qui n'a pu se tenir à cause de cette offensive, montre à quelles pressions est soumis M. Arafat pour être forcé de le faire dans des conditions pareilles. Je comprends qu'il ait voulu prouver que, même enfermé, il garde toute son autorité, qu'il peut faire juger les accusés ; c'est un message livré au monde ; mais un message brouillé parce que le président a sans doute dû se plier à la volonté des Etats-Unis. En principe, maintenant, Ariel Sharon n'a plus aucun prétexte pour maintenir le siège de la Mouqata'a. Mais on pouvait se douter que Sharon allait refuser et poser d'autres exigences. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé. »*

Catherine d'Huart est sur la même longueur d'ondes : *« Ce procès me fait personnellement honte,* dit-elle, *parce que cela s'est déroulé dans ces conditions : des gens qui sont eux-mêmes prisonniers, qui jugent et font des prisonniers. On se doute qu'il y a eu des pressions diplomatiques, mais c'est toujours aux Palestiniens qu'on demande des concessions alors que c'est Israël qui enfreint régulièrement les accords. »*

« UN GESTE »

Le premier ministre israélien, Ariel Sharon, qui exigeait que les quatre, ainsi que Fouad Choubaki, financier d'une cargaison d'armes saisie en mai 2001 par la marine israélienne, soient livrés à Israël pour lever le siège de la Mouqata'a n'en a pas démordu jeudi. Jugés ou pas, *« nous exigerons leur extradition pour les traduire en justice en Israël »*, a-t-il déclaré.

En revanche, un haut responsable américain a estimé que *« les Palestiniens semblent avoir pris des initiatives et des mesures qui apparaissent positives »*, et le ministre espagnol des affaires étrangères, Josep Piqué, dont le pays est président en exercice de l'Union européenne, a vu dans ce procès *« un geste »* dont il reste, selon lui, à vérifier la validité juridique. Le FPLP entend faire annuler le jugement.

Mouna Naïm

M. Sharon : l'UE a tort de légitimer M. Arafat

Jeudi 25 avril, le premier ministre israélien, Ariel Sharon, qui a eu une attitude particulièrement méprisante envers les Européens depuis des semaines, a renoué, à sa manière, les fils de la relation euro-israélienne. C'est devant les caméras de télévision qu'il a serré la main du haut représentant de l'Union européenne pour la politique extérieure et de sécurité commune, Javier Solana. Puis il a repris le registre de l'ironie, pour s'étonner de l'énergie de son hôte qui, malgré les problèmes que connaissent les Européens, trouve le temps de s'occuper du conflit israélo-palestinien. M. Sharon a estimé que les Européens ont tort de s'efforcer de légitimer Yasser Arafat parce que, selon lui, ils font reculer la paix. Il a réaffirmé sa promesse de ne pas attenter à la vie de M. Arafat, mais, rappellent des diplomates israéliens et européens, il n'a jamais pris l'engagement de respecter l'intégrité du complexe présidentiel palestinien de Ramallah. Cela veut dire qu'il se réserve le droit d'aller chercher de force les responsables de l'assassinat de l'ancien ministre israélien du tourisme, Rehavam Zeevi. – *(Corresp.)*

Le prince héritier saoudien met Washington en garde

WASHINGTON
de notre correspondant

La rencontre du président George W. Bush et du prince héritier d'Arabie saoudite, Abdallah Ben Abdel Aziz, jeudi 25 avril, a été l'occasion d'une sèche mise au point de la part de ce dernier. Selon son conseiller politique, Adel Al-Joubeir, le dirigeant de fait du royaume saoudien tenait à dire en face à M. Bush que son soutien au gouvernement israélien est jugé négativement dans tout le monde arabe. Le prince *« ne mâche pas ses mots, pas plus que le président »*, a dit M. Al-Joubeir, ajoutant : *« Si les Etats-Unis ne font pas davantage pour réduire la violence, cela aura des conséquences pour eux et pour leurs intérêts. »* Interprétant la pensée du prince Abdallah, son conseiller a affirmé que, laissé à lui-même, le premier ministre israélien, Ariel Sharon, *« va entraîner toute la région au bord du gouffre »*.

La « diplomatie du ranch », que M. Bush a voulu employer avec le prince Abdallah après l'avoir pratiquée avec le président russe, Vladimir Poutine, et le premier ministre britannique, Tony Blair, semble avoir eu un succès mitigé. A la différence de ses prédécesseurs à Crawford (Texas), le prince Abdallah n'y a pas passé la nuit. Ses entretiens avec son hôte ont duré cinq heures, dont deux en tête-à-tête, mais n'ont pas été suivis d'une conférence de presse commune. Le président s'est adressé seul aux journalistes, pour souligner l'importance que revêt à ses yeux la proposition de paix présentée par le prince Abdallah au sommet arabe de Beyrouth, le 28 mars. *« Cela a été une percée dans la situation au Proche-Orient »*, a-t-il affirmé.

DES CHEMINS DIFFÉRENTS

La proposition saoudienne prévoit un échange de relations normales de l'ensemble des pays arabes avec Israël, contre le retrait de ce dernier des territoires occupés en 1967. M. Bush a parlé à ce propos de *« vision partagée »* entre les Etats-Unis et l'Arabie saoudite. Il a souligné qu'il entend obtenir des Israéliens qu'ils se retirent de Cisjordanie. *« Je le lui ai dit clairement comme je le leur ai dit à eux »*, a-t-il assuré. Il s'est félicité des propos, rapportés à la presse par un autre porte-parole saoudien, Nail Al-Jaber, démentant que Riyad envisage d'employer l'arme du pétrole contre les Etats-Unis. *« Le pétrole n'est pas une arme. Le pétrole n'est pas un char. On ne peut pas tirer avec le pétrole »*, a déclaré M. Al-Jaber.

Jeudi matin, un article du *New York Times*, citant une source anonyme proche du prince Abdallah, suggérait que la rencontre de Crawford allait marquer une étape dans l'éloignement de l'Arabie saoudite vis-à-vis des Etats-Unis. Selon cette source, les Saoudiens estiment que M. Bush a pris une décision stratégique en choisissant d'accompagner la politique de M. Sharon. Dès lors, Washington et Riyad n'ont plus d'intérêts nationaux communs et vont suivre des chemins différents, *« économiquement, militairement et politiquement »*. Les propos tenus par M. Bush et par les porte-parole saoudiens, après les entretiens, n'ont pas confirmé ces menaces, mais l'opposition entre les deux pays au sujet de la politique israélienne est apparue nettement. Aucun progrès n'a été accompli sur la voie de la conférence internationale envisagée par le secrétaire d'Etat, Colin Powell, à la fin de sa mission dans la région.

Invité à Crawford, le prince Abdallah était rangé parmi ceux que l'administration Bush considère comme des partenaires stratégiques des Etats-Unis. Il ne s'est prêté qu'à demi à cette mise en scène, acceptant toutefois de faire avec M. Bush le rituel tour du propriétaire, dans le pick-up de ce dernier. Les deux hommes, a dit M. Bush, ont parlé campagne et famille : *« Nous avons établi un lien personnel fort »*, a assuré M. Bush.

Le dirigeant saoudien devait passer une partie de la journée de vendredi avec le premier président Bush, père de l'actuel. La guerre du Golfe a créé des liens solides entre la famille régnante saoudienne et George Bush père, moins proche des Israéliens, à l'époque, que ne l'est aujourd'hui son fils.

Ce dernier a voulu montrer l'importance que les Etats-Unis donnent à l'Arabie saoudite et au prince Abdallah en faisant venir à Crawford, outre M. Powell et la conseillère pour la sécurité nationale, Condoleezza Rice, le vice-président, Richard Cheney, le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, et le général Richard Myers, chef d'état-major interarmes. Cependant, face à M. Sharon et à l'émotion que ses initiatives provoquent dans le monde arabe, les dirigeants saoudiens n'ont pas tant besoin d'égards que de résultats politiques. M. Bush ne paraît guère en mesure de leur en procurer.

Patrick Jarreau

Une aide de 1,2 milliard de dollars

Les donateurs internationaux ont promis, jeudi 25 avril à Oslo, une aide de 1,2 milliard de dollars (1,4 milliard d'euros) aux autorités palestiniennes, 300 millions de dollars pour faire face à l'urgence humanitaire en Cisjordanie et 900 millions pour entamer la reconstruction de leurs infrastructures. La conférence des donateurs réunissait, entre autres, l'ONU, les Etats-Unis, l'Union européenne (UE), Israël, l'Autorité palestinienne, la Norvège et la Banque mondiale.

Selon cette dernière, l'Autorité palestinienne a besoin d'environ 2 milliards de dollars pour *« couvrir tous les besoins nécessaires »* en 2002. *« Nous avons besoin d'argent supplémentaire de la part d'autres donateurs »*, tels que le Japon ou des Etats membres de l'UE, a déclaré le ministre palestinien de la coopération internationale, Nabil Chaath, qui n'en est pas moins *« satisfait »* de ces premières promesses.

Le Fonds global contre le sida accorde ses premiers financements

Quarante programmes, dans 31 pays, vont recevoir quelque 420 millions d'euros sur deux ans

A L'ISSUE de trois jours de réunion à New York, le conseil d'administration du Fonds global contre le sida, la tuberculose et le paludisme a annoncé, jeudi 25 avril, ses premières subventions à des programmes de prévention et de traitement dans les pays les plus touchés. Quarante programmes, dans 31 pays, vont recevoir un total de 378 millions de dollars (420 millions d'euros) sur deux ans, dont la moitié (52 %) pour l'Afrique.

Les programmes de lutte contre l'infection par le VIH se taillent la part du lion : près de 60 % des fonds vont à des actions dirigées exclusivement contre le sida et 15 % à des programmes combinés contre le sida et la tuberculose ou le paludisme. Dix pour cent des financements seront dédiés à la lutte contre le paludisme et 16 % à celle contre la tuberculose.

Chaque année, à elles trois, ces maladies frappent 500 millions de personnes et sont responsables d'au moins 6 millions de morts, soit 10 % du total des décès dans le monde, comme le rappelle le rapport « Coordinates 2002 », publié par l'Organisation mondiale de la santé, l'Onusida et l'Unicef. Outre les quarante premiers programmes, le conseil d'administration du Fonds global a retenu une procédure rapide pour approuver, sous réserve de clarification technique, 18 demandes de subventions dans 12 pays, parmi lesquelles trois propositions concernant plusieurs pays. Ce volet représenterait un supplément de 238 millions de dollars, portant le total de la première vague de subventions à 616 millions de dollars sur deux ans.

FONDATION INDÉPENDANTE

« Le financement sur cinq ans de l'ensemble de ces programmes se montera à 1,6 milliard de dollars, précise le docteur Anders Nordström, chef de la division santé à l'Agence suédoise pour le développement et la coopération, qui a assumé les fonctions de directeur exécutif intérimaire du Fonds. *La poursuite du financement au-delà des deux premières années sera décidée au vu des résultats obtenus. »*

Lancé par une assemblée générale extraordinaire de l'ONU (*Le Monde* du 29 juin 2001), le Fonds a aujourd'hui le statut d'une fondation indépendante. Il s'est doté d'un petit secrétariat, basé à Genève, et d'un conseil d'administration. Dans ce dernier siègent sept représentants de pays en développement (Brésil, Chine, Nigeria, Ouganda, Pakistan, Thaïlande et Ukraine), autant pour les *« pays donateurs »* (Etats-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Suède et un pour la Commission européenne), deux délégués d'organisations non gouvernementales et deux personnes mandatées par le secteur privé (la Fondation Bill Gates et la firme Anglo-American PLC).

Lors de sa réunion du 22 au 24 avril, le conseil d'administration du Fonds a désigné comme directeur exécutif un Britannique, le docteur Richard Feachem, fondateur et directeur de l'Institut pour une santé globale et professeur à l'Université de Californie.

Le conseil d'administration du Fonds avait lancé, le 25 janvier, un appel à des propositions de financement : il en a reçu 385, émanant de 77 pays. Un groupe international de 17 experts, sous la houlette du Français Michel Kazatchkine, président de l'Agence nationale de recherche sur le sida, a examiné les *« plans élaborés par le biais de partenariats nationaux dans les pays sévèrement touchés ainsi que dans les régions où les épidémies prennent de l'ampleur »*. Le Fonds entendait soutenir *« aussi des plans des pays qui ont démontré le niveau d'engagement politique le plus élevé vers l'éradication de ces maladies »*.

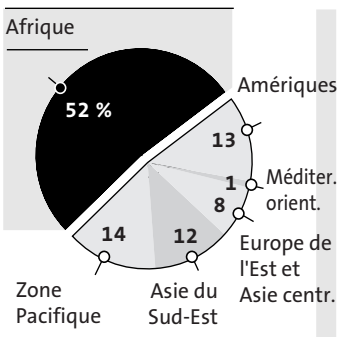
La doctrine officielle du Fonds est de couvrir *« la prévention, le traitement et la prise en charge, ainsi que l'appui relatif aux trois maladies »*. Dans la pratique, *« les traitements sont une priorité du Fonds »*, affirme Philippa Lawson, membre du conseil d'administration, où elle représente les personnes vivant avec le virus du sida.

Actuellement, le Fonds ne possède en banque que 200 millions de dollars sur les 1,9 milliard de dollars d'engagements déjà pris par les donateurs, une somme elle-même très en deçà du montant de 7 à 10 milliards de dollars annuels que ses créateurs estimaient indispensables. Néanmoins, le conseil d'administration est optimiste. *« C'est un départ réussi. Beaucoup de donateurs potentiels, publics et privés, attendent de voir si le Fonds est capable de fonctionner et les programmes d'être efficaces avant de s'engager »*, explique Philippa Lawson. Une deuxième vague d'appel à projets aura lieu avant la fin de cette année.

Paul Benkimoun

LES PREMIÈRES SUBVENTIONS

Répartition des aides, en %



Les 40 premières subventions sur deux ans représentent un total de 378 millions de dollars. A cela, devraient s'ajouter 18 autres programmes portant le total à 616 millions de dollars.

Source : Global fund

Esther, une coopération hospitalière

Les subventions annoncées par le Fonds global contre le sida, la tuberculose et le paludisme vont s'articuler avec d'autres sources de coopération et d'aide internationales. C'est le cas, par exemple, pour le Sénégal, où un accord-cadre franco-sénégalais a été signé à Dakar, le 12 avril, par Bernard Kouchner, ministre délégué à la santé, et son homologue sénégalaise Awa Coll-Seck. Inscrit dans l'initiative Esther (« Ensemble pour une solidarité thérapeutique hospitalière en réseau contre le sida »), ce premier accord réunit sept hôpitaux français et huit hôpitaux et centres de santé sénégalais pour des actions de formation, de renforcement des équipements et d'aide au traitement de nouveaux malades. Officiellement lancée le 9 avril par la France et quatre autres pays européens (Italie, Portugal, Espagne et Luxembourg), l'initiative Esther impliquera 19 pays du Sud et a reçu le renfort des Etats-Unis, qui ont annoncé, mardi 23 avril, par la bouche de leur ministre de la santé, Tommy Thompson, qu'ils s'engageaient aux côtés des Européens.

42 blessés dans l'explosion d'un immeuble à New York

M. ATC A. HERMANN/AP

NEW YORK. Une forte explosion, d'origine accidentelle selon le maire de New York, a partiellement détruit, jeudi 25 avril, un immeuble du centre de Manhattan *(photo)*, faisant 42 blessés, dont une dizaine grièvement atteints. Dans les secondes qui ont suivi l'explosion, vers 11 h 30, heure locale, plusieurs rues et avenues du quartier commerçant de Chelsea ont été bouclées. D'après le maire de la ville, l'origine de la déflagration est à rechercher dans le fait que des produits chimiques instables étaient stockés dans les locaux d'une entreprise fabriquant des enseignes. *« Il n'y a pour l'instant aucune raison de croire qu'il y a quoi que ce soit de suspect dans cette explosion »*, a-t-il indiqué à la presse, après s'être rendu sur les lieux.

Plus de sept mois après les attaques du 11 septembre, et alors que le FBI publie régulièrement des bulletins d'alerte terroriste, les équipes de détection de radiations et de gaz chimiques de la police de New York se sont immédiatement rendues sur place, mais ont ensuite quitté les lieux. – *(AFP, AP.)*

Un attentat à la bombe fait au moins 12 morts au Pakistan

MULTAN. Au moins 12 personnes, des femmes et des enfants, ont été tuées, et 30 autres blessées, vendredi 26 avril, à la suite de l'explosion d'une bombe de forte puissance au sein d'un rassemblement de la communauté chiite, dans le district de Bhakkar, à 500 kilomètres au sud-ouest d'Islamabad, au Pakistan. La bombe a explosé dans la zone réservée aux femmes et aux enfants. L'attentat, non revendiqué, pourrait être lié à la récente recrudescence des violences meurtrières entre sunnites, majoritaires au Pakistan, et chiites minoritaires.

Des centaines de personnes ont été tuées ces dernières années dans des violences interreligieuses au Pakistan. Le 26 février, des hommes armés avaient ouvert le feu contre une mosquée chiite de Rawalpindi (Nord), tuant 11 personnes et en blessant 14 autres. – *(AFP, AP.)*.

DÉPÊCHES

■ **IRLANDE : le premier ministre irlandais, Bertie Ahern,** qui est aussi le chef du parti Fianna Fail (centre droit), a annoncé, jeudi 25 avril, la convocation d'élections législatives anticipées pour le 17 mai. En dépit des deux référendums perdus sur la ratification du traité de Nice et le renforcement de la loi anti-avortement, M. Ahern semble bien parti, d'après les sondages, pour obtenir un nouveau mandat de cinq ans. – *(AFP, Reuters.)*

■ **TCHÉTCHÉNIE : les services secrets russes (FSB)** ont annoncé, jeudi 25 avril, qu'un commandant des forces tchétchènes, l'islamiste radical d'origine jordanienne, Omar Ibn al-Khattab, avait été tué. Omar Khattab aurait trouvé la mort lors d'une *« opération spéciale »* russe menée, fin mars, dans des montagnes de Tchétchénie. Le président russe, Vladimir Poutine, a toutefois semblé mettre en doute cette information. De son côté, un porte-parole de la présidence tchétchène a qualifié jeudi l'annonce russe de *« bluff »*. – *(Corresp.)*

■ **ALGÉRIE : Abdelouahab Boukezouha, un des plaignants,** devant la justice française, contre le général algérien à la retraite Khaled Nezzar, a annoncé, mercredi 24 avril, avoir décidé de retirer cette plainte. Résidant à Paris, M. Boukezouha avait dénoncé, il y a quelques jours, l'enlèvement, à Alger, de son fils, âgé de 22 ans, par des membres des services de sécurité, ce que les autorités ont démenti. La justice algérienne a toutefois confirmé avoir arrêté et placé en garde à vue le jeune homme, *« dans le cadre du démantèlement d'un groupe terroriste »*. – *(AFP.)*

■ **ÉTATS-UNIS : le Sénat américain, à courte majorité démocrate**, a adopté, jeudi 25 avril, par 88 voix contre 11, un programme d'énergie nationale destiné à réduire la dépendance pétrolière extérieure des Etats-Unis. Ce texte a éliminé le projet – cher au président George W. Bush et à ses alliés républicains – d'ouvrir le refuge naturel de l'Alaska à l'exploration pétrolière et gazière. – *(AFP.)*

Marc Shuttleworth, un nouveau « touriste » en visite dans la station spatiale

MOSCOU
de notre correspondante

Un millionnaire sud-africain de 28 ans, Marc Shuttleworth, s'est offert son *« rêve d'enfance »*, jeudi 25 avril, en décollant du cosmodrome de Baïkonour, au Kazakhstan, à bord d'un vaisseau Soyouz TM34. Destination : la station spatiale internationale, où il doit séjourner une semaine, avant de revenir sur Terre le 5 mai. Pour la somme de 20 millions de dollars (22,2 millions d'euros), Marc Shuttleworth devient ainsi le deuxième « touriste spatial » au monde, après l'Américain Dennis Tito, qui avait effectué son vol en avril 2001.

Des millionnaires occidentaux au secours de la science russe ? La base de Baïkonour et le programme spatial russe manquent cruellement de fonds depuis la chute de l'URSS. Mais, quelques jours avant le décollage de Marc Shuttleworth, un responsable de Baïkonour relativisait les retombées de ce nouveau tourisme de luxe. *« Nous n'avons pas encore ressenti de changements radicaux »* dans les financements, regrettait-il. *« Six lancements sont prévus cette année. A l'époque soviétique, certaines années, nous effectuions 25 lancements. »* Baïkonour est loué au Kazakhstan par la Russie. C'est l'endroit d'où décollent tous les vols habités depuis celui du premier cosmonaute de l'histoire, Iouri Gagarine, en avril 1961.

UN « GARS ORDINAIRE »

Marc Shuttleworth se présente, lui, comme un *« gars ordinaire »*. Il a suivi un entraînement de huit mois à la Cité des étoiles, à Moscou, et une semaine de formation au Centre spatial Johnson de la NASA, à Houston, aux Etats-Unis. Depuis l'âge de cinq ans, a-t-il raconté, il rêvait de l'espace. Ce grand brun souriant, originaire de la ville du Cap, est un heureux gagnant du boom de l'Internet. Il a fait fortune en créant, dans le garage de ses parents, une start-up qui sécurise les paiements par carte de crédit sur la Toile. L'affaire a été rachetée par un groupe important pour la somme de 500 millions de dollars.

La mission du Soyouz TM34, baptisée « Marco Polo », doit durer dix jours. Elle a pour but principal d'arrimer à la station spatiale un vaisseau qui pourrait servir de capsule de secours pour les équipages. Le jeune Sud-Africain a indiqué qu'il effectuerait aussi des expériences biologiques dans l'espace.

Dans sa combinaison blanche, il avait l'air un peu nerveux, quelques instants avant le décollage. Il était entouré de membres de sa famille, venus à Baïkonour. Les autres membres de l'équipage sont un Russe, le cosmonaute expérimenté Iouri Gidzenko, et un Italien, Roberto Vittori, qui effectue lui aussi son premier vol.

Lorsque Dennis Tito était devenu le premier voyageur payant dans l'espace, la NASA avait émis quelques objections, estimant qu'il n'était pas assez préparé et qu'il gênerait le bon déroulement de l'expédition. Le voyage de Marc Shuttleworth, qui devait atteindre samedi matin la station spatiale, semble avoir fait l'objet d'une meilleure concertation entre Américains et Russes.

Natalie Nougayrède

L'Iran reste écarté des grands projets pétroliers de la mer Caspienne

Malgré l'opposition des Etats-Unis, Téhéran souhaite un oléoduc avec le Kazakhstan alors que le partage des gisements n'est toujours pas réglé

ALMATY (Kazakhstan)
de notre envoyée spéciale

C'est une tournée de *« bon voisinage »* que le président iranien, Mohammad Khatami, a entamé en Asie centrale, une région où la présence militaire américaine n'a fait que se renforcer depuis le 11 septembre, avec l'installation de bases militaires en Ouzbékistan et au Kirghizstan. Hôte, les 24 et 25 avril, du président du Kazakhstan, Noursoultan Nazarbaev, M. Khatami n'a pas caché la *« préoccupation »* que lui inspire la présence américaine dans la région. *« Nos peuples sont capables de réguler eux-mêmes leurs problèmes »*, a-t-il estimé lors d'une conférence de presse, le 24 avril, à Almaty.

Il n'a toutefois pas soufflé mot de la première étape de sa tournée : Achkhabad, la capitale du Turkménistan, où, les 22 et 23 avril, s'est tenu un sommet sur le partage des ressources de la Caspienne, une mer fermée, riche en hydrocarbures et en caviar, disputée par les cinq pays qui la bordent. Et pour cause. Repoussé à maintes reprises depuis un an, le sommet d'Achkhabad, même s'il a réuni pour la première fois les cinq chefs d'Etat concernés, n'a pas laissé entrevoir la moindre avancée sur le dossier.

Celui-ci est en souffrance depuis l'éclatement de l'URSS en 1991. L'émergence, alors, de trois nouveaux Etats (Azerbaïdjan, Kazakhstan, Turkménistan) sur le pourtour caspien allait rendre caducs les accords de 1970 sur le partage de cette mer entre l'URSS et l'Iran.

Ces dix dernières années, les pays riverains ont été incapables de s'entendre sur un nouveau partage, malgré la découverte de gros gisements pétroliers – comme celui de Kashagan, dans les eaux kazakhes, le cinquième au monde. Leur mise en exploitation va hisser la région au rang d'acteur pétrolier non négligeable, avec une production estimée pour 2010 à près de 4 millions de barils par jour, soit l'équivalent de ce que produit la Norvège.

En réalité, les incertitudes sur le statut de cette mer n'empêchent pas l'exploitation de nombreux champs off-shore, principalement dans les eaux territoriales du Kazakhstan et de l'Azerbaïdjan. Ces deux Etats sont récemment parvenus à un accord avec la Russie sur la délimitation de leurs secteurs respectifs (et des champs de brut qui s'y trouvent) calculée d'après la longueur de leurs côtes.

L'Iran a protesté contre ces arrangements bilatéraux et a menacé, lors du sommet d'Achkhabad, de bloquer les activités pétrolières en mer Caspienne. La République islamique et le Turkménistan souhaitent un partage à égalité entre les cinq pays. Car l'Iran ne compte que pour 13 % de la longueur des côtes, alors que, avec un partage à égalité, 20 % de la Caspienne lui reviendraient avec en prime un champ pétrolifère contesté entre Téhéran et Bakou.

C'est ce champ (Alborz selon les Iraniens) qui a été au centre d'un incident entre l'Iran et l'Azerbaïdjan, en juillet 2001, lorsqu'un navire de guerre iranien avait chassé un bateau affrété par BP qui prospectait sur le site. Par ailleurs, l'Azerbaïdjan et le Turkménistan se disputent la propriété d'un autre gisement, source de frictions permanentes entre les deux pays.

UNE AUTRE PRIORITÉ

Toutefois pour l'Iran, dont les gisements de brut sont situés plus au sud, dans le Golfe, la Caspienne ne présente pas un grand intérêt, le secteur iranien ne contenant pas de réserves majeures. Ce pays n'est donc pas aussi pressé que le Kazakhstan – la puissance pétrolière locale – de voir se régler la question du statut.

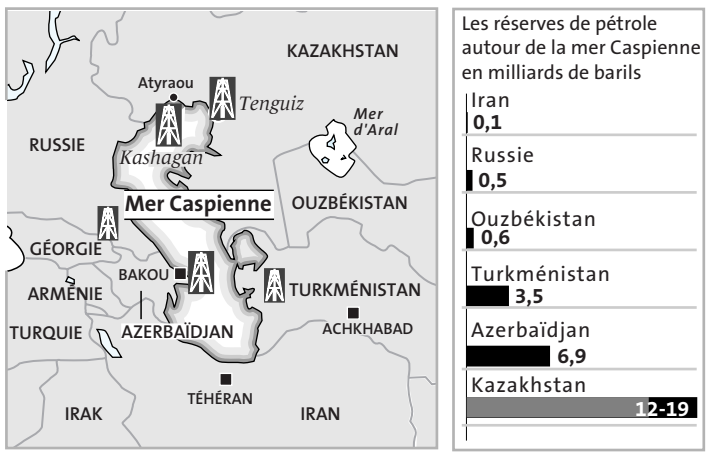
Or l'intransigeance iranienne sur ce dossier recouvre une autre priorité, maintes fois énoncée par le président Khatami en visite à Almaty, celle de *« la construction dans un futur proche d'un nouvel oléoduc entre le Kazakhstan et l'Iran. »* Les réserves du gisement off-shore de Kashagan sont si importantes que trois oléoducs ne seront pas de trop.

Dans un premier temps (à l'horizon 2005), la production transitera par l'oléoduc CPC, qui relie aujourd'hui le port kazakh d'Atyrau, proche du champ on-shore de Tenguiz, au port russe de Novorossiisk, sur la mer Noire. Plus tard, elle pourra aussi emprunter le Bakou-Ceyhan, projet cher à Washington dont la construction doit commencer en juin 2002. Un troisième oléoduc, *« le plus sûr, le plus économique et le plus court »*, a assuré M. Khatami, pourrait transporter, via le Turkménistan, le pétrole kazakh vers le nord de l'Iran.

Favorisée par nombre de *« majors »* dont Totalfina Elf, cette voie iranienne a-t-elle une chance de voir le jour ? De plus en plus souvent évoqué par les officiels kazakhs, sera-t-elle du goût des Etats-Unis dont l'influence croît dans la région ? Le président Bush, avant d'inclure l'Iran dans l'*« axe du Mal »*, avait pris soin de faire reconduire, dès l'été 2001, le régime de sanctions à l'encontre de sociétés désireuses de commercer avec la République islamique. Le résultat est que celle-ci reste à ce jour écartée des principaux projets de développement énergétique de l'Asie centrale.

Marie Jégo

UNE PRODUCTION DE 4 MILLIONS DE BARILS PAR JOUR VERS 2010



Source : Agence internationale de l'énergie

SOCIÉTÉ

URBANISME

Combattre les **PHÉNOMÈNES DE SÉGRÉGATION** par un brassage des groupes sociaux : l'objectif a sous-tendu toutes politiques urbaines depuis la Libération. Mais cette stratégie se heurte souvent à de nombreuses difficultés. A Mâcon, l'équipe municipale et les différents intervenants sociaux se sont, des années durant, acharnés, en vain, à empêcher que **« LA RÉSIDENCE »,** une copropriété de 288 logements construite à la fin des années 1950, et dans laquelle une importante communauté turque avait élu domicile, ne devienne un « ghetto ». **UN « INDICE »** de mixité sociale permettant de cartographier la composition des quartiers, souhaité par Mme Lienemann, secrétaire d'Etat au logement, est sur le point de voir le jour. Le paramètre de « mixité sociale » est dorénavant l'un des **MOTIFS DE REFUS** possibles pour l'attribution d'un HLM.

Les pièges et les écueils des politiques de mixité sociale

La prise en compte de critères ethniques, destinée au départ à empêcher la constitution de « ghettos », se heurte bien souvent à la résistance des habitants et à l'indignation d'associations qui y voient le risque de pratiques discriminatoires dans l'attribution des logements

MÂCON (Saône-et-Loire)
de notre envoyé spécial

C'est une petite fable édifiante. L'histoire d'une copropriété de 288 logements, dont les rebondissements résument les espoirs et les pièges de la mixité sociale. Le rêve d'une équipe municipale, soucieuse de résorber le principal *« ghetto »* de la ville, mais contrainte de baisser les bras devant les obstacles récurrents.

Construite à partir de la fin des années 1950, La Résidence, sise entre l'ancienne voie ferrée Paris-Lyon et une cité HLM, avait plutôt fière allure. Les premiers occupants appréciaient ces *« beaux immeubles »*, rapporte Pierre Bouchacourt, dans son mémoire de maîtrise d'histoire consacré au site. Une décennie plus tard, les premières lézardes apparurent. La cité connut deux hémorragies massives de résidents, vite comblées par l'arrivée de nouveaux locataires, beaucoup plus modestes bien souvent. La copropriété affronta, dans le même temps, des crises à répétition. L'entretien des immeubles en pâtit.

Dès le début des années 1970, le syndic et plusieurs copropriétaires interpellèrent le maire puis le préfet pour se plaindre de *« la dégradation continuelle et progressive de la copropriété* (...) ». Ceux-ci estimèrent ne pas avoir à s'immiscer dans les affaires d'une copropriété, univers privé par excellence. Livrée à elle-même, « La Résidence » connut des désordres grandissants : ascenseurs en panne, infiltrations d'eaux pluviales, chaufferie à bout de souffle. La population, elle, changea peu à peu du tout au tout.

« Je suis arrivé ici en 1979, à l'âge de six ans, raconte Murat Köse, président de la régie de quartier. *A l'époque, plusieurs communautés coexistaient : des Portugais, des Arabes... Et puis, progressivement, il y a eu de plus en plus de Turcs. »* Au début des années 1990, ils représentaient environ 70 % des résidents de la cité. Ces familles recréèrent un mode de vie campagnard qui empruntait beaucoup à celui de leur région d'origine avec des liens familiaux et communautaires extrêmement forts, des femmes et des fillettes souvent coiffées d'un voile.

NICOLE ESCHMANN / LA RÉSIDENCE

La photographe mâconnaise Nicole Eschmann a, pendant un an, observé la communauté turque de la Résidence, à Mâcon. Cette photographie (prise à la Résidence avant sa rénovation) est l'une des 60 qu'elle a exposées fin 1995-début 1996 dans sa ville. Son travail, « Mémoire de quartier », a obtenu le 2e prix Henri-Vincenot dans le cadre du Mois de la photo de Talant en 1995.

Les collectivités publiques décidèrent alors d'intervenir. *« Le sujet était devenu politique*, explique François Rysto, alors chef de projet dans le cadre d'une convention de quartier. *Quatre immeubles de huit étages dans un tel état de délabrement, ça ne passait plus. Et puis la communauté turque était très visible. A Mâcon, les gens disaient de "La Résidence" que c'était "une verrue" ou que cela s'apparentait à "Chicago". C'était d'ailleurs loin d'être le cas car le contrôle social exercé par la population était si fort que la délinquance était inexistante ou presque. »*

La cité fut donc inscrite dans diverses formules des politiques urbaines : *« site-pilote d'intégration »*, *« contrat de ville »*... La municipalité – *via* une société d'économie mixte – et un groupe immobilier privé rachetèrent des dizaines d'appartements pour prendre le contrôle de la copropriété et engager la réhabilitation du quartier. Celle-ci fut mise en œuvre en 1995 dans le cadre d'une *« opération programmée d'amélioration de l'habitat »* (OPAH), qui associait l'Etat, la ville, le syndic et l'ANAH (Agence nationale d'amélioration de l'habitat).

Le projet ne se réduisait pas aux immeubles. Il cherchait aussi à transformer le *« peuplement »* de la cité, pour qu'il tende *« vers une plus grande mixité, tant en terme de niveau social que d'origine »*, précisait la convention d'OPAH. *« Nous voulions organiser la diffusion volontaire de la population turque à travers la région,* explique François Rysto. *Le désir de quitter le quartier était très répandu, chez les jeunes notamment. Ils voulaient échapper au poids de la famille. »*

« LA VOLONTÉ EXISTAIT »

La rénovation des immeubles eut lieu sans trop de heurts. La *« politique de peuplement »,* elle, fut confiée à une petite équipe dite de *« maîtrise d'œuvre urbaine et sociale »* (MOUS). Sa mission ? Identifier les familles turques qui souhaitaient déménager, trouver des logements, etc. L'office municipal HLM Mâcon Habitat et la « Régie Lamartine », qui assure la gestion locative de la plupart des appartements de La Résidence, s'engagèrent à reloger des candidats au départ : pour la seule année 1998, une trentaine de ménages devaient être accueillis dans le patrimoine de l'office et dans le parc privé.

L'opération fut très délicate à mettre en œuvre. Les travailleurs sociaux devaient œuvrer au relogement d'un groupe d'étrangers bien précis. Et si des Portugais ou des Algériens voulaient partir ? *« Je leur répondais que la politique de peuplement visait à favoriser le départ des familles turques,* raconte Bernadette Vittenet, assistante sociale. *Ce n'était pas très confortable comme position. Alors j'aidais quand même ces ménages dans leurs démarches... »*

« UNE BONNE IDÉE »

De plus, les Turcs pouvaient se montrer rétifs à quitter la cité. *« En améliorant le cadre de vie, en travaillant sur le lien social, nous avons d'une certaine manière renforcé la cohésion de cette communauté,* analyse Michel Nové-Josserand, alors chef de projet sur le quartier La Chanaye-Résidence. *Les familles se sentent en sécurité ici. »* Et elles n'ont parfois plus tellement envie de s'en aller.

Enfin, certains partenaires de l'opération n'ont pas fourni l'effort escompté. *« La Régie Lamartine a fait tout ce qu'elle a pu. En revanche, nous avons très vite constaté qu'il y avait un blocage énorme de la part de l'office HLM »,* poursuit Michel Nové-Josserand. *« Mâcon Habitat n'était pas favorable à accueillir des populations turques dans son patrimoine*, renchérit Jean-Claude Pelletier (MDC), ancien *« élu référent »* du sud de Mâcon et ex-adjoint au précédent maire de la ville chargé des sports. *Ce n'était pas dit explicitement, mais nous voyions bien que les dossiers ne suivaient pas. » « La volonté politique a manqué, sans doute parce qu'existait la crainte de voir les Turcs recréer la même chose qu'à "La Résidence" »*, ajoute Jean Juillard-Pinsard (PRG), lui aussi ancien *« élu référent »* du sud de Mâcon et ex-conseiller municipal délégué à l'emploi des jeunes. Cette appréhension était si forte que Mâcon Habitat demanda, dans quelques cas, des petites enquêtes sociales *« qui appréciaient la capacité des familles à s'intégrer »*, rapporte Hervé Reb, chef de projet à la MOUS. Christian Hamonic (PS), ancien premier adjoint du précédent maire et ex-président de Mâcon Habitat, reconnaît que le bilan de l'opération n'est *« pas brillant ». « La volonté existait*, plaide-t-il, *mais nous avons dû y aller au compte-gouttes, pour ne pas provoquer de déséquilibres. Parfois, quand nous annoncions qu'une famille turque allait être relogée dans tel immeuble, plusieurs locataires de cet immeuble déclaraient qu'ils voulaient en partir. »*

Combien de familles turques ont, au final, été relogées ? D'après les décomptes établis par la MOUS entre le début de l'année 1996 et la fin novembre 1999, 65 ont changé d'appartement. Mais environ la moitié de ces déménagements se sont effectués... à l'intérieur même de « La Résidence ». Souvent des jeunes qui avaient quitté le domicile de leurs parents. Sur la période, Mâcon habitat a accueilli cinq ménages turcs dans son patrimoine. *« Je crois que l'office HLM en a pris 4 autres en 2000 »*, précise Hervé Reb. Quoiqu'il en soit, à la fin 2000, quelque 170 appartements étaient toujours occupés par des familles turques.

Pour Murat Köse, disperser la population turque *« était une bonne idée ». « Dommage que ça n'ait pas suivi dans le concret*, enchaîne-t-il. *Beaucoup avaient fondé un espoir là-dessus. ». « Nous n'aurions pas dû nous lancer seuls dans cette entreprise*, confie Christian Hamonic. *Il aurait fallu traiter la question au niveau des communes de la région, voire au-delà. »* A terme, pense-t-il, « La Résidence » devra sans doute être démolie.

Bertrand Bissuel

Un objectif proclamé depuis la Libération

Dans une note consacrée aux discriminations dans le parc HLM (*Le Monde* du 15 mai 2001), le Groupe d'étude et de lutte contre les discriminations (GELD) rappelle que la volonté de brasser les groupes sociaux sous-tend les politiques urbaines depuis la Libération.

A partir du milieu des années 1980, l'objectif est proclamé dans plusieurs textes législatifs et réglementaires. La loi Besson de mai 1990, sur la mise en œuvre du droit au logement, évoque *« la nécessaire diversité de la composition sociale de chaque quartier, de chaque commune et de chaque département »*. La loi d'orientation sur la ville (LOV) de juillet 1991 entend combattre les ségrégations urbaines en panachant les formes d'habitat à l'échelle des agglomérations. Enfin, l'appellation est consacrée par deux textes-phares de la gauche plurielle : la loi de juillet 1998, dite de *« lutte contre les exclusions »*, et celle de décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU).

Pour lutter contre la ségrégation sociale un indice statistique pourrait évaluer les quartiers

Le revenu, la composition du ménage et l'âge seraient pris en compte

POUR COMBATTRE les phénomènes de ségrégation urbaine, il faut d'abord les déceler. C'est, en teneur, ce que disait, il y a près d'un an, Marie-Noëlle Lienemann après la publication d'une *« note »* du GELD sur les discriminations dans l'habitat social (*Le Monde* du 15 mai 2001). A l'époque, la secrétaire d'Etat au logement souhaitait la création d'*« un indice de la mixité sociale qui pourrait être établi par quartiers, par territoires et par organisme*s [HLM] ». Dans son esprit, il s'agissait à la fois de connaître le profil des habitants et, à partir de ce diagnostic, de *« voir comment rétablir les équilibres nécessaires là où, manifestement, les logiques de ségrégation prennent le pas sur l'intégration ».*

Le vœu formé en 2001 est en train de prendre tournure. Au cours d'un colloque organisé le 12 avril par SOS-Racisme à l'Assemblée nationale, Benoît Filippi, directeur de l'Atelier d'études des marchés de l'habitat (Athema), a dévoilé son projet *« d'indicateurs locaux de mixité sociale »*. La méthode d'analyse qu'il est en train de mettre au point à la demande de Mme Lienemann vise à cartographier les différenciations sociales à l'aune de trois critères : le revenu, la composition du ménage et l'âge de la *« personne-référence »*.

Elle permettra de connaître le profil des occupants au niveau des quartiers et au niveau des différents parcs de logements. Elle étudiera tout particulièrement les ménages qui se sont installés, au cours des trois dernières années, dans tel ou tel quartier, de manière à relever d'éventuels phénomènes de polarisation. Enfin, elle s'attachera à mesurer la *« contribution »* des organismes HLM à la mixité sociale. A partir du mois de mai, une expérimentation devrait être conduite dans cinq aires urbaines : Brest fait d'ores et déjà partie des agglomérations candidates. Les premiers enseignements de cette opération seront en principe communiqués d'ici à la mi-juillet.

« TABLEAU DE BORD »

Paul-Louis Marty, délégué général de l'Union nationale des HLM, n'est pas hostile à la démarche. Mais il estime que les critères retenus par Benoît Filippi pourraient bien se montrer insuffisants. Il est dommage, par exemple, que la nationalité ne figure pas dans le *« tableau de bord »*. Certes, le maniement de ce critère pose de redoutables problèmes car il peut servir à des *« usages dangereux »*, affirme Paul-Louis Marty. Mais son absence risque aussi d'obérer l'analyse : comment peut-on étudier la présence et la répartition des étrangers dans le parc HLM ? Comment mettre en évidence d'éventuels phénomènes discriminatoires dont pourraient être victimes des candidats issus de l'immigration ?

Benoît Filippi a évidemment conscience que ce paramètre important manque – l'information n'est pas disponible dans le fichier du ministère de l'équipement à partir duquel le directeur de l'Athema va travailler. *« Cela étant,* précise-t-il, *les revenus sont un facteur nettement plus important que la nationalité pour expliquer les phénomènes ségrégatifs dont pâtissent les étrangers. Ce qui ne signifie pas pour autant que celle*-ci *doit être négligée. »*

En principe, les indicateurs de mixité doivent guider l'action des pouvoirs publics et des bailleurs, par exemple pour planifier la production de HLM dans le cadre de l'application de la *« loi SRU »* (qui oblige certaines communes à compter 20 % de logement sociaux sur leur territoire). Mais il faut bien voir, met en garde Paul-Louis Marty, que le remodelage du parc s'accomplit à pas comptés. *« Supposons – hypothèse d'école – qu'à terme, nous construisions 80 000 logements et que nous en démolissions 30 000 par an. Rapportés au volume actuel de notre patrimoine – 3,7 millions de logements –, ces chiffres montrent la lenteur des transformations* [de l'habitat social]. » Autrement dit, la correction des disparités prendra du temps pour être palpable.

B. Bi.

Des règles contre les discriminations

● **Accès au logement**. La loi de modernisation sociale du 17 janvier introduit de nouvelles dispositions pour combattre les discriminations dans la mise en location de logements. Tout refus fondé sur la nationalité, les origines ethniques, le patronyme, la religion ou l'apparence physique est proscrit. Il est désormais interdit de réclamer une photo d'identité pour établir un contrat de location. De plus, les bailleurs ne peuvent plus exiger que la caution soit apportée par une personne de nationalité française.

● **Nationalité et pays d'origine**. Un organisme HLM ne peut pas réclamer n'importe quelles informations à des demandeurs de logement.
Dans une délibération du 20 décembre 2001, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a rappelé les *« données nominatives »* qu'un bailleur social est en droit de recueillir auprès d'un candidat-locataire : la nationalité et le lieu de naissance en font partie.
En revanche, le *« pays d'origine »* est rigoureusement proscrit.

Un nouveau motif de refus pour les offices HLM

Une demande peut légalement être écartée au nom de la « mixité »

LE FORMULAIRE prévoyait six motifs de refus : *« loyer trop élevé »*, *« suroccupation »*, *« présentation de documents non conformes »*... Mais il en manquait un, que le signataire du procès-verbal a dû ajouter à la main : *« Mixité sociale »*. C'est cette raison-là qu'a invoquée une société d'économie mixte de la Ville de Paris pour rejeter le dossier de Sambaké, candidat à la location. La décision remonte au 11 avril 2000 et a été approuvée par 6 voix contre 1.

Aujourd'hui, une demande de HLM peut être écartée au nom de la mixité sociale. Même si le concept n'a jamais été clairement défini, les organismes HLM sont tenus, désormais, de traiter les dossiers de candidature à l'aune de cet objectif. La loi du 29 juillet 1998 dite *« de lutte contre les exclusions »* leur demande, en effet, de *« veiller »* à ce paramètre lorsqu'ils attribuent un logement. Comment procèdent-ils ? *« C'est une réflexion qui se déroule au niveau de la commission d'attribution »*, explique Jean-Pierre Paret, directeur général de la Logirem.

En juin 2000, cette SA d'HLM, basée à Marseille (Bouches-du-Rhône), avait refusé une candidature en prétextant, notamment, sa *« non-concordance avec les objectifs de mixité sociale »*. Il s'agissait, en l'espèce, d'une veuve vivant avec le RMI et élevant quatre enfants, que les services de la préfecture proposaient de reloger dans un appartement de la Logirem situé en zone sensible. D'après Jean-Pierre Paret, la famille concernée rencontrait des *« problèmes »* ; plusieurs enfants étaient suivis par les services sociaux ou judiciaires. *« Il paraissait délicat »* d'accueillir cette famille dans un quartier connu pour être le lieu de nombreux *« trafics »*, explique-t-il. Elle risquait de ne pas y trouver *« les conditions requises pour une insertion réussie ».*

« MOTIVÉE EN FAIT ET EN DROIT »

La candidate « éconduite » a saisi le Tribunal de grande instance (TGI) de Marseille. Mais celui-ci a donné raison à la Logirem. Dans un jugement rendu le 21 décembre 2000, il a, en effet, estimé que la mixité sociale constituait un *« critère subjectif »* qui entre en ligne de compte dans l'examen d'une demande. Dans le cas d'espèce, la *« position »* de la Logirem *« n'a pas été arrêtée selon des critères discriminatoires par rapport à la situation de la famille* (...) *mais bien eu égard à l'appréciation du contexte social dans lequel se trouve le logement sollicité ».* La *« décision* [du bailleur était donc] *parfaitement motivée en fait et en droit »*, a conclu la première chambre civile du TGI.

Lors d'un colloque organisé le 12 avril par SOS-Racisme, Bernard Lacharme, le nouveau secrétaire général du Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées, s'inquiétait de cette nouvelle forme de refus. D'après lui, la mixité sociale entre parfois en contradiction avec le droit au logement et empêche que celui-ci soit mis en œuvre. Dans ces cas-là, estime-t-il, il faut privilégier le second principe.

En outre, la mixité est parfois entendue dans une acception très large, qui englobe implicitement des critères de nationalité ou d'origine. Au cours d'un autre colloque organisé en octobre 2001 par plusieurs associations, Bernard Lacharme exposait les difficultés des familles originaires d'Afrique subsaharienne pour trouver un toit. Il est déjà arrivé, racontait-il, qu'*« un couple de salariés avec un seul enfant se* [voit] *refuser un logement au titre de la mixité sociale, parce que* [ce dernier] *était dans une zone urbaine sensible ». « Je crois qu'il y a eu un dévoiement,* ajoutait-il. *Si, aujourd'hui, la mixité sociale s'avère être un obstacle à l'intégration, je crois qu'il faut chercher d'autres solutions* (...). »

Ces propos rejoignent l'analyse développée par le Groupe d'étude et de lutte contre les discriminations (GELD) dans sa note sur les phénomènes ségrégatifs qui sont à l'œuvre dans l'habitat social (*Le Monde* du 15 mai 2001). Pour diversifier le peuplement des quartiers, des logements HLM sont parfois attribués en prenant en compte l'origine des candidats. De telles pratiques contribuent *« à fermer une partie du parc* [social] *aux immigrés »*, d'après le GELD.

B. Bi.

Crime de Castellar: un nouveau suspect désigné au procès

BEP/P. BAR/NICE MATIN

L'AVOCAT GÉNÉRAL a désigné, jeudi 25 avril, un nouveau suspect pour le meurtre de Pierre Leschiera *(photo)*, le berger assassiné de coups de fusil de chasse le 17 août 1991 à Castellar (Alpes-Maritimes). Il a demandé le renvoi du procès d'Alain Verrando, un maçon de 53 ans jugé depuis lundi (*Le Monde* du 24 avril 2002), mais la cour d'assises des Alpes-Maritimes a refusé vendredi matin. Onze ans ans après les faits, et alors que le procès avait déjà été renvoyé, le 6 novembre 2000, faute d'experts, l'avocat général Mario Agneta souhaitait interrompre le procès *« pour permettre au ministère public d'ouvrir une information judiciaire pour assassinat contre Jérôme Verrando »*, le neveu de l'accusé. Le parquet s'appuie sur les nouvelles conclusions d'experts qui ont relevé des *« traces caractéristiques de résidus de tirs »* sur les mains du neveu. *« Il m'est difficile de juger Alain Verrando et de laisser Jérôme Verrando de côté. Pour une bonne administration de la justice, je ne peux pas juger Alain Verrando en l'état »*, avait déclaré l'avocat général.

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE : après l'acquittement de Patrick Dils** par la cour d'assises d'appel des mineurs du Rhône, mercredi 24 avril, le dossier concernant les meurtres d'Alexandre Beckrich et Cyril Beining, deux garçons de 8 ans assassinés à coups de pierres en 1986 à Montigny-les-Metz (Moselle), devrait être renvoyé prochainement devant le parquet de Metz. Me Jean-Marc Florand, avocat de la famille Dils, entend réclamer pour elle 2,3 millions d'euros de dommages-intérêts, dont 1,5 pour l'ex-apprenti cuisinier.

■ **L'épouse de Jean-Baptiste Jérome Colonna a été mise en examen jeudi 25 avril** pour abus de bien sociaux et écrouée à la maison d'arrêt de Borgo (Haute-Corse). Arlette Colonna avait été convoquée mardi 23 avril par le juge Jean-Michel Gentil dans le cadre d'une information portant sur un emploi fictif présumé dont son mari *« Jean-Jé »* aurait bénéficié dans deux sociétés qu'elle gère. Son mari ne s'était pas rendu à cette même convocation.

■ **Loïc Vollet, directeur régional de l'agence immobilière Lamy, a été reconnu coupable de discrimination** à la location par le tribunal correctionnel de Toulouse (Haute-Garonne), jeudi 25 avril, et a été condamné à payer une amende de 3 000 euros. La société de gestion Lamy avait refusé de louer un appartement à un expert-comptable de nationalité sénégalaise, estimant qu'il n'apportait les mêmes garanties de solvabilité qu'un Français (*Le Monde* du 2 mars).

■ **ATTENTAT : une explosion criminelle a endommagé,** dans la nuit du jeudi 25 avril au vendredi 26 avril, le domicile du maire RPR de La Ciotat (Bouches-du-Rhône), Patrick Boré, sans faire de victime. La charge explosive avait été placée sur la terrasse. Le 18 février, le directeur de la communication de la ville, Gilbert Malapert, avait été blessé par balles au volant de sa voiture.

Nadir Sedrati comparaît pour le meurtre présumé de trois anciens codétenus dont il aurait usurpé l'identité

Cet homme de 64 ans, déjà condamné plusieurs fois pour vols, contrefaçons, escroqueries, reconnaît avoir « pris leurs papiers » à des dizaines de personnes mais jure n'avoir jamais tué

COUR D'ASSISES DE MEURTHE-ET-MOSELLE
1er jour d'audience

NANCY
de notre envoyé spécial

Nadir Sedrati, 64 ans, est un *« escroc »*, un *« fabulateur »*, un *« manipulateur »*, un *« menteur »*. Il le revendique haut et fort. Son casier judiciaire comporte déjà une quinzaine de condamnations, pour vols, contrefaçons, escroqueries et usurpations d'identité. Il ne renie rien de ce passé, qu'il évoque même avec un certain orgueil.

Mais, jeudi 25 avril, devant la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle, Nadir Sedrati doit répondre de faits autrement plus graves : l'assassinat de trois hommes, trois anciens codétenus rencontrés au gré de ses incarcérations au centre de détention de Saint-Mihiel (Meuse). L'accusation le soupçonne d'avoir tué puis découpé en morceaux Hans Gassen, un ressortissant allemand, et Gérard Steil, tous deux disparus à leur sortie de prison. De mai à novembre 1999, des restes humains ont été remontés du canal de la Marne au Rhin, dans la région nancéienne, identifiés comme étant ceux des deux victimes présumées de Nadir Sedrati. Le corps du troisième homme, Norbert Ronfort, également disparu à sa sortie de prison, n'a jamais été retrouvé. Un point commun relie toutes ces affaires : à chaque fois, Nadir Sedrati a usurpé, ou tenté d'usurper, l'identité des trois victimes. Pour l'accusé, cela ne prouve rien. *« Un escroc, c'est un malin, un manipulateur, mais c'est pas un tueur,* affirme-t-il devant ses juges. *Je n'avais pas besoin de tuer pour des papiers ou de l'argent. »*

Il y a pourtant des précédents troublants. Déjà, en 1985, il comparaissait devant la cour d'assises de Charente-Maritime pour répondre de faits similaires sur la personne d'André Gachy, un enseignant rencontré en hôpital psychiatrique et disparu depuis mai 1982. En 1994, il était de nouveau inquiété dans une affaire concernant la disparition, dans le Val-de-Marne, d'un sexagénaire, Léon Krauss, dont il a utilisé pendant plusieurs mois les papiers d'identité. Mais Nadir Sedrati a des arguments sérieux à faire valoir. Il a été acquitté au bénéfice du doute dans la première affaire et a bénéficié d'un non-lieu pour la seconde. Et pour renforcer encore sa bonne foi, il montre du doigt une autre de ses victimes, présente dans le prétoire. *« Joël Royer, je lui ai pris ses papiers, mais je l'ai pas tué, il est là,* dit-il. *Philippe Grossiord, c'est pareil, il va venir témoigner, je lui ai pris son identité et il est toujours vivant. Des identités, j'en ai pris dix, vingt, cinquante. J'ai un passé très lourd mais je n'ai jamais été violent, je n'ai jamais tué quelqu'un, je n'ai jamais porté de couteau sur moi. »*

Nadir Sedrati se défend comme un beau diable. Jamais il ne baisse la garde face aux interpellations du ministère public. Jamais il ne se laisse prendre au dépourvu. Il joue de sa gouaille et de son comportement un peu loufoque pour arracher des sourires à ses interlocuteurs, comme pour convaincre son auditoire qu'un homme comme lui est incapable de commettre les faits qui lui sont reprochés.

Même son apparence physique paraît avoir été soigneusement étudiée. Il porte costume marron et chemise blanche. Classique. Mais, il n'hésite pas à arborer une cravate à grosses rayures rouges, grises et bleues sur un débardeur également strié de couleurs criardes, annulant de fait l'aspect sérieux de sa présentation. Nadir Sedrati est un clown, finalement. Tout au long de l'audience, il amuse la galerie, monopolise la parole. Il ne s'offusque pas à l'évocation de ses manifestations de coprophagie en prison. Il écoute, l'œil malicieux, un témoin se souvenir de *« l'odeur nauséabonde »* qu'il dégage parce qu'il passe son temps à manger beaucoup d'ail pour prévenir un éventuel accident cardiaque.

« DE LA SAVATE ET DE LA TRONCHE »

Pour le reste, il déverse une logorrhée intarissable. *« En prison, moi je suis coiffeur, je coupe les cheveux à tout le monde, des tarés, des pas tarés, je connais toutes leurs histoires, mais je n'ai rien à voir avec eux,* soutient-il. *Je me débrouille tout seul. La drogue ? J'y touche pas, c'est dégueulasse. Les braquages ? C'est encore pire de tuer ces braves gens qui ont rien fait. Les cambriolages ? J'ai essayé, mais c'est crevant de monter et de descendre. »*

A plusieurs reprises, la présidente de la cour d'assises, Elisabeth Blanc, tente de le faire parler de lui, de son parcours, mais l'accusé a d'autres priorités. *« J'ai pas envie de parler de ma vie passée, j'ai envie de parler des faits réels, les faits, rien que les faits. Le restant, c'est une vie de misère, ça n'intéresse personne et je cherche pas des circonstances atténuantes en disant ça parce que de toute façon j'ai rien fait. »*

Il consent pourtant à lâcher quelques bribes : l'orphelinat où il a été placé à l'âge de 7 ans ; son engagement dans l'armée, à 19 ans, d'où il sera renvoyé après un vol ; son expulsion vers l'Algérie, dans les années 1960, après une série de vols et de falsification de cartes d'identité. *« Une misère d'enfer*, se souvient-il. *Je m'y suis marié deux fois, deux fois j'ai été escroqué. J'ai réussi à revenir en France, fallait que je mange, alors je me suis lancé dans les faux papiers, malgré moi. Mais j'ai jamais été violent, sauf en prison, pour me défendre, j'ai appris à jouer de la savate et de la tronche. »*

Interrogé sur Viviane, son ancienne compagne, qui l'aurait quitté en raison de sa violence, il corrige : *« Viviane, c'était un sacré carafon, croyez-moi. Elle voulait que j'aie une vie carrée, un travail carré. Faut pas me faire passer pour un bourreau, je l'aimais très bien. »* Mais c'est avec l'audition de l'enquêtrice de personnalité que l'on mesure l'ampleur du gâchis d'une vie passée, pour l'essentiel, dans des institutions : de l'orphelinat à la prison en passant par de multiples séjours en hôpital psychiatrique. *« Le seul endroit où j'étais tranquille »*, reconnaît-il.

Acacio Pereira

Incompatibilité d'humeur entre les deux têtes de la DGSE

L'ELYSÉE et le gouvernement de Lionel Jospin sont convenus de reporter à plus tard, après les élections législatives, toute décision qui aurait permis de prononcer le divorce, par consentement mutuel en quelque sorte, survenu de fait entre les deux têtes de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). En effet, entre le patron des services spéciaux français, Jean-Claude Cousseran, et son principal adjoint, le directeur du renseignement, Jean-Pierre Pochon, le courant ne passe plus guère, et cela, dit-on, depuis plusieurs semaines maintenant.

M. Pochon occupe ce poste depuis exactement deux ans. Son nom avait été proposé à Alain Richard, le ministre de la défense qui est chargé de la gestion des services, par son propre collaborateur en matière de renseignement et d'opérations spéciales, le général Philippe Rondot. Contrôleur général de la police nationale de son état, M. Pochon a eu longtemps l'occasion de servir aux renseignements généraux et à la direction de la surveillance du territoire (DST). Sa nomination comme directeur du renseignement à la DGSE s'est expliquée, à l'époque, par la volonté du gouvernement de faire travailler ensemble des services du ministère de l'intérieur et de la défense qui, d'habitude, s'ignorent, voire se font la guerre parce que les terrains de chasse de chacun se recoupent ou entrent en concurrence.

Directeur général de la DGSE depuis la mi-février 2000, M. Cousseran, diplomate de métier, et M. Pochon ne se connaissaient pas. Quittant alors son poste d'ambassadeur en Turquie, le nouveau patron de la DGSE ne passe pas pour un novice en matière de renseignement : c'est un expert reconnu, notamment pour tout ce qui a trait au Proche et au Moyen-Orient ou à l'Afrique du Nord. Il a conseillé des responsables politiques comme Charles Hernu, Claude Cheysson, Roland Dumas ou Pierre Joxe avant d'être, à la fin des années 1990, directeur de la stratégie à la DGSE. De sorte que l'espace professionnel laissé à M. Pochon s'est progressivement rétréci au fil des mois, même si ceux qui œuvrent aujourd'hui à leurs côtés admettent en privé qu'il n'y a pas de divergences de fond sur les grandes orientations à donner aux services spéciaux français. *« Le tandem a eu, peu à peu, du mal à fonctionner*, observe un proche, *faute de relations interpersonnelles que l'on pourrait qualifier de conviviales. »*

« DE L'HUILE SUR LE FEU »

Il n'est pas exclu que *« certains des acteurs »*, au sein même de la DGSE, en aient profité pour *« mettre de l'huile sur le feu »*, ajoute la même source, et pour jouer sur *« l'incompatibilité d'humeur »* entre les deux hommes. Ce qui pourrait expliquer, laisse-t-elle entendre comme par euphémisme, que le service ne soit pas, à l'heure d'aujourd'hui, *« en état d'hyperactivité »* et qu'il faille donc s'apprêter à trancher mais sans précipitation, compte tenu de la situation fragile de la DGSE.

Pour le moment, à l'Elysée comme à Matignon, on serait plutôt partisan de ne rien faire qui puisse devenir irrémédiable. Ce qui semble, dans le contexte électoral actuel, sous-entendre qu'il est urgent d'attendre.

Jacques Isnard

Nuage radioactif de Tchernobyl : 200 nouvelles plaintes pour « empoisonnement » ont été déposées

L'explosion de la centrale nucléaire a eu lieu il y a tout juste 20 ans

L'ASSOCIATION française des malades de la thyroïde (AFMT) a déposé, jeudi 25 avril, 200 nouvelles plaintes pour *« empoisonnement »* de personnes s'estimant victimes du passage en France du nuage radioactif de Tchernobyl. A la veille de l'anniversaire de l'explosion de la centrale nucléaire d'Ukraine, le 26 avril 1986, ces demandes ont été remises au doyen des juges d'instruction du tribunal de Paris. Elles seront transmises à Marie-Odile Bertella-Geffroy, magistrate chargée de cette affaire, et rejoindront les quelque 200 plaintes déjà déposées depuis mars 2001. Une information judiciaire a été ouverte en juillet 2001 pour *« atteinte involontaire à l'intégrité des personnes »*.

Une vingtaine de plaignants, de tout âge et venus de toute la France, sont venus témoigner de leur maladie sur les marches du palais de justice, jeudi 25. *« Près de 20 000 personnes nous ont contactés pour nous exposer leurs pathologies,* explique Chantal L'Hoir, une des présidentes de l'AFMT, qui revendique 2 000 adhérents. *Nous avons étudié scientifiquement ces cas et gardé les plus significatifs. »* S'appuyant sur une étude canadienne qui prévoit un pic des cancers de la thyroïde liés à Tchernobyl en 2005, Mme L'Hoir a plaidé pour la mise en place de diagnostics, notamment prénataux, systématiques. Cette étude permettrait d'identifier plus tôt et plus précisément ces types de cancer et leur nombre.

CHIFFRES OFFICIELS CONTESTÉS

Reste à démontrer le lien de causalité entre le passage du nuage et les cancers de la thyroïde. Le 26 février, les ministères de l'environnement et de la santé ont créé un groupe de travail chargé d'évaluer les conséquences sanitaires de la catastrophe. Mais plusieurs associations antinucléaires contestent la composition de ce comité d'experts.

La Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité (Criirad), un laboratoire indépendant qui s'est porté partie civile, a une nouvelle fois, jeudi, contesté les chiffres officiels fournis à l'époque par les autorités sur l'importance de la radioactivité subie en France. André Paris, scientifique et coauteur d'un *Atlas de la contamination*, a présenté une étude menée en juin 1986 par l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN), organisme officiel dépendant du Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Des analyses ont été opérées sur des éléments biologiques récoltés dans le Parc national des Ecrins, dans les Alpes. Des valeurs importantes de radioactivité ont été relevées sur des mousses et lichens.

« Ces résultats n'ont été rendus publics qu'en juillet 1997, soit onze ans après », affirme M. Paris. L'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), qui a succédé à l'IPSN, confirme l'existence de cette étude mais dément qu'elle ait été tenue secrète si longtemps.

Benoît Hopquin

SCIENCES ET AVENIR

Fausses couches, dépression, maladies de la peau, leucémie, troubles du sommeil.

Les champs magnétiques perturbent notre santé

500 mesures dans nos maisons, bureaux et automobiles

ADN à 6 bases

Des chercheurs créent une nouvelle forme de vie

http://www.sciences-et-avenir.com

ENTREPRISES

FINANCE

En quelques semaines, l'affaire des **FONDS SECRETS** du Banco Bilbao Vizcaya Argentaria (BBVA) est devenue un scandale national et politique en Espagne. Selon un rapport du **PARQUET ANTICORRUPTION**, l'affaire porte sur 225 millions d'euros, dissimulés entre 1987 et 2000 par la banque, à partir de places financières comme **JERSEY**, le **LIECHTENSTEIN** ou **PORTO RICO**. Le juge espagnol Baltasar Garzon, chargé de l'affaire, a décidé jeudi soir 25 avril, de procéder à la mise en examen d'une **VINGTAINE DE PERSONNES**. Parmi celles-ci se trouvent Emilio Ybarra, l'ancien coprésident de la banque, et Pedro Luis Uriarte, son ancien directeur général, qui avaient **DÉMISSIONNÉ** en décembre 2001. En revanche, l'actuel secrétaire d'Etat aux finances, Estanislao Rodriguez-Ponga, mis en cause par le rapport du parquet, n'est pas sur la liste.

Le juge Garzon procède à des mises en examen dans l'affaire BBVA

Pendant treize ans, la banque espagnole a dissimulé des fonds dans des paradis fiscaux. Selon un rapport du parquet anticorruption de Madrid, ils auraient notamment servi à suborner certains dirigeants d'Amérique latine. Un mécanisme d'évasion fiscale est aussi en cause

MADRID
de notre correspondante

Le juge espagnol Baltazar Garzon a décidé, jeudi 25 avril au soir, de mettre en examen une vingtaine de personnes dans l'affaire des fonds secrets du Banco Bilbao Vizcaya Argentaria (BBVA). Au fil des semaines, cette affaire est devenue en Espagne un scandale national et politique. Elle a commencé mi-mars avec l'ouverture d'une enquête administrative de la Banque d'Espagne, puis d'une enquête judiciaire sur les fonds secrets du BBVA.

Ces fonds proviennent de la vente d'actions et ont été occultés pendant treize ans dans des paradis fiscaux. Ils auraient servi, entre blanchiment d'argent et subornation d'hommes politiques, à assurer l'expansion de la banque en Amérique latine. L'enquête a des ramifications à Jersey, Porto Rico ou encore au Pérou, où le juge Baltasar Garzon s'est rendu mi-avril.

Des fuites organisées vers la presse aux cascade de démissions, cette affaire de fonds secrets a fini par tourner à l'affrontement politique généralisé. Cette semaine, en effet, le parquet anticorruption a rendu un rapport accablant dans lequel il suggère au juge Garzon d'inculper, entre autres, l'ancien conseiller de la banque et actuel secrétaire d'Etat aux finances, Estanislao Rodriguez-Ponga. Et après un débat houleux au Parlement, le gouvernement de José Maria Aznar (Parti populaire), fort de sa majorité absolue, a évité l'ouverture de l'enquête parlementaire réclamée par l'opposition socialiste qui ne se résoud pas à croire que le gouvernement ne savait rien du BBVA.

Paradoxalement, l'annonce des mises en examen pourrait calmer le jeu. Après avoir entendu comme témoin le président du BBVA, Francisco Gonzalez, le juge Baltasar Garzon a en effet décidé d'inculper une vingtaine de personnes, tous anciens responsables de la banque. Il n'a en revanche pas mis en examen le numéro deux du ministère des finances, désamorçant ainsi, du moins pour l'instant, la « bombe politique ».

AP/OSCAR PAREDES-PRESIDENCIA

Baltasar Garzon (à gauche) s'est rendu au Pérou, où il a rencontré le 19 avril le président Alejandro Toledo. Le juge enquête sur des versements présumés de la banque espagnole à l'ancien président Alberto Fujimori et à son entourage.

En tête de liste figurent les deux anciens hommes forts de la banque, tous deux provenant de ce BBV qui avant sa fusion à l'automne 1999 avec Argentaria, s'était lancé dans l'aventure des fonds secrets. A savoir : l'ancien conseiller délégué (directeur général), Pedro Luis Uriarte et surtout l'ex-coprésident du BBVA, Emilio Ybarra, qui avaient démissionné en décembre 2001. Une démission anticipée de quelques mois en ce qui concerne M. Ybarra, qui n'aurait dû partir qu'au printemps suivant, laissant le champ libre au coprésident, issu d'Argentaria, Francisco Gonzalez. Lui aurait-on, comme le dit la rumeur, forcé la main, l'affaire des fonds secrets commençant à se savoir dès l'été ? M. Ybarra détient en tout cas les clés de toute l'affaire mais semble malhabile ou peu disposé à s'en servir. Ses explications n'ont pas convaincu les enquêteurs de la Banque d'Espagne. Surtout lorsqu'il raconte que les fameux fonds de pension occultes sur lesquels enquête la justice, ouverts pour 22 responsables du BBV « lésés » par les baisses de salaire engendrées par la fusion avec Argentaria, avaient été à l'origine destinés au financement de la prise de contrôle de la banque mexicaine Bancomer.

L'ancien coprésident du BBVA va aussi devoir se défendre des accusations portées par son ancien partenaire, devenu son successeur, M. Gonzalez. Ce dernier a assuré au juge Garzon que M. Ybarra lui avait caché pendant des mois l'existence des fonds secrets. Il n'en a eu connaissance qu'à l'été 2000, ce qui l'a conduit à les « régulariser » dans l'exercice en cours comme *« bénéfices extraordinaires »*.

Quant aux fonds de pension, si l'on en croit les récits publiés dans la presse, ils ont été octroyés à l'insu de M. Gonzalez. Et d'une manière rocambolesque : au cours d'une réunion au 28e étage de la tour du BBVA à Madrid, le 21 mars 2000, tandis que les conseillers de la banque prenaient un café en attendant l'arrivée des présidents, un huissier est venu, discrètement, chercher à tour de rôle les 22 « élus », pour qu'ils signent à l'insu des autres, les papiers de leur avantage occulte.

> **Des fuites organisées vers la presse aux cascades de démissions, cette affaire a tourné à l'affrontement politique**

La querelle politique sera-t-elle muselée pour autant ? Sans doute pas, car l'opposition, déjà frustrée par le scandale de la société de Bourse Gescartera (*Le Monde* du 27 septembre 2001) qui a éclaboussé le gouvernement à l'automne, sans autre conséquence, est décidée à faire toute la lumière sur les coulisses du BBVA. *« En 1999, il y avait eu la fusion BSCH, le BBV ne voulait pas être en reste. Mais comment comprendre qu'une grande banque purement basque comme le BBV fusionne si bien avec le petit Argentaria, au point de décider que le seul président qui restera à la tête de la nouvelle entité sera quelqu'un qui n'est ni basque ni même issu du BBV comme M. Gonzalez ? »*, confie au *Monde* un responsable socialiste qui conclut : *« A cela près que M. Gonzalez est très proche du ministre de l'économie, Rodrigo Rato. Après cela, comment ne pas au moins se poser la question de savoir si le gouvernement n'a pas connu l'histoire des fonds secrets très tôt et ne l'a pas utilisée pour faire pression sur le BBV ? »*

Marie-Claude Decamps

De l'Espagne au Venezuela, en passant par plusieurs paradis fiscaux, une enquête à dimensions multiples

● **Les sommes en jeu.** 225 millions d'euros de fonds secrets auraient été constitués à partir de 1987 par le Banco Bilbao Vizcaya (BBV) avant sa fusion avec Argentaria à l'automne 1999, selon le rapport du parquet anti-corruption. Placés dans les paradis fiscaux de Jersey, du Liechtenstein et à Porto Rico, l'essentiel a été réintégré comme *« bénéfices exceptionnels »* dans les comptes 2000. Une partie – 20 millions d'euros – a servi à financer des fonds de pension pour 22 dirigeants du BBV, à titre de compensation pour la baisse de salaire due à la fusion.

● **Les hommes en cause.** Le parquet anti-corruption avait recommandé au juge Garzon la mise en examen de 27 personnes dont celle du secrétaire d'Etat aux finances du gouvernement Aznar, Estanislao Rodriguez-Ponga, qui a été conseiller fiscal du BBV entre 1992 et 1997, et celle de l'actuel conseiller délégué du BBVA, autrefois chargé du secteur de l'Amérique latine, José Ignacio Goirigolzarri. Ces deux noms ne figurent pas sur la liste de la vingtaine d'anciens dirigeants de la banque inculpés, jeudi soir 25 avril, par le juge Garzon. En revanche y figurent l'ancien directeur du BBV et ex-coprésident du BBVA, Emilio Ybarra et l'ancien directeur général du BBV et conseiller délégué du BBVA, Pedro Luis Uriarte qui, tous deux, ont démissionné le 18 décembre 2001.

● **Trois enquêtes en une.** Le rapport remis cette semaine par le parquet anti-corruption prend en compte trois dossiers.

– Une fraude fiscale supposée, moyennant un « manuel de placements fiduciaires » à l'usage des clients pour échapper au fisc. Les opérations auraient eu pour couverture la BBV Privanza Bank à Jersey, à travers sa filiale, Canal Trust Company.

– La constitution de fonds de pension auprès de la compagnie American Life & Co (Alico) pour 22 dirigeants du BBV, après la fusion avec Argentaria.

– L'utilisation possible de fonds occultes pour blanchir de l'argent et verser des pots-de-vin à des personnalités et gouvernements d'Amérique latine pour obtenir des avantages pour la banque.

Ce dossier établi par le parquet anti-corruption repose largement sur les révélations d'un témoin protégé, l'ancien vice-président exécutif et conseiller de la filiale du BBV à Porto Rico de 1992 à 1998, Nelson Rodriguez Lopez. Ce dernier a été condamné à Porto Rico, en février, pour fraude. Le FBI américain enquête aussi sur ces opérations qui auraient été dirigées depuis la banque BBV International Investment Corporation Puerto Rico à travers la Holding Continental et la Platon Investment Panama.

Au Pérou, où le juge Garzon s'est rendu mi-avril, une des transactions, en date du 3 octobre 1997, aurait consisté à verser 100 000 dollars à la campagne du candidat du parti d'Alberto Fujimori à la mairie de Lima. La justice péruvienne enquête sur d'autres versements possibles à M. Fujimori ainsi qu'à son conseiller spécial Vladimir Montesinos, en 1995, lorsque le BBV voulait prendre le contrôle du Banco Continental. Au Mexique, une transaction effectuée par le BBV International Finance Limited (Grand Cayman) et le BBV de Puerto Rico aurait consisté à blanchir de l'argent, en faveur d'Eduardo Perez Montoya. Ce dernier, soupçonné par le FBI d'être dans la mouvance du trafic de la drogue, était l'homme de confiance d'un haut dirigeant de la banque mexicaine Banco Mercantil Probursa, dans laquelle le BBV a pris une participation majoritaire.

En Colombie, en 1997 et 1998, le BBV aurait recyclé des fonds provenant d'activités illégales, lors de sa prise de contrôle du Banco Ganadero.

Au Venezuela, la banque a participé au financement (1,5 million de dollars) en 1998 de la campagne du président Hugo Chavez.

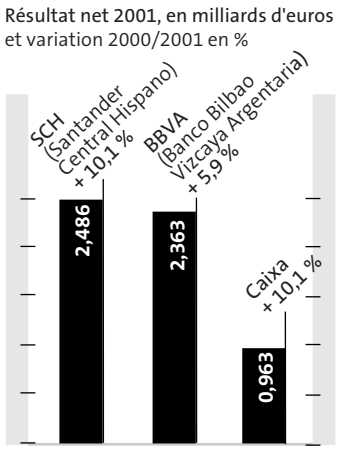
La banque doit aussi faire face à la crise économique en Argentine

LA DEUXIÈME BANQUE espagnole, Banco Bilbao Vizcaya Argentaria (BBVA), née fin 1999 du mariage de BBV et d'Argentaria, paie un lourd tribut à la crise argentine. Elle a passé une provision de 1,35 milliard d'euros pour couvrir ses risques dans ce pays. Elle y est notamment présente via sa filiale Banco Francés, deuxième établissement privé du pays.

Malgré le montant important des provisions, *« une prolongation de la crise argentine pourrait augmenter le risque encouru et affecter les entreprises dont BBVA est actionnaire »*, dont Telefonica ou le groupe pétrolier Repsol, les compagnies d'électricité, soulignait l'agence de notation Standard & Poor's le 5 avril. Elle a révisé à la baisse sa perspective sur BBVA, de stable à négative. Cette décision a été prise après l'annonce par BBVA de la possibilité d'octroyer un crédit de 171 millions d'euros à sa filiale Banco Francés, *« pour prévenir d'éventuels problèmes de liquidités »*.

DES ÉTABLISSEMENTS PROSPÈRES

Résultat net 2001, en milliards d'euros et variation 2000/2001 en %



Source : sociétés

PARTS DANS LE CRÉDIT LYONNAIS

En dépit de la crise argentine, BBVA a enregistré un résultat net en hausse de 5,9 %, à 2,36 milliards d'euros en 2001, une progression toutefois moindre que les 16 % prévus initialement. Le produit net bancaire a progressé de 26,2 %, à 12,86 milliards d'euros. La capitalisation boursière atteint 42,6 milliards d'euros, proche de celle de Santander Central Hispano (SCH), de 47 milliards d'euros, numéro un en Espagne. La réduction des coûts a permis à BBVA de diminuer de trois points son coefficient d'exploitation (frais généraux sur chiffres d'affaires), à 50,4 %, chiffre qui fait rêver nombre de ses concurrents européens. Sa priorité est de repartir à la conquête de parts de marché. S & P relève *« la forte position du BBVA sur le marché espagnol, où la rentabilité continue d'être élevée en raison du dynamisme de l'économie espagnole et des bénéfices accrus dégagés par la fusion entre le BBV et Argentaria »*.

S'il continue à vouloir *« être un acteur actif en Europe »* dans le paysage bancaire, BBVA pourrait réduire ses parts dans le Crédit lyonnais, dont il détient 3,7 % depuis sa privatisation, déçu de sa coopération avec la banque française qui n'a débouché sur aucun partenariat satisfaisant à ses yeux. BBVA veut sans doute jouer un rôle en Italie, où il a récemment porté sa participation dans la banque italienne Banca Nazionale de Lavoro (BNL) de 9,93 % à 14,9 %.

Francisco Gonzalez, président du BBVA, ancien d'Argentaria, assoit un peu plus son pouvoir. Proche du gouvernement Aznar, il reste seul aux commandes depuis le départ du coprésident Emilio Ybarra et du conseiller délégué, Pedro Luis Uriarte, qui ont démissionné le 18 décembre 2001. L'équilibre du conseil de BBVA a été modifié lors de la dernière assemblée générale à Bilbao, siège de BBVA, le 9 mars, avec la réduction du nombre d'administrateur de 32 à 21. Le nombre pléthorique d'administrateurs était destiné à respecter l'équilibre de pouvoirs entre les deux établissements lors de la fusion entre la grande banque basque espagnole BBV, alors dominante, et l'ancienne banque publique Argentaria, de loin la plus petite des deux. Certains voient dans cette réorganisation l'affaiblissement du clan dit *« de Neguri »* du nom du quartier chic des environs de Bilbao, où réside l'aristocratie financière basque.

Pascale Santi

Jersey plaide non coupable

M. Garzon s'intéresse à la Canal Trust Corporation, filiale de BBV Privanza

LONDRES
de notre correspondant à la City

« Les comptes BBVA sont de l'histoire ancienne. La promulgation d'une nouvelle législation antiblanchiment et la mise en œuvre de la coopération judiciaire ont permis à Jersey d'être en phase avec les normes internationales », confie Colin Powell, président de la Jersey Financial Services Commission, à propos du recours par la filiale banque privée de BBVA à des comptes secrets domiciliés dans le paradis fiscal anglo-normand de Jersey.

Le régulateur ne cache pas son abattement. Un nouveau scandale financier explose, mettant en lumière les lacunes passées de la réglementation de ce confetti autonome placé sous l'autorité de la couronne d'Angleterre. Quelle que soit la suite que connaîtra l'affaire, sur le plan de la réputation, le dommage potentiel est énorme. Après le crime organisé russe, les dictateurs africains (Abacha, Mobutu, Mugabe...) et les grands escrocs internationaux, la place financière off shore est confrontée aujourd'hui à l'argent noir généré par des comptes secrets ouverts par BBV Privanza, la banque privée de BBVA domiciliée à Jersey depuis 1978.

MONTAGE DE TRUSTS

« A l'époque, ces comptes étaient parfaitement légaux. Le titulaire, en l'occurrence une banque réputée, était légitime. Le gestionnaire du compte ne suivait pas les mouvements de fonds de son client. Un tel scandale est impensable de nos jours » : comme l'explique un avocat ayant pignon sur rue à Saint-Hélier, la petite capitale, l'affaire doit être replacée dans un contexte de totale opacité des opérations financières prévalant au moment des faits, entre 1987 et 2000. Les porteurs de valise d'argent liquide sont alors accueillis les bras ouverts dans ce discret coffre-fort qui ne connaît ni impôt sur la fortune ni taxe sur les sociétés. Le montage des trusts est la grande spécialité de la Canal Trust Corporation, filiale de BBV Privanza, experte dans la commercialisation de produits financiers sophistiqués. Structure opaque, le trust permet aux personnes très riches de confier des avoirs à la gestion d'un tiers, le trustee, pour échapper à l'impôt.

Les liens étroits entre un pouvoir local archaïque basé sur la cooptation et la nomenklatura d'affaires internationale – dont l'ancienne BBV est un membre prééminent – garantissent la bonne marche des affaires dans ce paradis fiscal pittoresque où, à en croire nos interlocuteurs, *« il ne se passe jamais rien »*. La stabilité politique et économique, le savoir-faire de ses milliers de professionnels et le laxisme des autorités de tutelle sont autant d'atouts quand il s'agit de payer des rémunérations occultes aux dirigeants. Jersey apparaît également moins exposé que les paradis fiscaux des Antilles aux pressions américaines pour couvrir certaines affaires douteuses de la maison mère en Amérique du Sud.

PROSPÉRITÉ MENACÉE

En 1997, l'avènement au pouvoir du New Labour, parti en guerre contre la délinquance financière et les entorses à la déontologie bancaire, menace la prospérité de la place financière. La publication du rapport Edwards à la fin 1998 très critique de Jersey ainsi que la mobilisation de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et des Etats-Unis, propulsent le havre fiscal à la « une » de toute la presse. Une publicité préjudiciable à la bonne marche des affaires dans ce centre d'importance mondiale qui vit principalement de la finance (60 % du produit national brut, 12 000 salariés).

A écouter Colin Powell, Jersey possède aujourd'hui l'une des législations contre le recyclage de l'argent sale parmi les plus avancées en Europe. Parmi les autres pièces à conviction qu'il cite, figurent l'accent mis depuis 2001 sur la coopération internationale et les dispositions très restrictives en matière d'ouverture de comptes. Reste à savoir pourquoi son organisme a renouvelé en 2001 la licence d'opération de la Canal Trust Corporation, aujourd'hui mise sur la sellette par le juge espagnol Baltazar Garzon ?

Marc Roche

Malgré un redémarrage de l'activité, les compagnies aériennes américaines restent dans le rouge

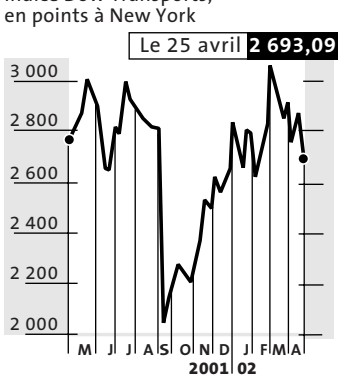
La hausse du cours du pétrole, le faible prix des billets et la mise en place des premiers équipements de sécurité dans les avions entraînent des pertes totales de 2,56 milliards d'euros

LES CLIENTS reprennent l'avion, les compagnies aériennes embauchent à nouveau les salariés qu'elles avaient licenciés peu après les attentats du 11 septembre et augmentent même, timidement, leurs capacités. Mais les résultats trimestriels des compagnies aériennes qui viennent d'être publiés sont loin de traduire cette amélioration : les pertes cumulées des majors américaines dépassent aujourd'hui 2,3 milliards de dollars (2,56 milliards d'euros). Certes, les résultats du premier trimestre sont traditionnellement médiocres – pour des raisons de saisonnalité de l'activité – mais ce cru est particulièrement mauvais. Même si, par rapport au dernier trimestre de 2002, les compagnies aériennes américaines ont refait un peu du chemin perdu. Les grands transporteurs américains avaient alors perdu plus de 3,2 milliards de dollars, le plus mauvais trimestre de leur histoire.

Les spécialistes ne sont pas avares d'explication : la hausse des prix du pétrole, les billets qui ne sont pas encore revenus à leur véritable prix, et la mise en place des premiers équipements de sécurité à l'intérieur des avions vont différer de plusieurs mois le retour aux bénéfices. Les prix des billets sont, en effet, encore très inférieurs à ceux pratiqués en 2001. Selon les statistiques publiées par l'Air transport association (ATA), qui regroupe l'ensemble des compagnies américaines, les prix des billets étaient en janvier 2002 inférieurs de 14 % à ceux de janvier 2001. Au mois de février, le recul n'était plus que de 12,4 % par rapport à l'année précédente, et en mars de 8,5 %. *« Les compagnies aériennes concentrent leurs efforts pour récupérer les trafics d'avant le 11 septembre, mais elles continuent à maintenir des prix soldés »*, explique David Swierenga, économiste de l'association. *« Les fondamentaux du secteur sont clairement en amélioration, mais la baisse d'activité est deux fois plus forte que lors des pires mois des récessions précédentes »,* explique pour sa part Sam Buttrick, analyste d'UBS Warburg interrogé par Reuters.

+ 3 % DEPUIS JANVIER

Indice Dow Transports, en points à New York



L'indice Dow Jones des transports est établi à partir de la pondération de vingt grands transporteurs américains, dont plus d'un tiers de compagnies aériennes.

Source : Bloomberg

« PHASE DE RÉCUPÉRATION »

Malgré une perte nette de 575 millions de dollars au cours des trois premiers mois de l'année, Don Carty, le PDG du premier transporteur américain et mondial, American Airlines, se veut optimiste : *« Il n'y a aucun doute sur le fait que nos activités en général s'améliorent* (...) *mais les voyages d'affaires, qui historiquement représentent une majeure partie de nos activités, ne rebondissent pas comme les voyages touristiques »*.

Le nouveau patron du second américain, United Airlines, John Creighton, arrivé à Chicago au mois d'octobre, essaye lui aussi de faire preuve d'optimisme malgré une perte de 510 millions de dollars. *« Indéniablement, il y a des signes qui indiquent que notre secteur a entamé une phase de récupération »*, affirme-t-il. En dépit, de la mise en place d'un plan de redressement, la compagnie table encore sur une perte au deuxième trimestre et sur l'ensemble de l'année. L'objectif fixé reste toujours d'adapter *« le niveau des charges à celui des revenus »*, explique M. Creighton, qui est conscient que les problèmes sociaux rencontrés par la compagnie ont freiné son action. Un nouveau pas vers un retour à la stabilité financière a été franchi, jeudi 25 avril, avec la signature d'un accord salarial préliminaire avec un syndicat représentant 23 000 employés.

Après avoir triplé ses pertes au premier trimestre, à 397 millions de dollars, le PDG de Delta, Leo Mullin, note des *« développements encourageants »,* avec des signes de *« reprise graduelle »* et l'émergence d'un bénéfice opérationnel en mars. La timide reprise observée laisse anticiper un retour aux bénéfices dans la seconde moitié de l'année. Les autres compagnies affichent également des pertes importantes : USAirways (286 millions de dollars), Continental (166 millions de dollars), et Northwest (171 millions de dollars).

Une seule se distingue : Southwest Airlines. Première des compagnies *« low cost »* (à bas coûts), la petite compagnie aérienne régionale texane, désormais septième transporteur américain, a été la seule à ne pas réduire ses capacités et à ne pas licencier après les attentats du 11 septembre. Au quatrième trimestre, elle était bénéficiaire et affichait une trésorerie de plus de deux milliards de dollars à la fin de l'année. Pour le premier trimestre, elle engrange un bénéfice de 21,4 millions de dollars. Ultime pied de nez, la compagnie va augmenter ses fréquences à partir de juin et prendre livraison de deux Boeing.

François Bostnavaron

Liquidation judiciaire d'Air Afrique

Le tribunal de commerce d'Abidjan a prononcé, jeudi 25 avril, la liquidation judiciaire d'Air Afrique, la compagnie panafricaine en dépôt de bilan. « *Un syndic a été nommé pour la liquidation de la compagnie dans les meilleurs délais* », a précisé l'avocat d'Air Afrique. La vente des actifs de la compagnie, notamment les immeubles, les matériels d'assistance des avions et le mobilier, permettra au syndic « *de payer prioritairement les travailleurs et leurs droits, ensuite les autres créanciers* ».

Le capital d'Air Afrique était détenu par onze Etats africains à hauteur de 68,44 %, ainsi que par l'Agence française de développement (8,87 %). Air France, qui détenait 11,84 % du capital, a engagé depuis plusieurs mois des discussions sur sa participation à une « *nouvelle Air Afrique* », à condition de contrôler la future société (*Le Monde* du 9 février).

La banque japonaise Mizuho Holdings frappée par un bogue informatique

TOKYO
correspondance

« Mizuho, une banque pour un monde de solutions », clamait la publicité de Mizuho lors de son lancement sur les fonts baptismaux, le 1er avril. Dernière-née des méga-fusions du secteur bancaire nippon, Mizuho holdings est la première banque mondiale pour la taille de ses actifs. Les « solutions » attendues par une partie de ses très nombreux clients japonais (Mizuho Holdings gère 30 millions de comptes) ont eu tôt fait de se transformer, en raison d'un système informatique défaillant, en mauvaise farce : retraits d'espèces doublement comptabilisés, paralysie des transferts automatiques et autres surprises n'ont pas contribué à réconcilier le déposant nippon avec l'institution bancaire.

Les jours à venir s'annoncent particulièrement difficiles : avec le versement des salaires mensuels et plusieurs jours fériés fin avril-début mai, le nombre de transferts bancaires devrait connaître une forte augmentation. Mizuho doit traiter pas moins de 12 millions de transferts automatiques le 30 avril. Certaines sociétés ont donc préféré s'y prendre à l'avance, ou bien ont tout simplement confié à une autre banque le soin de procéder aux règlements.

Le faux pas de Mizuho Holdings semble illustrer les failles d'un mariage à trois dont la rationalité a longtemps été mise en doute : celui des banques Dai-Ichi Kangyo, Fuji Bank et Industrial Bank of Japan (IBJ), qui ont regroupé leurs activités dans Mizuho Bank et Mizuho Corporate Bank, les deux principales entités qui constituent Mizuho Holdings. L'absence de leadership, le caractère défensif de la fusion et la rivalité entre les anciens concurrents semblent compromettre les synergies promises par les trois partenaires.

LA DIRECTION TANCÉE

Alors que la nouvelle entité est censée restructurer ses opérations et réduire d'un tiers le nombre de ses succursales domestiques d'ici trois ans, il n'est pas rare de voir à Tokyo se côtoyer deux, voire trois enseignes Mizuho à quelques encablures les unes des autres. *« Chacune des banques a voulu garder son système informatique, ce qui a empêché de repartir sur de nouvelles bases »,* estime le représentant d'une banque privée suisse qui a travaillé avec Mizuho.

En réalité, deux des systèmes auraient été en compétition : celui de la banque Fuji et Dai-Ichi pour l'activité de détail, et celui de l'IBJ et de la Dai-Ichi Kangyo pour l'activité de banque d'affaires. Le choix dans la précipitation d'une solution relais, et le peu d'attention portée aux opérations de transfert, auraient conduit au fiasco.

La FSA (Financial Services Agency), gendarme des marchés nippons, a tancé la direction de Mizuho Holdings pour n'avoir pas tiré des leçons du précédent de UFJ Holdings, autre banque issue des méga-fusions en cours au Japon et victime d'un bogue informatique lors son lancement en mars. Mizuho Holdings doit rendre un rapport détaillé sur l'incident le 1er mai et ses dirigeants ont dû s'expliquer devant la Diète. Les anciens PDG des trois banques avant la fusion, qui avaient été promus conseillers de la nouvelle entité, ont donné leur démission.

Les ennuis de Mizuho ont été particulièrement préjudiciables : les retards de paiement ou les débits doubles sur des comptes ont mis plus de trois semaines à se résoudre. Plus de 2,5 millions de transferts et virements en espèces ont été concernés. Il s'agit notamment des prélèvements automatiques à destination de compagnies de gaz, d'électricité et de téléphone, pour près de 200 millions d'euros, selon les estimations des compagnies. Tepco, le géant de l'électricité, accuse Mizuho Holdings de n'avoir pas voulu procéder aux tests que la compagnie proposait avant le lancement.

Mizuho Holdings va devoir redorer son blason : la banque, que tout le monde considère comme *« trop gigantesque pour s'écrouler »* est l'une des plus endettées. Mizuho Holdings prévoit d'éponger pour plus de 19 milliards d'euros de créances douteuses et devrait annoncer le chiffre record de 9 milliards d'euros de pertes nettes consolidées pour l'année fiscale achevée en mars dernier.

Brice Pedroletti

DAUPHIN
The HumanDesign Company
Leader Européen du fauteuil de bureau

Zeta
"Prend soin de votre dos"
DAUPHIN FRANCE SA
6, allée du Parc de Garlande
92220 Bagneux
Tél. : 01.46.54.15.90 Fax. : 01.46.54.15.99

A Grenoble, les syndicats de Hewlett-Packard saisissent la justice avant un probable plan social

LE PROCÈS engagé par les syndicats CFDT-CGT-CGC-FO contre la direction de la société Hewlett-Packard France tient un peu d'une course contre la montre. Il s'agit pour eux d'obtenir que le tribunal de grande instance de Grenoble se prononce sur la légalité du système de notation des salariés, avant que le plan social qui accompagnera nécessairement la fusion avec Compaq ne soit mis en œuvre. La direction a prévu le licenciement de 15 000 salariés dans le monde, dont, selon l'évaluation d'un ancien cadre, 500 à 600 sur le site d'Eybens, près de Grenoble, sur un total d'environ 2 500 salariés aujourd'hui. La crainte des syndicats est que le système de classement des salariés selon leurs performances, assorti de quotas fixant à 5 % le taux des plus mauvaises notations, ne serve de base au plan social.

Depuis décembre 2000, la société a mis en place sur ses sites français un système le classement des salariés sur la base de quatre indices, allant de 1 à 5, le premier niveau étant réservé aux éléments les moins performants. Lorsqu'un salarié se retrouve classé en niveau 1, il se voit appliquer la procédure dite de *« gestion des performances faibles » (« low performance management process »),* au terme de laquelle il doit s'améliorer.

« LES MOINS PERFORMANTS »

« Il est évident que la direction va chercher à licencier en premier lieu ses éléments les moins performants », a affirmé, jeudi 25 avril, à la barre du tribunal, l'avocat des syndicats, Me Pierre Janot. Selon lui, le classement est un prétexte *« pour se débarrasser d'un certain nombre de salariés, sans respecter les obligations imposées par le droit du travail français ». « Nous ne reprochons pas à la direction de rémunérer ceux qui travaillent le mieux*, a-t-il poursuivi, *mais d'ériger en faute le fait de ne pas atteindre des objectifs. » « Un bon élément dans un environnement de très bons éléments deviendra mauvais et sera par conséquent sanctionné »*, a déploré Me Janot.

« La société HP France respecte les lois françaises », a répliqué Me Pascale Lagesse. L'avocate a affirmé que *« le système américain n'avait pas été importé en France »*, et que *« le pourcentage de niveaux 1 n'atteint pas 5 % »*. Quant aux licenciements, *« sur les 30 licenciements pour motifs non économiques intervenus chez HP France, moins de la moitié ont concerné des niveaux 1 »*, affirme-t-elle. Enfin, preuve, selon Me Lagesse, de la bonne foi de la direction : *« Le plan social de septembre 2001* [208 emplois supprimés sur le site d'Eybens] *s'est réalisé sur la base du volontariat. »* Décision le 23 mai.

Nicole Cabret

Barclays France mise en examen pour blanchiment

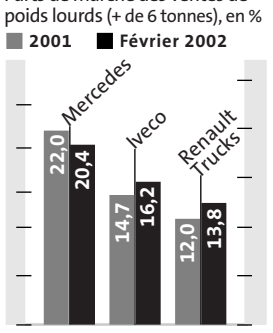
APRÈS son directeur général ainsi que de deux de ses cadres, en novembre, c'est au tour de la banque Barclays France, en tant que personne morale, d'être mise en examen, mardi 23 avril, pour « blanchiment aggravé », dans une affaire de trafic de chèques entre la France et Israël. Cette mise en examen a été notifiée à un représentant légal de la banque, ont précisé à l'AFP des sources proches du dossier. La filiale française de la banque britannique est soupçonnée d'avoir contribué au blanchiment d'argent en ne procédant à aucun contrôle préalable avant d'encaisser des chèques correspondant à de l'argent ayant une origine frauduleuse. Plus de 100 personnes et six autres établissements bancaires ont déjà été mis en examen dans cette affaire, instruite par la juge d'instruction parisienne Isabelle Prévost-Deprez : la Société générale, la BRED, la Société marseillaise de crédit, American Express Bank France, la banque libanaise Saradar et la filiale française de la banque israélienne Leumi.

Reprise des commandes de Renault Trucks au premier trimestre

RENAULT TRUCKS (ex-Renault VI), filiale du constructeur de poids lourds suédois Volvo, a enregistré au premier trimestre une baisse de 8 % de ses livraisons dans le monde, à 15 727 véhicules, mais ses commandes ont augmenté de 13 %, à 20 004 unités. En Europe, malgré une chute de 14 % de ses immatriculations sur les deux premiers mois de l'année, il a gagné 0,4 point de part de marché, à 13,8 %, se classant ainsi numéro trois derrière Mercedes et Iveco sur le marché des plus de 6 tonnes. Renault Trucks profite de ses solides positions en Europe du Sud, moins touchée par le ralentissement. En France, les livraisons de Renault Trucks ont baissé de 19 %, alors que ses prises de commande ont augmenté de 15 %. Le groupe a ainsi porté sa part de marché en France à 39 %, contre 35,9 % en 2001. *« C'est l'objectif que nous voulions atteindre et nous serons au moins à ce niveau en fin d'année »*, a affirmé Patrick Mosca, directeur commercial pour la France.

TROISIÈME EUROPÉEN

Parts de marché des ventes de poids lourds (+ de 6 tonnes), en %



Source : Renault Trucks

KPNQwest en chute libre

L'ENTREPRISE COMMUNE des opérateurs néerlandais KPN et américain Qwest, KPNQwest, après avoir lancé un sévère avertissement sur résultats, a vu son titre plonger à l'Euronext Amsterdam, jeudi 25 avril, perdant 49,5 %, à 1,12 euro. Le groupe, spécialisé dans la transmission de données et l'Internet par le câble, a expliqué ses résultats par une baisse de la demande sur le marché des entreprises. KPNQwest ne prévoit plus qu'un chiffre d'affaires pour 2002 compris entre 1 milliard et 1,5 milliard d'euros et un excédent brut d'exploitation (EBITDA) d'environ 140 millions d'euros, contre une précédente prévision de 175 millions d'euros. Pour faire face à ses prochaines échéances, l'entreprise envisage *« une levée de capital, la vente de certaines participations non stratégiques, et une recapitalisation des comptes qui pourrait entraîner le non-paiement de certains intérêts sur sa dette »*.

INDUSTRIE

■ **ALCATEL : après de nouvelles pertes, l'équipementier français** de télécommunications envisage des réductions d'effectifs, alors qu'il avait déjà annoncé en 2001 la suppression de 34 500 emplois d'ici à fin 2002. *« Il y aura sans doute des plans d'action complémentaires, filiale par filiale, en fonction des conditions de marché »*, a affirmé le PDG, Serge Tchuruk, jeudi 25 avril, lors de la présentation des résultats trimestriels.

■ **DSM : le groupe chimique et pharmaceutique** néerlandais a annoncé, jeudi, la scission de sa branche Chimie fine en deux entités : DSM produits pharmaceutiques et DSM chimie fine (pour l'agrochimie ou les additifs alimentaires). DSM espère porter son chiffre d'affaires de 8 milliards d'euros aujourd'hui à 10 milliards d'euros en 2005.

■ **TYCO : le conglomérat**, qui fabrique des couches pour bébés jusqu'aux alarmes antivol, a annoncé, jeudi, l'abandon de son projet de scission en quatre sociétés, ainsi que la suppression de 7 100 emplois et la fermeture de 24 usines, notamment à cause de la situation difficile sur le marché de l'électronique et des télécommunications.

■ **DAIMLERCHRYSLER : le constructeur automobile allemand** a enregistré au premier trimestre un bénéfice opérationnel de 1 milliard d'euros, grâce en particulier au retour dans le vert de sa filiale américaine, Chrysler, qui a dégagé un résultat opérationnel positif pour la première fois depuis six trimestres.

SERVICES

■ **LA POSTE : le conseil d'administration du groupe** devrait, mardi 30 avril, entériner le départ de Daniel Caille, un peu plus d'un an après sa nomination comme directeur général. Georges Lefebvre, directeur des ressources humaines est cité en interne pour le remplacer.

FINANCE

■ **DEUTSCHE BANK : la première banque allemande a réduit ses participations** dans le réassureur Munich Ré (de 7,2 % à 5,51 %) et dans l'assureur Allianz (de 4 % à 3,34 %).

■ **SOCIÉTÉ GÉNÉRALE : la banque ne détient plus du groupe Pernod Ricard** que 0,243 % de son capital et 0,207 % des droits de vote, a annoncé, jeudi, le Conseil des marchés financiers.

CORRESPONDANCE

Une lettre de la société Repsco

A la suite de notre article intitulé « Expand Santé est mise en liquidation un an après sa reprise par M. Ghosn » (Le Monde *du 17 avril), nous avons reçu de la société Repsco Promotion, dirigée par Thierry Puech et Philippe Tascher, et mise en cause par Georges Ghosn, les précisions suivantes :*

L'industrie pharmaceutique, aujourd'hui particulièrement attentive au respect du bon usage du médicament et aux règles élémentaires d'information médicale, reste maîtresse du choix de ses partenaires. Les procédures d'appels d'offres mises en place, évaluant tout particulièrement l'aspect qualitatif de la prestation, éclairent les laboratoires sur l'ensemble des sociétés prestataires en information médicale. Dans ce contexte, les décideurs (directions générales, directions des opérations, services achats...) restent avant tout sensibles à la compétence reconnue, au professionnalisme et à l'éthique de ces sociétés.

Il n'est donc pas acceptable de lire que la mise en liquidation judiciaire de G. Medical Expand Santé puisse être le fait de *« dénigrements »* ou de *« concurrence déloyale »* alors qu'elle est simplement due à une méconnaissance du secteur.

Les renégociations des droits de retransmission du football ont commencé

En Europe, les télévisions payantes, qui ont alimenté l'inflation spéculative des droits, tentent de faire baisser le montant de leurs contrats avec les instances sportives. Les manœuvres se multiplient pour éviter la faillite des clubs

LE BATEAU des télévisions payantes prend l'eau et risque de faire couler tout le football européen. Le naufrage de Kirch, qui avait acheté 1,5 milliard d'euros l'exclusivité pendant quatre ans des droits du championnat allemand (Bundesliga) pour fournir en images son bouquet payant Premiere, au bord de la cessation de paiements (*Le Monde* du 10 avril), menace l'existence de nombreux clubs professionnels de football. Les faillites en cascade des opérateurs – KirchMedia en Allemagne, ITV Digital en Grande-Bretagne, Quiero en Espagne – marquent l'éclatement d'une bulle spéculative des droits sportifs, qui n'avait cessé d'enfler. En France, l'inquiétude reste pour l'instant raisonnée, même si l'on constate qu'*« en 1984 un match du championnat valait 250 000 francs* (38 000 euros)*, contre 915 000 euros aujourd'hui »*, selon la Ligue nationale de football.

En Allemagne, la nouvelle direction de KirchMedia cherche à renégocier ses coûteux contrats auprès de la fédération allemande. L'instance, pour l'instant fidèle à Kirch, attend un versement de 100 millions d'euros mi-mai. En cas de défaillance, elle frappera à d'autres portes, celle de la chaîne publique ARD ou du groupe privé RTL, qui pourraient prendre la relève du magnat déchu, mais sans engager les mêmes investissements. Si les grands clubs peuvent diversifier leurs revenus – le Bayern Munich ne dépend qu'à 20 % des recettes des retransmissions –, les équipes plus modestes sont cruellement exposées. Le budget du FC Sankt-Pauli, club mythique de Hambourg, serait financé aux deux tiers par les revenus télévisuels.

STÉPHANE MANTEY/CORBIS TEMPSPORT

Si les grands clubs comme le Real Madrid de Zinedine Zidane (ici contre Barcelone, mardi 23 avril) peuvent compter sur des ressources diversifiées (transferts de joueurs, marchandisage...), les clubs de seconde zone sont de plus en plus dépendants des recettes des droits télévisés.

Outre-Rhin, la situation inquiète suffisamment la classe politique – dont les représentants affichent volontiers leur passion pour le ballon rond – pour que le gouvernement fédéral, soutenu par quelques Etats régionaux, envisage d'accorder des aides financières (la somme de 150 millions d'euros a été évoquée) aux clubs en difficulté. Mais certains refusent de dépenser les fonds publics pour voler au secours de joueurs millionnaires.

En Grande-Bretagne, la mise sous administration judiciaire du bouquet numérique hertzien ITV Digital (détenu par les groupes Carlton et Granada) a provoqué, en s'ajoutant aux difficultés des autres opérateurs de télévision à péage, BSkyB (satellite) et NTL (câblo-opérateur), la plus grave crise financière de l'histoire du football anglais. La Football League (deuxième, troisième et quatrième divisions anglaises) se voit privée de 178 millions de livres provenant de la cession des droits télévisés. Comptant sur des versements qui n'arriveront plus, bon nombre de clubs s'étaient endettés pour acheter des joueurs, augmenter les salaires ou moderniser leurs installations. Une trentaine de clubs, dont Queen's Park Rangers, Nottingham Forest ou Swindon, pourraient être amenés à mettre la clef sous la porte.

Mardi 23 avril, David Burns, directeur général de la Football League, a déclaré qu'il pourrait être intéressé, au côté d'un autre groupe de télévision, par le rachat d'ITV. Mais, dès le lendemain, un responsable de Granada répliquait qu'en dépit de cette marque d'intérêt *« il est difficile de voir comment on pourrait faire fonctionner cette plate-forme »*. Tessa Jowell, ministre de la culture, des médias et des sports britannique, a prévenu que pour son gouvernement, contrairement à ce qui se passe en Allemagne, il était hors de question de venir en aide aux clubs en faillite.

La situation n'est pas plus réjouissante en Europe du Sud. En Italie, les bouquets satellite Stream et Telepiù accusent des pertes abyssales parce qu'ils n'ont pas pu rentabiliser les droits du football. Face à cette situation, la télévision publique (la RAI) a déjà fait savoir son intention de renégocier les droits télévisés à l'issue de son contrat. En Espagne, les clubs *« demandent 300 millions d'euros par an pour le prochain contrat, mais Audiovisual Sport* [consortium de négociation qui regroupe les bouquets satellitaires Via Digital et CanalSatellite]*, qui a connu des pertes, veut revoir le contrat »*, explique-t-on à la Ligue nationale de football espagnole.

Cette crise qui touche tous les pays européens épargnera-t-elle la France ? Chaque année, TPS et Canal+ versent plus de 308 millions d'euros pour les droits du championnat de France, un montant comparable à ce que versent les chaînes espagnoles, italiennes et allemandes pour leurs championnats. Mais, à en croire les deux opérateurs et les clubs de l'Hexagone, les situations entre les différents pays ne sont pas comparables. *« En France, les partenaires audiovisuels du foot sont en meilleure situation financière. Le modèle français, avec Canal+ France, qui fait des bénéfices* (36 millions d'euros en 2001)*, et TPS, qui devrait atteindre l'équilibre d'ici deux à trois ans, semble viable »*, se rassure Philippe Diallo, directeur de l'Union des clubs professionnels français (UCPF). *« Il n'y a pas de raison que les droits télé baissent »*, affirme même Gervais Martel, président du club de Lens et de l'Union des clubs professionnels français.

Il existe pourtant des raisons de s'inquiéter. Si Canal+ France est bénéficiaire, le groupe est en déficit depuis 1997, plombé par ses filiales italienne et polonaise. Le 5 mars, Jean-Marie Messier, président de Vivendi Universal, maison mère de la chaîne cryptée, donnait deux ans à sa filiale pour revenir à l'équilibre. Si le contrat actuel pour le championnat de France, qui court jusqu'en 2004, ne semble pas devoir être remis en cause, quelle sera l'attitude de Xavier Couture, nouveau PDG du Groupe Canal+, après 2004 ? L'investissement de la chaîne cryptée dans le football n'a jamais paru aussi fragile : *« Avant, Canal+ était un monument. Maintenant, avec Vivendi, Canal n'est plus qu'un petit bouchon, alors nous sommes attentifs, il y a une menace »*, reconnaît-on à la Ligue nationale de football.

Sans compter que les responsables des chaînes françaises entendent bien revoir à la baisse les prochains contrats. *« Nous sommes aujourd'hui au maximum du juste prix »*, affirme Michel Denisot, directeur général délégué en charge des sports à Canal+. Il réfléchit à *« une offre différente »* pour le prochain contrat. *« Nous n'avons aucun intérêt à saigner à blanc nos partenaires audiovisuels et à ce que l'un d'eux disparaisse »*, tempère M. Diallo. *« Les cas d'ITV et de Premiere auront valeur d'exemples pour les présidents de club, qui attendent toujours plus de droits TV »*, explique Guillaume de Posch, directeur général adjoint de TPS, tout en reconnaissant qu'*« il est difficile de faire de la télévision à péage sans cinéma et sans football »*. Certains semblent, toutefois, *« avoir perdu de vue »* que l'équilibre général du système repose, avant tout, sur la rentabilité des télévisions à péage.

Si le contrat pour le championnat de France ne semble pas être remis en cause, quelle sera l'attitude de Canal+ après 2004 ?

José Barroso, Philippe Ricard (à Francfort) et Marc Roche (à Londres)

L'ancien des « Nuls » Dominique Farrugia remplace Pierre Lescure à la présidence de Canal+

Le CSA exige de M. Messier des garanties sur le financement du cinéma

IL A HÉSITÉ, mais il a fini par accepter. Dominique Farrugia a été nommé, jeudi 25 avril, président de Canal+ SA par Jean-Marie Messier et Xavier Couture, respectivement PDG de la maison-mère de la chaîne, Vivendi Universal (VU), et nouveau président du directoire du Groupe Canal+, transfuge de TF1. Un signe fort lancé par M. Messier, à la veille de l'assemblée générale de Canal+ qui devait, vendredi, entériner cette nomination.

Présenté par la direction de VU comme le garant de *« l'esprit Canal »*, dont il fut l'une des figures marquantes au sein de l'équipe des « Nuls », M. Farrugia avait refusé, en début de semaine, la coprésidence du directoire aux côtés de Xavier Couture. Par ce *« gage de* [bonne] *volonté »*, M. Messier espère mettre fin à la crise provoquée, chez les salariés de la chaîne cryptée, par le limogeage de Pierre Lescure, autre figure historique de Canal+.

Jeudi soir, M. Farrugia s'est efforcé de rassurer le personnel. Dans un courrier électronique envoyé aux salariés, il a indiqué accepter ce poste *« en accord et avec le soutien de Pierre Lescure »*. Il compte *« poursuivre l'action menée jusque-là »*. *« Fort des garanties que j'ai reçues, tant sur l'indépendance de la chaîne que sur la pérennité de ses contenus, et la volonté de garder Canal+ telle qu'elle est, j'ai décidé de continuer à vivre avec vous cette belle aventure »*, ajoute celui qui occupait, depuis le 3 février, le poste de directeur des programmes.

« AUTONOMIE ÉDITORIALE »

Depuis la semaine dernière, M. Messier tente de calmer le jeu. Auditionné le 18 avril par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), le PDG de VU avait pris une série d'engagements sur l'indépendance éditoriale de Canal + et ses investissements dans le cinéma. Mercredi, le CSA a demandé à M. Messier de confirmer par écrit ces engagements. *« Jeudi dernier, il s'agissait de paroles. Nous voulons que les choses soient formalisées et garanties »*, explique-t-on au CSA. Le premier point concerne la liberté de Canal+ à l'égard de la maison mère VU. Le CSA souhaite que *« le principe de l'autonomie éditoriale de la chaîne »*, qui est inscrit dans la charte signée lors de la fusion entre VU et Canal+ en 2000, soit *« annexé à la convention »* qui autorise la chaîne à émettre. Par ailleurs, le conseil demande à M. Messier de lui fournir un *« rapport d'information sur l'utilisation du fichier d'abonnés »* de Canal+ et de préciser *« les projets d'utilisation de ce fichier au sein de Vivendi Universal dans les mois à venir »*. Certains salariés de la chaîne craignent en effet que VU n'utilise le fichier – qui appartient à Canal+ SA, dont VU ne possède que 49 % – pour servir d'autres actifs du groupe, tel le groupe de téléphonie mobile SFR. Même si M. Messier a démenti les rumeurs d'un démantèlement prochain de Canal+, le CSA lui a en outre demandé de confirmer *« qu'aucune séparation de la distribution et de l'édition de la chaîne n'est envisagée »*.

L'autre grande préoccupation est le Canal+ dans le cinéma. Le 18 avril, M. Messier avait déclaré que *« l'ensemble des engagements pris envers le cinéma français – engagements conventionnels ou interprofessionnels – étaient et seraient intégralement respectés »*. Reprenant une proposition du PDG de VU, le CSA souhaite annexer les accords interprofessionnels conclus avec le cinéma à la charte qui lie Canal+ et VU. En outre, le conseil demande à VU de *« refuser toute discrimination tarifaire entre les entreprises de production considérées comme indépendantes »* et celles du groupe. Autre garde-fou, le CSA exige que les engagements de préachats de films par la chaîne, qui se faisaient jusque présent par oral, soient désormais *« confirmés (...) sous forme écrite »*. Enfin, le conseil demande à ce que lui soient communiqués les comptes semestriels de Groupe Canal+ et de Canal+ Distribution ainsi que *« la stratégie envisagée pour rétablir la situation dans les prochaines années »*.

José Barroso

DÉPÊCHES

■ **TÉLÉVISION : le géant des médias et de la communication Vivendi Universal (VU) renoncera à la fusion, en Italie,** de sa plate-forme satellitaire Telepiu avec son concurrent Stream (News Corp), si les autorités de régulation de ce pays lui demandent de revoir sa copie, a indiqué jeudi 25 avril le PDG de VU, Jean-Marie Messier. Selon des sources syndicales citées mercredi par Reuters, M. Messier aurait déjà indiqué lundi 22, lors d'une réunion informelle avec les salariés de Canal+, qu'il renonçait à la fusion. L'autorité antitrust italienne a ouvert une enquête le 1er mars sur cette opération.

■ **Le groupe de télévision italien Mediaset, propriété du président du conseil Silvio Berlusconi,** n'exclut pas de *« coparticiper »* à la restructuration de KirchMedia, la société du groupe allemand Kirch qui a déposé son bilan le 8 avril, selon des propos de son président Fedele Confalonieri rapportés jeudi 25 avril dans la presse. Fininvest, la holding de Silvio Berlusconi qui contrôle Mediaset, détient 2,48 % de KirchMedia et Mediaset en possède directement 2,28 %. – *(AFP.)*

■ **Les deux chaînes thématiques d'information et d'actualité cinématographique** AlloCiné TV et CineInfo ont fusionné jeudi, pour donner naissance à AlloCineInfo. La chaîne, diffusée à la fois par les bouquets satellitaires TPS et CanalSatellite et les réseaux câblés (Noos, France Télécom Câble, NC Numéricâble), est gratuite et proposée dans les bouquets de base. Dirigée par Bruno Thibaudeau, AlloCineInfo est détenue à parité par Multithématiques (contrôlé par Vivendi Universal et Lagardère) et les actionnaires de CineInfo, parmi lesquels Suez et le Crédit lyonnais. – *(AFP.)*

FRANCE Le séisme Le Pen analysé par la presse étrangère

Et chaque jour : www.courrierinternational.com

LA TENDANCE FINANCIÈRE

Tous les indices boursiers européens reculent

ALORS QU'AUX ÉTATS-UNIS les grands indices boursiers ont fini la journée du jeudi 25 avril sur une note stable, les marchés européens ont accusé un net recul, affaiblis en partie par la baisse de l'indice Ifo du climat des affaires en Allemagne en avril, qui a contrarié les espoirs d'une reprise rapide de cette économie endormie.

Le Footsie britannique a cédé 0,40 %, le DAX allemand 2,05 %, l'Ibex espagnol 1,85 %. A Paris, alourdi par les valeurs technologiques et des opérateurs de télécommunication, l'indice CAC 40 a reculé de 1,59 %, à 4455,99 points. Tandis qu'Alcatel et Marconi déclaraient, à l'occasion de la publication de leurs résultats trimestriels, qu'ils ne voyaient pas de signe de reprise dans leur secteur, France Télécom, Orange et Bouygues ont perdu respectivement 4,09 % (à 28,35 euros), 1,07 % (à 6,45 euros) et 1,68 % (à 33,45 euros).

Aux Etats-Unis, le Dow Jones a progressé de 0,05 %, pour atteindre 10 035,06 points, et l'indice composite du Nasdaq de 0,02 % s'affichait à 1 713,70 points, après six séances consécutives de baisse. L'indice Standard and Poor's 500 a fini en recul de 0,15 %, à 1 091,48 points. Redressés par une chasse aux bonnes affaires en fin de séance, les marchés ont néanmoins craint le retour du spectre de l'affaire Enron avec l'annonce du courtier en énergie Dynegy : en même temps qu'il déclarait avoir passé une provision de 313 millions de dollars qui affectera ses résultats de 2002, celui-ci a annoncé que la Securities and Exchange Commission (SEC), la commission américaine des opérations en Bourse, enquêtait sur l'un des ses accords de distribution de gaz naturel. L'action a chuté de 29,63 % à 19,21 dollars.

La SEC a influencé aussi certaines valeurs bancaires américaines. Elle a dévoilé le lancement d'une enquête *« formelle »* sur l'affaire des conflits d'intérêts entre les départements de recherche financières des banques d'affaires et leur division de banque d'investissement, faisant chuter l'action Merrill Lynch de 4,82 %, à 42,50 dollars, et celle de Morgan Stanley de 5,61 %, à 48,13 dollars.

Cécile Prudhomme

INDICE EUROSTOXX TELECOMS

en points

Le nouveau marché allemand a du mal à sortir de la crise

CHRONIQUE DES MARCHÉS

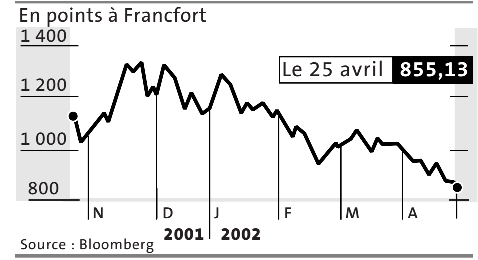
FRANCFORT
de notre correspondant

De tous les marchés spécialisés dans la cotation d'actions d'entreprises à fort potentiel de croissance, le Neuer Markt allemand est sans doute celui qui a le plus de mal à se relever de l'éclatement de la bulle technologique. Après avoir atteint un sommet de 9 600 points en mars 2000, l'indice du nouveau marché de la Bourse de Francfort, dont l'ambition fut autrefois de se hisser au niveau du Nasdaq américain, stagne toujours à moins de 1 000 points (855,13 points [– 3,08 %] à la fermeture, jeudi 25 avril). Les experts excluent un rebond rapide, tandis que de nouvelles affaires viennent assombrir la réputation de l'enfant terrible de la Deutsche Börse.

KPMG SOUS PRESSION

Décision révélatrice de la crise de confiance qui secoue le Neuer Mark, le cabinet d'audit et de commissariat aux comptes KPMG a annoncé son intention de revoir les comptes de ses clients cotés sur le segment des valeurs technologiques de la Bourse de Francfort. Au total, les bilans de 45 sociétés vont devoir être passés au crible pour vérifier leur fiabilité. KPMG est en effet mis en cause dans « l'affaire Comroad », du nom de cette entreprise accusée d'avoir gonflé artificiellement son chiffre d'affaires, au nez et à la barbe de ses commissaires aux comptes. KPMG a certifié les résultats de ce spécialiste des systèmes mobiles de télématique (notamment des systèmes de navigation embarqués) pendant quelques années, avant de dénoncer son contrat en février 2002. Au moment où le cabinet voit son projet de fusion avec Andersen Allemagne échouer – c'est Ernst & Young qui reprendra les activités allemandes du cabinet –, il est pris dans une tourmente qui rappelle, à une échelle certes plus modeste, l'affaire américaine Enron, qui a coûté son existence au réseau Andersen.

INDICE NEMAX 50 SUR 6 MOIS



DÉVASTATRICE AFFAIRE COMROAD

Car le cas Comroad donne des frissons aux professionnels. Au fil des jours, l'enquête confirme que les dirigeants de cette entreprise créée en 1995 ont falsifié l'essentiel de son chiffre d'affaires. Son principal client, implanté à Hongkong, n'a même jamais existé, selon les conclusions des experts engagés pour faire la lumière sur ce dossier. Le fondateur et ancien patron de la société est en détention depuis la fin mars. Comroad a été exclue de force du Neuer Markt, vendredi 19 avril, mais il s'agit d'un nouveau coup dur pour celui-ci. Au fil des scandales et des faillites plus ou moins sulfureuses, ses effectifs ont fondu : l'indice compte aujourd'hui 304 sociétés, contre près de 350 au plus fort de l'euphorie boursière. Depuis le début de l'année, une seule start-up a été introduite, contre 11 en 2001, et près de 120 en 2000.

UNE RELANCE TRÈS DÉLICATE

L'affaire Comroad complique donc une relance déjà laborieuse. Alertés par le naufrage de certains titres, et afin de rétablir une certaine confiance, les promoteurs du Neuer Markt avaient dès 2001 imaginé d'exclure de la cote les *« penny stocks »,* les actions dont la valeur est tombée en dessous de 1 euro, et les sociétés dont la capitalisation est devenue inférieure à 20 millions d'euros. Six sociétés, dont l'une des anciennes stars de la nouvelle économie, letsbuyit.com, devaient être rayées de l'indice samedi 27 avril. mais un tribunal de Francfort vient de s'opposer à cette initiative, arguant qu'une capitalisation boursière faible ne pouvait justifier une telle décision unilatérale. La Deutsche Börse a dû revenir sur ses sanctions : *« Nous regrettons qu'une décision de justice nous oblige à suspendre des règles qui ont été formulées dans l'intérêt général du marché et pour la protection des actionnaires »*, a aussitôt indiqué Rainer Riess, le responsable du Neuer Markt.

Autre mesure, la Deutsche Börse vient de présenter une charte des introductions en Bourse, élaborée avec les banques, les investisseurs et les entreprises. *« C'est un ensemble de standards permettant d'améliorer la transparence »*, dit Cord Gebhardt, en charge des opérations de cotation à la Deutsche Börse. Meilleure description des risques, plus grande clarté, les documents devront aussi mentionner les éventuelles condamnations des membres du directoire pendant les dix dernières années. Ce code devrait entrer en vigueur début juin. Les candidates à l'aventure en Bourse étant rares actuellement, ces grands principes risquent de ne pas servir à grand-chose, au moins dans un premier temps.

Philippe Ricard

LES BOURSES DANS LE MONDE 26/4, 9h44

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER
UNION EUROPÉENNE						
ALLEMAGNE	DAX Index	5062,23 26/4	0,15	5467,31 19/3	4706,01 20/2	25,00
	Euro Neu Markt Price IX	899,16 26/4	0,72	1212,43 4/1	910,99 24/4	
AUTRICHE	Austria traded	1317,26 26/4	0,21	1338,41 18/4	1109,88 9/1	14,20
BELGIQUE	Bel 20	2841,93 26/4	-0,23	2906,75 24/4	2609,61 15/1	13,90
DANEMARK	Horsens Bnex	250,93 25/4	-1,20	280,92 26/3	248,53 25/4	
ESPAGNE	Ibex 35	8188,50 26/4	0,21	8608,50 4/1	7628,00 22/2	19,00
FINLANDE	Hex General	6945,24 26/4	1,27	9224,39 4/1	6779,80 24/4	17,30
FRANCE	CAC 40	4470,92 26/4	0,34	4720,04 4/1	4210,30 20/2	20,70
	Mid CAC	2117,76 25/4	-0,50	2176,90 2/4	1929,16 2/1	15,10
	SBF 120	3122,66 26/4	0,31	3263,91 28/3	2924,74 20/2	20,70
	SBF 250	2952,99 25/4	-1,36	3081,90 28/3	2782,54 20/2	20,30
	Indice second marché	2532,01 25/4	0,11	2553,77 19/4	2287,73 2/1	15,00
	Indice nouveau marché	1005,64 26/4	0,70	1175,41 7/1	980,76 22/2	
GRÈCE	ASE General	2206,42 26/4	0,00	2655,07 3/1	2160,28 16/4	14,40
IRLANDE	Irish Overall	5111,89 26/4	0,01	6085,03 18/1	4611,80 20/3	12,30
ITALIE	Milan Mib 30	32269,00 26/4	-0,10	33548,00 17/4	29542,00 20/2	20,90
LUXEMBOURG	Lux Index	1138,30 25/4	-1,95	1169,48 14/1	1103,43 6/3	
PAYS BAS	Amster. Exc. Index	513,00 26/4	0,14	531,45 18/4	475,19 22/2	17,80
PORTUGAL	PSI 20	7642,65 26/4	0,21	7998,50 4/1	7161,67 25/2	18,20
ROYAUME UNI	FTSE 100 index	5201,40 26/4	0,08	5362,30 4/1	5015,50 20/2	17,70
	FTSE techMark 100 index	1087,94 26/4	-0,23	1569,62 4/1	1099,60 24/4	113,50
SUÈDE	OMX	704,73 26/4	0,30	878,88 4/1	680,86 25/4	23,30
EUROPE						
HONGRIE	Bux	8667,66 25/4	1,08	8917,21 22/4	7052,97 3/1	
ISLANDE	ICEX 15	1316,31 24/4	-0,26	1413,86 21/3	1142,62 7/1	
POLOGNE	WSE Wig index	15021,45 25/4	0,69	16423,35 25/1	13842,31 2/1	197,10
TCHÉQUIE	Exchange PX 50	455,30 26/4	1,04	452,10 17/4	384,60 2/1	
RUSSIE	RTS	382,81 25/4	-0,57	386,85 18/4	267,70 3/1	
SUISSE	Swiss market	6596,40 26/4	0,07	6723,10 18/4	6059,10 6/2	18,70
TURQUIE	National 100	11778,41 26/4	-0,19	15071,84 8/1	10443,81 18/3	10,80
AMÉRIQUES						
ARGENTINE	Merval	419,68 19/4	4,78	471,34 6/2	323,69 2/1	
BRÉSIL	Bovespa	13272,74 25/4	-0,81	14495,28 18/3	12300,70 30/1	9,50
CANADA	TSE 300	7686,29 25/4	-0,35	7992,70 7/3	7402,70 20/2	20,60
CHILI	Ipsa	95,48 26/4	-0,86	102,37 4/1	94,80 20/2	
ETATS-UNIS	Dow Jones ind.	10035,06 25/4	0,05	10673,10 19/3	9529,46 30/1	21,90
	Nasdaq composite	1713,70 25/4	0,02	2098,88 9/1	1696,55 22/2	45,90
	Nasdaq 100	1302,32 25/4	0,00	1710,23 9/1	1300,95 24/4	42,20
	Wilshire 5000	10351,54 25/4	-0,08	10983,40 19/3	10040,55 20/2	
	Standards & Poors 500	1091,48 25/4	-0,15	1176,97 7/1	1074,36 20/2	20,70
MEXIQUE	IPC	7476,37 25/4	-0,38	7611,12 11/4	6365,72 14/1	12,80
ASIE-OCÉANIE						
AUSTRALIE	All ordinaries	3329,20 26/4	0,15	3443,90 14/2	3301,50 12/4	
CHINE	Shangaï B	140,02 25/4	0,63	171,72 4/1	121,09 23/1	20,70
	Shenzen B	219,58 25/4	0,58	265,91 4/1	182,43 23/1	13,90
CORÉE DU SUD	Composite	872,58 25/4	-4,71	943,54 22/4	690,36 2/1	
HONG KONG	Hang Seng	11383,06 26/4	-0,23	11919,41 7/1	10387,49 1/3	16,50
	All ordinaries	4994,08 26/4	-0,03	5104,38 7/1	4548,50 7/2	
INDE	Bombay SE 30	394,83 25/4	-1,53	415,78 5/4	339,26 1/1	1,30
ISRAËL	Tel Aviv 100	374,22 26/4	0,32	468,92 7/1	372,08 9/4	
JAPON	Nikkei 225	11541,39 26/4	-0,92	12034,04 11/3	9420,85 6/2	29,30
	Topix index	1087,23 26/4	-1,01	1128,36 11/3	921,08 6/2	35,00
MALAISIE	KL composite	802,04 26/4	0,32	816,94 23/4	681,50 2/1	16,80
NOUVELLE-ZÉLANDE	All ordinar.	739,91 26/4	0,25	771,18 4/2	737,20 24/4	
SINGAPOUR	Straits Time	1717,65 26/4	-0,57	1848,99 5/3	1606,09 2/1	21,20
TAÏWAN	Weighted	6355,59 25/4	-1,55	6484,93 22/4	5375,40 17/1	22,20
THAILANDE	Thaï SE	373,69 26/4	0,17	396,70 8/3	302,38 2/1	
AFRIQUE						
AFRIQUE DU SUD	All share	11271,70 26/4	-0,25	11472,10 22/4	10138,30 30/1	10,40
COTE D'IVOIRE	BVRM	70,11 23/4	-7,93	77,39 2/1	70,08 22/3	

PER - Price Earning Ratio (ou cours/bénéfice) : cours de Bourse divisé par le bénéfice par action estimé pour l'exercice courant. PER : Jacques Chahine Finances ; données : la Cote Bleue.
n/d : valeur non disponible.

EUROPE Vendredi 26 avril 9h44

INDICES

SECTEURS EURO STOXX

	Indice	% var.
EURO STOXX 50	3585,46	0,31
AUTOMOBILE	230,90	0,26
BANQUES	293,30	0,36
PRODUIT DE BASE	199,30	0,38
CHIMIE	352,90	-0,40
TÉLÉCOMMUNICATIONS	394,93	0,33
CONSTRUCTION	237,77	0,01
CONSOMMATION CYCLIQUE	134,46	0,39
PHARMACIE	476,23	0,69
ÉNERGIE	344,54	-0,15
SERVICES FINANCIERS	237,89	0,05
ALIMENTATION ET BOISSON	248,56	0,31
BIENS D'ÉQUIPEMENT	362,86	0,10
ASSURANCES	318,95	0,25
MÉDIAS	262,02	0,29
BIENS DE CONSOMMATION	386,38	-0,45
COMMERCE ET DISTRIBUTION	273,89	0,14
HAUTE TECHNOLOGIE	410,08	1,05
SERVICES COLLECTIFS	296,14	-0,25

LES 50 VALEURS DE L'EURO STOXX

	Code pays	Cours	% var. /préc.
ABN AMRO HOLDING	NL	22,23	-0,13
AEGON NV	NL	26,81	0,15
AIR LIQUIDE	FR	165,90	-0,24
ALCATEL A	FR	14,42	0,84
ALLIANZ N	AL	265,25	0,07
AVENTIS	FR	78,85	1,09
AXA	FR	23,75	0,85
BASF AG	AL	45,07	0,58
BAYER	AL	37,19	-1,09
BAYR.HYP.U.VERBK	AL	38,79	0,23
BBVA	ES	13,09	0,38
BNP PARIBAS	FR	58,00	1,31
BSCH	ES	10,04	0,20
CARREFOUR	FR	49,84	0,18
DAIMLERCHRYSLER N	AL	51,28	0,69
DANONE	FR	145,60	-0,27
DEUTSCHE BANK AG	AL	70,70	-1,14
DEUTSCHE TELEKOM	AL	15,57	-0,19
E.ON	AL	57,65	-0,95
ENDESA	ES	17,09	0,47
ENEL	IT	6,64	-0,45
ENI SPA	IT	16,79	-0,53
FORTIS	BE	25,75	-0,85
FRANCE TELECOM	FR	28,60	0,88
GENERALI ASS.	IT	27,40	0,07
ING GROEP CVA	NL	29,50	0,68
KONINKLIJKE AHOLD	NL	27,51	-0,47
L'OREAL	FR	84,35	-0,53
LVMH	FR	57,60	0,17
MUENCHENER RUECKV	AL	278,00	0,28
NOKIA OYJ	FI	18,62	1,75
PINAULT PRINTEMPS	FR	128,00	-0,31
REPSOL YPF	ES	13,63	-1,09
ROY.PHILIPS ELECTR	NL	34,16	0,77
ROYAL DUTCH PETROL	NL	58,45	-0,17
RWE	AL	42,25	-0,35
SAINT GOBAIN	FR	189,20	-0,84
SANOFI-SYNTHELABO	FR	70,60	-0,14
SANPAOLO IMI	IT	12,70	-0,08
SIEMENS	AL	67,53	1,84
SOCIETE GENERALE A	FR	74,25	0,61
SUEZ	FR	32,82	-0,24
TELECOM ITALIA	IT	8,89	-0,22
TELEFONICA	ES	12,30	0,82
TIM	IT	4,96	0,20
TOTAL FINA ELF	FR	167,60	0,06
UNICREDITO ITALIAN	IT	5,12	-1,35
UNILEVER CVA	NL	67,75	1,19
VIVENDI UNIVERSAL	FR	37,16	0,38
VOLKSWAGEN	AL	53,68	-0,41

ZONE EURO : FR (France), **AL** (Allemagne), **ES** (Espagne), **IT** (Italie), **PT** (Portugal), **IR** (Irlande), **LU** (Luxembourg), **NL** (Pays-Bas), **AT** (Autriche), **FI** (Finlande), **BE** (Belgique), **GR** (Grèce).
HORS ZONE EURO : CH (Suisse), **NO** (Norvège), **SE** (Suède), **RU** (Royaume-Uni), **DK** (Danemark).

FRANCFORT

25/4 : 184 millions d'euros échangés

Valeur	Cours de clôture (€)	% var.
Meilleures performances		
IM INTERNATIONAL	7,46	36,63
BROKAT TECHNOLOGIE	0,04	33,33
LOBSTER NETWORK	0,20	33,33
SENATOR ENTERTAINM	1,66	25,76
LINTEC INF TECHNO	5,80	24,73
BIODATA INF TECH	0,16	23,08
ENTRIUM DIRECT BK	13,70	13,41
Plus mauvaises performances		
ELSA AG	0,13	-71,11
LETSBUYIT.COM	0,01	-50,00
EJAY	0,01	-50,00
BERLINER EFFEKTENG	7,11	-28,90
M&S ELEKTRONIK	0,05	-28,57
ABACHO	0,21	-22,22
AECO	0,14	-22,22

LONDRES

25/4 : 2240 millions d'euros échangés

Valeur	Cours de clôture (£)	% var.
Meilleures performances		
AUTONOMY CORP	3,50	8,02
QXL RICARDO	0,01	5,56
ENERGIS	0,02	5,11
VODAFONE GROUP	1,13	4,88
TRAFFICMASTER	0,23	4,55
PACE MICRO TECH	0,90	4,06
SHIRE PHARMA GRP	5,22	3,98
Plus mauvaises performances		
BALTIMORE TECHNOL	0,08	-11,11
COLT TELECOM GROUP	0,39	-7,14
BOOKHAM TECHNOLOGY	0,80	-6,69
BATM ADVANCED COMM	0,24	-6,00
KINGSTON COMM	0,80	-5,88
CAMBRIDGE ANTIBODY	12,58	-5,77
CMG PLC	2,15	-5,70

TOKYO

26/4 : 515 millions d'euros échangés

Valeur	Cours de clôture (¥)	% var.
Meilleures performances		
AICHI CORP	242,00	26,04
CO-OP CHEMICAL CO	93,00	19,23
ORIGINAL ENG CONS	669,00	18,41
V TECHNOLOGY	464,00	16,29
JUNTENDO	185,00	15,63
NITTOC CONST	430,00	14,06
TOKICO LTD	270,00	13,92
Plus mauvaises performances		
HOKO FISHING	12,00	-71,43
NIPPON KAKOH SEISH	30,00	-21,05
HASEKO CORP	21,00	-16,00
NIPPON YAKIN KOGYO	36,00	-12,20
DOW CHEMICAL	4100,00	-12,02
SHIRAISHI	232,00	-10,77
SUMIKURA INDL	18,00	-10,00

PARIS

25/4 : 164 millions d'euros échangés

Valeur	Cours de clôture (€)	% var.
Meilleures performances		
ERICSSON B	2,81	7,66
WAVECOM	37,80	6,48
COMPLETEL EUROPE	0,52	6,12
HIGHWAVE OPTICAL	1,70	4,94
NOKIA OYJ	18,30	4,15
ELIOR	8,89	3,49
SONY	63,15	3,36
Plus mauvaises performances		
CAP GEMINI	63,30	-6,98
HAVAS ADVERTISING	9,07	-4,93
SR. TELEPERFORMANC	27,10	-4,38
PUBLICIS GROUPE SA	34,90	-4,17
CLUB MEDITERRANEE	43,95	-4,14
FRANCE TELECOM	28,35	-4,09
GENERAL ELECTRIC	35,59	-3,89

NEW YORK

Séance du 25/4

NYSE

1513 millions de titres échangés

Valeur	Cours de clôture ($)	% var.
3M	126,95	1,16
AM INTL GRP	68,34	0,00
ALCOA	34,92	-0,20
AOL TIME WARNER	19,49	0,98
AMERICAN EXPRESS	42,61	0,12
AT & T	13,49	-1,89
BOEING CO	41,90	-1,18
BRISTOL MYERS SQUI	29,89	-3,58
CATERPILLAR	53,60	1,13
CITIGROUP	44,15	-1,23
COCA-COLA	54,98	0,00
COLGATE PALMOLIVE	55,64	0,58
COMPAQ COMPUTER	10,46	0,97
DOW CHEMICAL	30,70	-0,97
DUPONT DE NEMOURS	44,17	-1,10
EASTMAN KODAK	33,18	-2,24
ENDESA ADR	15,16	-1,37
EXXON MOBIL	40,54	0,60
FORD MOTOR	16,32	0,62
GENERAL ELECTRIC	32,05	-1,38
GENERAL MOTORS	64,85	-2,19
GILLETTE CO	35,43	0,08
HEWLETT PACKARD	17,38	0,99
HOME DEPOT INC	48,67	1,04
HONEYWELL INTL	37,76	1,29
IBM	86,71	0,24
INTL PAPER	40,50	1,50
JOHNSON & JOHNSON	63,40	-0,33
J.P.MORGAN CHASE	35,03	-2,40
LUCENT TECHNOLOGIE	4,82	1,47
MC DONALD'S CORP	28,33	-0,60
MERCK AND CO	54,89	0,09
MOTOROLA	14,82	2,56
NORTEL NETWORKS	5,80	0,69
PEPSICO	52,45	-0,91
PFIZER INC	37,57	2,96
PHILIP MORRIS	54,86	0,15
PROCTER AND GAMBLE	89,42	-0,01
SBC COMMUNICATIONS	31,97	1,23
TEXAS INSTRUMENTS	31,50	-0,79
UNITED TECHNOLOGIE	69,15	1,04
WAL-MART STORES	57,00	-0,78
WALT DISNEY COMPAN	25,00	1,96

NASDAQ

1972 millions de titres échangés

Valeur	Cours de clôture ($)	% var.
ALTERA CORP	20,95	1,21
AMAZON.COM	16,82	0,18
AMGEN INC	55,20	-1,62
APPLIED MATERIALS	25,23	0,92
BED BATH & BEYOND	36,93	2,16
CISCO SYSTEMS	14,59	1,11
COMCAST A SPECIAL	27,04	-3,36
CONCORD EFS	32,11	-1,50
DELL COMPUTER	26,80	1,32
EBAY	51,79	0,99
FLEXTRONICS INTL	13,47	-5,67
GEMSTAR TV GUIDE	11,14	-0,09
GENZYME	40,36	-2,20
IMMUNEX	28,21	-0,98
INTEL CORP	29,09	0,62
INTUIT	38,92	3,35
JDS UNIPHASE	5,03	0,20
LINEAR TECHNOLOGY	38,87	-0,36
MAXIM INTEGR PROD	49,86	-0,34
MICROSOFT	53,73	1,34
ORACLE CORP	10,50	0,00
PAYCHEX	38,10	0,00
PEOPLESOFT INC	21,89	-2,62
QUALCOMM INC	32,40	-2,67
SIEBEL SYSTEMS	24,28	2,19
SUN MICROSYSTEMS	8,39	-3,12
VERITAS SOFTWARE	27,31	1,71
WORLDCOM	3,53	1,44
XILINX INC	38,63	3,57
YAHOO INC	14,35	-1,78

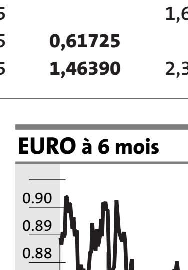
MARCHÉ DES CHANGES 26/4, 9h44

	Dollar	100 Yens	Euro	Livre	Franc S.
NEW YORK ($)		0,77875	0,89770	1,45420	0,61330
TOKYO (¥)	128,41000		115,24500	186,75310	78,75015
PARIS (€)	1,11390	0,86745		1,62010	0,68310
LONDRES (£)	0,68760	0,53545	0,61725		0,42165
ZURICH (FR. S.)	1,63070	1,26975	1,46390	2,37165	

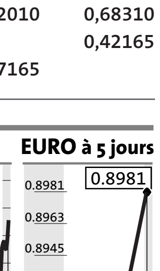
COURS DE L'EURO

	Achat	Vente
COURONNE DANOISE	7,4302	7,4389
COURONNE NORVÉG.	7,5947	7,6035
COURONNE SUÉDOISE	9,2093	9,2199
COURONNE TCHÈQUE	30,2152	30,6811
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6480	1,6504
DOLLAR CANADIEN	1,4049	1,4063
DOLLAR HONGKONG	6,9991	7,0048
DOLLAR NÉO-ZÉLAND.	1,9887	1,9942
FORINT HONGROIS	243,7161	244,5254
LEU ROUMAIN	29870,0000	29930,0000
ROUBLE	28,0182	28,0427

EURO à 6 mois



EURO à 5 jours



TAUX

TAUX D'INTÉRÊTS LE 26/4

	Taux j.le j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	3,30	3,39	5,18	5,50
ROYAUME-UNI	4,38	4,16	5,22	5,10
ITALIE	3,30	3,39	5,35	5,79
ALLEMAGNE	3,30	3,39	5,11	5,53
JAPON	0,05	0,08	1,39	2,08
ÉTATS-UNIS	1,80	1,93	5,14	5,95
SUISSE	1,46	1,54	3,45	4,02

MARCHÉS A TERME LE 26/4, 9h44

	Echéance	Premier prix	Dernier prix	Contrats ouverts
PARIS				
CAC 40 TER.	4/2	4460,00	4468,00	537809
EURO NOTIO.	6/2	87,42	87,35	733
EURO ST. 50	6/2	3566,00	3559,00	4087
FRANCFORT				
BUND 10 ANS	6/2	106,09	105,98	656468
LONDRES				
EURIBOR 3M.	9/2	96,34	96,30	462788
NEW YORK				
DOW JONES	6/2	9960,00	10040,00	28248
S. & POORS	6/2	1089,50	1092,50	470592

TAUX COURANTS

Taux de base bancaire	6,60 %
Taux des oblig. des sociétés privées	5,05 %
Taux d'intérêt légal	4,26 %
Crédit immobilier à taux fixe	
taux effectif moyen	6,05 %
usure	8,07 %
Crédit immobilier à taux variable	
taux effectif moyen	6,00 %
usure	8,00 %
Crédit consommation (- de 1 524 euros)	
taux effectif moyen	15,74 %
usure	20,99 %
Crédit renouvelable, découverts	
taux effectif moyen	12,90 %
usure	17,20 %
Crédit consommation (+ de 1 524 euros)	
taux effectif moyen	8,19 %
usure	10,92 %
Crédit aux entreprises (+ de 2ans)	
moyenne taux variable	5,59 %
usure taux variable	7,45 %
moyenne taux fixe	6,11 %
usure taux fixe	8,15 %

(Taux de l'usure : taux maximum légal)

OR

VENDREDI 26 AVRIL 9h44

	Cours	% var.
OR FIN KILO BARRE	10900,00	0,00
OR FIN LINGOT	10850,00	-1,27
ONCE D'OR EN DOLLAR	304,20	0,50
PIÈCE 20 FR. FRANCAIS	62,60	-0,63
PIÈCE 20 FR. SUISSE	62,50	-0,79
PIÈCE UNION LAT. 20	62,50	-0,79
PIÈCE 10 US$	190,25	0,00
PIÈCE 20 US$	400,00	3,90
PIÈCE 50 PESOS MEXICAINS	403,00	-0,98

DENRÉES

VENDREDI 26 AVRIL 9h44

	Cours	% var.
BLE ($ CHICAGO)	268,00	-0,92
CACAO ($ NEW YORK)	1500,00	0,13
CAFE (£ LONDRES)	511,00	0,57
COLZA (€ PARIS)	236,00	0,53
MAÏS ($ CHICAGO)	202,75	-0,37
ORGE (£ LONDRES)	53,00	-0,84
JUS D'ORANGE ($ NEW YORK)	0,89	0,00
SUCRE BLANC (£ LONDRES)	173,50	0,00
SOJA TOURT. ($ CHICAGO)	161,80	-0,80

MÉTAUX

VENDREDI 26 AVRIL 9h44

	Cours	% var.
LONDRES		
ALUMINIUM COMPTANT ($)	1372,00	-0,49
ALUMINIUM À 3 MOIS ($)	1393,00	-0,48
CUIVRE COMPTANT ($)	1593,75	-0,14
CUIVRE À 3 MOIS ($)	1611,04	-0,16
ETAIN COMPTANT ($)	4045,00	0,00
ETAIN À 3 MOIS ($)	4080,00	-0,49
NICKEL COMPTANT ($)	7079,50	-0,62
NICKEL À 3 MOIS ($)	7099,90	-0,52
PLOMB COMPTANT ($)	468,50	-0,74
PLOMB À 3 MOIS ($)	479,97	-0,81
ZINC COMPTANT ($)	806,00	-0,22
ZINC À 3 MOIS ($)	825,00	-0,21
NEW YORK		
ARGENT À TERME ($)	468,50	0,64
PLATINE À TERME ($)	551,00	0,36

PÉTROLE

VENDREDI 26 AVRIL 9h44

	Cours	% var.
BRENT (LONDRES)	25,82	-0,88
WTI (NEW YORK)	26,70	1,02
LIGHT SWEET CRUDE	25,25	2,06

MARCHÉS FRANÇAIS

PREMIER MARCHÉ

VALEURS FRANCAISES

Vendredi 26 avril 9h30

Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code sicovam
ACCOR ◗	44,64	44,64	n/d	9,33	49,00	38,03	1,00	12040
AFFINE	n/d	39,96	n/d	8,29	40,05	30,34	1,20	3610
AGF ◗	55,15	55,00	0,27	2,31	57,50	50,20	2,00	12592
AIR FRANCE GPE NOM ◗	20,27	20,30	-0,15	23,29	21,19	16,06	0,22	3112
AIR LIQUIDE ◗	165,30	166,30	-0,60	5,01	174,00	149,80	3,00	12007
ALCATEL A ◗	14,51	14,30	1,47	-24,42	21,62	13,33	0,16	13000
ALCATEL O	5,21	5,31	-1,88	-32,51	9,62	5,00	0,10	13015
ALSTOM ◗	14,45	14,40	0,35	15,69	16,30	12,25	0,55	12019
ALTRAN TECHNO. # ◗	58,85	58,20	1,12	15,96	66,40	48,50	0,14	3463
ARBEL#	5,25	5,25	n/d	69,35	7,50	2,92	0,53	3588
AREVA CIP	197,70	197,70	n/d	23,94	201,00	160,00	22,85	4524
ASF ◗	27,24	27,30	-0,22	n/d	27,30	25,00	n/d	18415
ATOS ORIGIN ◗	84,45	84,10	0,42	14,81	94,40	71,15	n/d	5173
AVENTIS ◗	78,90	78,00	1,15	-1,06	85,95	73,90	0,50	13046
AXA ◗	23,76	23,55	0,89	1,23	26,09	19,41	2,20	12062
BACOU DALLOZ	n/d	120,00	n/d	36,36	121,90	83,30	0,90	6089
BAIL INVESTIS.CA	140,10	140,30	-0,14	15,68	140,30	122,50	7,16	12018
BEGHIN SAY ◗	44,90	44,95	-0,11	10,04	45,50	39,20	n/d	4455
BIC ◗	43,00	43,00	n/d	12,09	44,66	35,51	0,29	12096
BNP PARIBAS ◗	57,75	57,25	0,87	14,92	60,45	49,77	2,25	13110
BOLLORE ◗	260,50	259,00	0,58	8,45	261,70	238,00	4,00	12585
BOLLORE INV.	53,30	51,60	3,29	3,79	55,00	50,50	0,20	3929
BONGRAIN	49,10	49,95	-1,70	9,11	50,00	41,70	1,40	12010
BOUYGUES ◗	33,70	33,45	0,75	-8,42	38,95	30,51	0,36	12050
BOUYGUES OFFS. ◗	47,50	47,70	-0,42	18,60	49,50	38,60	1,10	13070
BULL# ◗	0,82	0,83	-1,20	-33,33	1,36	0,81	n/d	5260
BURELLE (LY)	n/d	55,00	n/d	10,82	60,05	49,63	0,50	6113
BUSINESS OBJECTS ◗	38,00	37,80	0,53	1,19	51,00	37,01	n/d	12074
CANAL + ◗	3,76	3,71	1,35	5,02	3,90	3,49	0,15	12546
CAP GEMINI ◗	61,95	62,90	-1,51	-23,61	90,70	61,95	0,40	12533
CARBONE-LORRAINE ◗	38,51	38,99	-1,23	28,36	39,48	28,60	1,06	3962
CARREFOUR ◗	49,71	49,75	-0,08	-14,88	58,80	48,66	0,50	12017
CASINO GUICH.ADP	64,30	64,55	-0,39	2,88	67,30	56,05	1,37	12113
CASINO GUICHARD ◗	86,50	86,60	-0,12	-0,17	89,90	75,05	1,33	12558
CASTORAMA DUB.(LI) ◗	62,30	62,40	-0,16	7,69	63,90	54,25	2,85	12420
CEGID (LY)	76,45	75,70	0,99	-2,42	90,50	70,00	2,00	12470
CEREOL ◗	33,78	33,38	1,20	18,73	36,40	28,00	n/d	4456
CERESTAR ◗	33,00	32,91	0,27	7,14	33,01	30,70	n/d	4457
CFF.RECYCLING	45,90	45,20	1,55	14,75	49,88	38,50	2,08	3905
CGIP ◗	31,65	31,80	-0,47	n/d	38,30	31,20	n/d	12102
CHARGEURS	86,90	85,00	2,24	15,94	88,00	67,00	2,13	13069
CHRISTIAN DIOR ◗	43,45	43,45	n/d	26,05	45,55	32,50	0,28	13040
CIC -ACTIONS A	122,10	122,10	n/d	1,32	125,00	118,70	2,29	12005
CIMENTS FRANCAIS ◗	50,60	51,50	-1,75	5,41	52,50	46,20	1,40	12098
CLARINS ◗	66,35	66,20	0,23	4,65	72,50	61,00	1,10	13029
CLUB MEDITERRANEE ◗	45,39	43,95	3,28	10,70	56,40	41,52	1,00	12156
CNP ASSURANCES ◗	40,01	40,24	-0,57	12,07	40,50	33,60	1,08	12022
COFACE SVN CA ◗	60,50	60,50	n/d	27,63	64,00	46,40	1,47	12099
COFLEXIP	n/d	169,60	n/d	6,66	172,00	145,00	n/d	13064
COLAS	73,70	74,25	-0,74	16,33	74,80	62,00	2,13	12163
CONTIN.ENTREPR.	n/d	40,50	n/d	-9,39	46,90	40,00	2,00	3664
CREDIT AGRICOLE ◗	23,42	23,40	0,09	31,64	24,00	17,58	n/d	4507
CRED.FON.FRANCE	15,91	15,74	1,08	9,42	16,00	13,05	0,58	12081
CREDIT LYONNAIS ◗	46,29	46,00	0,63	23,44	48,80	36,14	0,65	18420
CS COM.ET SYSTEMES	11,99	12,00	-0,08	44,45	12,20	7,60	n/d	7896
DAMART	n/d	106,00	n/d	31,51	108,00	79,50	3,80	12049
DANONE ◗	145,20	146,00	-0,55	5,98	147,80	125,20	1,90	12064
DASSAULT-AVIATION	366,00	360,00	1,67	15,45	381,00	284,90	6,20	12172
DASSAULT SYSTEMES ◗	51,25	50,75	0,99	-5,09	59,40	47,60	0,31	13065
DEV.R.N-P.CAL LI #	n/d	14,25	n/d	-1,04	15,00	14,25	0,55	12423
DEVEAUX(LY)#	70,15	70,60	-0,64	-12,85	77,80	66,40	4,20	6100
DIDOT-BOTTIN	n/d	77,00	n/d	26,22	77,00	61,10	2,74	3747
DMC (DOLLFUS MI)	9,70	9,69	0,10	29,50	11,48	6,90	0,61	12133
DYNACTION	29,25	29,00	0,86	8,73	32,40	25,41	0,50	13035
EIFFAGE ◗	90,10	91,15	-1,15	31,72	91,15	68,80	0,78	13045
ELECT.MADAGASCAR	23,60	23,54	0,25	4,88	24,90	19,60	n/d	3571
ELIOR SVN SCA ◗	8,75	8,89	-1,57	8,56	9,88	8,05	0,07	12127
ENTENIAL(EX CDE)	31,75	31,69	0,19	25,24	32,90	25,35	0,40	12093
ERAMET	38,50	38,99	-1,26	11,27	39,80	30,21	1,30	13175
ESSILOR INTL ◗	45,00	45,00	n/d	32,54	45,00	31,20	3,90	12166
ESSO	92,50	92,50	n/d	15,33	96,80	79,50	2,75	12066
EULER ◗	43,60	43,90	-0,68	2,58	47,40	40,60	1,40	12130
EURAZEO ◗	59,85	59,55	0,50	-6,41	63,85	57,60	0,48	12112
EURO DISNEY SCA ◗	0,92	0,92	n/d	4,54	1,21	0,89	n/d	12587
EUROTUNNEL ◗	1,03	1,03	n/d	-8,84	1,18	0,90	n/d	12537
FAURECIA ◗	55,00	55,00	n/d	-6,77	61,40	51,60	0,91	12114
F.F.P. (NY) ◗	117,90	116,00	1,64	21,48	121,00	94,20	1,80	6478
FIMALAC ◗	47,52	47,56	-0,08	17,91	49,75	40,01	0,90	3794
FINAXA	n/d	96,00	n/d	21,28	107,50	68,00	2,20	3313
FONC.LYON.#	31,90	31,75	0,47	19,47	32,50	25,20	0,85	3340
FRANCE TELECOM ◗	28,57	28,35	0,78	-36,36	48,16	27,55	1,00	13330
FROMAGERIES BEL	n/d	108,50	n/d	8,55	118,00	91,80	2,22	12185
GALERIES LAFAYETTE ◗	145,90	143,60	1,60	-4,57	168,90	125,10	0,60	12124
GAUMONT #	49,00	49,00	n/d	18,93	53,00	39,00	0,57	3489
GECINA ◗	95,50	95,25	0,26	4,37	95,75	90,00	3,34	13151
GENERALE DE SANTE	17,10	16,90	1,18	19,08	17,85	13,71	n/d	4447
GEOPHYSIQUE ◗	45,69	45,89	-0,44	29,61	47,27	33,16	1,22	12016
GFI INFORMATIQUE ◗	11,32	11,30	0,18	-6,05	13,34	10,05	0,15	6337
GRANDVISION CA# ◗	18,00	17,86	0,78	18,03	20,10	15,05	0,25	5297
GROUPE GASCOGNE	79,50	79,60	-0,13	7,14	81,90	67,75	3,00	12441
GROUPE PARTOUCHE #	71,80	73,80	-2,71	-3,29	82,85	63,00	1,68	5354
GR.ZANNIER (LY) #	80,55	80,00	0,69	2,48	83,50	72,00	0,73	12472
GUYENNE GASCOGNE ◗	n/d	84,05	n/d	-1,11	87,70	79,00	1,50	12028
HAVAS ADVERTISING ◗	9,17	9,07	1,10	12,79	11,00	7,82	0,17	12188
IMERYS ◗	127,80	126,00	1,43	18,55	135,40	98,00	3,60	12085
IMMEUBLES DE FCE	20,92	22,00	-4,91	-4,90	25,00	19,80	0,30	12037
IMMOBANQUE NOM.	n/d	127,00	n/d	n/d	132,50	118,00	n/d	5793
INFOGRAMES ENTER. ◗	10,26	10,26	n/d	-20,77	15,98	9,57	n/d	5257
INGENICO ◗	25,87	25,11	3,03	14,46	28,50	22,50	0,10	12534
ISIS	n/d	173,60	n/d	9,87	177,00	137,00	n/d	12000
JC DECAUX ◗	13,87	13,61	1,91	10,51	14,50	10,20	n/d	7791
KAUFMAN ET BROAD	21,01	21,00	0,05	27,33	22,00	16,21	0,82	12105
KLEPIERRE ◗	120,00	120,40	-0,33	11,83	123,40	108,20	3,10	12196
LAFARGE ◗	104,90	104,00	0,87	n/d	108,10	96,85	2,20	12053
LAGARDERE ◗	51,10	51,00	0,20	8,72	54,85	41,92	0,78	13021
LAPEYRE	n/d	62,00	n/d	40,08	62,50	44,10	1,08	13051
LEBON (CIE)	55,00	55,80	-1,43	9,56	55,90	48,75	2,30	12129
LEGRAND ORD.	174,50	168,50	3,56	21,18	180,00	143,90	0,94	12061
LEGRAND ADP	n/d	136,10	n/d	9,75	143,20	110,00	1,50	12528
LEGRIS INDUST. ◗	22,50	23,22	-3,10	2,27	25,39	18,20	1,20	12590
LIBERTY SURF	3,55	3,45	2,90	24,56	3,80	2,90	n/d	7508
LOCINDUS	135,80	136,00	-0,15	7,77	136,00	126,00	10,18	12135
L'OREAL ◗	84,30	84,80	-0,59	4,20	87,90	75,15	0,44	12032
LOUVRE #	72,50	70,60	2,69	15,44	75,80	60,00	1,24	3311
LUCIA	n/d	13,00	n/d	n/d	13,48	10,42	1,83	3630
LVMH MOET HEN. ◗	57,50	57,50	n/d	25,82	61,60	42,15	0,22	12101
MARINE WENDEL ◗	61,50	60,65	1,40	n/d	72,80	60,25	n/d	12120
MARIONNAUD PARFUM ◗	48,55	48,05	1,04	-10,75	57,60	47,34	n/d	6494
MATUSSIERE FOREST.	8,93	8,93	n/d	0,44	9,85	8,15	0,10	6057
MAUREL ET PROM	23,58	24,35	-3,16	52,12	24,98	15,10	0,91	5107
METALEUROP	3,83	3,90	-1,79	24,35	4,90	3,15	0,61	12038
MICHELIN ◗	43,00	42,90	0,23	16,05	45,05	36,36	0,80	12126
MONTUPET SA	15,50	15,50	n/d	48,60	16,40	10,50	0,17	3704
NATEXIS BQ POP. ◗	92,40	92,20	0,22	-4,64	97,50	87,30	2,50	12068
NEOPOST ◗	43,31	43,50	-0,44	32,36	43,80	32,31	n/d	12056
NEXANS ◗	21,70	21,50	0,93	33,86	22,00	16,25	n/d	4444
NORBERT DENTRES.#	24,20	24,20	n/d	8,27	27,99	21,52	0,40	5287
NORD-EST	27,00	27,00	n/d	-0,33	27,90	25,20	0,94	12055
NRJ GROUP ◗	22,75	23,38	-2,69	8,64	26,00	17,90	0,28	12169
OBERTHUR CARD SYS. ◗	6,40	6,51	-1,69	-28,49	9,40	5,62	n/d	12413
ORANGE ◗	6,51	6,45	0,93	-36,05	10,74	6,21	n/d	7919
OXYG.EXT-ORIENT	n/d	414,00	n/d	16,94	426,00	351,00	14,68	3117
PECHINEY ACT ORD A ◗	55,45	55,35	0,18	-4,23	63,80	54,60	1,00	13290
PECHINEY B PRIV.	55,95	53,10	5,37	2,84	59,60	52,50	3,31	3640
PENAUILLE POLY.# ◗	31,49	31,15	1,09	-20,27	45,59	29,11	0,28	5338
PERNOD-RICARD ◗	97,40	98,00	-0,61	11,95	99,10	82,75	0,80	12069
PEUGEOT ◗	54,05	53,60	0,84	13,19	58,15	43,42	5,00	12150
PINAULT-PRINT.RED. ◗	127,80	128,40	-0,47	-11,61	154,69	109,50	2,18	12148
PLASTIC OMN.(LY)	n/d	76,85	n/d	30,25	83,10	59,05	2,00	12457
PROVIMI ◗	22,00	21,70	1,38	3,18	23,78	20,16	n/d	4458
PSB INDUSTRIES LY	n/d	90,35	n/d	0,94	92,70	85,00	3,50	6032
PUBLICIS GR. SA # ◗	34,97	34,90	0,20	17,54	39,90	26,80	0,20	13057
REMY COINTREAU ◗	32,90	32,90	n/d	32,28	34,10	24,87	0,90	13039
RENAULT ◗	50,70	51,25	-1,07	27,99	57,35	39,30	0,91	13190
REXEL ◗	68,30	68,20	0,15	3,56	75,40	58,60	1,61	12595
RHODIA ◗	12,10	12,15	-0,41	34,74	12,40	8,87	0,40	12013
ROCHETTE (LA)	12,17	12,18	-0,08	24,18	12,90	11,81	0,18	12580
ROUGIER #	n/d	63,90	n/d	12,00	64,50	57,00	3,05	3764
ROYAL CANIN ◗	142,30	142,30	n/d	5,79	143,50	133,20	1,10	3153
RUE IMPERIALE (LY)	n/d	149,50	n/d	-3,54	182,00	146,30	21,19	12400
SADE (NY)	n/d	51,50	n/d	11,95	52,90	45,20	2,15	12431
SAGEM S.A. ◗	61,65	60,50	1,90	-10,32	75,50	59,20	0,60	7327
SAINT-GOBAIN ◗	188,70	190,80	-1,10	11,32	194,80	161,00	4,30	12500
SALVEPAR (NY)	n/d	56,00	n/d	11,44	56,50	50,10	3,05	12435
SANOFI SYNTHELABO ◗	70,60	70,70	-0,14	-15,75	84,30	66,90	0,44	12057
SCHNEIDER ELECTRIC ◗	52,20	52,70	-0,95	-3,33	59,85	48,28	1,60	12197
SCOR SVN ◗	38,50	38,70	-0,52	8,72	46,80	31,50	1,70	13030
S.E.B. ◗	92,00	91,45	0,60	46,84	95,85	61,00	1,90	12170
SEITA	54,20	54,70	-0,91	12,44	56,00	45,10	1,40	13230
SELECTIBAIL(EXSEL)	17,50	17,50	n/d	9,92	17,59	15,80	1,56	12599
SIDEL	34,31	34,30	0,03	-31,38	53,00	30,25	n/d	13060
SILIC	172,00	172,10	-0,06	9,69	172,50	151,00	6,68	5091
SIMCO ◗	81,80	82,00	-0,24	5,54	82,35	76,10	2,60	12180
SKIS ROSSIGNOL	13,00	13,07	-0,54	-10,22	15,90	12,80	0,28	12041
SOCIETE GENERALE ◗	74,10	73,80	0,41	17,89	79,35	60,05	2,10	13080
SODEXHO ALLIANCE ◗	43,81	43,70	0,25	-8,74	49,70	42,65	0,56	12122
SOPHIA ◗	32,12	32,16	-0,12	6,42	32,33	30,00	1,52	12077
SOPRA GROUP CB# ◗	53,80	53,95	-0,28	38,80	59,20	39,05	0,62	5080
SPIR COMMUNIC. # ◗	87,85	88,50	-0,73	12,62	91,00	74,05	3,00	13173
SR TELEPERFORMANCE ◗	27,10	27,10	n/d	15,31	29,68	21,56	0,15	5180
STERIA GROUPE #	34,07	34,39	-0,93	14,32	38,80	28,06	0,48	7291
SUCR.PITHIVIERS	n/d	425,50	n/d	10,46	444,00	361,10	12,00	3331
SUEZ ◗	32,90	32,90	n/d	-3,23	34,90	30,80	3,30	12052
TAITTINGER	135,00	135,00	n/d	3,92	142,00	120,00	11,62	3720
TECHNIP-COFLEXIP ◗	159,30	158,80	0,31	6,20	162,90	131,50	3,30	13170
TF1 ◗	32,79	32,23	1,74	15,49	36,88	24,94	0,65	5490
THALES ◗	41,03	41,33	-0,73	5,88	44,21	36,35	0,62	12132
THOMSON MULTIMEDIA ◗	31,91	31,55	1,14	-7,50	37,15	28,50	n/d	18453
TOTAL FINA ELF ◗	167,40	167,50	-0,06	4,36	179,40	151,60	3,30	12027
TRANSICIEL # ◗	36,85	36,85	n/d	6,22	40,56	31,50	0,50	6271
UBI SOFT ENTERTAIN ◗	32,10	31,73	1,17	-14,40	39,97	29,46	n/d	5447
UNIBAIL (CA) ◗	64,00	64,50	-0,78	12,18	64,90	54,00	5,00	12471
UNILOG ◗	73,40	73,80	-0,54	7,38	90,00	68,00	0,39	3466
VALEO ◗	47,40	47,15	0,53	5,80	53,00	42,80	1,35	13033
VALLOUREC ◗	63,00	63,00	n/d	18,30	66,65	53,50	1,30	12035
VINCI ◗	71,95	71,80	0,21	9,28	74,90	61,30	1,65	12548
VIVARTE	141,60	141,00	0,43	10,19	143,00	124,00	1,98	13041
VIVENDI ENVIRON. ◗	37,70	37,65	0,13	0,64	39,20	33,55	0,55	12414
VIVENDI UNIVERSAL ◗	37,15	37,02	0,35	-39,59	64,40	35,31	1,00	12777
WANADOO ◗	6,28	6,06	3,63	11,54	6,70	5,37	n/d	12415
WORMS & CIE NOM	20,36	20,33	0,15	4,41	21,02	18,50	0,50	6336
ZODIAC ◗	27,70	27,70	n/d	35,85	28,00	20,40	5,20	12568

VALEURS INTERNATIONALES ZONE EURO

Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code sicovam
ALTADIS ◗	23,21	23,39	-0,77	21,64	24,11	17,55	0,23	12975
AMADEUS PRIV. A ◗	7,70	7,61	1,18	17,19	8,44	6,44	0,07	12823
ARCELOR ◗	15,60	15,43	1,10	n/d	16,69	14,35	n/d	5786
B.A.S.F. # ◗	44,60	45,22	-1,37	5,46	48,29	40,10	1,47	12807
BAYER # ◗	37,15	37,12	0,08	5,81	40,52	32,80	1,03	12806
COMPLETEL EUROPE ◗	0,52	0,52	n/d	-55,17	1,30	0,48	n/d	5728
DEUTSCHE BANK # ◗	70,40	70,25	0,21	-11,27	82,60	62,55	0,96	12804
DEXIA ◗	18,35	18,35	n/d	13,27	18,88	14,99	3,23	12822
EADS(EX-AERO.MAT.) ◗	16,76	16,27	3,01	22,87	17,45	12,52	0,38	5730
EQUANT N.V. ◗	11,22	11,58	-3,11	-16,64	14,95	8,97	n/d	12701
EURONEXT N.V ◗	23,30	23,29	0,04	9,64	23,50	19,02	0,26	5777
GEMPLUS INTL ◗	1,81	1,77	2,26	-36,26	3,08	1,73	n/d	5768
NOKIA A ◗	18,61	18,30	1,69	-35,15	30,32	17,04	0,27	5838
ROYAL DUTCH # ◗	58,55	57,50	1,83	3,35	63,15	52,60	0,53	13950
ROYAL PHILIPS 0.20 ◗	34,35	33,84	1,51	3,83	35,73	27,74	0,27	13955
SIEMENS # ◗	67,70	65,80	2,89	-8,63	79,75	62,00	0,74	12805
STMICROELECTRONICS ◗	34,68	34,45	0,67	-3,80	39,70	31,50	0,03	12970
TELEFONICA # ◗	12,27	12,26	0,08	-15,84	15,32	12,00	0,28	12811
UNILEVER NV # ◗	67,40	66,85	0,82	2,27	68,30	61,45	0,38	13953

VALEURS INTERNATIONALES HORS ZONE EURO

Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code sicovam
ERICSSON # ◗	2,86	2,81	1,78	-52,80	6,69	2,46	0,04	12905
GENERAL ELECT. # ◗	35,83	35,59	0,67	-22,34	47,80	35,50	0,18	12943
HSBC HOLDINGS ◗	13,17	13,35	-1,35	-1,12	13,85	12,32	0,33	12976
I.B.M # ◗	96,50	96,60	-0,10	-30,97	141,90	94,75	0,14	12964
KINGFISHER SICO ◗	6,22	6,21	0,16	-0,95	6,83	5,86	0,12	22046
MERCK AND CO # ◗	60,70	61,60	-1,46	-10,47	73,20	58,25	0,34	12909
NESTLE SA NOM. # ◗	260,40	257,10	1,28	8,95	260,90	233,10	2,84	13911
PHILIP MORRIS # ◗	n/d	61,10	n/d	16,38	62,25	50,40	0,56	12928
SCHLUMBERGER # ◗	62,00	62,10	-0,16	-2,97	70,95	56,00	0,22	12936
SONY CORP. # ◗	62,95	63,15	-0,32	21,99	65,45	46,31	0,13	12903

Cours en euros. VALEURS INTERNATIONALES ZONE EURO et HORS ZONE EURO : une sélection.
◗ : valeur pouvant bénéficier du service de règlement différé (SRD). En gras : CAC40. # : valeur faisant l'objet d'un contrat d'animation. Plus haut et plus bas : depuis le 1/1/2002. n/d : valeur non disponible.

NOUVEAU MARCHÉ

25/4 : 29,98 millions d'euros échangés

Valeur	Cours de clôture (€)	% var.
Meilleures performances		
AB SOFT #	3,30	26,44
CRYONETWORKS	5,89	15,04
CRYO #	2,29	12,81
WESTERN TELECOM #	0,42	10,53
ITESOFT	1,33	9,92
HOLOGRAM INDUST.#	3,50	9,03
WAVECOM #	37,80	6,48
CHEMUNEX	0,50	6,38
BELVEDERE	24,50	6,20
IXO	0,38	5,56
MONDIAL PECHE #	6,00	5,26
PERFECT TECHNOL.	4,30	5,13
HIGHWAVE OPTICAL	1,70	4,94
IDP #	1,11	4,72
Plus mauvaises performances		
MEMSCAP	1,80	-26,53
TITUS INTER.BS99	0,58	-17,14
IMECOM GROUP	1,13	-12,40
TELECOM CITY #	0,96	-9,43
OLITEC #	8,90	-9,37
LA TETE DS NUAGES#	1,51	-8,48
R2I SANTE #	4,10	-8,28
BUSINESS ET DECIS.	8,40	-8,20
INTEGRA	0,80	-8,05
INTERCALL REDUCT	10,12	-8,00
HI MEDIA	0,62	-7,46
LYCOS FRANCE	1,12	-7,44
GUYANOR ACTION B #	0,25	-7,41
D.A.B BANK #	8,50	-7,10
Plus forts volumes d'échange		
BRIME TECHNO. #	40,34	-0,40
BUSINESS ET DECIS.	8,40	-8,20
CARRERE GROUP	21,47	0,33
CEREP #	19,25	-0,72
GENESYS #	13,16	-3,24
HIGH CO.#	134,90	0,00
HIGHWAVE OPTICAL	1,70	4,94
INFO VISTA	3,30	-4,90
IPSOS #	75,85	-1,49
JEAN CLAUDE AUBRY	2,90	0,00
MEDIDEP #	30,00	2,74
MEMSCAP	1,80	-26,53
METROLOGIC GROUP #	34,40	-3,91
MILLIMAGES	11,64	2,11
NICOX #	59,50	0,25
PROSODIE #	35,01	-4,97
SOI TEC SILICON #	16,22	-3,57
TITUS INTERACTIVE#	3,70	3,06
VALTECH	1,47	0,68
WAVECOM #	37,80	6,48

Le Monde
DOSSIERS & DOCUMENTS

1 Dernier état du monde.
Nouvelle donne mondiale après le choc du 11 septembre

2 Dernier état de la France.
En attendant la reprise économique

3 Les clés de l'info.
Numéro spécial : les chantiers du futur président

Numéro de mai - 16 pages - 2 €

SECOND MARCHÉ

25/4 : 102,03 millions d'euros échangés

Valeur	Cours de clôture (€)	% var.
Meilleures performances		
FAROS NOM.	4,98	27,69
CHARLATTE	13,50	22,73
CIBOX INTER. NOM.	0,22	10,00
NETRA SYSTEMS	3,90	9,86
MICROSPIRE	2,95	9,67
ROBERTET (CI)	60,00	8,70
FLEURY MICHON	30,00	8,30
BONDUELLE	69,00	8,15
ETAM DEVELOPPEMENT	18,60	6,29
ERMO	5,90	6,12
CHABERT DUVAL #	5,80	5,45
EUROPEENNE CASINOS	66,00	5,18
ACCES INDUSTRIE	8,74	4,67
C.I.S	37,20	4,64
Plus mauvaises performances		
CESAR	0,53	-14,52
CGBI ACT.DIV.	3,11	-11,14
ESR	6,97	-9,95
COFIDUR #	1,85	-9,31
IEC PROFES.MEDIA #	0,96	-7,69
ANDRE TRIGANO(LY)#	14,82	-7,43
VIKING #	1,50	-7,41
CORNEAL LABO	27,10	-6,52
SAM	45,00	-6,25
AUGROS CP.#	6,70	-5,90
SERVICES ET TRANS.	99,05	-5,67
KINDY #	2,84	-5,33
AUBAY	3,94	-5,06
IDEAL MEDICAL PROD	45,60	-4,92
Plus forts volumes d'échange		
ALTEDIA	39,85	1,14
ALTEN (SVN) #	18,70	-0,27
APRIL S.A.#(LY)	17,08	0,12
BONDUELLE	69,00	8,15
BRIOCHE PASQ.(NS)#	74,55	0,74
BUFFALO GRILL	13,10	-1,06
CAMAIEU	36,47	3,90
ETAM DEVELOPPEMENT	18,60	6,29
FONCIA GROUPE	54,25	0,46
HERMES INTL	166,60	2,46
LDC	100,00	0,10
LVL MEDICAL GPE	34,26	3,82
M6-METR.TV ACT.DIV	29,98	-3,23
MR BRICOLAGE	18,69	1,03
ORPEA	15,70	-0,63
PINGUELY HAULOTTE	12,41	0,40
RALLYE	52,75	0,48
RODRIGUEZ GROUP #	60,80	-1,94
SECHE ENVIRONNEM.#	69,75	2,20
VIRBAC	135,30	0,82

SICAV ET FCP

SÉLECTION

Dernier cours connu le 26/4 à 9h

Valeur	Cours en euro	date valeur	% var. 31/12
AGIPI – www.agipi.com – 01 40 08 93 00			
AGIPI ACTIONS	25,88	25/4	-3,07
AGIPI AMBITION	25,47	25/4	0,19
BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT – 3615 BNP (0,34 €/min)			
BNP ASSOC.PREMIERE	9878,97	25/4	0,97
BNP EURIBOR ASSOC.	52481,82	25/4	1,02
BNP MONE C.TERME	2532,53	25/4	0,98
BNP MONE EURIBOR	18756,73	25/4	1,05
BNP MONE PLACEM.C	13872,91	25/4	0,90
BNP MONE TRESORE.	79193,10	25/4	1,03
Fonds communs de placements			
BNP MONE ASSOCIAT.	1853,47	25/4	0,89
Banque populaire Asset Management – www.bpam.fr – 01 58 19 40 00			
FRUCTI CAPI	112,57	25/4	0,26
FRUCTI EURO PEA	244,40	24/4	-0,08
FRUCTIDOR	37,87	25/4	-0,83
FRUCTIFRANCE C	82,02	25/4	-0,25
PLANINTER	404,21	24/4	-5,11
Fonds communs de placements			
BP CYCLEOEUROPECR.	93,02	24/4	-21,47
BP CYCLEOEUROPECYC	117,67	24/4	6,74
BP CYCLEOEUROPEDEF	104,19	24/4	2,26
FRUCTI EURO 50	90,34	25/4	-8,21
FRUCTI PROFIL 3	186,99	24/4	0,32
FRUCTI PROFIL 6	205,49	24/4	-0,43
FRUCTI PROFIL 9	214,81	24/4	-0,72
FRUCTI VAL. EURO.	96,57	25/4	-1,44
CAISSE D'EPARGNE – Sicav en ligne 08 36 68 09 00 (0,34 €/min)			
ECUR.1,2,3...FUTUR	50,73	24/4	0,07
ECUR.ACT.EUROP.C	17,48	24/4	-0,11
ECUR.ACT.FUT.D/PEA	62,66	24/4	-1,57
ECUR.CAPITAL.C	44,25	24/4	0,02
ECUR.DYNAMIQUE +	42,18	24/4	-1,00
ECUR.ENERGIE	43,11	24/4	-1,23
ECUR.EXPANSION C	14989,92	24/4	1,06
ECUR.EXPANSIONPLUS	42,73	24/4	0,80
ECUR.INVEST.D/PEA	52,04	24/4	-0,44
ECUR.MONETAIRE C	226,34	24/4	0,78
ECUR.MONETAIRE D	185,61	24/4	-0,78
ECUR.OBLIG.INTER.	177,14	24/4	0,37
ECUR.TECHNOLOGIESC	33,76	15/4	-13,52
ECUR.TECHONOLGIESD	33,65	15/4	-14,96
ECUR.TRIMESTR.D	270,78	24/4	-0,97
ECUREUIL PRUDENCED	33,93	24/4	0,23
EPARCOURT-SICAV D	27,49	24/4	-3,54
GEOPTIM C	2361,75	24/4	0,90
Fonds communs de placements			
ECUR.EQUILIBRE C	37,42	24/4	-0,50
ECUR.PRUDENCE C	34,77	24/4	0,46
ECUR.VITALITE	40,29	24/4	-0,93
NECTRA 2 C	1011,21	24/4	-0,65
NECTRA 2 D	1011,21	24/4	-0,65
NECTRA 5 C	999,02	24/4	-1,84
NECTRA 5 D	999,02	24/4	-1,84
NECTRA 8 C	982,61	24/4	-3,02
NECTRA 8 D	982,61	24/4	-3,02
CDC IXIS Asset Management – www.cdcixis-am.fr			
Multi-promoteurs			
LIV.BOURSE INV.D	181,21	22/4	-0,03
NORD SUD DEVELOP.C	516,68	21/3	-0,27
NORD SUD DEVELOP.D	383,14	23/4	-4,18
CRÉDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMENT – 08 36 68 56 55 (0,34 €/min)			
ATOUT CROISSANCE	367,41	25/4	7,38
ATOUT EUROPE	493,08	25/4	-4,26
ATOUT FCE ASIE	76,82	25/4	-0,54
ATOUT FRANCE C	191,21	25/4	-2,90
ATOUT FRANCE D	170,04	25/4	-2,90
ATOUT FRANCE EUR.	167,90	25/4	-5,66
ATOUT FRANCE MONDE	42,52	25/4	-5,40
ATOUT MONDE	49,44	25/4	-6,82
ATOUT SELECTION	99,90	25/4	-4,70
CAPITOP EUROBLIG C	101,90	25/4	0,47
CAPITOP EUROBLIG D	80,86	25/4	-3,36
CAPITOP MONDOBLIG	45,80	25/4	1,50
CAPITOP REVENUS	169,74	25/4	-2,07
DIEZE	423,69	25/4	-3,98
INDICIA EUROLAND	106,68	24/4	-5,64
INDICIA FRANCE	354,33	24/4	-5,14
INDOCAM AMERIQUE	38,63	25/4	-6,57
INDOCAM ASIE	18,76	25/4	5,92
INDOCAM FRANCE C	329,00	25/4	-2,34
INDOCAM FRANCE D	266,59	25/4	-3,73
INDOCAM MULTIOBLIG	194,78	25/4	3,78
Fonds communs de placements			
ATOUT VALEUR	76,56	24/4	-2,07
CAPITOP MONETAIREC	194,29	27/4	0,77
CAPITOP MONETAIRED	184,19	27/4	0,77
INDO.FONCIER	97,24	25/4	4,40
INDO.VAL.RES.	264,12	24/4	-0,90
MASTER ACTIONS	40,50	23/4	-1,67
MASTER DUO	14,26	23/4	0,49
MASTER OBLIG.	30,86	23/4	0,03
MASTER PEA	12,49	23/4	0,48
OPTALIS DYNAMIQUEC	18,21	24/4	-2,14
OPTALIS DYNAMIQUED	17,07	24/4	-2,17
OPTALIS EQUILIBREC	18,58	24/4	-1,22
OPTALIS EQUILIBRED	16,91	24/4	-1,22
OPTALIS EXPANSIONC	14,67	24/4	-1,34
OPTALIS EXPANSIOND	14,32	24/4	-1,30
OPTALIS SERENITE C	17,91	24/4	-0,22
OPTALIS SERENITE D	15,73	24/4	-0,25
PACTE SOLIDAR.LOG.	77,33	23/4	0,46
PACTE VERT TIERS-M	82,35	23/4	0,45
CREDIT LYONNAIS ASSET MANAGEMENT – www.clamdirect.com			
EURCO SOLIDARITE	226,26	24/4	0,37
MONELION JOUR C	496,55	23/4	0,82
MONELION JOUR D	418,17	23/4	0,82
SICAV 5000	157,21	24/4	-2,22
SLIVAFRANCE	273,00	24/4	-0,97
SLIVARENTE	39,74	24/4	0,60
SLIVINTER	150,01	24/4	-3,66
TRILION	737,88	24/4	-1,32
Fonds communs de placements			
ACTILION DYNAMI.C	180,15	24/4	-0,91
ACTILION DYNAMI.D	169,69	24/4	-0,91
ACTILION EQUIL.C	177,30	24/4	1,79
ACTILION EQUIL.D	162,15	24/4	-0,43
ACTILION PEA DYNAM	66,33	24/4	-0,07
ACTILION PEA EQUI.	166,03	24/4	0,05
ACTILION PRUDENCEC	174,25	24/4	0,51
ACTILION PRUDENCED	162,37	24/4	0,51
INTERLION	237,44	24/4	0,96
LION ACTION EURO	88,80	24/4	-1,78
LION PEA EURO	91,21	24/4	-0,30
CIC BANQUES – www.cic-am.com			
CIC AMERIQ.LATINE	112,84	25/4	-1,84
CIC CONVERTIBLES	5,42	25/4	-1,09
CIC COURT TERME C	34,54	25/4	0,64
CIC COURT TERME D	26,49	25/4	-2,39
CIC DOLLAR CASH	1432,78	25/4	0,50
CIC ECOCIC	356,74	25/4	-3,38
CIC ELITE EUROPE	124,65	25/4	-5,55
CIC EPARG.DYNAM.C	2088,11	25/4	0,58
CIC EPARG.DYNAM.D	1646,98	25/4	0,58
CIC EUROLEADERS	371,58	25/4	-5,61
CIC FINUNION	178,56	25/4	0,61
CIC FRANCE C	34,38	25/4	-3,34
CIC FRANCE D	34,38	25/4	-3,34
CIC HORIZON C	67,94	25/4	-0,36
CIC HORIZON D	65,49	25/4	-0,44
CIC MONDE PEA	28,67	25/4	2,31
CIC OBLI C T.D	141,10	25/4	-90,13
CIC OBLI LONG T.C	15,40	25/4	-0,45
CIC OBLI LONG T.D	15,21	25/4	-0,45
CIC OBLI M T.C	35,83	25/4	-0,19
CIC OBLI M T.D	26,29	25/4	-1,35
CIC OBLI MONDE	136,52	25/4	0,00
CIC OR ET MAT	138,07	25/4	30,24
CIC ORIENT	177,98	25/4	12,48
CIC PIERRE	36,83	25/4	8,35
UNION AMERIQUE	391,03	25/4	-11,82
Fonds communs de placements			
CIC EURO OPPORT.	31,96	25/4	3,53
CIC EURO PEA C	9,88	25/4	-6,79
CIC EURO PEA D	9,65	25/4	-6,58
CIC FRANCEVALOR C	36,77	25/4	-1,97
CIC FRANCEVALOR D	36,77	25/4	-1,97
CIC GLOBAL C	237,98	25/4	-3,19
CIC GLOBAL D	237,98	25/4	-3,19
CIC HIGH YIELD	391,48	19/4	-3,46
CIC JAPON	8,17	25/4	4,34
CIC MARCHES EMERG.	114,67	19/4	5,12
CIC NOUVEAU MARCHE	5,20	25/4	-5,45
CIC PEA SERENITE	169,02	19/4	-0,57
CIC PROF.DYNAMIQUE	22,95	24/4	-2,25
CIC PROF.EQUILIB.D	18,28	24/4	-2,19
CIC PROF.TEMPERE C	136,22	24/4	0,30
CIC TAUX VARIABLE	198,84	19/4	0,65
CIC TECHNO.COM	68,69	25/4	-14,94
CIC USA	16,92	25/4	-9,42
CIC VAL.NOUVELLES	272,30	25/4	-4,19
Crédit Mutuel FINANCE			
CM EUR.TECHNOLOG.	4,15	24/4	-6,53
CM EURO PEA C	21,69	24/4	-0,86
CM FRANCE ACTIONSC	34,52	24/4	-0,66
CM MID-ACT.FRA	33,59	24/4	10,13
CM MONDE ACTIONS C	303,92	24/4	-4,64
CM OBLIG.CT C	165,73	24/4	0,16
CM OBLIG.LONG T.	103,55	24/4	-0,41
CM OBLIG.MOYEN T.C	340,61	24/4	-0,27
CM OBLIG.QUATRE	162,64	24/4	-0,87
CM OPTION DYNAM.C	31,16	24/4	0,28
CM OPTION EQUIL.C	53,81	24/4	-0,03
Fonds communs de placements			
CM OPTION MODER.	19,40	24/4	0,05
Legal & General – www.lgfrance.com			
STRATEG.IND.EUROPE	194,56	24/4	-4,86
Fonds communs de placements			
STRATEGIE CAC	5810,18	24/4	-2,47
STRATEGIE IND.USA	8906,12	24/4	-5,90
LA POSTE – www.lapostefinance.fr – Sicav Info Poste : 08 92 68 50 10 (0,34 €/min)			
ADDILYS C	108,51	24/4	0,93
ADDILYS D	105,30	24/4	-1,27
AMPLITUDE AMERIQ.C	25,09	24/4	-3,90
AMPLITUDE AMERIQ.D	24,30	24/4	-3,91
AMPLITUDE EUROPE C	31,72	24/4	-1,91
AMPLITUDE EUROPE D	30,38	24/4	-1,93
AMPLITUDE FRANCE C	84,06	24/4	1,68
AMPLITUDE MONDE C	222,64	24/4	-1,77
AMPLITUDE MONDE D	197,69	24/4	-2,76
AMPLITUDE PACIFI.C	17,39	24/4	15,01
AMPLITUDE PACIFI.D	16,62	24/4	15,01
ELANCIEL EUROD PEA	95,92	24/4	-2,77
ELANCIEL FR.D PEA	40,01	24/4	-0,44
EM.EUROPOSTE D PEA	30,01	24/4	-1,60
ETHICIEL	111,82	24/4	8,40
GEOBILYS C	122,26	24/4	0,29
GEOBILYS D	111,47	24/4	0,29
INTENSYS C	20,87	24/4	0,52
INTENSYS D	17,22	24/4	-2,43
KALEIS DYNAM.FCE C	79,47	24/4	-0,47
KALEIS DYNAM.FCE D	78,60	24/4	-0,48
KALEIS DYNAMISME C	218,22	24/4	-0,90
KALEIS DYNAMISME D	210,86	24/4	-0,90
KALEIS EQUILIBRE C	202,61	24/4	-0,41
KALEIS EQUILIBRE D	194,96	24/4	-0,41
KALEIS SERENITE C	192,56	24/4	0,09
KALEIS SERENITE D	184,91	24/4	0,09
KALEIS TONUS C	69,24	24/4	-0,81
KALEIS TONUS D	68,40	24/4	-0,81
LIBERT.ET SOLIDAR.	100,93	24/4	-0,59
OBLITYS C	113,83	24/4	-0,21
OBLITYS D	110,32	24/4	-1,74
PLENITUDE	41,77	24/4	-1,48
POSTE GESTION C	2654,01	25/4	0,97
POSTE GESTION D	2255,69	25/4	-3,19
POSTE PREM.	7207,16	25/4	0,94
POSTE PREM.1AN	42898,74	24/4	0,56
POSTE PREM.2-3ANS	9248,95	24/4	0,16
PRIMIEL EURO C	60,06	24/4	10,79
PRIMIEL EURO D	59,03	24/4	10,77
REVENUS TRIMESTR.	782,53	24/4	-0,86
SOLSTICE D	361,11	24/4	-0,41
THESORA C	189,80	24/4	0,00
THESORA D	156,39	24/4	-1,28
TRESORYS	48194,02	24/4	1,07
Fonds communs de placements			
DEDIALYS FINANCE	85,38	24/4	4,04
DEDIALYS MULTI SEC	63,50	24/4	0,36
DEDIALYS SANTE	93,66	24/4	1,91
DEDIALYS TECHNO.	26,20	24/4	-25,71
DEDIALYS TELECOM	34,99	24/4	-26,07
OBLITYS INSTIT.C	98,95	24/4	-0,07
POSTE EURO CREDIT	100,53	24/4	0,00
POSTE EUROPE C	92,61	24/4	-0,33
POSTE EUROPE D	88,33	24/4	-0,32
POSTE PREM.8ANS C	198,21	24/4	-0,52
POSTE PREM.8ANS D	178,69	24/4	-0,52
REMUNYS PLUS	104,38	24/4	0,91
SG – Société Générale Asset Management – www.sgam.fr			
CADENCE 1 D	153,45	25/4	-2,05
CADENCE 2 D	153,11	25/4	-0,91
CADENCE 3 D	151,44	25/4	-0,92
CONVERTIS C	226,08	25/4	-0,99
INTEROBLIG C	59,27	25/4	-0,13
INTERSELECTION F.D	73,63	25/4	-1,64
SELECT.DEFENSIF C	192,46	25/4	-0,10
SELECT.DYNAMIQUE C	240,44	25/4	0,73
SELECT.EQUILIBRE 2	169,39	25/4	0,75
SELECT.PEA 1	206,38	25/4	0,68
SELECT.PEA DYNAM.	143,42	25/4	1,14
SG FRANCE OPPORT.C	445,56	25/4	5,24
SG FRANCE OPPORT.D	417,19	25/4	5,23
SOGEFAVOR	100,32	25/4	0,27
SOGENFRANCE C	455,83	25/4	-2,11
SOGENFRANCE D	408,83	25/4	-2,58
SOGEOBLIG C	113,51	25/4	0,07
SOGEPARGNE D	44,49	25/4	0,20
SOGEPEA EUROPE	218,66	25/4	-1,97
SOGINTER C	51,50	25/4	-2,64
Fonds communs de placements			
DECLIC ACT.EURO	15,41	24/4	-0,64
DECLIC ACT.FSES	53,26	24/4	1,71
DECLIC ACT.INTLES	33,13	25/4	-3,49
DECLIC BOURSE EQ.	16,62	24/4	0,18
DECLIC BOURSE PEA	51,11	24/4	0,13
DECLIC OBLIG.EUROP	16,54	24/4	-5,32
DECLIC PEA EUROPE	23,62	24/4	-1,41
DECLIC SOG.FR.TEMP	59,04	24/4	0,18
SOGESTION C	48,27	24/4	0,70
SOGINDEX FRANCE	515,36	24/4	-1,20

AUJOURD'HUI

SPORTS

La finale à quatre de l'**EUROLIGUE** de basket-ball féminin se dispute vendredi 26 et dimanche 28 avril à Liévin (Pas-de-Calais). Favorites de leur demi-finale face aux Slovaques de Ruzomberok, vendredi, les joueuses de **VALENCIENNES** espèrent disputer dimanche soir la finale et succéder au palmarès à leurs compatriotes de Bourges, qui les avaient battues en 2001 au terme d'une finale franco-française. Cette saison a été marquée par la **PRISE DE POUVOIR** de Valenciennes, actuellement en tête du championnat de France et vainqueur de la Coupe de France. Le club nordiste, emmené par Audrey Sauret et Isabelle Fijalkowski, s'est considérablement professionnalisé ces dernières années. **LAURENT BUFFARD**, son entraîneur, affirme préférer *« de loin entraîner Valenciennes que galérer avec une équipe masculine du bas du tableau »*.

Grâce à ses basketteuses, Valenciennes se rêve en reine d'Europe

Basket • La finale à quatre de l'Euroligue féminine se dispute jusqu'à dimanche à Liévin, dans le Pas-de-Calais. Finalistes malheureuses en 2001, les Valenciennoises espèrent succéder à leurs compatriotes de Bourges. En quelques années, leur club est devenu l'un des mieux structurés d'Europe

VALENCIENNES
de notre envoyé spécial

Heureuses joueuses de basket ! Elles savent qu'il existe aujourd'hui dans ce pays un paradis pour leur profession. Elles en connaissent même la route, tracée comme une ligne droite entre Paris et la frontière belge.

Valenciennes, où le football n'a plus tout à fait le même charme depuis l'affaire OM-VA, cache sous ses façades grisâtres cet eldorado du basket-ball féminin. L'équipe locale s'est frayé cette saison un chemin vers le dernier carré européen, qui se disputera le titre, vendredi 26 et dimanche 28 avril dans la salle voisine de Liévin (Pas-de-Calais). La demi-finale de l'Euroligue, vendredi, doit l'opposer aux Slovaques de Ruzomberok.

La victoire lui semble promise. Au-delà, un premier titre européen se profile. Il y a un an, le cœur de la discipline balançait encore entre Bourges et Valenciennes. Les deux villes s'étaient livrées à un furieux bras de fer en finale de l'Euroligue. La première l'avait emporté d'un rien, deux petits points, un seul panier, marqué dans l'ultime seconde. Sur le moment, la défaite avait fait couler des torrents de larmes sur les joues des Nordistes.

STÉPHANE REIX/CORBIS-TEMPSPORT

Ici, face à Cathy Melain, adversaire de Bourges et partenaire de l'équipe de France, lors de la finale du championnat 2001, Audrey Sauret est une des pièces maîtresses de Valenciennes. Le club nordiste compte sur elle lors de la finale à quatre de l'Euroligue, qui se tient à Liévin (Pas-de-Calais).

APPRENDRE À GAGNER

Puis la tristesse n'avait pas tardé à s'effacer, emportée par un violent désir de revanche. *« Perdre le titre européen a été un déclic*, explique aujourd'hui Laurent Buffard, l'entraîneur de Valenciennes. *Les filles ont soudain compris qu'il leur fallait apprendre à gagner. »* Elles l'avaient fait avec voracité, bouclant leur saison au pas de course, pour s'offrir le titre national sans plus connaître une seule défaite.

Depuis, l'équipe a encore accéléré l'allure. Elle a déjà gonflé cette année ses poches d'une victoire dans le Tournoi de la Fédération, puis d'une autre en finale de la Coupe de France. Elle caracole en tête du championnat de France. Bourges ne peut plus suivre. Les autres n'y pensent même pas.

« Quand on joue bien, on laisse Bourges à une vingtaine de points », assure Isabelle Fijalkowski, 29 ans, une jeune femme blonde perchée à 1,95 m du sol et affectée au poste de gardienne du panier valenciennois. *« Cette année, le groupe a encore progressé, notamment sur le plan collectif*, confirme Laurent Buffard. *L'effectif est plus riche, puisque toutes les joueuses sont restées, et nous avons pu en recruter quelques nouvelles. Un entraîneur étranger me le disait récemment : le jeu de Valenciennes, c'est une fille qui porte le ballon, et quatre autres qui tournent sans arrêt autour. »*

DIX JOUEUSES PROS

Le secret ? Beaucoup de moyens, et pas mal de savoir-faire. Ces trois dernières années, le club nordiste a entrepris de construire pierre par pierre un édifice unique en France, et sans beaucoup d'égal en Europe. Dans un sport féminin où le professionnalisme n'est encore souvent qu'un lointain idéal, Valenciennes joue les premiers de la classe.

« A Aix-en-Provence, mon club de l'an passé, seules deux ou trois filles peuvent vivre du basket, les autres sont étudiantes, raconte Edwige Lawson, la meneuse du jeu nordiste, une nouvelle recrue de Valenciennes. *Ici, les dix joueuses sont pros. Et tout est organisé pour que l'on n'ait à penser qu'au basket. On évolue dans un cadre incroyablement confortable. Franchement, je ne vois aucun point faible. Et je ne connais aucun endroit en Europe capable de rivaliser avec ces conditions. A Valenciennes, la façon de concevoir et de vivre le basket se rapproche de très près du modèle nord-américain de la WNBA, le championnat professionnel féminin. »* Avec un budget de 2 millions d'euros, le club peut mener grand train. *« Nous sommes une véritable PME »*, souffle Laurent Buffard. Une PME qui compte sept salariés, en plus des joueuses et de l'encadrement, pendant que Bourges se contente d'une secrétaire. Tous les détails sont soignés : pour preuve, la présence parmi l'équipe médicale d'un podologue ou encore l'arrivée cette saison d'une psychologue, spécialisée dans la relaxation et la sophrologie.

« On essaye tous les ans d'apporter un peu plus, explique l'entraîneur. *Notre réussite ne s'est pas faite en un jour. On a su prendre notre temps pour bâtir quelque chose de solide. »*

Autre marque de fabrique : un basket résolument masculin. Au bons sens du terme. Ses principes de coach, Laurent Buffard les a appris sur les terrains des hommes, du temps où il officiait avec Cholet, puis à Toulouse. La disparition de ce dernier club l'a laissé sur le carreau. *« On m'a proposé de prendre en mains l'équipe de Valenciennes*, raconte-t-il. *Je n'avais aucune expérience du basket féminin. Mais j'ai accepté. Depuis, je n'ai jamais fait la moindre différence entre le travail que j'exigeais des garçons et celui que je demande aux filles. Les exercices sont les mêmes. Et mes joueuses les effectuent à la même vitesse que les hommes. La première année, j'ai observé. Maintenant, je peux vous dire que je préfère de loin entraîner Valenciennes que galérer avec une équipe masculine du bas du tableau du championnat de France masculin. »*

LE MEILLEUR À VENIR

Seul bémol, une salle que l'équipe doit partager avec les écoles du quartier. *« On ne peut pas en disposer avant la fin de la matinée*, explique Audrey Sauret, la capitaine de valenciennoise. *Comme on s'entraîne deux fois par jour, cela réduit le temps de récupération entre les deux séances. »* La contrainte ne semble pas de taille à dérégler la mécanique. Certaines joueuses y voient même un détail salutaire, un antidote à la facilité.

Le succès n'a encore grisé personne. Et le meilleur resterait à venir. *« On peut encore faire mieux, même si on joue vraiment bien cette saison*, promet Audrey Sauret. *A mon sens, l'équipe n'atteindra pas sa maturité avant l'an prochain. »* En attendant, ses dix joueuses se laissent aller à rêver à une première couronne européenne, dimanche soir, au Palais des sports de Liévin. *« Le plus beau des trophées »*, leur répète depuis plusieurs jours Isabelle Fijalkowski, la plus ancienne du groupe, vainqueur de l'Euroligue avec Bourges, au printemps 1997. Un titre de champion d'Europe, la seule pièce manquante du riche décor valenciennois.

Alain Mercier

PROFIL AUDREY SAURET, UNE VIE SOUS LES PANIERS

ON A BEAU chercher, l'observer sous tous les angles, de face comme de profil, Audrey Sauret n'offre aucune rondeur. Longue et fine comme un bambou, elle a les joues creuses, le regard droit, le cheveu raide. Et pourtant, s'il lui fallait résumer sa vie d'un seul coup de crayon, cette jeune femme de 25 ans dessinerait sûrement un cercle aussi parfait qu'un ballon de basket. *« J'ai commencé à jouer à l'âge de 6 ans*, raconte-t-elle. *Mes parents étaient tous les deux basketteurs. Mon père a même été semi-professionnel, au club de Reims. Pour moi, pratiquer ce sport a toujours été un acte parfaitement naturel. Enfant, je me précipitais vers tous les ballons que je voyais. »*

Plus tard, le choix d'une carrière n'a pas fait plus de doutes. Elle serait basketteuse. Et le plus tôt possible. *« J'ai signé mon premier contrat de travail à 17 ans, à Valenciennes*, avoue-t-elle. *Alors, forcément, j'ai eu un peu de mal à décrocher mon bac. »* Depuis, Audrey Sauret n'a plus jamais changé de voie. Elle a même poussé sa passion du jeu jusqu'à la boulimie, enchaînant les matches et les saisons sans s'accorder le moindre répit, comme si son corps réclamait toujours plus de dribbles et de paniers.

Arrière et capitaine de l'équipe de Valenciennes, elle a pris l'habitude ces deux dernières années de sauter dans un avion pour les Etats-Unis sitôt bouclé le championnat de France. Elle se pose alors à Washington, pour quatre mois sur les terrains de la WNBA, le championnat professionnel féminin nord-américain, chapeauté et partiellement financé par la NBA. *« Je voulais tenter cette aventure, j'avais envie de découverte*, raconte-t-elle. *Pour une Européenne, s'imposer aux Etats-Unis n'est pas facile. Les Américaines sont souvent favorisées, notre temps de jeu n'est pas toujours conforme à notre réelle valeur. Mais l'expérience est vraiment enrichissante. Je ne mènerai pas cette vie pendant dix années de suite. Et je ne sacrifierai jamais ma carrière avec Valenciennes pour réussir en WNBA. Mais pour l'instant, j'y trouve mon compte. Et mon jeu en est sûrement meilleur. »*

A Washington, la fréquence des rencontres – une tous les deux jours – ne lui laisse ni le temps de se poser ni celui de ressentir le mal du pays. *« A peine arrivée, le championnat commence*, dit-elle. *Je n'ai même pas le temps de chercher un logement. »* Ailleurs, son existence ne supporte guère plus de temps mort. Son entraîneur à Valenciennes, Laurent Buffard, tient pour elle son agenda de joueuse. *« Entre l'équipe de France, son club et les Etats-Unis, Audrey a joué la saison dernière plus de 160 matches »*, explique-t-il. Le chiffre pourrait l'effrayer, elle avoue plutôt s'en amuser. *« Je ressentirai bientôt un désir d'enfant, j'en suis certaine. Je ne pourrais alors plus continuer sur ce rythme. »* Promis, juré, elle serrera alors solidement le frein. Mais pas plus d'une seule saison, le temps d'une maternité. Après ? *« Le basket, naturellement ! »*

A. M.

Limoges : décisions favorables à Didier Rose

La cour d'appel de Limoges a déclaré irrecevable, mercredi 24 avril, la requête en comblement de passif du club de basket du CSP Limoges, formée par le procureur général devant le tribunal de commerce à l'encontre de deux anciens dirigeants du club. La requête visait l'ancien président du club, Jean-Paul de Peretti, et l'agent de joueurs, Didier Rose, à hauteur de 1,83 million d'euros solidairement.

Par ailleurs, la cour d'appel a annulé le jugement du tribunal de commerce du 11 juillet 2001 autorisant l'annulation par les nouveaux dirigeants du CSP Limoges du contrat qui liait le club depuis 1999 avec la régie publicitaire Marketing Communication International (MCI), dirigée par Didier Rose et Jean-Paul de Peretti. Le contrat prévoyait une rémunération au profit de MCI de 20 % du chiffre d'affaires réalisé en contrats publicitaires, de marketing et de promotion, et le CSP Limoges a deux mois pour en présenter le décompte depuis la signature.

Des demoiselles de Clermont à l'USVO

● **La finale à quatre de l'Euroligue féminine de basket** a lieu les vendredi 26 et dimanche 28 avril à Liévin (Pas-de-Calais). Vendredi, la première demi-finale devait opposer les Italiennes de Parme aux Polonaises de Gdynia, à 18 heures. Dans la deuxième, à 20 h 30, l'Union sportive Valenciennes-Orchies (USVO) affrontera l'équipe slovaque de Ruzomberok, qui a remporté les éditions 1999 et 2000 de l'Euroligue. La finale et le match pour la troisième place auront lieu dimanche à partir de 19 heures. En quart de finale, Valenciennes l'avait emporté en trois matches sur l'équipe hongroise de Pecs.

● **Valenciennes est le dernier représentant** d'une lignée de clubs français de basket féminin qui ont fréquenté les sommets européens. Dans les années 1970, le CUC (Clermont université club) avait disputé quatre finales de la Coupe des champions, l'ancêtre de l'Euroligue. Les « demoiselles de Clermont », emmenées par Jacky Chazalon, avaient échoué à quatre reprises en finale face à Riga et à sa géante Ouliana Semenova (2,18 m), mais avaient donné au sport collectif féminin français ses premières lettres de noblesse. Dans les années 1990, Bourges est devenu le premier club français sacré au niveau européen. Emmené par Yannick Souvré, Bourges a remporté la Coupe Ronchetti en 1995, et s'est imposé trois fois en Euroligue en 1997, 1998 et 2001. Cette année, le club a été éliminé en quarts de finale de l'Euroligue par Parme.

● **Le basket féminin français** est actuellement l'un des meilleurs d'Europe. Le 23 septembre 2001, au Mans, l'équipe de France a obtenu son premier titre européen en battant la Russie (73-68), avec Yannick Souvré comme capitaine, et notamment Cathy Melain, Edwige Lawson et Isabelle Fijalkowski. Au premier tour du Mondial 2002, qui se tiendra en Chine du 14 au 25 septembre, la France affrontera la Corée du Sud, la Tunisie et Cuba.

En play-off de la NBA, le Français Tony Parker confirme son grand talent

NEW YORK
correspondance

L'insouciance de la jeunesse permet souvent d'accomplir des exploits. Disputant ses premiers play-offs NBA, avec son équipe des San Antonio Spurs, Tony Parker affiche une assurance étonnante pour un joueur de dix-neuf ans. *« Avant le premier match, j'étais vraiment excité*, confie le meneur titulaire de l'équipe texane. *J'ai connu les play-offs avec Paris l'an dernier, mais cela n'a rien à voir, ici cela compte tellement pour la ville, pour le public. La grande différence en play-offs s'est surtout l'intensité, tout le monde se met à défendre, tous les matches comptent. Il y a donc beaucoup de pression, mais j'étais confiant. »*

Dans ce premier tour des phases finales, se jouant au meilleur des cinq matches, San Antonio est opposé aux Seattle Supersonics du meneur All Star Gary Payton. Faisant partie du gratin de la Grande Ligue, arrogant, grande gueule, Payton est l'un des joueurs les plus respectés et les plus craints du championnat. Même si quatorze années séparent les deux joueurs, le statut de son adversaire direct n'a pas inquiété Tony Parker.

« IL MET SON NEZ DE PARTOUT »

Dès le premier match de la série, « T. P. », devant son public, a tenu à marquer son territoire. Agressif en défense, opportuniste en attaque, le Français a terminé avec 21 points et a surtout permis à son équipe d'infliger une véritable correction à Seattle (110-89). Charmés par le culot de Tony Parker, les fans de San Antonio ont scandé son nom en fin de partie. *« Cela m'a vraiment fait plaisir*, reconnaît ce dernier. *Les habitants m'ont bien encouragé pendant toute l'année, ils ont été sympas avec moi, ils m'ont bien accueilli et cela se passe bien avec eux. Quand le public te porte, tu as l'adrénaline, tu n'as même pas besoin de te motiver pour des matches comme ça ! »*

Favori du public, adopté par son entraîneur, Greg Popovich, Tony Parker a néanmoins dû batailler ferme pour gagner le respect de la star de San Antonio, l'intérieur Tim Duncan. *« Au début, c'était difficile. Tim n'était pas trop content de voir un meneur de 19 ans diriger le jeu, parce qu'il veut gagner un titre, et pour lui, c'était faire marche en arrière*, glisse-t-il. *Il ne savait pas comment me parler, comment m'aider à progresser. Mais depuis les quinze derniers matches de la saison, nous avons une bonne entente. Maintenant, il vient me conseiller et on se trouve mieux sur le terrain. Une véritable confiance s'est installée. »*

« Je compte sur lui, renchérit Tim Duncan. *Sa progression sur le dernier mois de la saison a été incroyable. C'est un sacré joueur, il n'a pas peur de prendre des tirs importants, de tenter des actions. Il met son nez de partout. »* Le deuxième opus de la série n'a pas souri à la franchise texane. Devant se passer depuis le premier match des services de son autre star, le pivot David Robinson, blessé au dos, San Antonio n'a pu endiguer le jeu intérieur de Seattle. Malgré une belle défense de Parker sur Payton et un tour de force de Tim Duncan (32 points, 12 rebonds et 6 contres), les Spurs ont dû concéder une lourde défaite à domicile, 98-90, et voir Seattle revenir à un match partout. *« La clé de ce match aura été le rebond, ils nous ont tués, 39 rebonds à 25*, analyse Parker. *Nous avions 14 points d'avance à la fin du premier quart-temps, Popovich a fait sortir le cinq majeur un peu vite et nos remplaçants n'ont pas eu la même réussite. »*

Tournant à 17 points de moyenne sur les deux premiers matches de la série (contre 9,2 points en saison régulière) et auteur d'une défense de qualité sur l'un des meilleurs meneurs de la ligue, Tony Parker a conscience de la justesse de son jeu. *« Pour l'instant, mon affrontement avec Payton se passe bien. Maintenant nous allons jouer le "game" 3 à Seattle et cela va être dur. J'ai confiance dans notre équipe. Comme nous l'a dit Popovich, maintenant c'est la guerre ! »*, conclut-il.

Pascal Giberné

Castres veut profiter de l'Europe pour redorer son image

Rugby • Très décevant en championnat de France, le club tarnais affronte samedi à Béziers les Irlandais de la province du Munster en demi-finale de la Coupe d'Europe. Les supporteurs castrais ne parviennent pas à s'enthousiasmer

CASTRES
de notre envoyé spécial

La formule consacrée à Castres veut que seul le débit de l'Agout, rivière qui partage cette cité de 48 000 habitants, ne soit pas encore contrôlé par Pierre Fabre. Le capitaine d'industrie dont le groupe dégage un chiffre d'affaires de 1.8 milliard de francs représente, de loin, le plus gros employeur du Tarn Sud (2 700 salariés). Il est aussi le grand argentier du Castres olympique dont le budget a franchi cette année la barre des 6 millions d'euros. A ce titre, il assistera, samedi 27 avril (15 heures), au stade de la Méditerranée de Béziers, à la première demi-finale de Coupe d'Europe de l'équipe tarnaise, face à la province irlandaise du Munster.

Toute cette semaine, dans le centre-ville, des pavillons (délavés) aux couleurs du C. O. flottaient assez mollement sous l'effet du vent d'autan. La patrie de Jean Jaurès, certes abasourdie par le résultat du premier tour des présidentielles, ne semble pas vraiment s'être rangée derrière ses rugbymen. *« Samedi dernier, pour tenter de faire bouger les gens nous avons organisé un concours de décoration des vitrines en l'honneur du club. Le jury était composé d'anciens joueurs. On avait même invité Miss Albigeois et Mme Prat, la responsable des floralies. J'espère que notre exubérance visuelle et sonore aura eu son effet »*, explique Michel Ouchet, président du club des supporters castrais. L'ancien international Gérard Cholley, trente-trois ans de Fabre et de C. O., comprend ce manque d'engouement. *« Il n'y pas de suivi dans cette Heineken Cup. On ne peut pas fidéliser une population lorsque le quart se déroule en janvier, la demi en avril, et, espérons-le, la finale fin mai »*, concède-il entre deux bouffées de barreau de chaise. Et puis, Michel Ouchet ne s'en cache pas, les supporteurs attendent le bouclier, trophée récompensant le championde France. Comme en 1993. *« Ils ont du mal à accepter qu'avec un tel budget et des joueurs du calibre de Raphaël Ibanez ou Gregor Townsend, le club se retrouve en poule de relégation du championnat »*, confie-t-il.

La nostalgie prend le dessus. *« On bossait tous à plein temps chez Fabre. Les gens nous connaissaient et se reconnaissaient en nous »*, se souvient Christophe Urios, talonneur de la Belle Epoque. *« Jusqu'en 1995,* analyse Pierre-Yves Revol, président du C. O., *il y avait une grande homogénéité entre l'équipe, la ville et l'entreprise. Pensez, depuis trente ans et la crise du textile, on n'avait plus entendu parler de cette ville. Castres tenait enfin sa revanche. »* Contre la métropole toulousaine ; contre le sentiment d'être abandonnée par Albi, la préfecture...

DEUX CAS EXTRÊMES

« Là-dessus, le rugby professionnel est arrivé. Nous avons recruté moins de joueurs locaux et plus d'étrangers. Dès lors que les rugbymen ne bossaient plus, ils sont devenus suspects », poursuit M. Revol, également numéro deux du groupe Fabre. Le divorce entre le C. O. et les Castrais allait se confirmer, favorisé par l'arrivée de recrues aussi prestigieuses que décevantes. A l'image des deux recrues de 1999, le trois-quarts-centre all-black Franck Bunce et l'international Thomas Castaignède. Deux cas extrêmes qui offrent au C. O., club sponsorisé de surcroît par l'industrie pharmaceutique, la réputation d'infirmerie grand luxe du rugby français. *« Aujourd'hui, pas moins de douze nationalités sont représentées dans l'effectif professionnel. Ce qui n'est pas toujours évident pour les supporteurs qui, ici, vivent toujours à l'heure du clocher »*, estime encore Michel Ouchet. Seuls Alexandre Albouy, titulaire à la mêlée samedi contre le Munster, et Rémy Vigneaux, remplaçant au talonnage, sont passés par le centre de formation de l'Archipel que dirige aujourd'hui Christophe Urios. Ce dernier porte un regard sévère sur l'évolution du C. O., déplorant l'inexistence de passerelles entre les espoirs du club et l'effectif pro : *« Chaque année, nous possédons d'excellents jeunes mais si la politique du C. O. ne change pas, ils continueront à alimenter d'autres clubs de l'élite. »*

Et ce n'est certainement pas un hasard si huit des quatorze inscrits dans cette structure sportive possèdent déjà leur agent. *« Malheureusement, on a un label de club provincial. On sera toujours dépendant du recrutement des grandes métropoles. On serait à 200 kilomètres de Toulouse, le problème ne se poserait pas »*, soupire Jacques Cauquill, manager général du club tarnais. L'enclavement du bassin Castres-Mazamet et son manque de filières universitaires (deux BTS et un IUT seulement) n'incitent guère les jeunes joueurs à s'y rendre. Encore moins à y rester, si les portes du groupe professionnel sont verrouillées de l'intérieur. Voilà pourquoi Pierre-Yves Revol affirme vouloir s'engager l'an prochain dans une voie intermédiaire, afin de favoriser le recrutement régional et retrouver une image plus saine.

François Aubel

Romain Froment a délaissé Paris pour se ressourcer dans le Tarn

CASTRES
de notre envoyé spécial

« Chez nous, il n'y a pas de stars, excepté les deux Romain. » Voilà comment Rémi Trémoulet, entraîneur en chef du Castres olympique, commentait, un rien narquois, la réussite de son groupe, le 26 janvier, en quart de finale de la Coupe d'Europe (22-21), face à l'AS Montferrand et à sa constellation d'internationaux. Le coach faisait allusion aux deux révélations « tarnaises » de cette saison : Romain Teulet, transfuge de Bergerac, qui, malgré sa taille (avec ses 1,65 m pour 77 kg, il possède un des gabarits les plus anodins de l'élite) s'est imposé comme l'arrière indiscutable du CO, et Romain Froment, troisième ligne aile, désigné ce jour-là homme du match.

La réussite de ce dernier est *« symbolique, puisqu'elle s'inscrit dans une différence de culture notoire entre Paris et ici »*, note Pierre-Yves Revol, président du club castrais, ravi de conserver en 2002-2003 cet espoir de 24 ans, ancien champion de France juniors avec le Stade français, titularisé pour la première fois cette année en France A. *« De toutes façons, je n'aurais servi à rien en restant là-haut »*, dit l'intéressé. A rien, ou peut-être seulement à poser pour le célèbre calendrier dénudé et sur les affiches annonçant les matches à Jean-Bouin. *« Cela faisait partie de la dose supplémentaire de fantaisie du club. Le Stade, c'était plus une entreprise de communication qu'une équipe de rugby, avec un président qui se complaisait dans cet état d'esprit. Mais je n'étais pas malheureux »*, avoue Romain Froment.

« POUR LA SAPE, ICI, C'EST PAS FOLICHON »

Il lie plus sûrement son départ de la capitale à John Connolly, remercié lundi 22 avril. *« L'étiquette de jeune, de relève putative, me collait à la peau. Cela faisait trois ans que j'avais débuté en équipe première, sous Bernard Laporte, et je n'avais pas changé de statut. Avec Connolly, je ne jouais quasiment jamais »*, se souvient ce natif de Clamart (Hauts-de-Seine), passé par le Paris Université Club. Castres lui fit alors les yeux doux. *« Avec ma femme et ma fille, nous avons débarqué un vendredi d'été. On m'avait dit par téléphone de prendre un taxi jusqu'à un garage pour y récupérer une voiture. Une belle maison, une place en crèche, tout avait été prévu. J'ai compris que je me sentirais bien à Castres lorsque la conductrice du taxi nous a offert son plan de ville »*, sourit-il.

Il découvre le centre d'entraînement du Lèvezou à Saïx, sur la route de Toulouse : *« On travaille dans des conditions idéales. L'avantage suprême, c'est qu'ici tout est concentré dans un même lieu. A Paris, un coup il fallait se rendre à l'Aquaboulevard pour la muscu, un coup à Meudon pour l'entraînement ou une autre fois à Jean-Bouin. Sans parler des embouteillages »*. Il l'assure, Paris ne lui manque pas, exception faite de ses magasins de fringues : *« Pour la sape, ici, c'est pas folichon. »* Il dit s'offrir de belles parties de pêche dans l'Agout avec Raphaël Ibanez, son voisin, quand il ne s'occupe pas de sa petite société de défiscalisation et de placements financiers montée *« juste pour s'amuser »*.

Pour Christophe Urios, ancien entraîneur adjoint du CO, Romain Froment représente la recrue idéale pour Castres. *« Ce n'est pas un tricheur ou un joueur pêché à l'autre bout du monde qui ne peut pas partager complètement l'amour du maillot »*, dit-il. C'est donc sur des vertus « viriles » que l'ancienne doublure parisienne s'est créée une place dans le Tarn. *« Romain a énormément progressé*, conclut Jean-François Beltran, l'adjoint de Rémi Trémoulet. *Mais il m'arrive de le comparer parfois à Ivanhoë, parce que son enthousiasme le coupe encore un peu trop de ses soutiens. »*

F. A.

Le football professionnel français s'expose à des menaces sur les subventions publiques

***« IL NE FAUDRA PAS** se plaindre si, en septembre, il y a des problèmes avec les subventions publiques. »* La mise en garde a été lancée, jeudi 25 avril, par Marie-George Buffet, la ministre de la jeunesse et des sports, à l'occasion d'une réunion de la commission nationale du sport de haut niveau. Elle visait le football professionnel français. C'est que ce dernier a été le grand absent de ce rendez-vous, où plusieurs fédérations sportives devaient faire valider les dispositifs d'encadrement de la formation qui, à compter du 1er septembre, seront exigés des clubs professionnels s'ils veulent pouvoir continuer à percevoir des subsides publics.

Car si la loi du 28 décembre 1999 sur le sport professionnel a maintenu la possibilité d'apports financiers des collectivités territoriales aux sociétés commerciales sportives, elle les a soumis à conditions. Plafonnés à 2,3 millions d'euros par an, ces financements publics ne pourront concerner que des missions d'intérêt général, au premier rang desquelles la formation. Sous réserve que celle-ci soit encadrée par des conventions clarifiant les relations entre les jeunes et les clubs, délivrées par des centres agréés par le ministère de la jeunesse et des sports.

FOOTBALL MAUVAIS ÉLÈVE

Or, si les dossiers présentés par les fédérations de rugby, de basketball, de handball et de cyclisme (établis à partir de conventions de formation types et de cahiers des charges pour l'agrément des centres de formation) ont été validés, jeudi 25 avril, par la commission nationale du sport de haut niveau, il n'en pas allé de même pour le football, *« faute d'avoir pu examiner une quelconque proposition »*, souligne-t-on au ministère.

Faut-il y voir une volonté du football de chercher à gagner du temps pour, par exemple, tenter de convaincre le futur gouvernement de revenir sur certains points de la loi ? Auprès de Marie-George Buffet, on privilégie plutôt l'hypothèse d'un *« désaccord »* interne au football professionnel, notamment sur la question de la distinction que la loi souhaite voir opérer entre conventions de formation et contrats de travail.

A ce propos, avant la réunion du 25 avril, les pouvoirs publics avaient déploré que, contrairement aux autres fédérations, le football s'en tienne aux *« éléments de sa propre charte, qui confond convention de formation et contrat de travail. »* Le *« risque »* de cette position étant *« qu'un jeune entré en formation à 16 ans dise à 19 ans : je pars, alors que la loi stipule qu'un jeune formé dans un club lui devra les trois premières années de son premier contrat de travail »*.

NOUVELLE OCCASION

Le football peut encore saisir l'occasion de la prochaine réunion de la commission nationale du sport de haut niveau, fin juin ou début juillet, pour rendre un dossier conforme à la loi. Mais plus le temps passe, plus il *« va devenir difficile d'avoir des centres de formation agréés au 1er septembre »*, relève-t-on au cabinet de la ministre, où l'on rappelle le calendrier : enquête de l'administration dans les centres de formation, d'ici au 25 juin, conclue par la rédaction d'un avis sur la base duquel le ministère s'engagera sur un agrément.

Le 1er septembre ne constitue pas non plus une date couperet. Un petit décalage pourrait être accepté. *« Mais, à partir de là, les préfets pourront se montrer plus sourcilleux*, prévient-on au ministère, *car la circulaire de mai 2000, cosignée avec le ministère de l'intérieur, qui les invitait à la clémence jusqu'au 1er septembre 2002, sera caduque. »* Un contribuable pourrait aussi être fondé à déposer un recours en justice à l'encontre d'une collectivité qui verserait des subsides à un club qui ne s'est pas conformé à la loi.

Philippe Le Cœur

Michel Platini élu au comité exécutif de l'UEFA

MICHEL PLATINI A OBTENU un double succès, jeudi 25 avril à Stockholm, lors du congrès de l'UEFA, en étant élu au comité exécutif de l'instance dirigeante du football européen, puis représentant de celle-ci au sein du comité exécutif de la FIFA (Fédération internationale de football). L'ancien meneur de jeu de l'équipe de France, âgé de 46 ans, a été élu pour quatre ans. *« Chacun connaît mon ambition : c'est d'être président de l'UEFA »*, a-t-il déclaré. En attendant, le Suédois Lennart Johansson, 72 ans, a été réélu, jeudi, président de l'UEFA pour un quatrième mandat consécutif de quatre ans.

DÉPÊCHES

■ **CYCLISME : l'Italien Alberto Vinale** (Alessio) a remporté, jeudi 25 avril, le Grand Prix de Denain, comptant pour la Coupe de France, en s'imposant au sprint devant le Français Frédéric Finot, son compagnon d'échappée.

■ **FOOTBALL : Robert Pires a été opéré du genou droit,** jeudi 25 avril à Marseille, par le professeur Jean-Pierre Franceschi, selon lequel l'intervention *« s'est bien déroulée »*. Le champion du monde, âgé de 29 ans, avait été victime d'une rupture des ligaments du genou droit le 23 mars lors du match Arsenal-Newcastle. Cette blessure l'a contraint à déclarer forfait pour la Coupe du monde 2002.

■ **Les fédérations sud-américaines** voteront pour le Suisse Joseph Blatter, président de la Fédération internationale (FIFA) et candidat à une réélection contre le Camerounais Issa Hayatou, le 29 mai à Séoul, a indiqué, jeudi 25 avril, le président paraguayen de la Confédération sud-américaine de football (CSF), Nicolas Leoz. Issa Hayatou s'est récemment prononcé en faveur d'une diminution du nombre des qualifiés sud-américains à la Coupe du monde.

■ **Pascal Nouma, l'attaquant de l'Olympique de Marseille**, a été entendu, jeudi 25 avril, par la police judiciaire dans le cadre des investigations touchant au club et notamment aux transferts. Par ailleurs, la Ligue nationale de football a décidé de faire disputer au Havre le match OM-Montpellier de la 34e et dernière journée du championnat de France, le 4 mai, après la suspension du Stade-Vélodrome décidée le 18 avril. L'OM a annoncé sa décision de faire appel.

■ **RUGBY : Thomas Castaignède, l'arrière français des Saracens** (D1 anglaise), absent des terrains depuis près de dix-huit mois, devrait être sur le banc des remplaçants, samedi 27 avril à Northampton, pour un match en retard du championnat d'Angleterre. *« C'est la fin d'un cauchemar »*, a commenté Thomas Castaignède, 27 ans, 34 sélections en équipe de France. Victime d'une rupture d'un tendon d'Achille le 4 novembre 2000, pendant l'échauffement du match France-Australie, il avait dû être opéré à plusieurs reprises.

DÉPÊCHES

■ **CLIMAT : le phénomène El Niño, qui menace de se reproduire cette année** dans le Pacifique, où il se manifeste par le déplacement d'une énorme masse d'eau chaude, pourrait avoir des effets dévastateurs sur la Grande Barrière de corail, selon des scientifiques australiens. Cette formation corallienne s'étendant sur 2 000 kilomètres se remet à peine de l'impact du précédent El Niño qui, en 1997-1998, a provoqué le blanchissement de vastes étendues de coraux qui, d'après les experts, mettront au moins dix ans à se reconstituer.

■ **COSMOLOGIE : l'âge de la Voie lactée (de 13 à 14 milliards d'années)** a été confirmé par des observations du télescope spatial américain Hubble, qui a détecté les étoiles les plus anciennes connues à ce jour dans notre galaxie, selon un astrophysicien canadien dont l'information est reprise par la NASA. Ces étoiles mortes, cachées dans un amas globulaire situé à 7 000 années-lumière, dans la constellation du Scorpion, sont des sortes d'horloges de l'Univers, car leur température permet de calculer leur âge, compris entre 12 et 13 milliards d'années. De précédentes observations de Hubble permettent de penser que les premières étoiles se sont formées un milliard d'années environ après le Big Bang. Ces résultats corroborent les estimations fondées sur la vitesse d'expansion de l'Univers.

Une clé biométrique pour sécuriser les transactions en ligne

La société Rainbow Technologies a mis au point un nouveau système d'authentification des utilisateurs d'Internet faisant appel à la reconnaissance des empreintes digitales

LA PHOBIE sécuritaire ne règne pas que sur le champ de la politique. Pour l'avenir des transactions informatiques aussi, la sécurité constitue un enjeu crucial. Autant, dans le monde réel, il est aisé de vérifier l'identité d'un acheteur, qui matérialise sa volonté de commercer en signant un contrat, autant le doute s'insinue aisément quand la transaction s'effectue derrière un écran. Comment être sûr, par exemple, que la commande de vente de cent mille actions passée par Internet a bien été effectuée par le détenteur du portefeuille ?

Alors que la directive européenne sur la signature électronique est en train de connaître sa transposition en droit français, la société américaine Rainbow Technologies, un des leaders mondiaux de la sécurité de l'information sur Internet, s'est alliée avec l'allemand Giesecke & Devrient pour mettre sur le marché un nouvel outil d'authentification, baptisé pour l'heure SuperToken. Derrière ce nom à consonances guerrières se cache un petit outil de la taille d'une boîte d'allumettes, qui a été présenté en mars au CeBIT, un salon mondial des nouvelles technologies qui se tient chaque année à Hanovre.

Le SuperToken présente le premier avantage de pouvoir se brancher sur l'un des ports USB dont tous les ordinateurs du monde, y compris les portables, sont aujourd'hui équipés. En termes de sécurité, cet outil va beaucoup plus loin que les simples mots de passe ou autres codes PIN protégeant généralement l'accès à un PC ou à un logiciel. Une sécurité parfois illusoire : sur le Web circulent des programmes permettant aux pirates habiles – et plus ou moins bien intentionnés – d'aller chercher tous les mots de passe d'une entreprise en quelques minutes.

LEITMOTIV

« Etant donné le risque d'usurpation du code PIN, la valeur de la signature qu'il est censé authentifier peut être remise en cause », estime Pierre Herbelot, directeur général pour l'Europe du Sud de Rainbow Technologies. Pour maximiser la sécurité, le SuperToken associe deux éléments plus solides : l'objet lui-même et l'empreinte digitale de son propriétaire. Longtemps cantonnée aux films d'espionnage ou de science-fiction, la biométrie, cette science qui traduit en valeurs chiffrées telle ou telle caractéristique physique unique à chaque individu (ce peut être aussi le dessin de l'iris, le réseau sanguin de la rétine, la forme de la main ou du visage, la voix, etc.), poursuit donc ainsi sa percée dans un monde où la sécurité se transforme de plus en plus en leitmotiv. L'intérêt et l'originalité du SuperToken par rapport à d'autres produits existants résident dans le fait que tout y est intégré : *« Nous avons considéré que pour faciliter l'acceptation et l'utilisation du produit, tout devait se faire sur le système,* explique Pierre Herbelot. *Tout d'abord, le petit scanner capture l'image de votre empreinte digitale. Ensuite, la puce détermine jusqu'à soixante-dix points caractéristiques et elle les enregistre, ce qui évite d'avoir une base de données à gérer et empêche tout copiage. »* Pas besoin de pile non plus, l'alimentation électrique étant fournie par l'ordinateur via le port USB...

D. R.

Une clé de sécurité de la taille d'une boîte d'allumettes.

Lorsque l'utilisateur veut s'identifier, il branche l'outil et repose son doigt sur le scanner. La puce effectue la vérification. Si celle-ci s'avère positive, le SuperToken délivre le sésame. *« Notre nouvel atout au niveau de la sécurité,* insiste Pierre Herbelot, *c'est qu'à aucun moment les caractéristiques biométriques de l'utilisateur ne sortent de la clé. »* C'est peut-être ce détail qui fera la différence avec d'autres produits comme les souris et les claviers intégrant des capteurs d'empreintes digitales. Avec ces systèmes, l'information est forcément stockée dans une base de données et par conséquent plus vulnérable.

Héritée de la paranoïa du monde militaire, où ont été conçus les premiers authentificateurs à empreintes digitales, la dernière barrière de sécurité de la clé imaginée par Rainbow Technologies tient de l'anecdote. Le SuperToken a en effet repris la technologie dite *« anti-doigt coupé »* qui empêche un malfaiteur sanguinaire de se servir de votre doigt tranché pour s'identifier à votre place. Pour ce faire, la machine détecte la chaleur du doigt ainsi que les pulsations sanguines.

Cependant, la technologie n'a pas forcément réponse à tout et un bandit déterminé détiendra sans doute des moyens de persuasion assez efficaces pour vous convaincre de gentiment déposer votre empreinte sur l'appareil, sans qu'il soit besoin de vous mutiler. Malgré tout, dans des secteurs très sensibles, il est concevable d'imaginer que, par exemple, l'image de votre index droit vous livre l'accès à l'ordinateur tandis que celle de votre index gauche tire le signal d'alarme...

Pour l'heure, étant donné son prix relativement élevé (225 € HT), le SuperToken ne sera probablement réservé qu'aux personnes ayant des responsabilités importantes, gérant des transactions élevées ou des informations confidentielles. Dans un premier temps sont visés les secteurs bancaire et gouvernemental.

Pierre Barthélémy

Marcher dans l'espace grâce à l'« hallucinoscope » de Gérard Majax

CEUX qui maudissent le destin de ne pas les avoir fait naître à l'ère du transport en commun spatial peuvent s'offrir une petite cure d'anticipation et l'illusion d'une randonnée dans l'espace. Le Palais de la découverte vient d'ouvrir au public, dans sa section d'astronomie, une troublante expérience conçue par Gérard Majax, qui repose sur un procédé de son invention : l'« hallucinoscope ». Il s'agit d'une espèce de casque soutenant un miroir posé sur le nez et dirigé vers le plafond. Une fois équipé, le cobaye ne voit plus le sol ni ses pieds mais le reflet de ce qui se trouve en l'air.

Or, en l'air, Gérard Majax a fait installer un circuit sidéral et sidérant de planètes et de satellites. On le parcourt en se tenant à une rampe, dernier lien physique avec le monde terrestre. Si les pseudo-astres suspendus au plafond se trouvent à trois mètres au-dessus du sol, on « marche » dessus, comme c'est le cas pour la Lune au début du périple. S'ils sont accrochés plus haut, on a l'impression de flotter en apesanteur au-dessus d'eux. Et si les planètes se situent en deçà de 3 mètres, on croit les traverser. Ou peut-être sont-ce elles qui nous traversent ?

Un circuit sidéral et sidérant de planètes et de satellites

Se revendiquant comme *« un dingue des illusions d'optique »*, Gérard Majax a toujours cherché à exploiter à l'extrême les jeux de miroirs. L'hallucinoscope provient directement de cette réflexion tout en étant d'une simplicité lumineuse. *« Lorsque je suis allé le présenter à l'Institut national de la propriété industrielle,* raconte le magicien, *on m'a dit que j'avais trouvé "le fil à couper le beurre de l'optique" et qu'il fallait vraiment déposer un brevet, ce que j'ai fait. Et nous avons constaté que, dans le monde entier, rien d'équivalent n'existait, ce qui continue de me stupéfier. »*

« Avant d'être illusionniste, poursuit Gérard Majax, *j'ai étudié la psychologie expérimentale à la Sorbonne. Je faisais des tests sur la perception et la perte des repères, un sujet qui m'a toujours passionné. L'utilisation de l'hallucinoscope crée un conflit entre ce que vous voyez et les autres informations sensorielles, comme le contact des pieds sur le sol. Mais, dans le cerveau, c'est la vision qui l'emporte sur le reste. »* Savoir que ce n'est qu'un artifice, avoir conscience de l'irrationalité de la chose, n'y change rien et ne nous empêche pas de croire que les planètes suspendues dans la réalité au-dessus de nos têtes se trouvent sous nos chaussures.

La promenade ne dure que cinq à six minutes – délai au-delà duquel les personnes sujettes au vertige risqueraient le malaise – et nous entraîne, sur une mécanique musique des sphères composée spécialement par Jean Barat, à travers un système solaire un peu plus riche qu'il n'est en réalité... *« Les gens du Palais de la découverte m'ont donné carte blanche et m'ont dit que je pouvais mettre ce que je voulais du moment que ce soit beau,* sourit Gérard Majax. *D'où cette profusion de planètes et ce vortex d'étoiles d'où jaillit une comète enflammée... »*

A la fin de ce voyage onirique et trompeur, le randonneur de l'espace rentre dans ce qui ressemble au sas d'une navette spatiale. Pour redescendre sur Terre.

P. B.

★ Palais de la découverte, avenue Franklin-D.-Roosevelt, 75008 Paris. Ouvert du mardi au samedi de 9 h 30 à 18 heures, les dimanches et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Fermé le lundi et le 1er mai. Entrée : 5,60 € (tarif réduit : 3,65 €). Renseignements au 01-56-43-20-21 ou sur le site Internet http://www.palais-decouverte.fr

L'imaginaire retrouvé de la mode

Célébré au Centre Pompidou et au Metropolitan Museum of Art à New York, le surréalisme inspire à nouveau couturiers et créateurs de mode

EN PRÉSENTANT son premier carré imperméable sur un mannequin de plâtre installé sous une pluie artificielle, la sérieuse maison Hermès a choisi début avril une mise en scène quasi surréaliste pour un foulard dont le dessin l'est tout autant : une chevelure dorée ou bleue sur de la soie.

Entre le romantisme mièvre de l'été et la rigueur du vestiaire haute protection de l'hiver prochain, créateurs et couturiers empruntent à l'imagerie surréaliste, en phase avec une actualité artistique marquée par « La révolution surréaliste » au Centre Pompidou et « Surrealism : Desire Unbound » au Metropolitan Museum of Art de New York.

Détournements d'objets et de matières à la Meret Oppenheim, chimères sorties d'un tableau de Max Ernst ou trompe-l'œil inspirés par Magritte donnent le ton. Une quête du rêve et du bizarre que l'on trouve aussi bien sur les mousselines imprimées de visages d'Emanuel Ungaro que dans le méli-mélo de bras et de jambes des publicités Miu Miu photographiées par Vivienne Sassen, clin d'œil soft aux poupées désarticulées d'Hans Bellmer. D'autres brouillent le regard, comme les Anversois A. F. Vandevorst et leurs vestes à la construction inversée, présentées en octobre 2001 dans un jeu de miroir, évoquant les déformations des photos d'André Kertész.

MARC DOMAGE/TUTTI/GALERIE FIAT PAPILLON

Sac pain d'Erik Dietman, 1969, en cuir, métal et pain.

L'exposition « Rapprochements », organisée récemment par l'Espace Paul-Ricard et la galerie Fiat.Papillon, abordait les jeux d'illusion de l'art et de la mode avec les secondes peaux de Nicole Tran Ba Vang ou le sac pain d'Erik Dietman réalisé en 1969, et « Cache-cache camouflage », actuellement au Musée de design et d'arts appliqués de Lausanne, montre, parmi diverses expériences du camouflage urbain, les robes colonnes, le costume feuille ou imprimé briques d'Adelle Lutz, photographiés par Annie Leibovitz en 1986 dans une mise en scène à la Magritte.

« *Aujourd'hui, on assiste à une surexpression de la mode, après une sous-expression, un côté édulcoré* », remarque Olivier Saillard, historien de l'art, chargé de la programmation du Musée de la mode et du textile, qui consacre à partir du 4 juin une exposition aux « couturiers superstars », parmi lesquels Elsa Schiaparelli, figure emblématique de la mode surréaliste dans les années 1930.

« *L'artiste qui fait des vêtements* », ainsi baptisée par sa rivale Coco Chanel, continue d'alimenter l'imaginaire d'un grand nombre de créateurs avec ses escarpins métamorphosés en bibi, sa robe-bureau inspirée par Dali, ses broderies miroirs ou ses bijoux de Plexiglas incrustés d'insectes. « *Pour la première fois, un couturier se dégage de ce qui est portable, et bien pensé,* explique Olivier Saillard, *Schiaparelli redéfinit la hiérarchie des valeurs selon des critères surréalistes, avec une mode "gag" qui peut exclure les termes d'élégance et de bon goût.* »

> **Les créateurs empruntent à l'imagerie surréaliste, en phase avec l'actualité artistique**

Marqué par la rencontre de Raoul Hausmann à Limoges en 1969, Jean-Charles de Castelbajac, qui se sent proche de la fantaisie ornementale de Schiaparelli comme du dépouillement futuriste de Courrèges insiste sur « *le mimétisme et l'appréhension de l'espace* » et « *le refus d'un monde totalement matérialiste* ».

Après le manteau en herbe synthétique, la besace en forme de gant ou le costume imprimé de briques dans les années 1980, il a réalisé, pour l'hiver 2001, une robe sérigraphiée des « larmes » de Man Ray. Refrain régulier de la mode, des « yeux d'Elsa » brodés sur une sublime veste de velours Yves Saint Laurent (1980) – hommage croisé à Aragon et Elsa Schiaparelli – aux robes Cocteau de John Galliano pour Dior (1999) en passant par les chaussures moulées sur un pied d'homme de Pierre Cardin (1986) inspirées par Magritte, l'imagerie surréaliste rassemble aujourd'hui une nouvelle génération de créateurs complètement désinhibés.

Le tandem russe Seredin et Vasiliev, qui présente ses collections à Paris depuis 1999 n'a de cesse de puiser – plus ou moins adroitement – dans le registre d'Elsa Schiaparelli. « *Nous avons découvert le travail d'Elsa Schiaparelli pendant nos études à Moscou. Nous admirons sa façon de voir l'extraordinaire dans l'ordinaire, la beauté dans la laideur et son envie perpétuelle d'inventer des images, des textures et des silhouettes* », expliquent les jeunes gens de 30 et 33 ans, qui n'hésitent pas à convier des poules sur les podiums, à présenter des souliers de porcelaine ou des robes en cheveux. « *Nous aimons les choses bizarres et le détournement des matières. Pour nous, il n'y a pas de cadre ou de limite dans la création d'une collection couture. Dans chaque vêtement, nous voudrions faire une découverte.* » Curieux mélange d'art brut et de surréalisme à la sauce russe, leur dernière collection propose une robe brodée de visages de poupée, un tee-shirt artificiellement rongé par des insectes en plastique, une tunique chair imprimée d'un squelette ou une dépouille d'oiseau de proie en guise de chapeau...

Partitions musicales décomposées et rebrodées sur des vêtements, objets de labeur en bois et portemanteaux « *comme des bijoux qui encadrent le corps* », superpositions bizarroïdes et « *sens de l'absurde comme principe de production* » sont autant d'allusions au dadaïsme pour Yvan Mispelaere, ancien directeur artistique de Féraud, qui devrait lancer prochainement une marque à son nom.

Loin des tâtonnements expérimentaux et des bricolages pseudo-conceptuels, Viktor & Rolf ont trouvé un point d'équilibre entre manifeste artistique et leçon de mode. Les duettistes néerlandais, qui lancent un parfum en 2004 avec L'Oréal, travaillent l'exagération des volumes. « *Chez Viktor & Rolf, le détail devient essentiel, on est dans un réalisme caricatural, une anomalie faite mode* », constate Olivier Saillard. « *En faisant primer le concept sur la finalité du vêtement, ce sont de dignes héritiers de Schiaparelli.* »

Après les jeux d'optique de blouses et de pantalons à cols démultipliés de l'été, leur collection de l'hiver 2003 se concentre sur des détails bleu Klein avec des boutons en passementerie gros comme des balles de tennis, des jabots surdimensionnés ou des blouses à trente poches. Accompagnée par une vidéo de paysages qui semblent transperser le vêtement, ils l'ont intitulée « Vive l'immatériel ».

Anne-Laure Quilleriet

BARRY ELKINS

Robe Emanuel Ungaro, prêt-à-porter été 2002, en mousseline de soie imprimée de visages. D'après un tissu employé dans les années 1970 par la maison, hommage croisé au surréalisme et aux divas du Studio 54.

A savoir

- **La révolution surréaliste.** Centre Pompidou ; tél. : 01-44-78-12-33. Jusqu'au 24 juin.
- **Surrealism : Desire Unbound.** Metropolitan Museum of Art de New York ; tél. : (212) 535-77-10. Jusqu'au 12 mai.
- **Mode et surréalisme,** de François Baudot, mars 2002, 80 p., 16 €, Editions Assouline.
- **Fashion and Surrealism,** de Richard Martin, 240 p., 1987, dernière édition 1996, 47 €, Editions Rizzoli, New York.
- **Cache-cache camouflage.** Musée de design et d'art appliqués contemporains de Lausanne; tél. : 00-41-21-315-25-30. Jusqu'au 20 mai.
- **Seredin & Vasiliev.** Renseignements au 01-47-23-77-06.
- **Viktor & Rolf,** chez Colette ; tél. : 01-55-35-33-90.
- **On aura tout vu.** Galerie du Palais-Royal ; tél. : 01-42-60-75-66 ; chez L'Espionne et au Printemps de la mode.

COURTESY ADELLE LUTZ ET DAVID BYRNE

Ci-dessus, Adelle Lutz (design), Annie Leibovitz (photographie), Urban Camouflage Serie, Light Brick Suit, tissu et peinture, 1986. Photographie parue dans « Vanity Fair » et présentée dans le cadre de l'exposition « Cache-cache camouflage » à Lausanne.

Ci-dessous, la réédition d'un modèle de 1976, le carré Eva d'Hermès et son motif chevelure, lancé en juillet en version imperméable.

Ci-contre, robe « Mille visages », haute couture printemps-été 2002, Seredin & Vasiliev.

QUENTIN BERTOUX

Les Chimères d'On a tout essayé

Le trio bulgaro-polonais a investi la tour Jean-Sans-Peur, à Paris

POUR SA PREMIÈRE collection de haute couture en janvier, le trio bulgaro-portugais On aura tout vu a installé ses créations sur des mannequins de plâtre dans la tour médiévale Jean-Sans-Peur de la rue Etienne-Marcel à Paris. Comme un écho lointain à l'Exposition internationale surréaliste de 1938, où Man Ray, Dali, Duchamp, André Masson et d'autres artistes rhabillaient ces poupées statiques de petites cuillères, de soutien-gorge passoire ou d'une cage en guise de chapeau.

« *En allant dans un entrepôt de mannequins, nous avons été très impressionnés par ces rangées de femmes nues et froides* », explique Livia Stoianova, l'une des créatrices d'On aura tout vu, avec Yassan Semiouilov et André de Sa Passoa.

Très influencés par Luis Bunuel, Max Ernst, Juan Miro et Magritte pour « *sa transpersion de l'espace* », ils imaginent en haute couture une héroïne aux contours étranges, « *lutin mutin en pantalon bouffant ou pantalon chaussure, magicienne des lignes qui se brisent et se suspendent sur un corps scellé de bijoux* ».

Collaborateurs réguliers pour les bijoux de maisons de couture comme Christian Lacroix, Dior ou Givenchy, ils développent leur propre ligne d'accessoires depuis 1998. Pour le printemps-été, leurs dernières créations explorent un bestiaire hybride : broche poisson-zèbre, minaudière cheval-escargot, méduse-fleur imprimée sur un sac et d'autres chimères qui semblent sorties du merveilleux *Voyage de Chihiro* de Hayao Miyazaki, dont le succès récent confirme ce besoin de reconquérir l'imaginaire.

« *Dans un environnement triste, on a besoin d'objets qui sortent du réel, qui font rêver les gens* », insiste Livia. Vendues entre 410 et 535 € dans les boutiques L'Espionne et Kashiyama à Paris, les pièces seront exposées en mai et juin, au Printemps de la Mode, sur les Tables du Luxe.

A.-L. Q.

Dans la série des Chimères, une broche « Crabelézardailé » en métal argenté vieilli et cristal de Swarowski, le tout émaillé, On aura tout vu.

PERRONO - BIJOUX
Anciens - Occasions - Argenterie
Pierre précieuses - Brillants
Création et transformation
Achats, Ventes,
Echanges, Réparations
Sélectionné par le guide
"PARIS PAS CHER"
OPERA angle bd. des Italiens
4, chaussée d'Antin
ETOILE 37, avenue Victor Hugo
ouverts du mardi au samedi

AUJOURD'HUI

Petite journée de répit

SAMEDI 27 AVRIL
Lever du soleil à Paris : 6 h 39
Coucher du soleil à Paris : 20 h 58

La perturbation qui a traversé la France vendredi quitte le pays par l'est en début de matinée. La journée s'annonce calme, ensoleillée et fraîche avant la dégradation pluvieuse suivante qui aborde la pointe Bretagne en fin d'après-midi.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Les éclaircies peuvent être assez larges en début de matinée surtout sur le sud de la Bretagne et les pays de Loire. Des voiles nuageux envahissent ensuite le ciel et s'épaississent au fil des heures. Il fait de 13 à 16 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Le ciel de la journée se partage entre de belles éclaircies et quelques passages nuageux plus fréquents l'après-midi. Les températures restent fraîches, voisines de 13 à 15 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Les nuages sont encore assez présents le matin et peuvent apporter quelques averses. Les éclaircies prennent le dessus dans l'après-midi. Les températures varient entre 13 et 16 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Les Pyrénées se réveillent sous de nombreux nuages qui se déchirent rapidement pour laisser place à de belles éclaircies. Ailleurs, soleil et nuages se partagent le ciel. Les températures s'échelonnent entre 15 et 18 degrés.

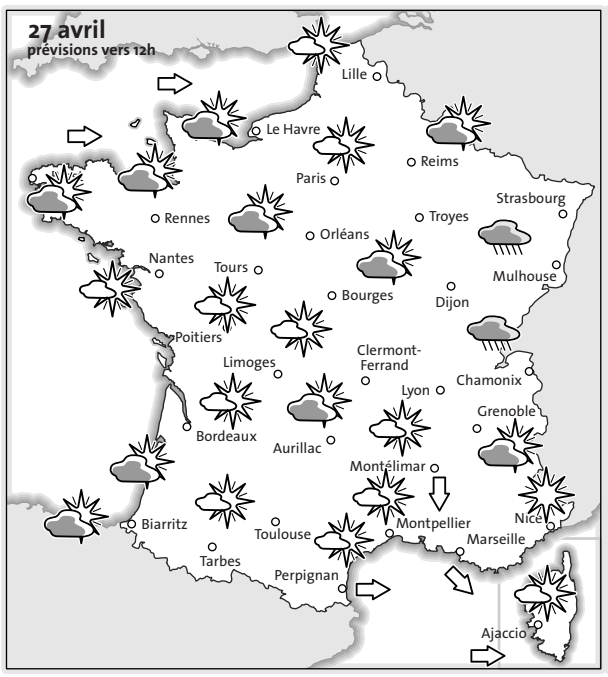
Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Le matin, les nuages dominent sur les Alpes alors que le soleil se montre assez généreux ailleurs.
L'après-midi, un ciel variable se généralise à l'ensemble des régions. Les températures sont comprises entre 14 et 16 degrés.

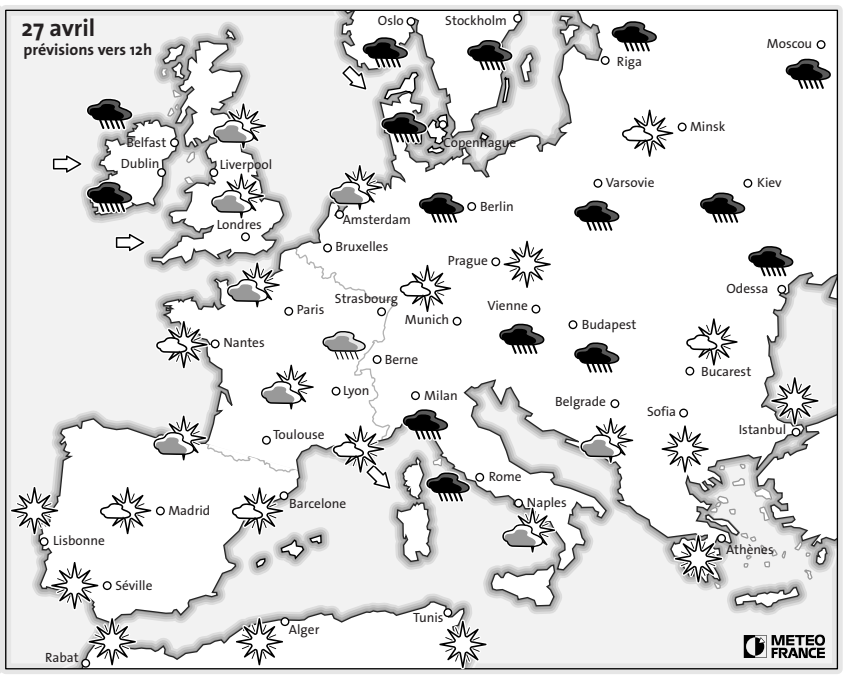
Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.
Les nuages se font rares. Seuls quelques voiles nuageux circulent dans un ciel souvent bleu. Les rafales du mistral et de la tramontane peuvent atteindre 90 km/h. Il fait de 17 à 22 degrés.

27 AVR. 2002 PRÉVISIONS

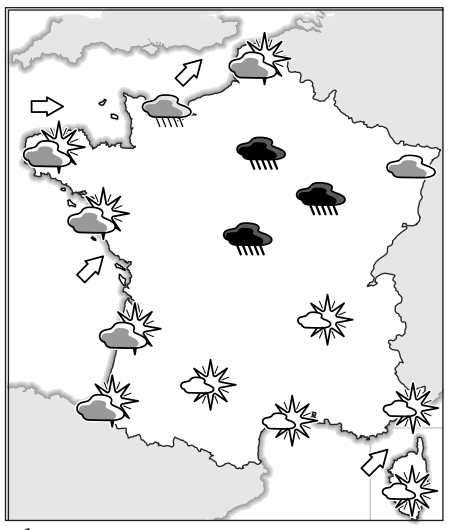
*Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.*

FRANCE MÉTROPOLE	
Ajaccio	11/22 N
Biarritz	10/16 N
Bordeaux	8/17 N
Bourges	4/16 N
Brest	6/13 N
Caen	8/12 N
Cherbourg	7/13 N
Clermont-F.	5/18 N
Dijon	5/15 N
Grenoble	9/15 N
Lille	6/12 N
Limoges	6/13 N
Lyon	9/17 N
Marseille	15/22 N
Nancy	4/11 P
Nantes	4/14 N
Nice	15/23 N
Paris	5/15 N
Pau	9/18 N
Perpignan	15/22 N
Rennes	5/14 N
St-Etienne	5/16 N
Strasbourg	5/12 C
Toulouse	11/19 N
Tours	3/15 N
FRANCE OUTRE-MER	
Cayenne	24/29 P
Fort-de-Fr.	26/28 P
Nouméa	22/26 P
Papeete	25/30 P
Pointe-à-P.	22/29 P
St Denis Réu.	21/28 S
EUROPE	
Amsterdam	8/12 N
Athènes	12/20 S
Barcelone	13/17 N
Belfast	6/10 P
Belgrade	10/21 N
Berlin	7/12 P
Berne	5/13 P
Bruxelles	7/13 N
Bucarest	6/20 S
Budapest	10/15 P
Copenhague	5/10 P
Dublin	5/10 P
Francfort	8/14 P
Genève	6/13 P
Helsinki	7/16 S
Istanbul	8/18 S
Kiev	9/18 P
Lisbonne	14/21 S
Liverpool	7/12 N
Londres	7/14 N
Luxembourg	6/12 P
Madrid	10/26 S
Milan	13/23 P
Moscou	7/14 P
Munich	8/13 S
Naples	13/19 C
Oslo	4/7 P
Palma de M.	12/21 S
Prague	9/12 S
Rome	12/19 P
Séville	13/30 S
Sofia	6/19 S
St-Pétersb.	9/18 S
Stockholm	5/11 P
Ténérife	18/23 S
Varsovie	7/13 P
Venise	10/15 P
Vienne	8/14 P
AMÉRIQUES	
Brasilia	18/27 P
Buenos Aires	4/17 S
Caracas	25/30 P
Chicago	4/17 P
Lima	18/23 S
Los Angeles	12/13 S
Mexico	12/28 S
Montréal	0/8 S
New York	6/14 S
San Francisco	10/12 S
Santiago Ch.	4/22 S
Toronto	1/9 C
Washingt. DC	8/19 S
AFRIQUE	
Alger	10/27 S
Dakar	20/24 S
Kinshasa	22/30 P
Le Caire	16/25 S
Nairobi	16/25 C
Pretoria	13/27 S
Rabat	14/24 S
Tunis	11/26 S
ASIE-OCÉANIE	
Bangkok	27/33 P
Beyrouth	14/21 S
Bombay	27/36 S
Djakarta	23/32 P
Dubaï	25/34 S
Hanoï	25/28 P
Hongkong	24/27 S
Jérusalem	7/19 S
New Delhi	23/42 S
Pékin	10/18 S
Séoul	10/20 S
Singapour	27/32 P
Sydney	14/20 P
Tokyo	11/17 S

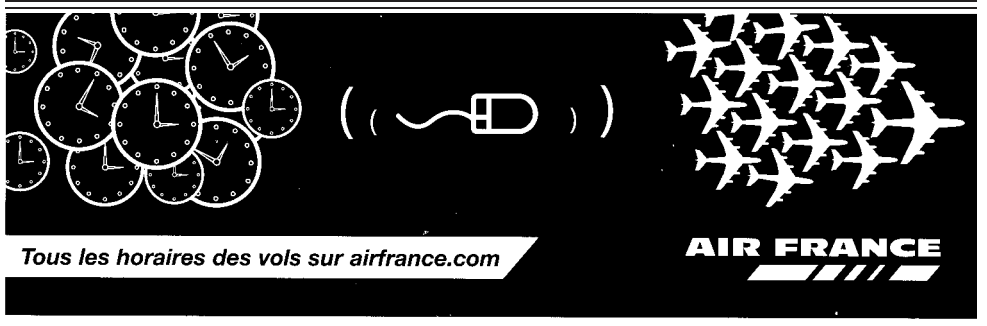




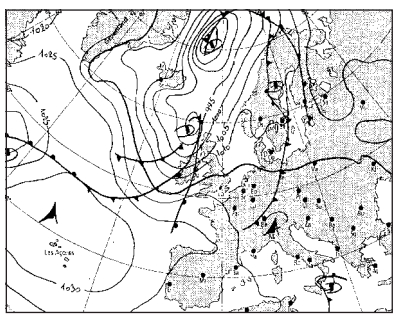
Soleil · Peu nuageux · Couvert · Brèves éclaircies · Averses · Pluie · Orage · Neige · Brouillard · Vent fort



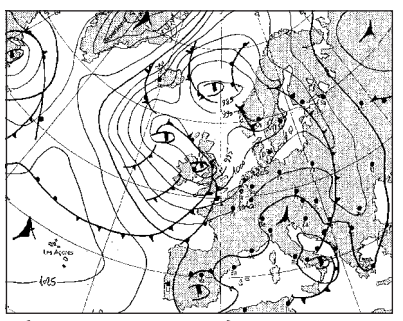
PRÉVISIONS POUR LE 28 AVRIL



le 28 avril
Une nouvelle perturbation, faiblement pluvieuse, traverse le nord-ouest du pays dans la matinée puis se rapproche des frontières de l'est dans l'après-midi. Des averses se produisent ensuite, surtout le long des côtes de la Manche dans l'après-midi.



SITUATION LE 26 AVRIL À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 28 AVRIL À 0 HEURE TU

Révolution au pays du papier-toilette

TENDANCES
Tous les vendredis datés samedi, l'air du temps

DEPUIS l'apparition de la ouate triple épaisseur et des rouleaux parfumés ou décorés, il ne se passait plus grand-chose au rayon papier-toilette que se partagent deux multinationales. Kleenex - Le Trèfle a fondé sa réputation sur de subtiles effluves (« Vergers en fleur », « Souffle d'été », « Promenade en forêt »), alors que Lotus s'est fait une spécialité du gaufrage généreux, des décors incrustés, des teintes pastel et du papier imprimé à petites fleurs. Depuis février, un outsider tente de contester cet ordre bien établi avec une approche inédite, celle du papier-toilette cosmétique.

Le nouveau venu ne s'appelle pas Sit and Smile (« Asseyez-vous et souriez »), comme son homologue diffusé en Thaïlande, mais Renova, et il est lancé par Almonda, un groupe portugais. Cette holding aux activités multiples (papeterie, mouchoirs jetables, cosmétique, hygiène féminine, eau minérale) réalise 140 millions d'euros de chiffre d'affaires annuel et s'est déjà implantée avec succès en Espagne. Son papier-vedette, qui vient de franchir les Pyrénées, porte le doux nom de Fresh & Clean (« frais et propre »). *« Technologiquement avancé et testé dermatologiquement »,* il contient des microgouttelettes de crème hydratante enveloppées dans les fibres du papier. *« Au-delà de son odeur délicate, ce nouveau principe offre une incroyable sensation de bien-être liée à un sentiment d'hygiène renforcée »,* affirment ses concepteurs qui, à dessein, ont choisi un papier blanc.

« PARLER VRAI »

Fresh & Clean se veut *« révolutionnaire sur le plan technologique »* mais aussi sur le plan sémantique. *« Jusqu'à présent, le papier hygiénique a plus misé sur le papier que sur l'hygiène,* s'amuse Paulo Pereira Da Silva, président d'Almonda. *Les industriels parlent de technique mais cela n'intéresse pas l'utilisateur, qui attend de la fraîcheur et une impression d'hygiène ».*

« De cela, affirme-t-il, *on ne dit rien, ou si peu. Une petite marque comme la nôtre, qui n'a pas à consulter Philadelphie ou Phoenix pour demander l'autorisation d'adapter son discours, peut rompre avec les stéréotypes et parler vrai. »* Pour vendre ses rouleaux au Portugal et en Espagne, Renova a déjà diffusé des publicités réalisées à partir de clichés de photographes connus, en noir et blanc, *« comme s'il s'agissait d'un parfum ou d'une crème ».* Lors des tests préparatoires, proclame Renova, *« le produit a suscité l'enthousiasme car il est totalement en adéquation avec les consommateurs et les consommatrices pour des produits insistant sur l'hygiène ».* L'aval des femmes est décisif. Elles sont les plus sensibles à la qualité du produit et, comme elles se chargent généralement des courses, leur rôle *« prescripteur »* détermine le choix familial.

> On n'ose imaginer les kilomètres que tout cela représente, une fois dévidé

Le nouveau papier lotionné – à ne pas confondre avec le papier imprégné très connu en Allemagne, et notamment commercialisé sous la marque Fess'Net – est distribué dans les grandes surfaces à un prix qui ne le situe pas dans la catégorie des produits les moins chers. Le slogan publicitaire *« Je prends soin de moi »* l'accompagne. Fresh & Clean n'est pas disponible en feuilles, dans des paquets plats. Ce type de conditionnement ne représente plus que 8 % des ventes alors que le marché des rouleaux a augmenté l'an passé de plus de 10 % en valeur, soit un volume d'achat proche de 700 millions euros, qui correspond, grosso modo, à une consommation de 2,6 milliards de rouleaux.

Environ 80 rouleaux par ménage et par an ; on n'ose imaginer les kilomètres de papier que tout cela représente, une fois dévidé. Renova, qui soutient que ses articles réalisent déjà en hypermarché *« une rotation supérieure à celle des marques nationales bien connues et implantées depuis longtemps »,* entend s'installer durablement dans le petit coin des Français, mais ne vise que la troisième place sur le podium des toilettes, une médaille de bronze. Néanmoins, le groupe portugais ne manque pas de projets, tous inspirés par la thématique du *« soin »,* très porteuse actuellement, et de *« l'hygiène renforcée ».* Dans un avenir plus ou moins proche, Fresh & Clean pourrait ainsi s'enrichir d'huiles essentielles mais aussi d'autres panacées encore tenues secrètes.

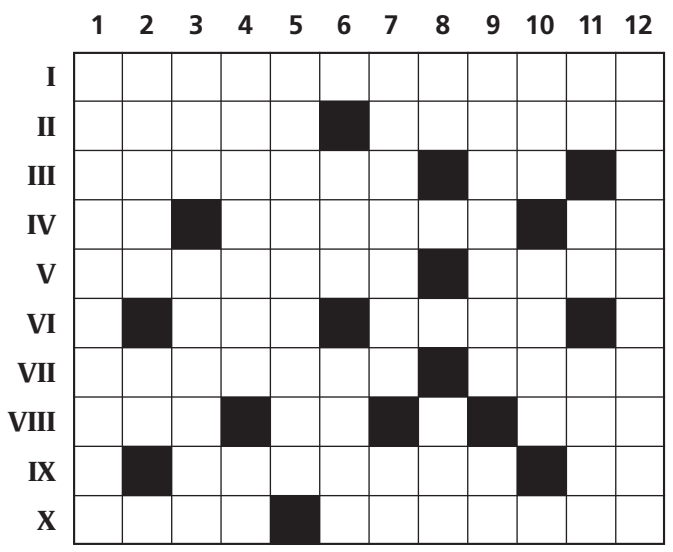
De ces subtiles délibérations émaillées de circonlocutions autour de ce que doit constituer le fondement de la modernité du papier hygiénique, il ne faudrait pourtant pas déduire que l'on ne découvre qu'aujourd'hui le sens de la délicatesse et du raffinement. Sous la plume de François Rabelais, Grandgousier s'émerveille devant *« le degré souverain de sapience »* de son fils Gargantua qui *« par longue et curieuse expérience* [a] *inventé un moyen de* [se] *torcher le cul le plus royal, le plus seigneurial, le plus excellent ».* Lequel ? interroge le père. *« Je dys et maintiens qu'il n'y a tel torchecul que d'un oison bien duveteux »,* répond-il. *« Et ne pensez poinct,* ajoute-t-il, *que la béatitude des héros et semi-dieux qui sont par les Champs Elyséens viennent de leur asphodèle, de l'ambroisie ou du nectar. Elle est, selon mon opinion, en ce qu'ils se torchent le cul d'un oison. »*

Jean-Michel Normand

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 101

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr



HORIZONTALEMENT

I. Retenue excessive. - II. Fait tout petit. Premier en IVe. - III. Donne toujours de la voix depuis l'Antiquité. Support de charpente. - IV. Entre en transe. Sales coups dans les feuilles. Toujours au pouvoir. - V. Femme fatale. Point dans l'océan. - VI. Affluent du Rhin. Entre en locution et en environnement. - VII. Sacrés et bénis pour les chrétiens. Rois en Suède et au Danemark. - VIII. Refroidi. Stratégie asiatique. Garniture au sommet. - IX. Ferait l'innocent. Conjonction. - X. Croisés et tordus pour jouer. Pour ranger ses petites affaires.

VERTICALEMENT

1. Outre-tombe. - 2. Va jusqu'au bout de ses opinions. Article. - 3. Vaut le détour pour ses bulles et sa cathédrale. Solide si la prise est bonne. - 4. Répugnant. En prise. - 5. Travail qui vous met sur la paille. - 6. Ouvre les feuilles. Vide après renversement. - 7. Portique à l'entrée. Un peu d'argent. - 8. Article. Grande en Amérique. - 9. Qui finira en poussière. Personnel. - 10. On va les revoir avec plaisir à notre table. Ne circule plus en Europe. - 11. Très appréciée par Zeus, peu par Héra. Cours italien. Essences tropicales. - 12. Permet de retrouver sa forme.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 02 - 100

Horizontalement
I. Prédilection. - II. Ridicule. Pro. - III. Opéra. Urne. - IV. Valériane. As. - V. Ecrémage. - VI. Dieu. Ode. Net. - VII. Edison. Sc. Ni. - VIII. Nés. Sec. Racé. - IX. Cesse. Rainer. - X. Es. Araignées.

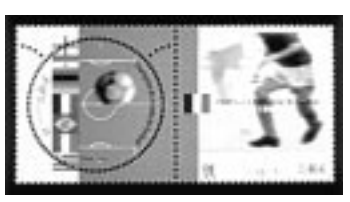
Verticalement
1. Providence. - 2. Ripa. Idées. - 3. Edelweiss. - 4. Dire. Us. Sa. - 5. Icare. Oser. - 6. Lu. Icône. - 7. Eluard. Cri. - 8. Cernées. AG. - 9. Nem. Crin. - 10. Ipé. An. Ane. - 11. Or. Agencée. - 12. Noisetiers.

PHILATÉLIE

Football : hommage aux vainqueurs

SIX PAYS VAINQUEURS de la Coupe du monde de football, à l'exception de l'Angleterre – la France, l'Allemagne, l'Argentine, le Brésil, l'Italie et l'Uruguay —, émettront deux timbres communs à l'occasion de la prochaine épreuve, qui se déroulera du 31 mai au 30 juin au Japon et en Corée du Sud.

La dessinatrice des timbres, un rond et un carré se tenant, l'Allemande Andrea Acker, a été retenue à l'issue d'un concours auquel participaient Louis Briat, l'auteur du premier timbre rond consacré à la Coupe du monde de 1998,



Claude Andréotto et Guy Coda. Le premier représente un ballon sur fond de terrain, et le second, mis en page par Alain Seyrat, l'image floue d'un joueur. Un bandeau reprend les drapeaux des sept nations (dont l'Angleterre), celui de chaque pays émetteur se trouvant au centre de la frise et sur le timbre carré. Les timbres français, en vente générale le lundi 29 avril, d'une valeur de 0,46 euro, sont imprimés en héliogravure en feuilles de quinze diptyques.

La vente anticipée se déroulera les samedi 27 et dimanche 28 avril, à Paris, au bureau de poste temporaire ouvert à la Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain. Ils seront aussi conditionnés en feuillets de cinq diptyques, mis en page par Aurélie Baras, en vente générale dans un second temps, le 20 mai. Pour la première fois en France, ce bloc comportera un texte imprimé au verso : les noms des pays participants et les tableaux des qualifiés à compléter (quarts de finale, demi-finales, petite finale et finale).

Pierre Jullien

EN FILIGRANE

■ **Prisonniers de guerre.** Courriers des camps de prisonniers en France en 1940, puis en Allemagne, avis de capture, marques de censure, colis, service de santé, formulaires utilisés par la Croix-Rouge, etc. : Claude Ablard présente les pièces les plus significatives de sa collection pour illustrer une brochure de 90 pages sur *Les Prisonniers de guerre français détenus par la Wehrmacht pendant la seconde guerre mondiale.* Cet ouvrage, édité par l'Union marcophile dresse un panorama sur la captivité et sur les différents services gouvernementaux ou privés, ainsi que les œuvres caritatives qui intervinrent en faveur des prisonniers de guerre entre 1940 et 1945 (15 euros plus port, auprès de l'Union marcophile, Lucien Bridelance, 19, avenue du Châtelet, 77150 Lésigny).

■ **Exposition intercommunale.** La 6e exposition intercommunale des associations philatéliques de Bondy, Gagny, Livry-Gargan, Le Raincy-Villemomble et Pavillons-sous-Bois (93) se déroulera les 27 et 28 avril, à l'Espace des arts (salle Mozart) des Pavillons-sous-Bois. Renseignements auprès de Jean Delaire au 01-48-48-27-56.

C'est avec « La Mort de Danton » que l'Odéon clôture sa saison et son cycle dédié au dramaturge allemand avant de fermer pour travaux. Dans un entretien au « Monde », le metteur en scène Georges Lavaudant recentre les idées de cette pièce et le rôle du théâtre en général sur l'actualité politique

Danton et Büchner broyés par l'histoire

PASCAL VICTOR / MAXPPP

« Il n'y a pas de décor. Le théâtre est dépouillé, nu, dans sa solitude, lui aussi. Robespierre dit : "Je suis seul" ; Danton le suggère. Il y a comme un écho dans l'espace scénique de cette fin », explique le metteur en scène Georges Lavaudant.

APRÈS *Léonce et Léna*, mis en scène par André Engel (*Le Monde* du 1er octobre 2001), et *Woyzeck*, mis en scène par Bob Wilson (*Le Monde* du 30 novembre 2001), l'Odéon - qui ferme pour travaux le 31 mai et s'installe pour deux ans boulevard Berthier dans le 17e arrondissement - clôt une saison largement dédiée à Büchner, avec une mise en scène de *La Mort de Danton,* par Georges Lavaudant. Une première pour le directeur du Théâtre de l'Europe, rencontré au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle.

Le résultat de l'élection peut-il peser sur le théâtre ?

Lorsqu'on reprend le fil des mots, ceux des poètes, on se dit au contraire que c'est probablement un des rares espaces préservés de cette espèce de pollution politique. Alors c'est très contradictoire. On est comme tous les citoyens, abasourdis et inquiets, mais parallèlement, il y a peut-être une chose qui fait que nous, qui travaillons au quotidien la langue des écrivains, mesurons qu'il y a une autre manière d'envisager le monde, les relations humaines.

Y a-t-il une parole salvatrice ?

On a trop entendu de paroles salvatrices. Les gens se battent au nom des paroles salvatrices. Les religions, les discours politiques se veulent salvateurs, alors que la poésie n'est pas du tout salvatrice. Elle est exacte. Elle est à l'endroit où l'homme essaie de rejoindre son destin et ça, bien sûr, personne ne peut en parler politiquement. Pourtant, c'est là le seul effort réel à faire pour vivre ensemble. On a vu a contrario se construire l'écart des discours massifs, démagogiques. C'est aussi une histoire de la pièce.

Poétique et politique : les deux paroles y coexistent...

Il y a les deux écarts absolus. D'un côté, la quasi-langue de bois des discours, à cela près que Saint-Just, Robespierre ou Danton manifestent une puissance oratoire, une rhétorique, éloignée des formules convenues, tout en utilisant les mots pour impressionner. De l'autre côté, on a des paroles, celles de Marion ou Camille Desmoulins, qui est toujours à la recherche d'un parler-vrai. Camille porte bien la pensée de Büchner, pourtant disséminée parmi tous. Comme chez Shakespeare. Les grands poètes n'hésitent pas à s'investir ainsi. Même dans le mal. Dans *Richard III* ou dans *Macbeth,* Shakespeare arrive à investir la parole du mal. Et Büchner, lui aussi, lorsqu'il fait parler Robespierre, ce n'est pas pour le ridiculiser, mais en poète.

« A partir du moment où nous ne sommes plus capable de savoir profondément quelles sont nos convictions, quelles sont les valeurs qu'on veut défendre au-delà du résultat à atteindre, on ne peut que se laisser entraîner sur le terrain du pire »

Aurions-nous besoin, plus que jamais, de poètes ?

Je ne suis pas politologue. Mais à partir du moment où nous ne sommes plus capables de savoir profondément quelles sont nos convictions, quelles sont les valeurs qu'on veut défendre au-delà du résultat à atteindre, on ne peut que se laisser entraîner sur le terrain du pire. Et tous se sont laissés entraîner sur le terrain du pire, piège grossier dont on s'étonne même qu'il ait pu fonctionner. Il faut renvoyer à la responsabilité des gens et de leurs états-majors.

Quelle histoire Büchner fait-il parler ? Celle de la Révolution ? La sienne ? La nôtre ?

Il fait parler les deux histoires. La sienne, celle d'un révolutionnaire en 1830, un garçon de 22 ans engagé, qui édite un journal, le fait distribuer, et dont les copains sont dénoncés par les gens qu'il espère sauver. Vingt ans seulement le séparent du jeune Marx. Il le prépare. La pièce est à son usage personnel et à celui de ses camarades. Par ailleurs, il montre bien les enjeux de la Révolution française et il est assez exact sur la semaine qui précède l'arrestation et la mort de Danton.

La mise en scène permet-elle de poser la question d'actualité ?

L'art du théâtre n'est pas fait pour accompagner la polémique. La seule chose qu'on sauve, c'est la langue, une espèce de lenteur. Le théâtre est une force sourde, aveugle, patiente. Il y a un théâtre formidable, l'agit-prop, qui surgit périodiquement, réagit à l'événement et c'est tant mieux. Mais l'autre travail du théâtre, c'est de ne pas se placer sur le plan du commentaire, de ne pas se laisser dicter son actualité. C'est là où il diffère de la politique ou de la publicité. Le théâtre ne réagit pas mécaniquement à un événement politique, parce que plus on va vite, plus le commentaire est mécanique, sans enjeu poétique, incapable de refléter la complexité de la vie.

En ces moments de désarroi, est-ce que *La Mort de Danton* peut nous éclairer ?

Elle dit que les époques étaient différentes. Vous avez là une bande de gens, jeunes, qui se connaissent tous et sont devant la mort. C'est un autre enjeu. Je ne veux pas dire que la tension historique que nous vivons n'est pas grave, elle l'est sans doute plus que ce qu'on est en train d'imaginer. Mais ces gens-là ne s'interrogent pas sur la manière de reprendre le pouvoir ou réorganiser un parti. Ils ont agi pour un idéal et vont mourir pour lui. Est-ce que cet idéal était le bon ? Qu'est-ce que la mort et qu'est-ce qu'il y a après la mort ? Il y a un déplacement.

La distribution vous permet de réunir votre communauté d'acteurs au complet...

C'est la deuxième chose qui m'a décidé pour *La Mort de Danton.* Les personnages sont nombreux et il y faut une distribution homogène. Au-delà des grands rôles, il en est de magnifiques, comme Marion ou Payne, qui n'ont qu'une scène, sur un spectacle de trois heures et quart. Seule une troupe recèle des gens assez généreux pour accepter d'apporter leur couleur, leur force, à un seul moment du spectacle.

Brecht, découvrant la pièce, la qualifiait de mélodrame.

Au contraire, c'est une pièce moderne. Ce n'est pas un affrontement entre Robespierre et Danton. Robespierre disparaît à la fin de la première partie. Il n'y a aucun suspense. Büchner annonce la couleur d'entrée de jeu : la mort de Danton. Il accompagne une équipe de jeunes gens qui se retrouvent broyés par l'histoire. Danton ré siste, mais comme s'il était fatigué. Souvenons-nous de son : *« Je préfère être guillotiné que guillotineur. »* On parle toujours des tueurs en politique, mais là, c'est le contraire.

Quelle a été la part du scénographe, Jean-Pierre Vergier ?

Qu'est-ce qu'une révolution, sinon détruire quelque chose ? Jean- Pierre est intervenu sur la destruction du théâtre, qui ferme pour deux ans. Il n'y a pas de décor. Le théâtre est dépouillé, nu, dans sa solitude, lui aussi. Robespierre dit : *« Je suis seul »* ; Danton le suggère. Il y a comme un écho dans l'espace scénique de cette fin. On est dans les ruines du théâtre et comme toujours les ruines sont à la fois désolantes et belles. C'est la fin d'une époque, le crépuscule est là. Une incarnation de l'enthousiasme politique prend fin. Avec lui quelque chose s'éteint du rêve du monde.

Propos recueillis par Jean-Louis Perrier

La Révolution au péril des phrases fortes

GEORG BÜCHNER écrit *La mort de Danton,* il a 21 ans. Georges Danton se lance dans la Révolution, il a 29 ans. Quand il sera, quelques mois plus tard, ministre de la justice, et qu'il s'agira de nommer des commissaires du pouvoir exécutif, Danton dira : *« A 25 ans on convient mieux aux Emplois Publics que dans un âge plus avancé. Pour défendre la Liberté, il faut du courage : dans ce combat, c'est à la jeunesse qu'est promis le succès. »* En cette fin d'avril 2002, quel saisissement d'entendre ça, quand les premiers manifestants de Rennes, La Rochelle et de tant d'autres villes sont, la plupart, plus jeunes encore !

Danton se dit, le 13 juillet 1789 (il n'attend pas le 14), que l'élan révolutionnaire va s'accompagner du *« sang-froid de la raison ».* Mais, pour Büchner, la *« minorité cultivée »* n'entraînera jamais *« la grande masse »* devant qui elle gardera, toujours, *« la même crispation ».* Et c'est un prêté-rendu : *« A mort ceux qui savent lire et écrire »*, entend-on crier dans *La Mort de Danton.* Les intervenants, à la tribune, savent lire et écrire, c'est le moins que l'on puisse dire. Et les auditoires réagissent, très violemment, aux tirades, dès qu'elles sont bien lancées. Or tout le péril est là. Les grandes phrases décrochent les grands enthousiasmes, les grands enthousiasmes relancent d'autres grandes phrases, plus corsées. La machine s'emballe.

De Danton à Robespierre, de Robespierre à Saint-Just, une course au pathos va brusquer les actions. Le lyrisme s'en mêle. La tension nécessaire aussi. Il faut être exagéré pour ne pas paraître faible. Résultat : *« Les bourreaux et la guillotine sont vos discours devenus vivants »,* écrit Büchner.

« SOYONS LE PEUPLE ! »

Bien sûr, elles ont une force, ces phrases ! *« Vous voulez du pain, ils vous jettent des têtes ; vous avez soif, ils vous font lécher le sang sur les marches de la guillotine. »* Mais les cris les plus beaux, il faut parfois les modérer. Fin août 1792, quand l'ennemi investit Verdun, Danton a besoin de troupes et de fusils. Il fait perquisitionner, maison par maison. Pour faire admettre ça, il lance : *« Ne soyons plus nous, soyons le peuple ! »* C'est génial. Trois semaines plus tard, soldats et fusils vaincront à Valmy. Mais le *« Ne soyons plus nous ! »*, en temps de paix, démobilise trop. D'où cette correction, intimée de la même voix ferme : *« Il faut que chacun puisse faire valoir sa personne et affirmer sa nature. »*

Georg Büchner peut faire la cueillette : sa pièce, *La Mort de Danton,* est un assemblage de ces phrases. Le dialogue est superbe. *« As-tu le droit de faire de la guillotine une cuve à lessive pour le linge sale des autres, et de leurs têtes coupées du savon pour leurs vêtements crasseux sous prétexte que tu as, toi, un habit toujours bien brossé ? »*, lâche Danton à Robespierre. Là, c'est un tête-à-tête : ce qui rentre par une oreille de « l'Incorruptible » ne sort pas par l'autre (ça se paiera). Mais il n'a pas échappé à Danton que si l'« effet » des phrases provoque l'enthousiasme, vingt secondes plus tard, une phrase aussi forte qui dit le contraire détermine le même délire. Et Danton se lasse mais ne se prive pas d'un nouveau beau grand mot pour dire son éloignement : *« J'aime mieux être guillotiné que guillotineur ! »*

Une parole aussi soutenue suscite une pièce de première force. Une pièce on ne peut plus singulière. Nous sommes dans la situation d'écouter des ventriloques somnambules, tant toutes ces peurs ne sont pas d'un monde en éveil, mais d'un monde irréel, dément. *« Il faut que la Révolution s'arrête, et que la République commence »*, a lancé Hérault de Séchelles dès la première scène. Et Danton a pris la porte, disant : *« Ils m'assomment, avec leur politique. »*

UN PARTAGE DE PENSÉE

Lorsque, à l'acte IV, Danton se retrouvera prisonnier, Büchner écrira une autre pièce : aux slogans révolutionnaires empruntés aux comptes-rendus des séances de la Convention succèdent des dialogues par moments philosophiques, cousins lointains de l'Evangile, de Hegel, Spinoza, Schopenhauer, Feuerbach. Le génial Georg Büchner s'implique alors plus intimement dans son *Danton.* Ce n'est plus un débat politique, grandiose, c'est un partage de pensée, poignant, et la poésie de Büchner lui-même est là, et le mystère de ses heures et de ses espaces, qui volent en éclats.

Georges Lavaudant a, lui aussi, un toucher magique du temps et de la scène. Il fait disparaître, comme sous la baguette d'une fée, l'aspect pathos de la compétition verbale. Une foule n'est plus là pour hurler à la mort, ou à l'espoir. Dits par des créatures diaboliques de Lavaudant telles que Gilles Arbona, Philippe Morier-Genoud, Hervé Briaux, les discours de ventriloque deviennent des méditations, plutôt solitaires, comme saisies à leur émergence, dans leurs hasards. C'est très beau. Et le Danton qu'il fait jouer à Patrick Pineau n'est plus une statue de l'histoire, c'est un homme de grande vision qui s'engage de tout son être dans la fuite en avant de l'histoire. Sylvie Orcier (Julie) et Julie Pouillon (Lucile) jouent le courage et la conscience, et le miracle de cette troupe est qu'elle est la même, toujours saisissante, sans être la même du tout, va savoir comment.

Lavaudant crée aussi des ombres, un peu flottantes, comme projetées par un feuillage d'Infini ou d'absence, dans lesquelles passent ou s'immobilisent les figures de l'action, et leur silence porte témoignage. Il y a un tact et une finesse et une énergie incomparables, de la part de tous, dans cette *Mort de Danton,* inoubliables.

Michel Cournot

LA MORT DE DANTON, de Georg Büchner. Traduction de Jean-Louis Besson et Jean Jourdheuil, décors et costumes de Jean-Pierre Vergier, mise en scène de Georges Lavaudant, avec Patrick Pineau, Gilles Arbona, Frédéric Borie... Jusqu'au 31 mai. Durée : 3 h 10. Places : de 5 € à 28 €.
ODÉON - THÉÂTRE DE L'EUROPE, 1, place de l'Odéon, Paris-6e. M° Odéon. Tél. : 01-44-41-36-36.

Chanson Bob Dylan, exception culturelle américaine

STRASBOURG Avant Paris, Bob Dylan, sur la route depuis bientôt quinze ans avec le Never Ending Tour (la tournée sans fin), fait escale à Strasbourg. Comme lors de ses précédents passages triomphaux en France, il présente un show d'avant l'industrialisation de la musique ; une scène nue, sans clips ou effets spéciaux. Dylan joue avec le même groupe, le meilleur qu'il ait eu depuis The Band : le quintet formé par Charlie Sexton (guitare), Larry Campbell (guitare, mandoline, pedal steel), Tony Garnier (contrebasse, basse) et David Kemper (basse). On ne change pas une équipe qui gagne. Celle-ci constitue un orchestre, un vrai, exposé au danger. Pas des requins de studio poussés sous les projecteurs.

A 60 ans, Dylan est brillant, constructif. Son choix dans le répertoire varie allègrement d'un soir à l'autre. Dylan peut piocher dans des centaines de chansons, les siennes, et il explore le patrimoine américain, de la fin de la guerre de Sécession à la naissance du rock. Country, jazz swing, blues, folk et rockabilly. La suite ne semble guère l'intéresser.

Dans le hangar à bestiaux de la Halle Rhénus de Strasbourg, le baladin commence par le début, à savoir le hillbilly, les airs des montagnards des Appalaches. Cow-boy chantant avec *Man of Constant Sorrow,* qui figurait déjà sur son premier album et qui est devenue la chanson du film *O Brother*. Mise en bouche acoustique avec de poignantes versions de *Girl From the North Country et It's Allright Ma.* Et puis basculement dans l'électricité, option blues de Chicago. En quelques minutes, Dylan s'est mué en pilier des juke joints. Sa voix dissipe rapidement les craintes. Cantonnée dans les graves, elle apprivoise râles et croassements, s'exprime sans agressivité. Patiné par les ans, ce timbre oscille parfois entre des plaintes de vieux bluesman et des excès autoparodiques renvoyant à Donald Duck.

Dylan fait valoir aussi ses dons d'instrumentiste, et se mesure avec des solos sur une corde et deux notes aux interventions de Charlie Sexton. Cette témérité finit par forcer la sympathie. L'artiste, courbé au micro, est de bonne humeur. Muet entre chaque chanson, il salue respectueusement le public. Son oscar, obtenu pour la chanson *Things Have Changed,* bien en vue sur son ampli. Sous des éclairages purement illustratifs, Dylan se déleste de son encombrante légende pour se consacrer pleinement à la musique. Improvisation, entrelacs de guitares, chaque standard a été reconstruit. Pour Dylan, aucune version n'est définitive, tout est à remettre sur le métier. Cette démarche avait autrefois débouché sur des catastrophes, liées à des dérives autodestructrices. Rien de tel aujourd'hui : on redécouvre *I Don't Believe You* maquillé en boogie-rock texan qui couvrirait Z Z Top de honte, *Don't Think Twice (It's Allright),* dont la délicatesse ferait pâlir Bryan Ferry, les visions apocalyptiques de *A Hard Rain-a Gonna fall* ou *Shooting Star* dans les habits country de *Nashville Skyline.*

Les chansons les plus récentes, de l'album acclamé *Love and Theft,* n'échappent pas aux relectures. *Tweedle Dee and Tweedle Dum* devient ainsi un rockabilly immergé dans les marécages de Lousiane. D'une chanson l'autre, on voyage de l'Amérique des autoroutes à celle des champs de coton, des bayous aux prairies. En deux heures et demie couronnées de deux rappels (*Like a Rolling Stone, Blowin'in the Wind*), Dylan offre un fascinant condensé d'histoire musicale, confirmant qu'il est à lui seul une exception culturelle américaine.

Bruno Lesprit

Le 29 et le 30 avril au Zénith de Paris (complet). Photo D. R.

Jazz

PARIS

Enrico Pieranunzi, Martial Solal

Deux immenses pianistes, à quelques mètres l'un de l'autre.

On ne choisira pas, il faudra être mobile. Au Duc des Lombards, le Romain Enrico Pieranunzi : sens aiguisé de la nuance et de la dynamique, tour à tour lyrique, fougueux, intrépide ou méditatif. Compagnons de ce modèle d'intégrité musicale, le saxophoniste Rosario Giuliani, le contrebassiste Rémi Vignolo et le batteur André Ceccarelli. Martial Solal, avance en jazz depuis le début des années 1960 tout en allant voir ce que l'écriture contemporaine peut lui apporter. Qu'il soit torrentiel ou dans la densité de l'intime, tout le clavier lui répond. Solal apprécie les pianos du Duc et du Sunside, où il viendra avec le contrebassiste François Moutin et le batteur américain Jeff Riley, à découvrir à cette occasion.

Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-1er. M° Châtelet. Tél. : 01-42-33-22-88. Le 27, à 21 heures. 15,24 €. Sunside, 60, rue des Lombards, Paris-1er. M° Châtelet. Tél. : 01-40-26-21-25. Le 27, à 21 heures. 22 €.

Classique

CANNES

Orchestre régional de Cannes

Le chef d'orchestre Philippe Bender fait un travail de fond, en dehors des sentiers battus et des circuits médiatiques, avec son Orchestre régional de Cannes : ses programmes ménagent toujours une large place aux raretés et aux créations, au disque comme au concert. D'autre part, les solistes (et non des moindres) aiment beaucoup jouer aux côtés de ce remarquable accompagnateur, ancien prix du Concours de Besançon et ancien assistant de Pierre Boulez au Philharmonique de New York.

Théâtre Noga-Croisette, 50, boulevard de la Croisette, Cannes (Alpes-Maritimes). Le 28, à 16 h 30. Tél. : 04-93-48-61-10. 25 €.

Musiques

MARSEILLE

« Treatise »

Le compositeur britannique Cornelius Cardew a façonné, de 1963 à 1967, 193 partitions graphiques, assemblage de formes, de traits et de points comme matériau à l'interprétation et à l'improvisation pour des musiciens. Le guitariste Jean-Marc Montera a souhaité que soit jouée l'intégralité de cette œuvre, entre l'aléatoire et le préétabli par certains signes. Il a réuni pour cela une formation, l'Ensemble d'improvisateurs européens : la harpiste Hélène Breschand, le batteur Chris Cutler, le contrebassiste Lelio Giannetto, le saxophoniste Hans Koch, le pianiste Daan Vandewalle et Thomas Lehn au synthétiseur. Créée en répétition et avant-première à l'Auditorium de Pigna (Corse), *Treatise* sera jouée à Marseille et reprise en 2003, notamment à Vandœuvre-lès-Nancy et à l'Europa Jazz du Mans.

Groupe de recherche et d'improvisation musicales (GRIM), 3, impasse Montevideo, Marseille-6e (Bouches-du-Rhône). Tél. : 04-91-04-69-59. M° Préfecture. Le 27, à 20 heures ; le 28, à 18 heures. De 6 € à 9 €.

Sélection disques musiques du monde et chansons

FRÉDÉRIC GALLIANO

And The African Divas

Flirter avec le Mali, même avec la meilleure volonté du monde, n'aboutit pas toujours aux meilleurs résultats : la collaboration de Damon Albarn avec Toumani Diabaté, Afel Bokom et leurs amis, s'avère d'un ennui mortel. Rien de tel avec Frédéric Galliano, sans doute l'un des DJ français les plus conceptuels, qui laisse aller les voix africaines à leur guise, ne les encombre jamais d'une quelconque idée de ce que devrait être l'Afrique. Depuis trois ans, Frédéric Galliano poursuit le travail initié sur le label Cobalt avec Nahawa Doumbia, et d'autres musiciens maliens, consistant à repérer avec grâce et sans rentre-dedans abusif les points de jonctions entre les motifs africains et la culture des boucles et du rythme de la musique électronique. Les divas, voix féminines d'une rare présence, sont respectées, les arcanes de l'électronique également. – V. Mo.

1 CD F Communications.

BERNARD LAVILLIERS

Live Tour 1980

Lorsqu'il débute son *Tour 80* dans l'Hexagone, Bernard Lavilliers a dans ses chansons sur les mauvais garçons solitaires, les ghettos d'ici et d'ailleurs, les filles qui font rêver ou la dénonciation des dictatures, des airs de rock révolté, de capoeira du Nordeste brésilien, de reggae urbain et d'afro-beat du Niger. Son voyage dans les musiques du monde, celles des villes (la salsa new-yorkaise) ou des campagnes (les bords de l'Amazone) est alors novateur, assez respectueux des formes et des codes empruntés. Parfois moqué pour sa manière de surjouer les mots, Lavilliers est d'abord un formidable aventurier sur scène. La réédition du double album témoin de cette tournée le laisse clairement entendre en vingt et un titres. Lavilliers embarque son orchestre (François Bréant aux claviers, Mahut aux percussions, Eric Le Lann et Yvan Jullien dans les vents, Pascal Arroyo à la basse...) dans sa générosité, ses emportements et ce débordement de vie et d'envies de musiques. A l'instinct. – S. Si.

1 double CD Barclay. Distribué par Universal Music.

THE CHIEFTAINS

The Wide World Over

Fondé en 1962 par le joueur de cornemuse irlandaise Paddy Moloney, The Chieftains a d'abord été considéré comme un ensemble « folklorique » avant la renommée au début des années 1970, bien avant la vague de la celtitude devenue un peu fourre-tout. Pour fêter ses quarante ans d'existence et d'activité, le groupe a réuni sur un album quelques-unes de ses interprétations des titres les plus connus du répertoire traditionnel et des collaborations avec des voix du rock plus (Sinead O'Connor, Van Morrison, Elvis Costello...) ou moins (Sting, Ziggy Marley...) culturellement proches, de la country et du folk (Ricky Scaggs, Joni Mitchell, Linda Ronstadt avec Los Lobos...) ou du jazz (Diana Krall) comme avec des ensembles orchestraux inattendus (ainsi le Chinese Ensemble de Pékin). Essentiellement puisés dans des enregistrements des années 1990, cette collection de mélodies vibrantes donne un aperçu assez juste de la diversité des approches de la formation et de sa capacité à conserver sa personnalité musicale dans la plupart des cas. Au rayon des curiosités, outre la rencontre avec la musique chinoise, priorité aux virées country tex-mex de Los Lobos, le *Rocky Road to Belfast* avec les Rolling Stones en soudards quarante ans d'âge ou *Redemption Song* final à caractère universel chanté par Ziggy Marley. – S. Si.

1 CD RCA-Victor. Distribué par BMG.

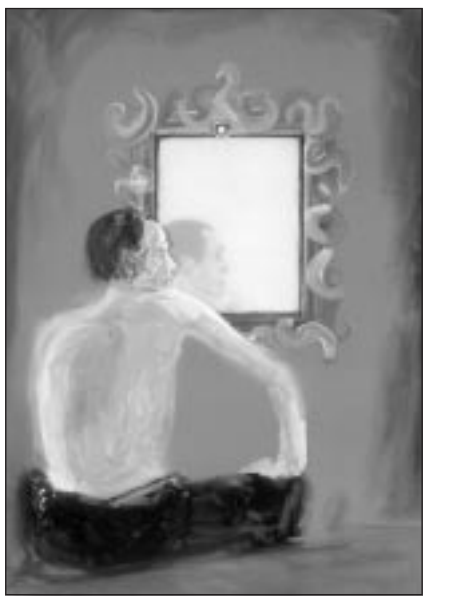
ARTS • A Vence et à Nice, deux expositions illustrent la cohérence d'une œuvre audacieuse

L'autobiographie picturale sans limite de Stéphane Pencréac'h

IL Y A quelque chose de stupéfiant dans la trajectoire de Stéphane Pencréac'h. En comète, elle traverse à toute allure les champs de la peinture, y zigzague, s'autorise toutes sortes d'excursions et de détours, sans jamais renoncer à deux principes : la vitesse et l'imprévisibilité. Quand Pencréac'h a su qu'il serait artiste, vers l'âge de 20 ans, au début des années 1990, il a su aussi qu'il le serait sans passer par une école des beaux-arts. Quand, rapidement, il a maîtrisé une certaine culture picturale, celle-ci n'était pas à la mode : Caravage, un réalisme cru, des toiles ténébreuses. Il aurait pu s'y tenir, au moins quelque temps. Au lieu de quoi, il est allé voir du côté de Picasso, de Bacon, des corps métamorphosés en monstres ; et du côté de Grünewald, dont il a regardé les diableries avec, en tête, aussi bien *La Guerre des étoiles* que les masques de carnaval.

En 2001, alors qu'il travaillait aux deux séries – femmes nues et djinns – de son exposition « Arabitude », il a commencé à couper dans la toile, à la replier, à la transpercer avec des morceaux de bois ou du fil de fer tordu. Après l'exposition, il a poursuivi dans cette direction, en ne se fixant aucune limite. Les résultats de ces expériences sont présentés à Vence – magnifiquement – sous le titre « Peinture etc. »

« Etc. », en effet. Le vocabulaire n'est sans doute pas assez abondant pour décrire les manipulations, détournements et tourments qu'il fait subir à la toile. Dans le plus simple des cas, il lui ôte tout le superflu pour ne conserver que des contours flottants qui suggèrent des formes par leur négation et permettent à l'imagination de compléter l'image selon sa fantaisie. Ailleurs, il incise seulement une fente par laquelle se glissent des accessoires variés, de la lame de couteau à l'article de sex-shop. Ou il insère des masques, recto ou verso, peints ou blancs. Ou il colle des papillons d'étoffe, des escargots de plastique, des bouts de miroir.



COURTESY GALERIE BEAUBOURG

« Encore plus » (2001). Huile, trou et calque sur toile, 195 × 130 cm.

PROJETER DÉSIRS ET PENSÉES

Il pourrait n'y avoir là que la démonstration d'une virtuosité visuelle et manuelle exceptionnelles. Mais les tableaux s'enchaînent comme les pages d'un journal intime, avec une parfaite cohérence, celle d'une poétique personnelle. Une volonté domine : projeter les désirs, les pensées, les circonstances de la vie comme ils viennent à la conscience. Dans plusieurs œuvres, le motif symbolique du miroir apparaît, éclaté, retourné ou démultiplié par le jeu même des reflets. Il arrive que Pencréac'h s'y montre, de dos ou de trois-quarts, lui aussi divisé, multiple et sans cesse en mouvement. D'autres toiles sont, turale. Dans la longue histoire des relations entre peinture et photo, voici un épisode très nouveau et réussi.

Pour qui souhaite une récapitulation en abrégé des dix premières années de peinture de Pencréac'h, il suffit de se rendre du château Notre-Dame-des-Fleurs à Nice. Au Musée Marc-Chagall, décidé à s'ouvrir à la création vivante, des portraits et autoportraits sont réunis, de la première période noire à aujourd'hui, d'un Pencréac'h voilé de vert à un Fabrice Hybert presque invisible et cependant tel qu'en lui-même. Une démonstration tout aussi convaincante.

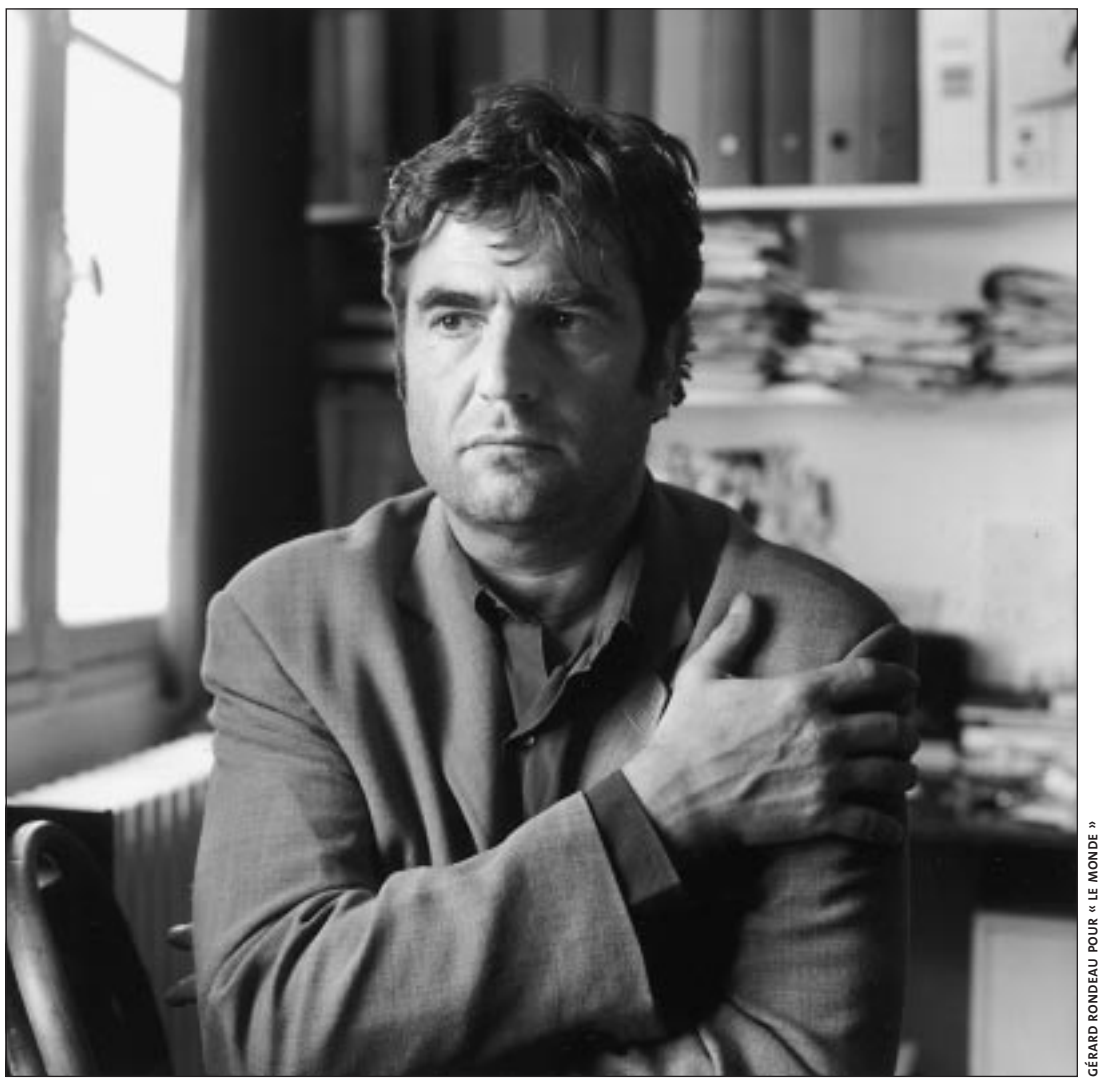
Philippe Dagen

PEINTURE ETC., galerie Beaubourg, château Notre-Dame-des-Fleurs, 2618, route de Grasse, Vence (Alpes-Maritimes). Tél. : 04-93-24-52-00. Du lundi au samedi, de 11 heures à 19 heures. 4,60 €. Jusqu'au 15 juin.

PORTRAITS / AUTOPORTRAITS, Musée national Message biblique Marc-Chagall, avenue du Docteur-Ménard, Nice (Alpes-Maritimes). Tél. : 04-93-53-87-20. Du mercredi au lundi, de 10 heures à 17 heures. Entrée : 5,50 €. Jusqu'au 10 juin.

Romain Goupil, aux sources du 21 avril

Militant de longue date contre l'extrême droite, le cinéaste reproche à Lionel Jospin ses promesses non tenues et souhaite à Jacques Chirac « un score de République bananière »



GÉRARD RONDEAU POUR « LE MONDE »

MILITANT, il le fut avant d'être cinéaste et l'est resté caméra à la main, consacrant son premier long métrage, *Mourir à 30 ans,* à l'amitié pendant les années activistes et à une réflexion sur les lendemains qui n'ont pas chanté. Lui n'a pas déchanté, même s'il n'appartient plus à une organisation. Il prend le résultat du premier tour de l'élection présidentielle comme un moment aigu et sombre d'une histoire longue, sinon sans fin.

Dans son nouveau film, *Une pure coïncidence* (sortie le 29 mai), on voit un de ses copains de toujours partir affronter un colleur d'affiche du Front national. Ce film commence par des images de la manifestation contre l'extrême droite du 21 juin 1973, dont Romain Goupil, alors un des responsables du service d'ordre de la Ligue communiste, était un meneur. L'antifascisme chevillé au cœur, il ne décolère pas des résultats du 21 avril, aboutissement selon lui d'une histoire commencée par un épisode dans lequel il joua, il y a cinq ans, un rôle important.

Au printemps 1997, la droite alors au pouvoir avait affronté la grande grève des cheminots, qui suscitait un large consensus de la population. A la même époque, se souvient Goupil, *« on voyait se répandre avec les lois Pasqua-Debré une banalisation du discours sécuritaire et un racisme institutionnalisé terriblement inquiétants, contre lesquels aucune mobilisation ne parvenait à prendre forme. Les protestations restaient confinées aux habituels protestataires, sans impact réel. Les gens de cinéma étaient très en retrait, ce sont les artistes de théâtre qui ont su se mobiliser à ce moment ».*

Tout change avec la traînée de poudre déclenchée par le refus d'obéissance annoncé par un groupe de réalisateurs (Arnaud Desplechin, Pascale Ferran, Claire Denis, Tonie Marshall, Goupil...) qui, refusant le « délit de solidarité » avec les sans-papiers, entraînent à leur suite des protestataires surgissant de tous les coins d'une société civile soudain réveillée. *« Le mouvement des cinéastes a joué un rôle de révélateur, en enclenchant une nouvelle manière de faire de la politique. Je connaissais assez le fonctionnement des organisations politiques pour savoir que leur penchant naturel serait d'encadrer ce mouvement spontané, dont la force tenait justement à sa nature inhabituelle. Et le plus incroyable est que nous avons gagné : l'article premier de la loi Debré a été abrogé. »*

A ce moment, le téléphone portable de Romain Goupil le ramène à aujourd'hui, et à la rédaction à distance d'un texte collectif réagissant à la situation sortie des urnes le 21 avril. D'un « incroyable » à l'autre... Ce qui s'est passé dimanche s'explique, partiellement, par les suites de cette aventure du printemps 1997, analyse Romain Goupil. Le mouvement de solidarité avec les sans-papiers a été un des moteurs du retour de la gauche au gouvernement et à cette occasion, *« Lionel Jospin et les socialistes ont pris des engagements – abrogation des lois Pasqua-Debré, droit de vote aux élections locales, abolition de la "double peine". Des engagements qu'ils n'ont pas tenus. Il y a eu un sentiment de fracture morale, qui explique qu'aucun des cinéastes engagés dans le mouvement de 1977 ne s'est retrouvé parmi les soutiens de Jospin. Et durant toute sa campagne, il n'a pas eu un mot pour expliquer ce qu'il n'avait pas fait ni pour annoncer une politique plus généreuse, il a au contraire contribué à criminaliser a priori les jeunes immigrés ».*

Au-delà, ce cinéaste militant repère une curieuse mise en scène autour de la figure de Jean-Marie Le Pen. A l'origine *« épouvantail créé par Mitterrand »*, le candidat du FN *« a donné une voix et un visage aux 10 % de fascistes qui n'ont jamais cessé d'exister dans ce pays, mais que le contrat démocratique et les lois de la République permettaient de circonvenir ».* « Il » aura aussi servi, selon Goupil, à simplifier excessivement le positionnement politique : *« Il a fonctionné comme repoussoir, l'antifascisme dédouanant de toute interrogation sur ses propres pratiques et sur les conséquences de ses actes. Comme s'il suffisait d'être contre Le Pen pour être automatiquement dans le camp du bien. »*

Citant le texte du philosophe Jacques Rancière, *Sept règles pour aider à la diffusion des idées racistes en France* (*Le Monde* du 21 mars 1997), il dénonce la complicité de fait des médias, qui, par appétit de sensationnel et démagogie, ont fait sauter *« les tabous du racisme, de la xénophobie et de l'antisémitisme dans le discours politique en France ».*

« DES VISIONS DU MONDE FLOUES »

Lui-même, comme cinéaste, considère-t-il qu'il ne fallait en aucun cas montrer les dirigeants et les militants du FN ? *« Non, mais c'est compliqué. Il faut pouvoir filmer dans la durée, enregistrer les comportements quotidiens, sans afficher de message. J'avais envisagé de demander une accréditation sous un faux nom pour essayer cela, depuis une adresse en Belgique, c'est compliqué... »* Le portable résonne à nouveau, l'intitulé du texte qu'il concocte avec une poignée d'amis, anciens du Comité Sarajevo passés au Comité Tchétchénie et de cinéastes restés mobilisés aux côtés des sans-papiers a un titre (provisoire), *Je votons Chirac* : *« Il faut un plébiscite, un score de République bananière, que Chirac ne puisse plus s'approprier. »*

La *« catastrophe »* sortie des urnes du 21 avril ne s'explique-t-elle pas aussi par l'attitude de ses amis d'extrême gauche ? *« Il font des calculs absurdes, manipulent des stratégies de la tension aberrantes »*, s'emporte le réalisateur, avant de bifurquer, intarissable, vers un autre grief. *« Les gens ne disposent aujourd'hui que de visions du monde floues. Du Kosovo aux banlieues, de Sierra Leone au World Trade Center au Moyen-Orient, les seules images lisibles sont des images qui font peur. »*

N'en va-t-il pas, en ce domaine, aussi de la responsabilité des cinéastes ? *« C'est vrai qu'on a davantage été capable de se mobiliser comme citoyens que comme cinéastes. Pourtant, cela fait plusieurs années qu'existe un projet de film collectif, s'inspirant des expériences de* Paris vu par... [film collectif des cinéastes de la nouvelle vague, en 1965] *et de* Loin du Vietnam [autre film collectif de mobilisation contre la guerre américaine, en 1967]. *Claire Denis, Pascale Ferran, Cédric Klapisch, Arnaud Desplechin et moi devions y participer, avec une utilisation des petites caméras numériques. Je crois que le moment est venu de le réaliser. »*

Jean-Michel Frodon

BIOGRAPHIE

▶ **1951**
Naissance à Paris.

▶ **1967**
Participe à la création des comités d'action lycéens.

▶ **1982**
Caméra d'or à Cannes pour « Mourir à 30 ans ».

▶ **1992**
Se rend à Belgrade puis à Sarajevo, où il reste durant le siège, et filme des images qui font partie de « Lettres pour L ».

MOTS D'ARTISTES AVANT LE 5 MAI

■ ***Catherine Breillat,*** *cinéaste et chevènementiste du premier tour :* « Je ne sais pas si les instituts de sondages sont achetés ou débiles – je les soupçonne plutôt d'être vendus –, mais annoncer au soir du 21 avril que Chirac obtiendra 80 %, après avoir entretenu l'illusion d'un duel mou Chirac-Jospin, n'avoir en rien anticipé le vote du Front national, est très grave car totalement démobilisateur pour les gens de gauche qui, face au raz de marée annoncé, ne vont pas se déplacer. On devrait interdire les sondages. Comme on devrait interdire qu'une campagne ne se fasse qu'à la télévision, média analphabète.

» Le Pen est séduisant, il a le sens de la scène, il impressionne les gens. je ne fais pas de cinéma pour rien, je vois comment l'image est manipulée, comment elle ment. Cette campagne s'est faite sur l'irrationnel, le virtuel. L'échec de Jospin est cruel, mais il relance l'intérêt, car il doit favoriser l'émergence de gens jeunes qui ont envie d'agir, avant que l'esprit de compromission ne les ligote. Je ne fais pas du jeunisme, mais dans ce pays où tout le monde devient vieux, il faut sortir du syndrome de Sarah Bernhardt qui fait qu'on se régale d'applaudir la gérontocratie sur scène. Mais comme on ne peut pas pratiquer la politique du pire, c'est clair, c'est Chirac qu'il faut voter. »

■ ***Jean-Pierre Mocky,*** *cinéaste :* « Nous irons tous voter Chirac, et pourtant j'ai été déçu par le premier ministre Jospin. En 1997, il m'avait annoncé qu'il allait s'occuper de mes affaires, vu que j'étais un indépendant, que j'ai produit plus de 45 films. Je n'ai jamais été reçu par Trautmann ni par Tasca, mais par des jeunes gens condescendants qui ne connaissaient rien au cinéma. Pendant quarante ans de gouvernements de droite, je n'ai reçu aucune aide. Pendant vingt ans de gauche, j'ai subi le même traitement. Moi, si l'Etat ne m'aide pas, je tombe.

» Ce score du FN est normal, il est l'expression du mépris dans lequel les Français sont tenus. Au bistrot, à côté de mon cinéma, boulevard de Strasbourg, dans le 10e arrondissement de Paris, je discutais avec des musulmans. Dix sur les dix-sept qui étaient présents avaient voté Le Pen, arguant du fait qu'ils n'ont pas de carte de séjour, qu'ils sont trop mal-logés, qu'ils sont une abstraction gênante. Le mouvement des sans-papiers est animé par des personnes. L'Etat ne s'y intéresse pas. Regardez les ouvriers de Dunkerque qui votent FN, c'est hallucinant. Je savais que Jospin ne passerait pas. Dans ce monde politique, il est trop honnête. Et pourtant ce gouvernement de gauche nous a laissés dans la merde, comme la droite avant lui. Pourquoi voter ? Si je n'étais pas d'origine juive, si je n'étais pas porteur de cette mémoire, je ne suis pas sûr que, par réaction, je n'aurais pas soutenu Le Pen. »

DOMINIQUE DHOMBRES

Camps de transit

NE DEMANDEZ PAS à Jean-Marie Le Pen comment, s'il devenait président, il bouclerait le budget de la France. C'est son premier ministre qui s'occuperait de cette basse besogne.

De toute façon, il n'arrive pas à compter en euros, *« cette monnaie d'occupation ».* Demandez-lui plutôt ce qu'il ferait des immigrés sans papiers, cela l'intéresse. Il les mettrait dans des *« camps de transit »* avant de les renvoyer *« chez eux ».* Et si leur pays d'origine refusait de les reprendre ? Il se fait fort de trouver une solution avec quelques aides au développement. C'était jeudi soir, sur LCI. Répondant aux questions de Pierre-Luc Séguillon, Jean-Marie Le Pen parlait à nouveau de son sujet de prédilection : l'immigration. Chaque jour qui passe permet de discerner un peu mieux le visage qu'aurait la France si Le Pen l'emportait au second tour. On y trouverait donc, entre autres gracieusetés, des « camps de transit ».

Attention, ce ne seraient pas des « camps de concentration », ni même des « camps d'internement ». Les immigrés y attendraient *« relativement confortablement »* d'être reconduits à l'extérieur. *« Sans cela, nous irons vers une submersion progressive de notre pays par l'immigration étrangère et nous cesserons d'être maîtres chez nous »,* affirme Le Pen. Les chômeurs étrangers en fin de droits seraient renvoyés de la même façon. Ils feront profiter leur pays d'origine de la formation qu'ils ont acquise en France, explique sans rire le président du Front national.

Chaque jour voit aussi grossir le nombre des manifestants hostiles à Le Pen. Ils étaient jeudi entre 250 000 et 300 000 dans toute la France. Ce sont surtout des lycéens et des étudiants. *« Le 5 mai, votez pour Supermenteur, ne votez pas pour le Front national ! »*, criait l'un d'entre eux au journal de TF1. *« C'est la jeunesse dorée qui défile dans les rues, celle qui ne gagne pas sa vie elle-même. On voit peu d'ouvriers, peu d'apprentis »*, commentait Le Pen.

Ce dernier a choisi sa stratégie pour le second tour. Pas question de serrer des mains à l'infini ou de multiplier les meetings. Tout l'effort est concentré sur les médias. Jean-Marie Le Pen expose ses projets pour la France alternativement dans son château de Saint-Cloud, entouré de ses gardes du corps et de ses chiens, et dans les studios de télévision. C'est décidément un étrange printemps.

TÉLÉVISION

Les yeux dans les Auriverde

C'est un document exceptionnel que les heureux téléspectateurs qui peuvent capter Paris Première vont pouvoir apprécier samedi soir. Comparable au désormais célèbre *Les Yeux dans les Bleus*, de Stéphane Meunier, ce film d'une heure quarante signé Mauricio Assumpçao permet de pénétrer dans l'intimité de la Seleçao, l'équipe nationale de football brésilienne. Du jamais-vu à la télévision.

Des larmes de Saint-Denis, un certain 12 juillet 1998, à la difficile qualification brésilienne pour le Mondial 2002 obtenue dans la douleur en novembre dernier, la caméra du réalisateur ne rate rien. Ayant obtenu l'autorisation de filmer dans les vestiaires, les avions, les hôtels où se rassemblent les idoles de tout un peuple fou de *futebol*, Assumpçao réussit à capter des regards, des sourires et des confidences qui en disent long sur les angoisses de Rivaldo et des siens. Le choix de suivre la Seleçao à travers tout le continent sud-américain à l'occasion des matches de qualification pour le Mondial se révèle également efficace. L'hostilité envers les Brésiliens est palpable de Bogota à Buenos Aires en passant par Santiago, Quito, Montevideo et La Paz. Des témoignages annexes (éducateurs, supporteurs...) complètent ce documentaire. Images splendides, bande-son remarquable, ce voyage au cœur des Auriverde vaut vraiment le détour. – A. Ct

« Brésil, le football au cœur », samedi 27 avril, 20 h 30, Paris Première.

SAMEDI 27 AVRIL

▶ **La Tour de Nesle**
9 h 50, Canal +
Un film de 1954 signé Abel Gance, avec Pierre Brasseur, Michel Bouquet, Jaques Toja et Sylvia Pampanini, ex-Miss Italie.
Une curiosité à ne pas manquer...

▶ **Les lumières du music-hall**
17 h 10, Paris Première
Cette émission qui permet de revoir des images d'archives souvent émouvantes est consacrée aux carrières de Michel Berger et de Lio.

▶ **Turbo**
17 h 35, M6
L'un des sujets est consacré à Toyota. Troisième producteur mondial de véhicules, le constructeur japonais lance sur le marché français sa nouvelle Corolla, l'un des modèles les plus vendus dans le monde.

▶ **Multiplex**
20 h 45, Canal +
A deux journées de la fin du championnat de D1, le suspense reste entier pour l'attribution du titre. Entre Lens, Lyon et Auxerre, tout est encore possible.
Le service des sports de Canal propose un multiplex qui permettra de suivre l'évolution du score sur tous les terrains de D1 à l'occasion de cette 33e et avant-dernière journée.

▶ **L'Homme aux colts d'or**
20 h 45, RTL9
Un western de légende, tourné en 1959 avec Richard Widmark, Henry Fonda et Anthony Quinn.

▶ **Soirée spéciale Israël-Palestine**
20 h 45, Planète
En partenariat avec i-télévision, Planète propose une soirée spéciale consacrée aux relations israélo-palestiniennes. Au programme : *Citizen Bishara,* un film documentaire de 52 minutes réalisé par Simone Bitton.
A 21 h 45, en direct des plateaux de i-télévision, des témoins seront interrogés. A 22 h 15, diffusion du film de Célia Lowenstein, *Petites et grandes histoires du King David Hotel.*

▶ **Les sarments de la révolte**
20 h 55, France 3
Téléfilm de Christian François. L'histoire d'un viticulteur endetté qui voit ses terres confisquées par la justice et se retrouve en prison. Avec Patrick Fierry, Chrystelle Labaude, Gaëla Le Dévéhat, Zuriel Onara.

RADIO

SAMEDI 27 AVRIL

▶ **Parenthèse**
8 h 45, France-Inter
Laurence Luret accueille Daniel Soulez-Larivière, avocat au barreau de Paris, pour une émission intitulée : « Où va la justice ? ».

▶ **Radio libre**
15 h 00, France-Culture
Durant cette saison théâtrale française, plus d'une douzaine de « spectacles Tchekhov » sont à l'affiche. Comment expliquer un tel engouement ? Réponses avec Georges Banu, Jean-Pierre Sarrazac, Françoise Morvan, Béatrice Picon-Vallin, Claude Stratz et André Marcowicz.

▶ **Le journal inattendu**
13 h 00, RTL
Jérôme Godefroy présente son journal inattendu en direct du Théâtre du Colisée de Lens. A quelques heures du match de D1 opposant l'équipe locale à Guingamp, toute la ville espère que ses Sang et Or seront sacrés champions de France.

▶ **Michel Corboz dirige...**
17 h 30, Radio Classique
Dans le cadre du 22e Festival d'Ambronnay, Michel Corboz dirige le *Requiem* de Fauré (concert enregistré le 10 octobre 2001 en l'église de Nantua).

▶ **Saga**
24 h 00, RTL
Georges Lang consacre son émission à Patti Smith.

CARNET

A LIRE EN LIGNE

Retrouvez sur le site Internet du Monde *(www.lemonde.fr/carnet) le détail des nominations, l'essentiel des lois, décrets et décorations parus au* Journal officiel, *ainsi que les adresses des sites publiant des documents significatifs.*

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du jeudi 25 avril sont publiés :

● **Election présidentielle :** une déclaration du Conseil constitutionnel relative aux résultats du premier tour de scrutin.

● **Adoption :** un décret relatif aux organismes autorisés et habilités pour l'adoption.

● **Accord international :** un décret portant publication de l'accord portant amendements à l'accord sur les transports aériens entre la France et les Etats-Unis signé à Washington le 18 juin 1998, fait à Washington le 22 janvier.

NOMINATION

Alain Christnacht, préfet, a été nommé conseiller d'Etat en service ordinaire au tour extérieur, lors du conseil des ministres de mercredi 24 avril. Depuis juin 1997, Alain Christnacht était conseiller pour les affaires intérieures et l'outre-mer au cabinet de Lionel Jospin, premier ministre.

DOCUMENTS OFFICIELS

Le Parlement européen publie son rapport annuel sur l'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans l'Union européenne.
http://www2.europarl.eu.int/omk/OM-Europarl ?PUBREF =-//EP//TEXT + REPORT + A5-2002-0067 + 0 + DOC + SGML + V0//FR
Le Sénat publie une proposition de loi tendant à préserver les services de proximité en zone rurale.
www.senat.fr/dossierleg/ppl01-292.html

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Karine POUCHAIN
et
Vincent GRÉPINET,
ses parents,
Marie-Odile et **Gérard POUCHAIN,**
Robert GRÉPINET,
ses grands-parents,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Raphaël Genji,

Paris, le 23 avril 2002.

Anniversaires de naissance

Annabelle,

Pour tes vingt ans, nous te souhaitons un très heureux anniversaire et beaucoup de bonheur.

Maman et Vivien.

– 27 avril 1952 - 27 avril 2002.

Joyeux anniversaire,

Jean-Jacques.

Mille bisous d'amour de l'infini et au-delà.

J., M., L. et **F.**

Décès

– Son Eminence le cardinal Lustiger, archevêque de Paris,
Mgr Daniel Labille,
évêque de Créteil,
Les prêtres des diocèses de Paris et de Créteil,
recommandent à votre prière

Mgr Georges ANCEL,
prélat de Sa Sainteté et chanoine honoraire de Notre-Dame de Paris,
ancien supérieur
de l'école Albert-de-Mun,
ancien directeur du collège Stanislas,

décédé à Saint-Maur-des-Fossés, le 22 avril 2002, dans sa quatre-vingt-treizième année et la soixante-huitième année de son sacerdoce.

Ses obsèques auront lieu en la cathédrale Notre-Dame de Paris, le mardi 30 avril, à 9 heures, suivies de l'inhumation qui aura lieu dans le caveau de famille, au cimetière local de Bourg-la-Reine.

– Marie-France Barrau, née Daire, son épouse,
Delphine,
sa fille, et Patrick Maurey,
Hugo,
son petit-fils,
Marie-Christine,
sa sœur,
Ainsi que toute sa famille,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès brutal de

M. Jacques BARRAU,
président de chambre
à la cour d'appel de Paris,

survenu le 24 avril 2002, dans sa soixante-sixième année.

L'inhumation a eu lieu ce jour dans l'intimité, au cimetière de Rambouillet.

35, rue Broca,
75005 Paris.

– Isère.

Les familles Mingat, Benblidia, Parent,
ont le regret d'annoncer le décès de

M. Georges MINGAT,

survenu le 24 avril 2002.

M. et Mme M. Benblidia,
2, square Poussin,
78150 Le Chesnay.

M. et Mme C. Parent,
18, rue des Capucins,
62000 Arras.

Docteurs Jean et Françoise Mingat,
12, avenue Hippolyte-Lhenry,
38320 Poisat.

– La famille de

Michel TERRASSE

a la tristesse de faire part de sa disparition survenue le dimanche 14 avril 2002.

Une cérémonie religieuse a eu lieu dans la plus stricte intimité, en l'église du Cannet (Alpes-Maritimes), où il a été inhumé.

22, rue Tourlaque,
75018 Paris.

– Paris.

On nous prie de faire part du décès de

Gisèle TRONCHE,

survenu le 26 mars 2002, dans sa soixante et onzième année.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

De la part de
Sa famille,
Et de ses amis.

Anniversaires de décès

– Il y a vingt ans, disparaissait

Jean DESSALES.

Que ceux qui l'ont connu aient une pensée pour lui.

Mme Dessales,
son épouse.

– Le 28 avril 1992,

Philippe FERRÉ,

dix-sept ans, trouvait la mort au cours du Raid vert de Verrières-le-Buisson.

Que tous ceux qui l'ont connu, aimé et que sa disparition a révoltés aient pour lui une pensée tendre et chaleureuse.

– Il y a dix ans, le 26 avril 1992, nous quittait

Jocelyne GARBARZ,
née **OLIVIER,**
maître de conférences
à l'université Paris-VII,
mère de famille.

Ses proches,
Ses amis
se souviennent.

– Il y a trois ans, disparaissait

Laurent HERZOG.

Une prière sera dite en son nom le 5 juin 2002, en la chapelle du Père-Lachaise.

– Lyon. Baram (Israël). Paris.

Le 26 avril 2001, disparaissait

Jean, Itzhak, Yan HUBER,
israélien et français,
humaniste et homme de paix.

Sa famille et ses amis associent à son souvenir cette phrase d'Itzhak Rabin :

« Assez de sang, assez de larmes. »

– A l'occasion du vingtième anniversaire du décès du docteur

Alain Serge RYFMAN,

une cérémonie aura lieu en sa mémoire, le dimanche 28 avril 2002.

Ses parents,
Et ses amis
se réuniront à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 11 h 45.

Souvenir

« Toute sa vie, elle a lutté,
dans l'indifférence.
Elle était une femme
de bonne volonté.
Elle était ma mère. »

Mme Marie DÉCHAVANNES,
née **FAUVIN,**
Montbrison, 1908 - Annecy, 1999.

Messes anniversaires

– En souvenir de

Jacques
de BOURBON BUSSET,
de l'Académie française,

une messe anniversaire sera célébrée le mardi 7 mai 2002, à 19 heures, en l'église Saint-Germain-des-Prés, Paris-6e, à son intention.

Tous ceux qui l'ont connu et aimé sont invités à y participer.

Avis de messe

– Le gouverneur des Invalides,
Et le directeur du Musée de l'armée
vous invitent à participer à la messe traditionnellement célébrée à la mémoire de

Napoléon Ier
et
des soldats de la Grande Armée,

morts pour la France,

le samedi 4 mai 2002, à 18 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides.

Des places seront réservées aux membres des associations.

Arrivée souhaitée avant 18 h 15.

Conférences

– L'association **MURS** (Mouvement universel de la responsabilité scientifique) vous invite à une conférence **« Humanisme, une valeur en péril »,** avec le professeur **Axel Kahn,** directeur de l'Institut Cochin, Paris-14e, le mardi 30 avril 2002, à 16 heures, au Collège de France, salle 2, 11, place Marcelin-Berthelot, Paris-5e. Tél. : 01-47-03-38-21. Entrée libre.

Vendredi 26 avril, de 20 h 15 à 21 h 30,
« Le bien et le mal - quels critères ?»
Loge unie des théosophes,
11 *bis*, rue Kepler, Paris-16e.
Entrée libre et gratuite.
Tél. : 01-47-20-42-87.
www.theosophie.asso.fr

Conférences du CEHD.
« *Border* et *frontier* dans la tradition géopolitique anglo-saxonne : les exemples anglo-écossais (XVe-XVIIIe siècles) et nord-américain (XVIIe-XIXe siècles) »,
par **Laurent Henninger,**
chargé de mission au CEHD,
et **André Rakoto**,
enseignant-chercheur
à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines,
le lundi 29 avril 2002, à 18 heures,
palais abbatial
de Saint-Germain-des-Prés,
5, rue de l'Abbaye, Paris-6e.

– **Conférences de l'Etoile : cycle public de formation théologique.**
Six mardis de suite, à 12 h 30, avec les pasteurs A. Houziaux et L. Pernot.
30 avril : La création du monde, Dieu ou le Big Bang ?
7 mai : Si Dieu est bon, pourquoi le mal ?
14 mai : La foi, l'espérance et l'amour.
21 mai : Faut-il croire aux miracles ?
28 mai : La Bible est-elle la Parole de Dieu ?
4 juin : Peut-on encore prier ?
A l'église protestante de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17e. Libre participation aux frais.

Rectificatifs

– L'assemblée générale ordinaire de la Procirep aura lieu le **mardi 25 juin 2002,** et non le vendredi 28 juin, comme il était annoncé dans l'édition du 24 avril.

Soirées-débats

« L'internement des Juifs de France »,
par **Denis Peschanski,**
à l'occasion de la publication
de son ouvrage :
La France des camps, l'internement de 1938 à 1946,
Editions Gallimard, Paris, 2002,
le lundi 29 avril 2002, à 19 h 30.
CDJC, locaux provisoires,
37, rue de Turenne, Paris-3e.
Tél. : 01-42-77-44-72.

CARNET DU MONDE
TARIFS ANNÉE 2001-2002 - TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS 22 € - 144,31 F TTC
TARIF ABONNÉS 18,50 € - 121,35 F TTC

NAISSANCES, ANNIV. DE NAISS., MARIAGES, FIANÇAILLES, PACS
FORFAIT 10 LIGNES
120 € - 787,15 F TTC
La ligne suppl. : 12 € - 78,71 F TTC
TARIF ABONNÉS 100 € - 655,96 F TTC
La ligne suppl. : 10 € - 65,60 F TTC

THÈSES - ÉTUDIANTS : 13,35 € - 87,55 F TTC
COLLOQUES - CONFÉRENCES :
Nous consulter

☎ 01.42.17.39.80 + 01.42.17.29.96
Fax : 01.42.17.21.36 e-mail: carnet@mondepub.fr

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

Chaque samedi avec
Le Monde
DATÉ DIM./LUNDI
retrouvez
LE MONDE ARGENT

L'hebdomadaire des initiatives citoyennes

PRÉSIDENTIELLE
Huit leçons pour un scrutin hors normes

DOSSIER
L'empire du chaos, selon Alain Joxe
PROCHE-ORIENT
Le paradoxe égyptien
ESSAI
Le marché, une hypothèse dépassée

CHAQUE JEUDI CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX. 2,75 €

www.politis.fr

Abonnez-vous au Monde pour 26,35 € (172,84 F) par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :
***LE MONDE*, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex**

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour **26,35 €** (172,84 F) par mois par prélèvement automatique.

❑ M. ❑ Mme Prénom : ..... Nom : .....
Adresse : .....
Code postal : |_|_|_|_|_| Localité : .....
Offre valable jusqu'au 30/06/2002 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 201MQPAE

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde.*

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : .....
Signature :

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR
N° 134031

Organisme créancier : ***Société Editrice du Monde***
21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER
Nom .....
Prénom .....
N° .....rue .....
Code postal |_|_|_|_|_| Ville .....

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT
DU COMPTE A DÉBITER *(votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)*
.....
.....
N° .....rue .....
Code postal |_|_|_|_|_| Ville .....

DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER
Code Etablissement | Code Guichet | N°de compte | Clé RIB

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc :
Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.
Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 825 022 021 (0,15 € TTC/min)
"*Le Monde*" (USPS=0009729) is published daily for $ 892 per year "*Le Monde*" 21, *bis*, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additionnal mailing offices, POSTMASTER : Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

RADIO-TÉLÉVISION

VENDREDI 26 AVRIL

TF1

14.45 Un amour de loup Téléfilm. Susanne Zanke. Avec Susanne Schäfer (All., 1999) **16.30** Exclusif **17.05** Melrose Place Série **17.55** 7 à la maison Le cœur a ses raisons. Série **18.55** Le Bigdil **19.55** Météo, Journal, Météo.

20.50 Rêve d'un soir Divertissement présenté par Arthur. 43978305

23.10 Sans aucun doute Spécial Patrick Dills. Magazine présenté par Julien Courbet, avec la participation de Me Didier Bergès. Invité : patrick Dills. 4820046
1.25 Les Coups d'humour Divertissement.

2.00 Exclusif **2.35** Reportages Les prêtres de la dernière heure 6919640 **3.00** Très chasse Des grands moments de chasse. Documentaire **3.55** Musique **4.25** Ça peut vous arriver Tout perdre du jour au lendemain (85 min).

FRANCE 2

15.55 En quête de preuves Retraite éternelle. Série **16.50** Des chiffres et des lettres **17.25** Qui est qui ? **18.05** JAG Retour au JAG. Série **18.55** On a tout essayé **19.50** Un gars, une fille Série **20.00** Journal, Météo.

20.55 Une soirée de polars
20.55 P.J Gang de filles. Série 6413355. Avec Bruno Wolkowitch, Charles Schneider, Valérie Bagnou-Beido, Marc Betton, Thierry Desroses. **21.55** Avocats et associés Petits coups de blues 4550133. Série. Avec François-Eric Gendron. **22.45** Lyon police spéciale L'affaire Paoli ♢ 4573084. Série. Avec Maya Borker, Antoine Dulery. **23.35** Bouche à oreille Magazine.

23.50 Les Nuits de l'étrange Rénovations ♢ 8774862. Derrière la forêt ○ 37263. Série. Avec Gil Bellows, Kirsten Robek ; Natasha Lyonne, Jonathan Jackson.
0.45 Journal de la nuit, Météo.

1.10 Histoires courtes *Mes amis d'en France*. Court métrage. Laurent Vinas-Raymond ♢ **1.45** Envoyé spécial Magazine **3.45** 24 heures d'info **4.00** Sur la trace des émerillons **4.25** Les Mystères d'Alexandrie (110 min).

FRANCE 3

17.35 A toi l'actu@ **17.50** C'est pas sorcier Le marais poitevin : des terres gagnées sur la mer **18.20** Questions pour un champion **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.10** Tout le sport **20.20** C'est mon choix... ce soir.

20.55 Thalassa Escale dans les îles d'Ecosse. Magazine présenté par Georges Pernoud. Au sommaire : Phare à vendre ; Kenneth White, le poète écossais ; En plongée dans les lochs ; Invasion de saumons ; L'île de l'anthrax ; Usine à vagues ; Langoustines en tubes. 7613572

22.30 Météo **22.35** Soir 3.

23.05 On ne peut pas plaire à tout le monde Magazine présenté par Marc-Olivier Fogiel, avec la participation de Stéphane Blakowski, Ariane Massenet, Alexis Trégarot. 6305713

1.10 Ombre et lumière Invité : Claude Brasseur **1.40** Toute la musique qu'ils aiment Invité : Philippe Labro **2.30** C'est mon choix... ce soir **2.55** Soir 3 **3.20** Culture et dépendances Magazine (100 min).

CANAL+

► *En clair jusqu'à 21.00* **18.45** Futurama Série **19.05** Le Journal **19.20** + de sport **19.30** Le Zapping **19.40** Le Vrai Journal des présidentielles **19.55** Les Guignols **20.05** Burger Quiz **20.45** Encore + de cinéma.

21.00 La Secte sans nom Film. Jaume Balagueró. Avec Emma Vilarasau, Karra Elejalde, Tristan Ulloa, Pep Tosar, Jordi Dauder. *Suspense* (Espagne, 1999) ♢. 9762713
Une femme entend au téléphone la voix de sa fille assassinée sept ans plus tôt. Un voyage macabre ponctué de meurtres horribles.
22.35 H Une histoire d'obsession ♢ 560084.

23.00 Le Pacte des loups ■■ Film. Christophe Gans. Avec Samuel Le Bihan, Mark Dacascos, Emilie Dequenne, Vincent Cassel, Monica Bellucci. *Aventures* (France, 2001) ♠. 3869930

1.15 « Le Pacte des loups » Making of **2.35** Minutes en + Spécial Penélope Cruz **2.40** If Only Film. Maria Ripoll. *Comédie* (EU, 1998) ♢ 2358089 **4.10** Stick *Trouble-fête* **4.30** Les Eléphants de la rivière des sables (50 min).

FRANCE 5 / ARTE

16.05 La Septième Merveille du monde : Le Phare d'Alexandrie **17.00** Les Refrains de la mémoire **17.35** 100 % question **18.05** C dans l'air **19.00** Tracks **19.45** Arte info, Météo **20.15** Reportage Documentaire.

20.40 Tu m'aimes ? Téléfilm. Maris Pfeiffer. Avec Julia Richter, Naomi Krauss, Oliver Stokowski, Yannick Dittmann, Iris Radunz (Allemagne, 1999). 3977336
La vie d'une mère de famille comblée bascule le jour où elle tombe sous le charme de l'institutrice de son fils. Et la sympathie va vite se transformer en passion dévorante...

22.05 La Vie en face - Cindy rêve d'argent Documentaire. Fréderic Compain (France, 2001). 2359442
23.00 Profils Portrait de Gerhard Polt. Documentaire. Ute Casper 296862.

0.05 Les Deux Anglaises et le Continent ■■■ Film. François Truffaut. Avec Jean-Pierre Léaud. *Comédie dramatique* ♢ 3946398**2.10** Saw Mosche, ma vie avec les éléphants Documentaire (45 min) 7265669.

M6

16.15 M6 Music **16.40** Madame est servie Série **17.10** Highlander Série **18.05** Le Flic de Shanghaï Série **19.00** 20.40 Loft Story **19.45** Caméra Café Série **19.54** Le Six Minutes, Météo **20.05** Notre belle famille Série.

20.50 L'Esprit de famille Divertissement présenté par Laurent Boyer. 25732442

23.15 Players, les maîtres du jeu Du travail de pro ♢ Série. Avec Ice-T, Costas Mandylor, Frank John Hugues, Andrea Roth, Mia Korf. 8953220

0.10 Loft Story Divertissement 7503244 **0.49** Météo **0.50** M6 Music / Les Nuits de M6 Emission musicale (370 min) 42006640.

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

14.50 Mes petites amoureuses ■■■ Jean Eustache (France, 1974, 115 min) ♢ **CineClassics**
15.55 Possession ■■ Andrzej Zulawski (Fr. - All., 1981, 115 min) ♢ **CineCinemas 3**
16.45 Le Père Noël a les yeux bleus ■■ Jean Eustache (France, 1966, N., 50 min) ♢ **CineClassics**
20.40 Cookie's Fortune ■■ Robert Altman (Etats-Unis, 1999, 120 min) ♢ **RTBF 1**
21.00 Ailleurs, l'herbe est plus verte ■■ Stanley Donen. Avec Cary Grant (Etats-Unis, 1960, v.o., 105 min) ♢ **CineClassics**
21.00 La Vie privée de dom Juan ■■ Alexander Korda (Grande-Bretagne, 1934, N., 90 min) ♢ **Cinétoile**
21.00 Les Milles, le train de la liberté ■■ Sébastien Grall (France, 1995, 105 min) ♢ **Cinéstar 2**
22.30 Une nuit à l'opéra ■■ Sam Wood (Etats-Unis, 1935, N., v.o., 90 min). **TCM**
22.40 La Machine à explorer le temps ■■ George Pal (Etats-Unis, 1960, v.m., 100 min) ♢ **CineCinemas 3**
22.40 D.O.A. ■■ Rudolph Maté (Etats-Unis, 1950, N., 85 min) ♢ **Cinéfaz**
23.40 Bastogne ■■ William A. Wellman (Etats-Unis, 1949, N., v.o., 115 min) ♢ **CineClassics**
1.20 La Planète des singes ■■ Franklin J. Schaffner (Etats-Unis, 1967, v.m., 110 min) ♢ **CineCinemas 2**

DÉBATS

18.30 Bibliothèque Médicis. Sommes-nous bien représentés ? **Public Sénat**

MAGAZINES

16.05 Comme à la télé. Invités : Alexandre Devoise ; Michel Field. **Match TV**
19.00 Explorer. Grandes aventures. La bataille de Berlin : Le pont aérien de 1948. Sur les murailles de glaces de la Terre de Baffin (Arctique canadien). Chasseurs de tornades. **National Geographic**
20.05 Open club. Invitée : Evane Hanska. **CineClassics**
20.10 La Vie des médias. Le club des directeurs artistiques. Invité : Dominique Baudis. **LCI**
21.00 Une histoire de spectacle. Invité : Anthony Kavanagh. **Paris Première**
21.10 100% Politique. Invité : François Hollande. **LCI**
21.40 FBI. Invités : Alexandre Arcady ; Guillaume Dustan ; Isild Le Besco. **Match TV**
23.45 Des livres et moi. Invités : Virginie Despentes ; Didier Van Cauwelaert. **Paris Première**
0.10 Pendant la pub. Invité : Bruno Solo. **Monte-Carlo TMC**

DOCUMENTAIRES

19.10 Le Siècle de Jorge Semprun. [1/2]. 1914-1945. **Histoire**
19.45 Cinq filles et une balance. [8/10]. **Planète**
19.55 L'Histoire de l'archéologie. L'avenir du passé. **Odyssée**
20.00 Orques de Norvège. **National Geographic**
20.15 Des premières nations. [7/13]. Le cadeau. **Planète**
20.30 Histoires marines. **National Geographic**
21.00 La Fièvre des îles. **Voyage**
21.00 Massoud, l'Afghan. **Histoire**
21.20 Mémoire de la seconde guerre mondiale. Les derniers jours de la seconde guerre mondiale. **La Chaîne Histoire**
21.40 Après le déluge. **Planète**
22.15 Jeanne d'Arc, la pucelle guerrière. **La Chaîne Histoire**
22.30 A la mémoire de Massoud, un homme de paix dans la guerre. [3/5]. **Histoire**
23.00 Pearl Harbor. [1/2]. **National Geographic**
23.25 Les phobies, ces angoisses qui nous font peur. **Planète**
23.30 Kampuchéa, chroniques rouge-amer. **Histoire**

SPORTS EN DIRECT

16.30 Haltérophilie. Championnats d'Europe. +75 kg dames. 19.00 77 kg messieurs. **Eurosport**
20.30 Basket-ball. Euroligue féminine. Demi-finale : Valenciennes - Ruzomberok. A Liévin. **Pathé Sport**

DANSE

18.45 Aunis. Chorégraphie de Jacques Garnier. Avec Kader Belarbi, Wilfried Romoli, Jean-Claude Cappara. Réalisation de Luc Riolon. **Mezzo**

MUSIQUE

21.00 Antonin Dvorak à Prague. En 1993. Avec Yo-Yo Ma (violoncelle), Itzhak Perlman (violon), Rudolf Firkusny (piano), Frederica von Stade (mezzo-soprano). Par l'Orchestre symphonique de Boston et le Chœur philharmonique de Prague, dir. Seiji Ozawa.
22.30 *Danses slaves* n° 1, 2, 3 et 7, de Dvorak. En 2000, lors du Festival Berlioz de la Côte Saint-André. Par l'Orchestre symphonique de Prague, dir. Serge Baudo. **Mezzo**
23.30 Alceste. Opéra de Gluck. Mise en scène de Robert Wilson. En 1999. Par les English Baroque Soloists et le Monteverdi Choir, dir. John Eliot Gardiner. **Mezzo**

TÉLÉFILMS

20.55 Diana princesse de Galles. K. Connor. [1 et 2/2]. **TMC**
21.00 Les Filles de l'océan. Joyce Chopra. **Disney Channel**
22.30 Un homme parfait. Ellen Evans. **RTL 9**

SÉRIES

19.55 Le Caméléon. Secrets d'outre-tombe. **Série Club**
20.45 New York District. Black, White and Blue ○ **13ème RUE**
21.00 Les Screnings 2002. The Bernie Mac Show (v.o.). Wonderland (v.o.) ○. The Trouble With Normal (v.o.). All Souls (v.o.) ♠. The Beat (v.o.) ○ **Série Club**
22.55 Friends. Celui qui draguait Rachel (v.o.) Celui qui perturbait Halloween (v.o.) ♢. **Canal Jimmy**

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Black and Blue. Invité : Lucien Malson.
21.30 Cultures d'Islam. Sorour Kasmaï.
22.00 Journal. **22.10** Multipistes.
22.30 Surpris par la nuit.
0.05 Du jour au lendemain. Linda Lê.

FRANCE-MUSIQUES

20.05 Concert franco-allemand. Par l'Orchestre symphonique de la Radio de Sarrebruck, dir. Emmanuel Siffert : œuvres de Delius, Paganini, Koppel, Vaughan-Williams.
22.30 Alla breve.
22.45 Jazz-Club.

RADIO CLASSIQUE

20.00 Les Rendez-Vous du soir. Œuvres de Schubert, Brahms, Bruch.
20.40 Christoph von Dohnanyi en public. *Symphonie* n°88, de Haydn, par l'Orchestre de Cleveland ; Œuvres de Bartok, Liszt, R. Schumann, Schubert, Hindemith.
22.55 Les Rendez-Vous du soir (suite). Œuvres de Bach, Haendel, Zelenka.
0.00 Les Nuits de Radio Classique.

SAMEDI 27 AVRIL

TF1

12.50 Météo, Journal **13.25** Reportages J'ai été juré **14.00** Les Dessous de Palm Beach Erreur de jeunesse. Série **14.50** Flipper Un accident stupide. Série **15.40** Oui chérie ! T'as envie ? Série **16.05** Dawson Le cinéma, c'est pas paradisio. Série **17.00** Angel Le grand bilan. Série **17.50** Sous le soleil Un bonheur impossible. Série **18.55** Le Maillon faible **19.55** Météo, Journal, Tiercé, Météo.

20.50 Zéro de conduite ! Divertissement présenté par Pascal Bataille et Laurent Fontaine. 77273517
Des membres du public, piégés à leur insu par des proches, reçoivent un zéro de conduite et une punition sympathique pour leur comportement passé.

23.10 New York Unité Spéciale Evidences trompeuses ○ 4205468. Monogamie ○ 98770. Série. Avec Chris Meloni, Mariska Hargitay, Armand Schultz, Dann Florek, Richard Blezer.
Dans Evidences trompeuses, *la police enquête sur la mort suspecte d'une scientifique qui travaillait à des projets novateurs pour le compte d'un laboratoire pharmaceutique.*

1.00 Formule F1 Essais du Grand Prix d'Espagne 8928515 **1.35** Les Coups d'humour Invité : Tex 28021683 **2.10** La Nuit celtique au Stade de France 84871138 **4.25** Histoires naturelles Saumon de minuit **4.55** Musique (85 min).

FRANCE 2

13.00 Journal, Météo **13.40** Savoir plus santé Sexualité : plaisir, souffrances et solutions **14.40** Rugby Coupe d'Europe. Demi-finale. Castres (France) - Munster (Irlande). A Béziers **16.45** Gymnastique Championnats d'Europe messieurs. A Patras (Grèce) **18.05** Waikiki Ouest Coupable. Série **18.55** Union libre Magazine **20.00** Journal, Météo.

20.55 C'est show Divertissement présenté par Patrick Sébastien. Invités : Gilbert Montagné, Dany, Etienne Daho, Titiyo, Thierry Obadia, Michèle Torr, Billy Crawford, Marianne James, Nicolas Canteloup, Denis Maréchal, Gustave Parking, Didier Benureau, Patricia Levrey, Gérard Hernandez, Bruno Salomone, Pierre Bellemare. 1860973

23.05 Tout le monde en parle Magazine présenté par Thierry Ardisson. 18145195

1.40 Journal de la nuit, Météo **2.05** Union libre Magazine **3.05** Premier rendez-vous.

3.40 Live for Love United 72121206 **3.45** Thé ou café Magazine. Invité : René Frydman 91183157 **4.20** La Pieuvre Enquête sur la mort du commissaire Cattani ♢. Série (50 min) 8428280.

FRANCE 3

13.25 C'est mon choix pour le week-end **14.55** Côté jardins Magazine **15.20** Keno **15.25** Côté maison Magazine **16.00** La Vie d'ici Magazine **18.15** Un livre, un jour *Journal d'un gardien de la paix*, d'Erik Blondin **18.20** Questions pour un champion **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.10** Tout le sport Magazine **20.20** Euro millionnaire Jeu.

20.55 Les Sarments de la révolte Téléfilm. Christian François. Avec Patrick Fierry, Chrystelle Labaude, Gaëla Le Dévéhat, Zuriel Onara, Sylvie Joly (France, 2002). 7683331
Un viticulteur endetté voit ses terres confisquées par la justice et se retrouve en prison.

22.35 Faut pas rêver En Grèce. Magazine présenté par Laurent Bignolas. Invité : Titos Patrikios. Au sommaire : Les pèlerins de Tinos ; Les fourreurs de Kastoria ; Les Météores, entre ciel et terre. 4489114

23.45 Météo **23.50** Soir 3 **0.10** Les Hommes oubliés de la Vallée des Rois 7953916.

1.10 Saga-Cités Magazine 2123596 **1.35** Sorties de nuit Cycle cuivres. Magazine. Invité : Dany Brillant 1958206 **2.45** Une nuit en Normandie Une balade nocturne et normande (180 min) 74296577.

CANAL+

► *En clair jusqu'à 15.00* **13.35** Les Eléphants de la rivière des sables **14.25** La Grande Course **15.00** Belle arnaqueuse Téléfilm. Steven Schachter (EU - All., 1998) **16.30** Making of « 3 zéros » **16.55** L'Odyssée du Pôle Nord Téléfilm. Kevin Hooks (EU, 1998) ♢ ► *En clair jusqu'à 20.00* **18.30** Journal **18.40** + clair Quelle responsabilité pour les médias dans la présence de l'extrême droite au second tour des présidentielles ?

20.00 Football Championnat de France D1 (33e journée). Multiplex. 20.45 Coup d'envoi en direct. 33398114
Pour cette 33e et avant-dernière journée, Lens reçoit Guingamp. A suivre également les rencontres Paris-SG - Metz, Monaco - Auxerre et Sochaux - Lille, etc.

22.45 Samedi sport Magazine présenté par Nathalie Iannetta. Au sommaire : Jour de foot ; D2 Max. 641640

0.00 La Secte sans nom Film. J. Balagueró. Avec Emma Vilarasau. *Suspense* (Esp., 1999) ♢ 2652954 **1.35** Le Retour des Mousquetaires ■ Film. Richard Lester. Avec Michael York. *Cape et épée* (Fr. - GB, 1989, v.o.) ♢ 8306935.

3.25 Te quiero Film. Manuel Poirier. Avec Philippe Bas. *Aventures* (Fr., 2001) ○ 71453206 **4.45** Surprises **4.50** Les Expéditions sous-marines de Franck Goddio Alexandrie, la cité engloutie (45 min) 2383935.

FRANCE 5 / ARTE

13.35 On aura tout lu ! Pourquoi la presse n'a-t-elle rien vu venir ? **14.30** Sur les chemins du monde Le Triomphe de la vie. Les secrets de l'adaptation ; 15.30 Panoramas du monde. L'île Maurice ; 16.30 Mahboub, le chemin d'un fakir ; 17.30 Gaïa **18.05** Le Magazine de la santé **19.00** Le Forum des Européens L'Europe sans Nucléaire ? **19.45** Arte info **20.00** Le Dessous des cartes **20.15** Voyages avec Turner [6/6].

20.45 L'Aventure humaine - Akhenaton et Néfertiti Documentaire. Michael Gregor (All., 2000). 6471466
Akhenaton et Néfertiti, un couple mythique de l'histoire de l'Egypte.
21.35 Metropolis Au sommaire : Le cercle des poètes reparus ; Gérard Haddad ; Les années punk 2314379.

22.30 La Passion Schliemann Téléfilm. Bruno Gantillon. Avec Hans-Peter Hallwachs, Julie Beres, Frédéric Andrau, Mikhael Dontchev, Denis Braccini (France, 1999). 2008176
L'archéologue allemand Schliemann invite son adversaire, le jeune journaliste parisien Julien Leroux, à découvrir le site de l'ancienne Troie et le trésor de Priam qu'il a trouvés.

23.55 La Lucarne Le Bocal. Documentaire. R. Billingham (GB, 1998) **0.45** Domicile conjugal ■■ Film. F. Truffaut. Avec C. Jade, J.-P. Léaud. *Chronique* (Fr., 1970) 835138 **2.20** La Quatrième Dimension Documentaire (30 min).

M6

13.25 Engrenage infernal Téléfilm. D. Payne. Avec Jack Scalia (EU, 1997) ○ **14.55** FX, effets spéciaux Les joyaux de la couronne. Série **15.45** Le Visiteur Télépathie. Série **16.40** Chapeau melon et bottes de cuir Faux témoins. Série **17.35** Turbo Magazine **18.15** Warning Magazine **18.20** Caméra Café Série **19.00** Loft Story **19.54** Le Six Minutes, Météo **20.05** Plus vite que la musique **20.40** Cinésix.

20.50 La Trilogie du samedi
20.50 Charmed Prémonitions ♢ 6461089. Série. Avec Holly Marie Combs, Alyssa Milano, Rose McGowan, Brian Krause, Richard McGregor.
21.40 Le Caméléon Réunion de famille ♢ 2304992. Série. Avec Michael T. Weiss, Andrea Parker.

22.35 Le Loft du samedi soir Divertissement présenté par Max. 9226398

0.00 Profiler La source de tous les maux ○ 78428. Série. Avec Ally Walker, Robert Davi.

0.54 Météo **0.55** M6 Music Emission musicale (435 min) 63042913.

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

13.25 Mortelle randonnée ■■■ Claude Miller (France, 1983, 95 min) ○ **CineCinemas 2**
14.15 Les Mauvaises Fréquentations ■■ Jean Eustache (France, 1963, 45 min) ♢ **CineClassics**
15.25 Le Père Noël a les yeux bleus ■■ Jean Eustache (France, 1966, N., 45 min) ♢ **CineClassics**
16.10 La Rosière de Pessac ■■ Jean Eustache (France, 1968, N., 70 min) ♢ **CineClassics**
16.40 Drôle de drame ■■ Marcel Carné (France, 1937, N., 95 min) ♢ **Cinétoile**
18.50 La Toile d'araignée ■■ Stuart Rosenberg (Etats-Unis, 1975, 115 min) ○ **TCM**
20.45 L'Homme aux colts d'or ■■ Edward Dmytryk (Etats-Unis, 1959, 120 min). **RTL 9**
22.20 Mad Max ■■ George Miller (Australie, 1979, v.m., 100 min). **TCM**
23.00 La Planète des singes ■■ Franklin J. Schaffner. Avec Charlton Heston (Etats-Unis, 1967, v.m., 110 min) **CineCinemas 1**
0.00 Mad Max 2, le défi ■■ George Miller (Australie, 1981, v.m., 95 min) ♠ **TCM**
0.20 Ailleurs, l'herbe est plus verte ■■ Stanley Donen. Avec Cary Grant (Etats-Unis, 1960, 105 min) ♢ **CineClassics**
0.25 La Règle du jeu ■■■ Jean Renoir (France, 1939, N., 105 min) ♢ **Cinétoile**
1.05 A mort l'arbitre ! ■■ Jean-Pierre Mocky (France, 1984, 80 min) ○ **CineCinemas 2**

DÉBATS

12.10 et 17.10 Le Monde des idées. Thème : Culture et politique. Invité : Jean-Jacques Aillagon. **LCI**
21.40 Israël-Palestine : Promesses ? **Planète**

MAGAZINES

13.00 Explorer. Grandes aventures. La bataille de Berlin : Le pont aérien de 1948. Sur les murailles de glaces de la Terre de Baffin. Chasseurs de tornades. **Nat. Geographic**
13.35 Courts particuliers. Contre l'oubli. La Mouette. La Forêt. Poitiers, voiture 11. Bertrand Tavernier. **Paris Première**
15.10 La Vie des médias. **LCI**
16.00 « J'y étais ». Best of. **Match TV**
17.10 Les Lumières du music-hall. Michel Berger. Lio. **Paris Première**
18.15 Une histoire de spectacle. Invité : Anthony Kavanagh. **Paris Première**
19.00 Explorer. Volcans d'Islande. L'ours des Andes. Déluge au Brésil. **National Geographic**
19.10 i reportage. **i Télévision**
20.00 Open club. Invitée : Evane Hanska. **CineClassics**
20.45 Comme à la télé. Invités : Alexandre Devoise ; Michel Field. **Match TV**
20.45 Temps présent. La phénomène disco. **Canal Jimmy**
22.20 Une histoire de spectacle. Elie Semoun. **Paris Première**

DOCUMENTAIRES

17.00 Pearl Harbor. [1/2]. **National Geographic**
17.10 Odyssée dans le monde du cinéma. **CineCinemas 1**
17.15 Biographie. Sigmund Freud, analyse d'une pensée. **La Chaîne Histoire**
18.30 Au bonheur des éléphants. **National Geographic**
18.30 Massoud, l'Afghan. **Histoire**
19.10 Les Mystères de l'Histoire. Hitler et les sciences occultes. **La Chaîne Histoire**
20.00 A la mémoire de Massoud, un homme de paix dans la guerre [3, 4 et 5/5]. **Histoire**
20.05 Cinque, le combattant de la liberté. **Chaîne Histoire**
20.10 Légendes. Diane Keaton. **Téva**
20.30 Brésil, le football au cœur. **Paris Première**
20.45 Citizen Bishara. **Planète**
20.55 Les Blacks : briser les chaînes. **Odyssée**
21.50 La Dernière Eclipse totale. **Odyssée**
22.45 Un jour mon prince viendra. **TV 5**
23.15 Corée, la guerre oubliée. [1/2]. **La Chaîne Histoire**
0.25 Guillaume Aretos. **Planète**

SPORTS EN DIRECT

14.30 Gymnastique. Championnats d'Europe messieurs. A Patras (Grèce). **Eurosport**
15.00 Tennis. Fed Cup (8e de finale) : Argentine - France. Les deux simples. **Pathé Sport**
16.00 Haltérophilie. Championnats d'Europe. 94 kg messieurs. **Eurosport**
18.00 Handball. Championnat D1 masculine (25e journée) : Dunkerque - Toulouse. **Eurosport**
20.00 Volley-ball. Pro A masculine. Finale. Match aller. Play-offs. Paris Volley - Tourcoing. **Eurosport**

MUSIQUE

19.45 Marais. *Couplets de folie*. Avec E. Guigues (viole de gambe), Anne-Catherine Vinay (viole de gambe). **Mezzo**
21.00 Soirée Claude Debussy. *Pelléas et Mélisande*. Opéra. Mise en scène de Graham Vick. Par l'Orchestre philharmonique de Londres et le Chœur de Glyndebourne, dir. sir Andrew Davis. 23.45 *Dix Préludes* et *Reflets dans l'eau*. Avec Sviatoslav Richter (piano). **Mezzo**
0.30 Michel Petrucciani Trio. En 1998. Avec Anthony Jackson (basse), Steve Gadd (batterie). **Mezzo**

TÉLÉFILMS

20.35 Berjac. Jean-Michel Ribes ♢ **CineCinemas 1**
20.40 Les Déracinés. Jacques Renard. [1 et 2/2]. **Festival**
20.50 Le justicier reprend les armes. Larry Sheldon ○ **TF 6**
21.00 Affaires de femmes. Lee Rose. [1 et 2/2]. **Téva**
21.00 Ma sœur est une extraterrestre. Steve Boyum. **Disney Channel**
21.10 Le Voleur de cerveau. Alain Boudet ♢ **CineClassics**
22.35 Lune de glace. Kurt Anderson ○ **13ème RUE**
23.05 Alliance fatale. Peter Foldy ♠ **TF 6**
23.30 Cas de conscience. Peter Werner ♢ **Canal Jimmy**

SÉRIES

21.00 Les Screnings 2002. Glory Days (v.o.). Some of my Best Friends (v.o.). Sunset Beat (v.o.). Dirty Dancing (v.o.). Petticoat Junction (v.o.). **Série Club**
22.40 G-Men versus the Black Dragon. Arsenal of Doom (v.o.) ♢. **CineClassics**

RADIO

FRANCE-CULTURE

18.35 Profession spectateur.
19.30 Désir d'Europe. Invité : Jacques Rupnik. L'extension des populismes en Europe.
20.00 Elektrophonie. Invité : Eric Neveux.
20.50 Mauvais genres. Dashiell Hammet.
22.10 Le Monde en soi.

FRANCE-MUSIQUES

19.06 Un soir à l'opéra.
20.00 Figures de femmes. *Horaces et Curiaces*. Opéra de Cimarosa. Par le Chœur de Radio France et l'Orchestre philharmonique de Radio France, dir. Fabio Luisi, Henriette Bonde-Hansen (Curiazio), Gaële Le Roi (Sabina).
23.00 Le Bel aujourd'hui. Œuvres de Haydn, Bach, Pauset.

RADIO CLASSIQUE

19.00 Intermezzo. Œuvres de De Boismortier, Couperin, Rameau, Corrette.
20.00 Les Rendez-Vous du soir. Le mythe de Don Juan. Œuvres de Gluck, Boccherini, Mozart, Clementi, Mozart et Triebensee, Chopin, Hoffmann, etc.
22.00 Da capo. Les frères Busch et Rudolf Serkin. Œuvres de R. Schumann, Mendelssohn, Schubert, Dvorak.

Les codes du CSA ♢ Tous publics ○ Accord parental souhaitable ♠ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans ♢ Public adulte. Interdit aux moins de 16 ans ✪ Interdit aux moins de 18 ans.
Les cotes des films ■ On peut voir ■■ A ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique. **Les symboles spéciaux de Canal +** DD Dernière diffusion ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et malentendants.

Le Monde

PIERRE GEORGES

Défaite oblige !

IL Y A longtemps, très longtemps, autrefois, c'est-à-dire avant dimanche, un candidat nommé Jospin avait poussé la modestie affectée jusqu'à signifier par un simple fax, envoyé par son fils, sa candidature à la présidence de la République française. On sait ce qu'il advint.

Lionel Jospin n'est plus et pour cause en course. Il ne se veut plus en politique. Mais que l'on sache, il est toujours et jusqu'au 6 mai premier ministre de la France. Il a toujours un fax et toujours un fils. Rien ne devrait donc l'empêcher, en homme responsable de la conduite des affaires du pays, de prendre cette ultime décision politique : dire. Ou, s'il ne peut dire, ayant, semble-t-il, fait vœu de mutisme médiatique, écrire.

Défaite oblige ! Au moins autant que noblesse. Se taire plus longtemps, se taire définitivement, même si l'on peut comprendre l' ampleur de la blessure, ce serait ramener le résultat du 21 avril à une défaite personnelle dans un combat personnel contre un adversaire personnel. Ce serait, dans l'orgueil foudroyé ou la tristesse épuisée d'un échec, confondre son propre sort avec celui du pays. Ce serait, disons-le franchement, démontrer par une absurde et têtue désertion face au devoir de parole – même si cela devait être le dernier mot d'une carrière politique –, qu'on peut lâcher la France après avoir postulé à la diriger.

Défaite oblige ! Et ce qui s'est passé dimanche 21 avril ne fut pas seulement la défaite d'un candidat contre un rival honni. Ou d'un camp, la gauche, contre un autre camp, la droite. Ce fut, tout le montre, la défaite d'un pays face à ses propres démons et vertiges. On le voit bien, tant cela part dans tous les sens désormais, le pays est déstabilisé, en pleine introspection morose ou indignée, en pleine ébullition aussi, entre divan et rue, en une manière de pré-mai 2002. A s'interroger, à s'inquiéter, à se maudire d'avoir si mal et si peu voté, à se regarder en son miroir fracassé et pourtant bien réel.

Ce pays s'interroge sur lui-même. Et il attend des hommes qui défendent la démocratie, qui l'ont toujours défendue, comme le seul idéal et le seul fonds commun, qu'ils disent. Lionel Jospin, pour ceux qui ont voté pour lui, qui auraient pu le faire, qui oublièrent de le faire, comme pour ceux qui votèrent contre lui ou pour d'autres, doit dire. Il doit, même désengagé de ses propres espoirs et idéaux politiques, s'engager.

On dit souvent qu'il est sain de penser contre soi-même. Il peut être sain, et urgent, dans une situation qui n'est ni saine, ni enviable, de voter contre soi-même. Et dans le cas présent, de voir le simple citoyen et encore premier ministre Jospin appeler à voter et voter pour le toujours et encore président Chirac.

Car, plus les jours passent, plus l'obligation d'un vote, même aux mains sales, même ganté, s'impose. On voit bien le débat qui traverse, ici et là, partout, les esprits à gauche, trouvant mille et une raisons de laisser la droite, déjà calculatrice, déjà le regard sur les législatives, se dépatouiller avec son extrême. On voit bien la confusion du moment et la tentation du pire au motif d'une clarification générale. Mais ce qu'on voit aussi, ce qu'on entend surtout, c'est que chaque mot, chaque proposition de Jean- Marie Le Pen, dit, mieux que tout, l'urgence prioritaire du 5 mai : dire et dire non !

CARNET DE CAMPAGNE

« Le PCF, c'est quand même un pan de l'histoire de France ! »

AUBERVILLIERS
denotre envoyée spéciale

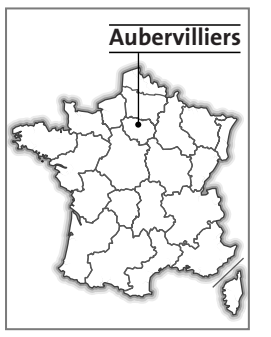
L'assemblée générale de la « fédé » communiste d'Aubervilliers commence à 20 h 30, dans une heure. Manuel Blasco et Hélène Reys sont à l'étage. Elle a besoin de griller une cigarette et cherche un briquet, il la taquine gentiment. Ils ne sont pas abattus, juste fatigués. Ces jeunes militants, 22 ans tous les deux, elle étudiante en psychologie, lui en sciences de l'éducation, n'iront pas rejoindre leurs camarades, qui se réunissent, mercredi 24 avril, pour la première fois depuis le premier tour, afin de resserrer les rangs en vue du second et des législatives. D'abord parce qu'ils ne sont pas du coin. Hélène, engagée depuis l'âge de 15 ans, père et grand-père cheminots et communistes, est conseillère municipale PCF à Stains. Manuel est secrétaire de l'Union des étudiants communistes (UEC) de Paris-VIII, et inscrit à la section PCF de La Courneuve. Mais, surtout, ces jeunes, déterminés, sont déjà *« clairs dans leur tête »*.

C. D.

Manuel et Hélène, jeunes communistes de la banlieue de Paris, voteront Chirac sans état d'âme.

Ce sera Chirac, sans états d'âme, le 5 mai, pour les deux. Ils ont bien eu la rage, au soir du 21 avril, recevant comme tous les membres du parti une claque sur chaque joue, avec le score historiquement bas du PCF (3,37 %) et Le Pen au second tour ! A Stains, Le Pen est passé devant Jospin, et dans les deux communes, bastions communistes du nord de Paris, le PCF a perdu presque les deux tiers des voix de 1995. *« Sur le coup, je me disais que je n'irais pas voter au deuxième tour. J'avais mal au cœur de me dire que notre action sur le terrain n'avait pas été payée de retour. Nous étions sanctionnés comme le PS. Nos meetings avaient pourtant été aussi bien suivis que lors des autres campagnes. Et je me disais aussi que maintenant, dans la cité où j'habite, j'allais devoir serrer la main d'un électeur de Le Pen sur cinq personnes... Un camarade m'a calmée et m'a convaincue »*, raconte Hélène.

Mais tout le monde au parti n'aurait pas encore repris ses esprits. *« Une partie des militants âgés se sont engagés au PCF dans les années 1960 pour combattre le capitalisme et défendre les droits des travailleurs. Pas comme nous, les encartés d'après le mur de Berlin, pour lutter contre le racisme, donc contre Le Pen. Eux n'ont pas fait leur combat là-dessus »*, explique Hélène, lucide.



Le choix au deuxième tour de ces militants âgés dépendra de l'histoire de chacun d'entre eux, précisent les deux jeunes gens. Comme ceux d'Aubervilliers, qui, au rez-de-chaussée, discutent à l'AG. En tout cas, Manuel et Hélène vont s'employer, avant le 5 mai, à convaincre ceux qui ont trop de mal à voter Chirac.

Ils ont déjà commencé à travailler au texte des tracts à distribuer pour les manifestations de samedi 27 avril et du 1er mai. Des textes qui ne se contenteront surtout pas des slogans *« FN égale facho »* vus en début de semaine, mais choisiront plutôt de mobiliser contre la pauvreté ou le racisme. Et ils contribueront à leur niveau à faire que le jour des travailleurs soit réinvesti par les communistes, alors que la rue était, chaque année, plutôt occupée par les syndicats. *« C'est clairement un début de campagne pour les législatives »*, concluent-ils.

Ils ont leur petite idée sur ce qui est en train de se tramer au niveau de leurs circonscriptions respectives. Manuel redoute les triangulaires : *« Ce sera l'occasion historique pour tous ceux qui rêvent de supprimer le PCF et leurs députés de le faire. Le PS va appeler à voter utile en agitant la leçon du premier tour de la présidentielle. C'est le meilleur moyen d'évincer tous nos députés communistes, et, si nous n'en avons plus assez à l'Assemblée pour former un groupe parlementaire, ce serait terrible. »* Mais tous deux n'osent croire à une fin du PCF. *« Nous avons 130 000 militants,* explique Hélène, *notre parti représente un pan de l'histoire de France : 36, le Front populaire, 1995 ! Depuis deux jours, nous sommes assaillis par les appels de citoyens non encartés qui nous témoignent leur gratitude et nous assurent que le PCF doit rester dans le paysage politique français. »*

L'entretien s'achève, mais Hélène, déjà rompue à l'art de faire passer un message, insiste : *« S'il vous plaît, n'oubliez pas d'écrire qu'il ne faut surtout pas diaboliser les 17 % de gens qui ont voté pour Le Pen. C'est un si redoutable démagogue. Son discours de dimanche dernier m'a glacée, surtout quand il a dit : "Vous, les métallos". Si sa voix avait été synthétisée et son visage masqué, on aurait cru sur le moment entendre un vieux militant communiste parler. C'est honteux. »*

Cécile Ducourtieux
(Le Monde interactif)

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Quatre ans d'aide Marshall

LE 3 AVRIL 1948, le Congrès des Etats-Unis votait définitivement la loi de coopération économique de 1948. Il mettait ainsi en œuvre le plan Marshall d'aide à l'Europe. L'idée en avait été lancée le 5 juin 1947 par le général Marshall, alors secrétaire d'Etat, dans un discours prononcé à l'université Harvard. Si les pays européens, avait-il déclaré, s'aidaient mutuellement et établissaient un plan d'ensemble, les Etats-Unis étaient disposés à leur fournir, même gratuitement, les produits dont ils auraient besoin pour se relever. Chaque année, de nouveaux crédits ont été votés par le Congrès. Ils ont d'ailleurs été en diminuant. La reconstruction de l'Europe ayant fait des progrès manifestes, la pénurie de dollars s'étant affirmée et, d'autre part, le réarmement prenant une importance grandissante, ce que l'on a appelé le plan Marshall prendra fin le 30 juin prochain. A vrai dire, l'aide économique ne disparaîtra pas, mais elle sera établie en fonction des besoins de la sécurité mutuelle. Déjà, depuis la fin de l'année dernière, aide économique et aide militaire ont plus ou moins été fondues. L'aide des Etats-Unis à l'étranger après la guerre ne s'est pas bornée au plan Marshall (plus de 12 milliards de dollars) : le total des prêts et des dons accordés sous des formes diverses doit dépasser maintenant les 30 milliards de dollars.

(27-28 avril 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr

■ A l'occasion de la réédition d'albums enregistrés de 1962 à 1982 par des grands de la chanson française, lemonde.fr et l'éditeur **Jacques Canetti** vous proposent de gagner 20 exemplaires d'un CD anthologique baptisé « 20 albums de légende pour 40 ans de passion ».

■ Dans le cadre de l'exposition présentée à **Beaubourg**, un dossier propose des clefs pour revenir sur les sources et l'évolution du mouvement surréaliste.

CONTACTS

▶ **RÉDACTION**
21 *bis*, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ; télécopieur : 01-42-17-21-21 ; télex : 202 806 F

▶ **ABONNEMENTS**
Par téléphone : 01-42-17-32-90
Sur Internet : http://abo.lemonde.fr
Par courrier : bulletin p. 34
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

▶ **INTERNET**
Site d'information : www.lemonde.fr
Site finances : http://finances.lemonde.fr
Site nouvelles technologies : http ://interactif.lemonde.fr
Guide culturel : http://aden.lemonde.fr
Marché de l'emploi : http://emploi.lemonde.fr
Site éducation : http://educ.lemonde.fr
Marché de l'immobilier : http://immo.lemonde.fr

▶ **TÉLÉMATIQUE**
3615 lemonde

▶ **DOCUMENTATION**
Sur Internet : http://archives.lemonde.fr

▶ **COLLECTION**
***Le Monde* sur CD-ROM :** 01-44-88-46-60
***Le Monde* sur microfilms** 03-88-71-42-30

▶ **LE MONDE 2**
Abonnements : 01-42-17-32-90
En vente : « Election présidentielle : qui ? ».

■ Tirage du *Monde* daté vendredi 26 avril 2002 : 601 909 exemplaires. **1 - 3**
Nos abonnés de la France métropolitaine trouveront avec ce numéro un encart publicitaire « Le Monde de l'éducation ».

Le Monde

La France de Jean-Marie Le Pen

Histoire, analyses, portraits... pour mieux comprendre

Samedi 27 avril avec Le Monde daté dimanche 28 - lundi 29 avril